

**FR**

**FR**

**FR**



COMMISSION EUROPÉENNE

Bruxelles, le 28.7.2010  
COM(2010) 402 final

**COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN, AU  
CONSEIL ET À LA COUR DES COMPTES**

**COMPTES DÉFINITIFS DES 8e, 9e ET 10e FONDS EUROPÉENS DE  
DÉVELOPPEMENT - EXERCICE 2009**

## TABLE DES MATIÈRES

NOTE ACCOMPAGNANT LES COMPTES .....	3
EXÉCUTION ET COMPTABILISATION DES RESSOURCES DU FED.....	4
PARTIE I – COMPTES ANNUELS DU FED : FONDS GÉRÉS PAR LA COMMISSION EUROPÉENNE.....	11
1. ÉTATS FINANCIERS DES 8 <sup>e</sup> , 9 <sup>e</sup> ET 10 <sup>e</sup> FONDS EUROPÉENS DE DÉVELOPPEMENT.....	11
1.1 8 <sup>e</sup> , 9 <sup>e</sup> ET 10 <sup>e</sup> FED: BILAN GLOBAL, COMPTE DE RÉSULTAT ÉCONOMIQUE, TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE ET ÉTAT DES VARIATIONS DE L'ACTIF NET.....	11
1.2 8 <sup>e</sup> FED : BILAN, COMPTE DE RÉSULTAT ÉCONOMIQUE ET ÉTAT DES VARIATIONS DE L'ACTIF NET .....	16
1.3 9 <sup>e</sup> FED : BILAN, COMPTE DE RÉSULTAT ÉCONOMIQUE ET ÉTAT DES VARIATIONS DE L'ACTIF NET .....	19
1.4 10 <sup>e</sup> FED : BILAN, COMPTE DE RÉSULTAT ÉCONOMIQUE ET ÉTAT DES VARIATIONS DE L'ACTIF NET .....	22
1.5 NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS DES 8 <sup>e</sup> , 9 <sup>e</sup> ET 10 <sup>e</sup> FED.....	26
2.1 DOTATIONS.....	58
2.2 COMPTES CONSOLIDÉS .....	64
2.3 AUTRES INFORMATIONS DE GESTION.....	71
PARTIE II – COMPTES ANNUELS DU FED: ÉTATS FINANCIERS DE LA FACILITÉ D'INVESTISSEMENT .....	73
3. ÉTATS FINANCIERS DE LA FACILITÉ D'INVESTISSEMENT .....	74
3.1 COMPTE DE RÉSULTAT.....	74
3.2 BILAN.....	76
3.3 ÉTAT DES VARIATIONS DES CONTRIBUTIONS DES DONATEURS .....	78
3.4 TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE.....	80
3.5 ANNEXE AUX ÉTATS FINANCIERS.....	82
ANNEXE DE LA PARTIE I – CHAPITRE 2 (RAPPORT SUR L'EXÉCUTION FINANCIÈRE) : SITUATION PAR PAYS ET PAR INSTRUMENT.....	111

## **NOTE ACCOMPAGNANT LES COMPTES**

Je déclare par la présente que les comptes annuels des 8<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup> et 10<sup>e</sup> Fonds européens de développement pour l'exercice 2009 ont été établis conformément au Titre VIII du règlement financier du 10<sup>e</sup> Fonds européen de développement ainsi qu'aux principes, règles et méthodes comptables exposés dans l'annexe aux états financiers.

J'ai obtenu de l'ordonnateur et de la BEI, qui en certifient la fiabilité, toutes les informations nécessaires à l'établissement des comptes décrivant l'actif et le passif des Fonds européens de développement, ainsi que l'exécution du budget.

Je certifie par la présente que, sur la base de ces informations et des vérifications que j'ai jugées nécessaires pour être en mesure d'approuver les comptes, j'ai obtenu l'assurance raisonnable que les comptes présentent une image fidèle de la situation financière des Fonds européens de développement, dans tous les aspects significatifs.

*(signé)*

Philippe Taverne

***Comptable***

## **EXÉCUTION ET COMPTABILISATION DES RESSOURCES DU FED**

### **1. CONTEXTE GÉNÉRAL**

L'Union européenne entretient, en matière de développement, des relations basées sur la coopération avec un grand nombre de pays en développement. Leur objectif principal est de promouvoir le développement économique et social, en se concentrant plus particulièrement sur la réduction et l'atténuation de la pauvreté à long terme, au moyen d'une aide au développement et d'une assistance technique aux pays bénéficiaires. Pour y parvenir, l'Union, conjointement avec les pays partenaires, établit des stratégies de coopération et mobilise les ressources financières nécessaires à leur mise en œuvre. Les ressources que l'Union alloue au développement proviennent de trois sources :

- le budget de l'Union européenne;
- le Fonds européen de développement;
- la Banque européenne d'investissement.

Le Fonds européen de développement (FED) est le principal instrument dont l'Union dispose pour apporter son aide en matière de coopération au développement aux États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et aux pays et territoires d'outre-mer (PTOM). Le traité de Rome de 1957 avait prévu sa création pour l'octroi d'une aide technique et financière, initialement limitée aux pays africains toujours colonisés à cette époque et avec lesquels certains États membres possédaient des liens historiques.

Le FED n'est pas financé par le budget de l'Union européenne. Il est financé par les États membres, soumis à son propre règlement financier et dirigé par un comité spécifique. La responsabilité de l'exécution financière des opérations réalisées avec les ressources du FED incombe à la Commission européenne alors que la facilité d'investissement est gérée par la Banque européenne d'investissement (BEI).

Au cours de la période 2008-2013, l'aide géographique octroyée aux États ACP et aux PTOM continuera à être essentiellement financée par le FED. Chaque FED est généralement conclu pour une durée de quelque 5 ans. Depuis la conclusion de la première convention de partenariat en 1964, les cycles de programmation des FED ont, dans l'ensemble, suivi ceux des accords/conventions de partenariat. Chaque FED étant régi par son propre règlement financier, il y a lieu d'établir des états financiers pour chacun d'eux. Il s'ensuit que les états financiers sont établis séparément pour chaque FED en ce qui concerne la partie gérée par la Commission européenne. Ces états financiers sont également présentés sous forme agrégée afin de permettre une vue globale de la situation financière des ressources relevant de la responsabilité de la Commission européenne.

La facilité d'investissement a été établie en vertu de l'accord de Cotonou. Gérée par la Banque européenne d'investissement, cette facilité d'investissement sert à soutenir le développement du secteur privé dans les États ACP à travers essentiellement, mais pas exclusivement, le financement d'investissements privés. La facilité fonctionne selon le principe d'un fonds renouvelable. Les remboursements des prêts qui sont réinvestis dans d'autres opérations permettent en effet à la facilité de s'autorenouveler en plus de jouir d'une indépendance financière. N'étant pas gérée par la Commission européenne, la facilité d'investissement n'est pas consolidée dans la première partie des comptes annuels (les états financiers des 8<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup> et 10<sup>e</sup> FED et le rapport connexe portant sur l'exécution financière). Les

états financiers de la facilité d'investissement sont joints à part dans les comptes annuels (partie 2) afin de fournir une vision complète de l'aide au développement du FED.

Le 10<sup>e</sup> FED porte sur la période 2008-2013 et dispose d'un budget total de 22 682 millions d'EUR. Sur ce montant, 21 966 millions d'EUR sont alloués aux pays ACP, 286 millions d'EUR aux PTOM et 430 millions d'EUR à la Commission pour couvrir les dépenses engagées pour la programmation et la mise en œuvre du FED<sup>1</sup>.

## **2. COMMENT LE FED EST-IL FINANCÉ ?**

Les perspectives financières pour la période 2007-2013 ont été adoptées par le Conseil européen du 15-16 décembre 2005. Il a alors été décidé que la coopération géographique avec les États ACP ne serait pas intégrée au budget de l'Union européenne (budgétisée), mais qu'elle continuerait d'être financée par le FED intergouvernemental existant pour la période 2008-2013.

Le budget de l'Union européenne est un budget annuel dans lequel les recettes et les dépenses sont prévues et autorisées pour une année selon le principe de l'annualité budgétaire. À la différence de l'Union européenne, le FED fonctionne sur une base pluriannuelle. Chaque Fonds fait l'objet d'un accord de partenariat conclu entre les États membres et est associé à un fonds global de mise en œuvre de la coopération au développement pendant une période qui est généralement de cinq ans. Les fonds attribués peuvent être utilisés sur toute la période du FED, car les ressources sont allouées sur une base pluriannuelle. Le caractère non annuel du budget est souligné dans les rapports budgétaires dans lesquels l'exécution du budget des FED est mesurée par rapport au total du fonds.

Les ressources du FED sont des contributions « ad hoc » des États membres de l'UE. À intervalles d'environ cinq ans, des représentants des États membres se réunissent au niveau intergouvernemental pour statuer sur un montant global attribué au Fonds et superviser son exécution. C'est ensuite la Commission qui s'occupe de la gestion du fonds. Étant donné que les États membres possèdent leurs propres politiques d'aide et de développement en sus des politiques à l'échelle de l'Union, ils doivent coordonner leurs politiques avec l'UE afin de veiller à leur complémentarité. En 2009 et en 2008, les 15 États membres participants ont été appelés à contribuer au 9<sup>e</sup> FED. Les contributions pour le 10<sup>e</sup> FED, auquel participent 27 États membres, n'ont pas encore été appelées.

Alors qu'une partie des fonds du 10<sup>e</sup> FED a été mise de côté pour les besoins imprévus, la plupart sont programmés dans des cadres pluriannuels indicatifs, principalement géographiques mais aussi thématiques, actuellement définis pour la période 2008-2013. Des documents de stratégie par pays, des documents stratégiques régionaux et des documents stratégiques intra-ACP ont été adoptés par la Commission en conséquence. Leur mise en œuvre est contrôlée chaque année et les stratégies sont examinées à mi-parcours (2010, en cours) et à terme (2012). À l'issue de ces révisions à mi-parcours et à terme, la Commission peut, pour le compte de l'Union européenne, revoir les stratégies et l'affectation des ressources à la lumière des besoins actuels et de la performance des États ou des régions ACP concernés.

Outre les contributions susmentionnées, les États membres ont également la possibilité de passer des accords de cofinancement ou bien de verser des contributions financières volontaires au FED.

---

<sup>1</sup> JO L 247 du 9.9.2006

### 3. COMMENT LES RESSOURCES DU FED SONT-ELLES GÉRÉES ET DÉPENSÉES ?

#### 3.1 Dépenses opérationnelles

Les dépenses opérationnelles du FED se présentent sous différentes formes, en fonction de la manière dont les crédits sont dépensés et gérés. Conformément au règlement financier, la Commission met en œuvre les ressources du FED selon les modes de gestion suivants:

**Gestion décentralisée:** la Commission délègue certaines tâches d'exécution du budget à des pays tiers, en plus ou moins grande partie en fonction de la situation locale du bénéficiaire concerné.

**Gestion centralisée:** la Commission exécute soit directement le budget soit indirectement en confiant certaines tâches de mise en œuvre du budget à des organismes relevant du droit de l'Union européenne ou du droit national, tels que les agences de l'Union européenne de droit public ou exécutant des missions de service public.

**Gestion conjointe avec des organisations internationales:** dans ce cadre, la Commission confie certaines tâches d'exécution à une organisation internationale.

#### 3.2 Les différents acteurs financiers

La responsabilité de l'**ordonnateur délégué** s'étend à l'ensemble du processus de gestion, de la détermination des actions à mener pour réaliser les objectifs politiques fixés à la gestion des activités engagées du point de vue tant opérationnel que budgétaire, y compris la signature des engagements juridiques, le contrôle des performances, l'exécution des paiements, voire le recouvrement des fonds, s'il y a lieu.

Le **Chef de la délégation de l'Union européenne** est l'agent de liaison local entre la Commission et les autorités nationales ou régionales de l'État ACP/des PTOM sur le terrain. Il travaille en étroite collaboration avec l'ordonnateur national ou régional à la définition de la stratégie de mise en œuvre et des politiques sectorielles ainsi qu'à la préparation, à l'étude et à la révision des programmes et des projets du FED.

L'**ordonnateur national** dans le pays bénéficiaire est un haut fonctionnaire nommé par le gouvernement de chaque État ACP/ PTOM. Il représente les autorités de son pays pour toutes les activités financées par le Fonds et gérées par la Commission et la BEI. Ces fonctions sont dans la plupart des cas exercées par un membre du gouvernement, généralement le ministre d'État à la planification ou aux finances. L'ordonnateur national exécute les tâches administratives, techniques et financières liées à la gestion des programmes et des projets du FED.

Le **comptable** exécute les ordres de paiement et de recouvrement établis par les ordonnateurs. Il est également chargé de gérer la trésorerie, de définir les règles et méthodes comptables, de valider les systèmes comptables, de tenir la comptabilité et d'établir les états financiers annuels correspondants. En outre, le comptable est tenu de signer les comptes et de déclarer que ceux-ci fournissent une image fidèle de la situation financière.

#### 3.3 Mise en œuvre des ressources du FED

La grande majorité des ressources financières octroyées aux États ACP et aux PTOM par le biais du FED sont des subventions. Au début de chaque FED, l'Union européenne informe les États ACP et les PTOM du niveau des subventions qui devraient être à leur disposition sur la

période du Fonds. Les ressources sont attribuées en fonction des besoins spécifiques du pays bénéficiaire en tenant compte de ses propres politiques et de ses efforts en matière de développement.

Le pays bénéficiaire élabore une stratégie de coopération en consultation avec ses partenaires en matière de développement (donateurs) ou après les avoir consultés. Les stratégies de coopération définies avec l'UE comprennent généralement les propres stratégies de développement à moyen terme du pays, une analyse du contexte politique et socio-économique ainsi qu'une évaluation de l'Union européenne. Le personnel de la Commission européenne apporte un soutien technique aux autorités nationales dans la rédaction du document de stratégie de coopération.

Un programme indicatif national (PIN) est alors établi pour la mise en œuvre de la stratégie de coopération. Le PIN définit les secteurs et domaines visés par l'aide, explique la façon dont l'aide remplira leurs objectifs, fournit un calendrier de mise en œuvre et précise les modalités d'intervention dans le programme d'autres acteurs tels que des organisations internationales ou des ONG (le cas échéant). Ce programme global indicatif fait l'objet d'une révision annuelle, à mi-parcours et finale. Des améliorations et modifications y sont apportées au besoin pendant sa période d'opération.

### **3.4 Les engagements de dépenses des ressources du FED**

Les ressources du FED ne peuvent être dépensées tant que la Commission et le bénéficiaire éventuel de crédits du FED n'ont pas conclu un engagement juridique par écrit.

Avant qu'un engagement juridique (par exemple, un contrat ou une convention de subvention) puisse être conclu avec un tiers, il faut qu'il y ait une ligne budgétaire dotée de suffisamment de crédits autorisant l'activité en question. Si cette condition est remplie, les crédits requis doivent être réservés dans le budget au moyen d'un engagement budgétaire dans le système comptable. Il n'y a cependant aucun effet sur la comptabilité générale (ou le grand livre des comptes), puisqu'aucune dépense n'a encore été engagée. En effet, le système comptable du FED comporte deux éléments distincts mais liés:

- (a) la comptabilité budgétaire, qui permet de suivre, de manière détaillée, l'exécution du budget ; et
- (b) la comptabilité générale, qui est utilisée pour établir le bilan et le résultat économique.

La comptabilité budgétaire présente les engagements et les paiements effectués. Elle est fondée sur le principe de la comptabilité de caisse, c'est-à-dire que l'inscription dans les comptes d'un poste de dépense ou de recette n'a lieu qu'au moment de l'engagement, du versement ou de l'encaissement de liquidités. Ce type de comptabilité est caractéristique du secteur public, qui a traditionnellement tendance à mettre l'accent sur le budget et son exécution.

La comptabilité générale (basée sur les principes de la comptabilité d'exercice) présente l'ensemble des dépenses et des recettes de l'exercice budgétaire (et donc le résultat économique) pour établir la situation financière du FED sous la forme d'un bilan (actif et passif) au 31 décembre d'une année donnée.

### **3.5 Les paiements**



Aucun paiement ne peut être effectué si un engagement budgétaire n'a pas été préalablement approuvé par l'ordonnateur.

Un préfinancement est un paiement destiné à fournir une avance au bénéficiaire, par exemple un fonds de trésorerie. Il peut être fractionné en plusieurs versements sur une période définie dans la convention de préfinancement spécifique. Le fonds de trésorerie (ou l'avance) est soit utilisé aux fins prévues au cours de la période définie dans la convention, soit remboursé - si le bénéficiaire n'encourt pas de dépenses éligibles, il est tenu de restituer le préfinancement au FED. Le préfinancement versé n'est donc pas une dépense définitive tant que les conditions contractuelles dont il est assorti ne sont pas satisfaites. Par conséquent, il est inscrit à l'actif du bilan lorsque le paiement initial est effectué. Le montant de l'actif de préfinancement est diminué (en tout ou en partie) des coûts éligibles acceptés (qui sont considérés comme des dépenses dans le compte de résultat économique) et des montants remboursés.

À la clôture de l'exercice, il convient d'évaluer les dépenses éligibles qui ont été encourues par les bénéficiaires des fonds du FED mais qui n'ont pas encore été déclarées. Après ces calculs de clôture de l'exercice, les montants éligibles estimés sont inscrits comme des charges à payer, tandis que les éléments non éligibles estimés restent ouverts sur les comptes « Éligibilité à contrôler ». Ces montants sont comptabilisés en dettes à court terme, afin de ne pas surestimer l'actif et le passif.

### **3.6 Récupération de l'indu**

L'éligibilité des dépenses imputées au FED est vérifiée sur la base des pièces justificatives prévues dans les règles applicables ou dans les conditions de chaque subvention. Dans le souci d'optimiser le rapport coûts/bénéfices des systèmes de contrôle, les vérifications portant sur les pièces justificatives des demandes de paiement finales tendent à être plus détaillées que celles portant sur les demandes intermédiaires, et peuvent donc détecter des erreurs survenues au niveau des paiements intermédiaires, qui seront corrigées par un ajustement du paiement final. De plus, la Commission a le droit de vérifier la fiabilité des justificatifs au moyen de visites dans les locaux de l'auteur de la demande de paiement, tant au cours de l'action financée que par la suite (ex post). Les erreurs constatées pendant la période de mise en œuvre peuvent être corrigées par des ajustements des demandes de paiement ultérieures. Les erreurs détectées ex post feront l'objet d'un ordre de recouvrement.

## **4. COMPTES DE FIN D'EXERCICE**

### **4.1 Comptes annuels**

Il est de la responsabilité du comptable de préparer les comptes annuels et de veiller à ce que ceux-ci fournissent une image fidèle de la situation financière du FED.

Les comptes annuels sont présentés comme suit:

Partie I : Fonds gérés par la Commission européenne

- États financiers des 8<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup> et 10<sup>e</sup> Fonds européens de développement
- Rapport sur l'exécution financière des 8<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup> et 10<sup>e</sup> Fonds européens de développement

Partie II : Fonds gérés par la Banque européenne d'investissement

- États financiers de la facilité d'investissement

Les états financiers de la facilité d'investissement sont joints à part dans les comptes annuels afin de fournir une vision globale de l'aide au développement du FED.

Les comptes annuels sont adoptés par la Commission avant le 31 juillet de l'exercice ultérieur et présentés à la Cour des comptes pour vérification et, enfin, au Conseil et au Parlement dans le cadre de la procédure de décharge.

## **4.2 Rapport d'activité annuel**

L'ordonnateur est tenu d'établir un rapport d'activité annuel (RAA) concernant les activités qui relèvent de sa responsabilité. Dans ce rapport, l'ordonnateur fait état des résultats des politiques et affirme avoir l'assurance raisonnable que les ressources allouées aux activités décrites dans son rapport ont été utilisées aux fins prévues et conformément au principe de bonne gestion financière et que les procédures de contrôle mises en place donnent les garanties nécessaires quant à la légalité et la régularité des opérations sous-jacentes.

## **5. AUDIT ET DÉCHARGE**

### **5.1 Audit**

Les comptes annuels du FED et la gestion des ressources sont supervisés par son auditeur externe, la Cour des comptes européenne, qui établit un rapport annuel pour le Conseil et le Parlement européen. La tâche principale de la Cour est de procéder à un audit externe indépendant des comptes annuels du FED. Dans le cadre de ses activités, la Cour des comptes élabore:

- (1) un rapport annuel contenant ses observations sur les comptes annuels et les opérations sous-jacentes;
- (2) un avis, fondé sur ses audits et figurant dans le rapport annuel sous forme de déclaration d'assurance, sur (i) la fiabilité des comptes et (ii) la légalité et la régularité des opérations sous-jacentes;
- (3) des rapports spéciaux qui rendent compte des résultats d'audits dans des domaines spécifiques de gestion.

La Cour des comptes a accès à tous les documents dont elle a besoin au cours de son activité d'audit. La Cour contrôle tous les secteurs d'activité du FED, allant jusqu'à examiner la légalité et la régularité des transactions et des paiements individuels. Elle vérifie aussi les comptes annuels eux-mêmes, en examinant les bilans et les comptes de résultat économique le cas échéant, ainsi que la présentation générale des états financiers. Ainsi, la Cour peut émettre un avis non seulement sur les chiffres présentés, mais également sur le système et les contrôles en place.

### **5.2 Décharge**

Le contrôle final est constitué par la décharge de l'exécution financière des ressources du FED pour un exercice donné. Le Parlement européen est l'autorité de décharge du FED. À la suite de l'audit et de la finalisation des comptes annuels, il revient au Conseil d'émettre une recommandation et ensuite au Parlement de décider de donner ou non décharge à la Commission pour l'exécution financière des ressources du FED pour l'exercice écoulé. Cette décision est fondée sur un examen des comptes et sur le rapport annuel de la Cour des comptes (qui comprend une déclaration d'assurance officielle) et les réponses de la

Commission, et fait également suite aux questions et autres demandes d'informations adressées à la Commission.

La décharge constitue le volet politique du contrôle externe de l'exécution financière et se définit comme la décision par laquelle le Parlement européen, sur recommandation du Conseil, «décharge» la Commission de sa responsabilité dans la gestion de l'exécution financière pour un exercice donné. Cette procédure de décharge peut donner lieu à deux situations: l'octroi ou l'ajournement de la décharge. Lors de l'octroi de la décharge, le Parlement peut mettre en exergue des observations qu'il estime importantes, souvent en recommandant à la Commission de prendre des mesures sur les aspects considérés. La Commission présente les mesures prises dans un rapport de suivi et un plan d'action qu'elle transmet au Parlement et au Conseil.

**PARTIE I – COMPTES ANNUELS DU FED : FONDS GÉRÉS PAR LA COMMISSION EUROPÉENNE<sup>2</sup>**

**1. ÉTATS FINANCIERS DES 8<sup>E</sup>, 9<sup>E</sup> ET 10<sup>E</sup> FONDS EUROPÉENS DE DÉVELOPPEMENT**

**1.1 8<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup> ET 10<sup>e</sup> FED: BILAN GLOBAL, COMPTE DE RÉSULTAT ÉCONOMIQUE, TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE ET ÉTAT DES VARIATIONS DE L'ACTIF NET**

**BILAN GLOBAL des 8<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup> et 10<sup>e</sup> FED**

		<i>En millions d'EUR</i>	
	<b>Note</b>	<b>31.12.2009</b>	<b>31.12.2008<sup>3</sup></b>
<b>ACTIFS À LONG TERME:</b>			
Préfinancements à long terme	2.1	196	268
<b>ACTIFS À COURT TERME:</b>			
Préfinancements à court terme	2.2	800	649
Créances à court terme	2.3	66	17
Liquidités et équivalents	2.5	523	291
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>		<b>1 585</b>	<b>1 226</b>
<b>PASSIF À COURT TERME:</b>			
Dettes à court terme	2.6	(860)	(709)
<b>TOTAL DU PASSIF</b>		<b>(860)</b>	<b>(709)</b>
<b>ACTIF NET</b>		<b>724</b>	<b>517</b>
<b>FONDS ET RÉSERVES</b>			
Capital appelé	2.7	20 381	17 079
Autres réserves	2.8	2 252	2 252
Résultat économique reporté des exercices précédents		(18 814)	(15 784)
Résultat économique de l'exercice		(3 094)	(3 030)
<b>ACTIF NET</b>		<b>724</b>	<b>517</b>

<sup>2</sup> Les chiffres étant arrondis, la somme de certaines données financières figurant dans les tableaux peut ne pas correspondre aux totaux.

<sup>3</sup> Certains montants du bilan 2008 et du résultat économique ont été reclassés afin d'assurer leur comparabilité avec la présentation 2009 – voir 1.3.4

## COMPTE DE RÉSULTAT ÉCONOMIQUE GLOBAL des 8<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup> et 10<sup>e</sup> FED

*En millions d'EUR*

	Note	2009	2008 <sup>4</sup>
<b>PRODUITS OPÉRATIONNELS</b>	3.1	49	23
<b>DÉPENSES OPÉRATIONNELLES</b>			
Dépenses de fonctionnement (incluant le cofinancement)	3.2	(3 102)	(3 007)
Dépenses administratives	3.3	(90)	(58)
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES</b>		<b>(3 144)</b>	<b>(3 043)</b>
Produits financiers	3.4	49	13
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) DES ACTIVITÉS FINANCIÈRES</b>		<b>49</b>	<b>13</b>
<b>RÉSULTAT ÉCONOMIQUE DE L'EXERCICE</b>		<b>(3 094)</b>	<b>(3 030)</b>

Consommation de contributions de cofinancement		0	0
Consommation de contributions ordinaires		(3 094)	(3 030)
<b>RÉSULTAT ÉCONOMIQUE DE L'EXERCICE</b>		<b>(3 094)</b>	<b>(3 030)</b>

<sup>4</sup> Certains montants du bilan 2008 et du résultat économique ont été reclassés afin d'assurer leur comparabilité avec la présentation 2009 – voir 1.3.4

## TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE GLOBAL des 8<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup> et 10<sup>e</sup> FED

En millions d'EUR

	Note	2009	2008 <sup>5</sup>
Résultat économique de l'exercice		(3 094)	(3 128)
<b>ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES</b>	4.2		
Contributions ordinaires des États membres		3 294	3 022
Contributions des États membres au cofinancement		2	0
(Reprise des) pertes de valeur sur créances		0	1
Variation des préfinancements à long terme		72	0
Variation des préfinancements à court terme		(150)	38
Variation des créances à court terme		(45)	(10)
Variation d'autres éléments d'actif		0	4
Variation des dettes à court terme		152	(13)
<b>FLUX DE TRÉSORERIE NETS</b>		<b>230</b>	<b>(87)</b>
<b>VARIATION NETTE DES LIQUIDITÉS ET ÉQUIVALENTS</b>		<b>230</b>	<b>(87)</b>
Liquidités et équivalents au début de l'exercice <sup>6</sup>	2.5 & 4.3	293	379
Liquidités et équivalents à la clôture de l'exercice	2.5	523	293

### Rapprochement du résultat économique 2008

Résultat économique de l'exercice des 8 <sup>e</sup> , 9 <sup>e</sup> et 10 <sup>e</sup> FED	(3 030)
Résultat économique de l'exercice du 7 <sup>e</sup> FED	(98)
<b>RÉSULTAT ÉCONOMIQUE 2008</b>	<b>(3 128)</b>

<sup>5</sup> La présentation des flux de trésorerie 2008 a été modifiée afin d'assurer sa comparabilité avec la présentation 2009 – voir 1.3.4

<sup>6</sup> Pour les besoins du tableau des flux de trésorerie, les liquidités et équivalents 2008 comprennent un compte courant lié à l'Union européenne, présenté dans la rubrique « dettes » du bilan 2008. Ce compte n'est plus utilisé depuis la mise en place d'une trésorerie séparée pour le FED et le transfert au système ABAC/SAP en 2009.

ÉTAT GLOBAL DES VARIATIONS DE L'ACTIF NET des 8<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup> et 10<sup>e</sup> FED

En millions  
d'EUR

	Capital du fonds (a)	Fonds non appelés (b)	Capital du fonds appelé (c)=(a)-(b)	Réserves cumulées (d)	Autres réserves (e)	Actif net total (c)+(d)+(e)
<b>SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2007</b>	<b>35 479</b>	<b>10 460</b>	<b>25 019</b>	<b>-25 666</b>	<b>1 293</b>	<b>646</b>
Augmentation de capital - contributions ordinaires		-3 000	3 000			3 000
Augmentation de capital - contributions de cofinancement	2	2				
Transferts de FED précédents						
Résultat économique de l'exercice				-3 030		-3 030
Ouverture du 10 <sup>e</sup> FED	21 152	21 152				
Clôture du 7 <sup>e</sup> FED	-10 940		-10 940	9 882	959	-98
<b>SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2008</b>	<b>45 694</b>	<b>28 615</b>	<b>17 079</b>	<b>-18 814</b>	<b>2 252</b>	<b>517</b>
Contributions						
Augmentation de capital - contributions ordinaires		-3 300	3 300			3 300
Augmentation de capital - contributions de cofinancement	68	66	2			2
Transferts de FED précédents						
<i>Consommation de contributions de cofinancement</i>						
<i>Consommation de contributions ordinaires</i>				-3 094		-3 094
Résultat économique de l'exercice				-3 094		-3 094
<b>SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2009</b>	<b>45 761</b>	<b>25 381</b>	<b>20 381</b>	<b>-21 909</b>	<b>2 252</b>	<b>724</b>





**1.2 8° FED : BILAN, COMPTE DE RÉSULTAT ÉCONOMIQUE ET ÉTAT DES VARIATIONS DE L'ACTIF NET**

**BILAN DU 8° FED**

*En millions  
d'EUR*

	<b>Note</b>	<b>31.12.2009</b>	<b>31.12.2008</b>
<b>ACTIFS À LONG TERME:</b>			
Préfinancements à long terme	2.1	0	2
<b>ACTIFS À COURT TERME:</b>			
Préfinancements à court terme	2.2	54	92
Créances à court terme	2.3	6	4
Comptes de liaison	2.4	708	859
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>		<b>768</b>	<b>956</b>
<b>PASSIFS À COURT TERME:</b>			
Dettes à court terme	2.6	(65)	(94)
<b>TOTAL DU PASSIF</b>		<b>(65)</b>	<b>(94)</b>
<b>ACTIF NET</b>		<b>703</b>	<b>862</b>
<b>FONDS ET RÉSERVES</b>			
Capital appelé	2.7	12 840	12 840
Autres réserves	2.8	(2 153)	(2 153)
Résultat économique reporté des exercices précédents		(9 825)	(9 504)
Résultat économique de l'exercice		(159)	(321)
<b>ACTIF NET</b>		<b>703</b>	<b>862</b>

## COMPTE DE RÉSULTAT ÉCONOMIQUE DU 8<sup>e</sup> FED

*En millions d'EUR*

	Note	2009	2008
<b>PRODUITS OPÉRATIONNELS</b>	3.1	20	4
<b>DÉPENSES OPÉRATIONNELLES</b>			
Dépenses de fonctionnement	3.2	(180)	(329)
Dépenses administratives	3.3	0	(1)
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES</b>		<b>(160)</b>	<b>(325)</b>
Produits financiers	3.4	1	4
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) DES ACTIVITÉS FINANCIÈRES</b>		<b>1</b>	<b>4</b>
<b>RÉSULTAT ÉCONOMIQUE DE L'EXERCICE</b>		<b>(159)</b>	<b>(321)</b>

**ÉTAT DES VARIATIONS DE L'ACTIF NET DU 8<sup>e</sup> FED**

*En millions  
d'EUR*

	<b>Capital du fonds (a)</b>	<b>Fonds non appelés (b)</b>	<b>Capital du fonds appelé (c)=(a)-(b)</b>	<b>Réserves cumulées (d)</b>	<b>Autres réserves (e)</b>	<b>Actif net total (c)+(d)+(e)</b>
<b>SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2007</b>	<b>12 840</b>	<b>0</b>	<b>12 840</b>	<b>-9 504</b>	<b>-2 095</b>	<b>1 241</b>
Contributions						
Augmentation de capital						
Transferts de FED précédents					-57	-57
Résultat économique de l'exercice				-321		-321
<b>SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2008</b>	<b>12 840</b>	<b>0</b>	<b>12 840</b>	<b>-9 825</b>	<b>-2 153</b>	<b>862</b>
Contributions						
Augmentation de capital						
Transferts de FED précédents						
Résultat économique de l'exercice				-159		-159
<b>SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2009</b>	<b>12 840</b>	<b>0</b>	<b>12 840</b>	<b>-9 985</b>	<b>-2 153</b>	<b>703</b>

**1.3 9° FED : BILAN, COMPTE DE RÉSULTAT ÉCONOMIQUE ET ÉTAT DES VARIATIONS DE L'ACTIF NET**

**BILAN DU 9° FED**

*En millions  
d'EUR*

	<b>Note</b>	<b>31.12.2009</b>	<b>31.12.2008</b>
<b>ACTIFS À LONG TERME:</b>			
Préfinancements à long terme	2.1	129	246
<b>ACTIFS À COURT TERME:</b>			
Préfinancements à court terme	2.2	507	516
Créances à court terme	2.3	59	13
Comptes de liaison	2.4	653	0
Liquidités et équivalents	2.5	11	13
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>		<b>1 359</b>	<b>788</b>
<b>PASSIFS À COURT TERME:</b>			
Dettes à court terme	2.6	(366)	(374)
Comptes de liaison	2.4	0	(837)
<b>TOTAL DU PASSIF</b>		<b>(366)</b>	<b>(1 212)</b>
<b>ACTIF NET</b>		<b>993</b>	<b>(424)</b>
<b>FONDS ET RÉSERVES</b>			
Capital appelé	2.7	7 539	4 239
Autres réserves	2.8	4 308	4 308
Résultat économique reporté des exercices précédents		(8 970)	(6 280)
Résultat économique de l'exercice		(1 884)	(2 690)
<b>ACTIF NET</b>		<b>993</b>	<b>(424)</b>

## COMPTE DE RÉSULTAT ÉCONOMIQUE DU 9<sup>e</sup> FED

*En millions d'EUR*

	Note	2009	2008
<b>PRODUITS OPÉRATIONNELS</b>	3.1	26	19
<b>DÉPENSES OPÉRATIONNELLES</b>			
Dépenses de fonctionnement	3.2	(1 880)	(2 652)
Dépenses administratives	3.3	(77)	(57)
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES</b>		<b>(1 931)</b>	<b>(2 690)</b>
Produits financiers	3.4	47	0
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) DES ACTIVITÉS FINANCIÈRES</b>		<b>47</b>	<b>0</b>
<b>RÉSULTAT ÉCONOMIQUE DE L'EXERCICE</b>		<b>(1 884)</b>	<b>(2 690)</b>

ÉTAT DES VARIATIONS DE L'ACTIF NET DU 9<sup>e</sup> FED

En millions  
d'EUR

	Capital du fonds (a)	Fonds non appelés (b)	Capital du fonds appelé (c)=(a)-(b)	Réserves cumulées (d)	Autres réserves (e)	Actif net total (c)+(d)+(e)
<b>SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2007</b>	<b>11 699</b>	<b>10 460</b>	<b>1 239</b>	<b>-6 280</b>	<b>4 146</b>	<b>-895</b>
Contributions		-3 000	3 000			3 000
Augmentation de capital						
Transferts de FED précédents					162	162
Résultat économique de l'exercice				-2 690		-2 690
<b>SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2008</b>	<b>11 699</b>	<b>7 460</b>	<b>4 239</b>	<b>-8 970</b>	<b>4 308</b>	<b>-424</b>
Contributions		-3 300	3 300			3 300
Augmentation de capital						
Transferts de FED précédents						
Résultat économique de l'exercice				-1 884		-1 884
<b>SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2009</b>	<b>11 699</b>	<b>4 160</b>	<b>7 539</b>	<b>-10 854</b>	<b>4 308</b>	<b>993</b>

**1.4 10° FED : BILAN, COMPTE DE RÉSULTAT ÉCONOMIQUE ET ÉTAT DES VARIATIONS DE L'ACTIF NET**

**BILAN DU 10° FED**

*En millions  
d'EUR*

	<b>Note</b>	<b>31.12.2009</b>	<b>31.12.2008</b>
<b>ACTIFS À LONG TERME:</b>			
Préfinancements à long terme	2.1	67	21
<b>ACTIFS À COURT TERME:</b>			
Préfinancements à court terme	2.2	239	42
Créances à court terme	2.3	1	0
Liquidités et équivalents	2.5	512	278
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>		<b>819</b>	<b>340</b>
<b>PASSIFS À COURT TERME:</b>			
Dettes à court terme	2.6	(430)	(240)
Comptes de liaison	2.4	(1 361)	(22)
<b>TOTAL DU PASSIF</b>		<b>(1 791)</b>	<b>(262)</b>
<b>ACTIF NET</b>		<b>(971)</b>	<b>78</b>
<b>FONDS ET RÉSERVES</b>			
Capital appelé	2.7	2	0
Autres réserves	2.8	97	97
Résultat économique reporté des exercices précédents		(19)	0
Résultat économique de l'exercice		(1 051)	(19)
<b>ACTIF NET<sup>7</sup></b>		<b>(971)</b>	<b>78</b>

<sup>7</sup> L'actif net du 10° FED est négatif car aucune contribution n'a encore été appelée pour ce Fonds.

## COMPTE DE RÉSULTAT ÉCONOMIQUE DU 10<sup>e</sup> FED

*En millions d'EUR*

	Note	2009	2008
<b>PRODUITS OPÉRATIONNELS</b>	3.1	2	0
<b>DÉPENSES OPÉRATIONNELLES</b>			
Dépenses de fonctionnement (incluant le cofinancement)	3.2	(1 042)	(27)
Dépenses administratives	3.3	(13)	0
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES</b>		<b>(1 053)</b>	<b>(27)</b>
Produits financiers	3.4	2	9
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) DES ACTIVITÉS FINANCIÈRES</b>		<b>2</b>	<b>9</b>
<b>RÉSULTAT ÉCONOMIQUE DE L'EXERCICE</b>		<b>(1 051)</b>	<b>(19)</b>



ÉTAT DES VARIATIONS DE L'ACTIF NET DU 10<sup>e</sup> FED

En millions  
d'EUR

	Capital du fonds (a)	Fonds non appelés (b)	Capital du fonds appelé (c)=(a)-(b)	Réserves cumulées (d)	Autres réserves (e)	Actif net total (c)+(d)+(e)
<b>SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2007</b>	<b>21 152</b>	<b>21 152</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Contributions						
Augmentation de capital - contributions ordinaires						
Augmentation de capital - contributions de cofinancement	2	2				
Transferts de FED précédents					97	97
<i>Consommation de contributions de cofinancement</i>						
<i>Consommation de contributions ordinaires</i>				-19		-19
Résultat économique de l'exercice				-19		-19
<b>SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2008</b>	<b>21 154</b>	<b>21 154</b>	<b>0</b>	<b>-19</b>	<b>97</b>	<b>78</b>
Contributions						
Augmentation de capital - contributions ordinaires						
Augmentation de capital - contributions de cofinancement	68	66	2			2
Transferts de FED précédents						
<i>Consommation de contributions de cofinancement</i>						
<i>Consommation de contributions ordinaires</i>				-1 051		-1 051
Résultat économique de l'exercice				-1 051		-1 051

<b>SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2009</b>	<b>21 222</b>	<b>21 221</b>	<b>2</b>	<b>-1 070</b>	<b>97</b>	<b>-971</b>
----------------------------------	---------------	---------------	----------	---------------	-----------	-------------

## **1.5 NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS DES 8<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup> ET 10<sup>e</sup> FED**

### **1. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES**

#### **1.1. DISPOSITIONS JURIDIQUES ET RÈGLEMENT FINANCIER**

Les états financiers ont été élaborés conformément aux dispositions du règlement financier applicable au 10<sup>e</sup> FED. En vertu des dispositions de l'article 121 dudit règlement, les états financiers sont établis selon le principe de la comptabilité d'exercice.

Ces états financiers ont été établis selon les règles et méthodes comptables applicables au FED, qui ont été élaborées sur la base des normes comptables internationalement admises pour le secteur public (IPSAS) ou, à défaut, des normes internationales d'information financière (IFRS), publiées respectivement par l'*International Public Sector Accounting Standard Board* (IPSASB) et l'*International Accounting Standard Board* (IASB). Les règles d'évaluation et les méthodes comptables adoptées par le comptable du FED ont été appliquées en ce qui concerne la partie des ressources du FED dont la Commission européenne assure l'exécution financière.

Le comptable du FED doit présenter le projet de comptes à la Cour des comptes en vue de sa vérification au plus tard le 31 mars suivant l'exercice clos. La Cour formule, le 15 juin au plus tard, ses observations à l'égard du projet de comptes de la Commission (article 125). La Commission approuve les comptes définitifs en tenant compte de ces observations et les transmet au plus tard le 31 juillet au Parlement européen, au Conseil et à la Cour des comptes. Ces comptes sont ensuite publiés au Journal officiel pour le 15 novembre, accompagnés de la déclaration d'assurance fournie par la Cour des comptes pour ce qui concerne la partie des ressources du FED dont la Commission assure l'exécution financière.

#### **1.2. PRINCIPES COMPTABLES**

Les états financiers ont pour objectif de fournir des informations sur la situation financière, le résultat et les flux de trésorerie d'une entité, qui sont utiles à tout un éventail d'utilisateurs. Pour une entité du secteur public comme le FED, les objectifs sont plus spécifiquement de procurer des informations servant à la prise de décisions et de lui permettre de rendre des comptes quant à l'utilisation des ressources placées sous sa responsabilité.

Pour fournir une image sincère et fidèle, les états financiers doivent non seulement procurer des informations pertinentes qui décrivent la nature et l'éventail des activités des organisations, qui expliquent leurs modalités de financement et qui apportent, en définitive, des informations sur la manière dont leurs interventions ont été réalisées, mais aussi satisfaire aux exigences de clarté et de compréhension permettant les comparaisons d'un exercice à l'autre. C'est dans ce cadre qu'est établi le présent document.

La comptabilité du FED se compose d'une comptabilité générale et d'une comptabilité budgétaire. La comptabilité budgétaire permet de suivre de manière détaillée l'exécution du budget. Elle est basée sur le principe de comptabilité de caisse. La comptabilité générale permet de préparer les états financiers, car elle indique l'ensemble des dépenses et produits afférents à l'exercice selon les règles de la comptabilité d'exercice et vise à faire état de la situation financière sous la forme d'un bilan au 31 décembre.

L'article 120 du règlement financier du 10<sup>e</sup> FED énonce les principes comptables à appliquer pour établir les états financiers, à savoir :

- la continuité des activités;
- la prudence;
- la permanence des méthodes comptables;
- la comparabilité des informations;
- l'importance relative;
- la non-compensation;
- la prééminence du fond sur la forme;
- la comptabilité d'exercice.

### 1.3. BASE DE PRÉPARATION

#### 1.3.1. Monnaie fonctionnelle et de présentation

Les états financiers sont présentés en millions d'euros, l'euro étant la monnaie fonctionnelle et de présentation du FED.

#### 1.3.2. Monnaies et bases de conversion

Les transactions en monnaies étrangères sont converties en euros sur la base des taux de change applicables à la date à laquelle elles sont effectuées. Les gains et pertes de change liés au règlement de transactions en monnaies étrangères et à la conversion, aux taux de change de fin d'exercice, des actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont portés au compte de résultat économique.

Les soldes de fin d'exercice des actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis en euros sur la base des taux de change ci-dessous, en vigueur au 31 décembre:

Monnaie	31.12.2009	31.12.2008	Monnaie	31.12.2009	31.12.2008
BGN	1,9558	1,9558	LTL	3,4528	3,4528
CZK	26,4730	26,8750	PLN	4,1045	4,1535
DKK	7,4418	7,4506	RON	4,2363	4,0225
EEK	15,6466	15,6466	SEK	10,2520	10,8700
GBP	0,8881	0,9525	CHF	1,4836	1,4850
HUF	270,4200	266,7000	JPY	133,1600	126,1400
LVL	0,7093	0,7083	USD	1,4406	1,3917

#### 1.3.3. Utilisation d'estimations

Conformément aux IPSAS et aux principes comptables généralement reconnus, les états financiers incluent nécessairement des montants basés sur des estimations et des hypothèses formulées par le management sur la base des informations les plus fiables dont il dispose. Parmi les estimations essentielles figurent, entre autres, le montant des provisions, les pertes de valeur sur créances et les charges à payer. Les résultats réels peuvent s'écarter de ces

estimations. Les changements d'estimations sont pris en compte sur l'exercice au cours duquel ils sont connus.

#### 1.3.4. *Le changement de système comptable et son incidence*

Les comptes annuels 2008 du FED sont les derniers à avoir été établis à l'aide du système comptable OLAS, basé sur la comptabilité de caisse (les soldes de trésorerie sur OLAS étaient ajustés afin d'obtenir une comptabilité d'exercice). La migration réussie de l'ensemble des données comptables et financières du FED vers le nouveau système comptable ABAC/SAP a eu lieu en février 2009. Le changement de système comptable a été motivé par la volonté de se doter d'un système en mesure de gérer entièrement une comptabilité d'exercice (le même système que celui utilisé pour le budget de l'Union européenne).

Après le déploiement du nouveau système comptable et le travail d'alignement des procédures comptables du FED avec celles de l'Union européenne, un certain nombre d'améliorations ont été apportées à la présentation des comptes annuels. Certains montants du bilan, du résultat économique et du tableau des flux de trésorerie pour 2008 ont été reclassés afin d'assurer leur comparabilité avec la présentation 2009.

Les principales incidences de ce changement sur les états financiers ont été les suivantes:

- pour la première fois en 2009, les préfinancements à court terme et à long terme ont été ventilés séparément dans les comptes annuels. Dans le bilan 2008, il a été procédé à une reclassification de 268 millions d'EUR de préfinancements à court terme en préfinancements à long terme dans le but de permettre une comparaison des chiffres;
- 6 millions d'EUR d'actif à court terme négatif, principalement liés à des encaissements non affectés, ont été reclassés en dettes à court terme dans le bilan 2008 afin d'assurer la compatibilité avec la présentation 2009;
- des pertes de valeur sur créances d'un montant de 4 millions d'EUR ont été reclassées de charges financières en dépenses opérationnelles dans le compte de résultat économique 2008 de manière à aligner la présentation 2008 sur celle de 2009;
- gains et pertes de change: l'ancien système basé sur la comptabilité de caisse ne permettait pas d'identifier l'incidence de la réévaluation du change qui ne pouvait pas être présentée séparément des autres résultats opérationnels. Le nouveau système comptable permet en revanche d'identifier et de présenter les résultats de change. Ainsi, les gains et pertes de change 2009 sont présentés séparément et aucun montant comparatif n'est fourni;
- en 2009, la méthodologie d'élaboration du tableau des flux de trésorerie du FED a été alignée sur celle de l'Union européenne. La présentation des bilans comparés a été modifiée afin d'assurer leur comparabilité avec la présentation 2009;
- des informations plus détaillées sur les passifs éventuels et autres engagements sont fournies;
- pour correspondre aux informations figurant dans les comptes annuels de l'Union européenne, un rapprochement entre l'exécution du budget et le résultat économique est inclus dans les comptes annuels. Grâce au nouveau système comptable ABAC/SAP, ce rapprochement est possible pour 2009. Aucun chiffre comparatif n'est toutefois fourni, car la migration des opérations comptables individuelles sous-jacentes de 2008 vers le nouveau système n'a pas eu lieu.

Incidence des modifications apportées à la présentation sur le bilan global 2008 des 8<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup> et 10<sup>e</sup> FED :

*En millions d'EUR*

	Comptes annuels 2008	Modificati ons dans la présentation	31.12.2008 reclassé
Actifs à long terme	0	268	268
Actifs à court terme	1 219	(262)	957
Passifs à court terme	(702)	(6)	(709)
<b>Actif net</b>	<b>517</b>	<b>0</b>	<b>517</b>

Incidence des modifications apportées à la présentation sur le compte de résultat économique global 2008 des 8<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup> et 10<sup>e</sup> FED :

*En millions d'EUR*

	Comptes annuels 2008	Modificati ons dans la présentation	2008 reclassé
Excédent (déficit) des activités opérationnelles	(3 039)	(4)	(3 043)
Excédent (déficit) des activités financières	9	4	13
<b>Résultat économique de l'exercice</b>	<b>(3 030)</b>	<b>0</b>	<b>(3 030)</b>

## 1.4. BILAN

### 1.4.1 Préfinancements

Un préfinancement est un paiement destiné à fournir une avance au bénéficiaire, par exemple un fonds de trésorerie. Il peut être fractionné en plusieurs versements sur une période définie dans la convention de préfinancement spécifique. Le fonds de trésorerie (ou l'avance) est remboursé ou utilisé aux fins pour lesquelles il a été fourni pendant la période définie dans la convention. Si le bénéficiaire n'encourt pas de dépenses éligibles, il est dans l'obligation de restituer le préfinancement au FED. Le montant du préfinancement est apuré (en tout ou en partie) à mesure de l'acceptation des coûts éligibles et des remboursements éventuels.

En fin d'exercice, l'encours des préfinancements est évalué sur la base des montants initiaux versés, déduction faite des éléments suivants: montants remboursés, montants éligibles apurés, montants estimés éligibles non encore apurés en fin d'exercice et réductions de valeur.

Les intérêts sur les préfinancements sont comptabilisés à la date à laquelle ils sont acquis conformément aux dispositions de la convention en question. En fin d'exercice, il est procédé à une estimation des intérêts à recevoir, sur la base des informations les plus fiables.

### 1.4.2 Créances

Les créances sont comptabilisées à la valeur initiale diminuée des dépréciations pour perte de valeur. Une dépréciation pour perte de valeur sur créances à recevoir est constatée en présence d'éléments objectifs indiquant que tous les montants dus ne pourront pas être recouverts aux échéances initialement prévues. La dépréciation correspond à la différence entre la valeur comptable de la créance et son montant recouvrable, à savoir la valeur actualisée des flux de

trésorerie futurs estimés, calculée sur la base du taux d'intérêt proposé par le marché à des emprunteurs similaires. La dépréciation est constatée dans le compte de résultat économique. Une dépréciation générale de 20 % est également comptabilisée annuellement pour les ordres de recouvrement non exécutés qui ne font pas déjà l'objet d'une dépréciation spécifique.

#### **1.4.3 Liquidités et équivalents**

Les liquidités et équivalents sont des instruments financiers définis comme des actifs courants. Elles comprennent l'encaisse, les dépôts bancaires à vue et d'autres placements à court terme très liquides assortis d'échéances initiales inférieures ou égales à trois mois.

#### **1.4.4 Dettes**

Une partie importante des dettes du FED ne sont pas liées à l'acquisition de biens ou de services – il s'agit en fait de déclarations de coûts soumises par les bénéficiaires de subventions ou d'autres financements, qui ne sont pas acquittées. Elles sont comptabilisées comme dettes pour les montants réclamés et sont, après vérification, acceptées comme éligibles par les responsables financiers compétents. À ce stade, elles sont évaluées au montant accepté et éligible.

Les dettes résultant de l'achat de biens ou de services sont comptabilisées lors de la réception de la facture pour le montant initial de celle-ci et les dépenses correspondantes sont saisies dans les comptes lorsque les biens ou services sont livrés ou fournis et acceptés.

#### **1.4.5 Provisions**

Les provisions sont comptabilisées lorsque le FED supporte une obligation actuelle (juridique ou implicite) envers des tiers résultant d'événements passés, qu'il est plus probable qu'improbable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre cette obligation et que le montant de celle-ci peut être estimé de façon fiable. Le montant de la provision correspond à la meilleure estimation des dépenses nécessaires au règlement de l'obligation actuelle à la date de clôture.

#### **1.4.6 Charges à payer/produits à recevoir et charges et produits à reporter**

Un élément essentiel de la comptabilité d'exercice consiste à veiller à ce que les transactions soient comptabilisées sur la période comptable à laquelle elles se rapportent. C'est ce qu'on appelle la coupure, ou la séparation, des exercices. Il convient en particulier d'évaluer les dépenses éligibles qui ont été encourues par les bénéficiaires des fonds du FED mais qui n'ont pas encore été déclarées au FED (charges à payer). Inversement, certaines charges sont comptabilisées pendant l'exercice en cours, alors qu'elles se rapportent à des exercices futurs (charges à reporter). Elles doivent être identifiées et reportées sur le ou les exercices ultérieurs.

Dans le cadre des règles comptables du FED, les transactions et événements sont constatés dans les états financiers de l'exercice auquel ils se rapportent. À la fin de la période comptable, les charges à payer sont constatées sur la base du montant estimatif des transferts dus au titre de l'exercice. Le calcul des charges à payer est effectué conformément aux lignes directrices opérationnelles et pratiques publiées par la Commission, qui visent à faire en sorte que les états financiers fournissent une image fidèle de la situation.

Les produits sont également comptabilisés au cours de l'exercice auquel ils se rattachent. En fin d'exercice, lorsqu'une facture n'a pas été envoyée alors que le service a été rendu ou les biens livrés par le FED, ou qu'il existe un accord contractuel (par exemple, par référence à un



traité), le montant correspondant est comptabilisé dans les états financiers en tant que produit à recevoir.

Par ailleurs, lorsque, en fin d'exercice, une facture a été envoyée alors que le service n'a pas encore été rendu ou que les biens n'ont pas encore été livrés, le produit correspondant est reporté et sera comptabilisé lors de l'exercice comptable suivant.

À compter de 2009, les procédures et outils pour le calcul relatif à la séparation des exercices du FED seront les mêmes que ceux utilisés pour les comptes de l'Union européenne.

## **1.5. COMPTE DE RÉSULTAT ÉCONOMIQUE**

### ***1.5.1 Produits***

Il n'existe pas de budget des recettes pour le Fonds européen de développement. Les contributions des États membres sont considérées comme capital du fonds. Les recettes proviennent de la récupération de dépenses et des produits d'intérêts.

#### *Récupération de dépenses*

Pour les opérations donnant lieu à une récupération de dépenses précédemment payées par le FED à un bénéficiaire final ou un pays tiers, des ordres de recouvrement et réductions de paiements ultérieurs sont établis et comptabilisés comme suit:

- récupération de dépenses: l'ordre de recouvrement émis résulte en une créance ayant comme contrepartie, l'inscription d'un produit au compte de résultat économique de l'exercice en question;
- récupération de préfinancements: en cas de récupération de préfinancements, le montant est comptabilisé sous la rubrique « Préfinancements » du bilan.

#### *Produits d'intérêts*

Les produits d'intérêts sont comptabilisés au compte de résultat économique selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Ils comprennent les intérêts reçus et à recevoir sur les soldes et dépôts à vue détenus sur les comptes de banques commerciales et les intérêts de retard sur le recouvrement de créances du FED. Les produits d'intérêts sont comptabilisés au fur et à mesure de leur acquisition.

### ***1.5.2 Dépenses***

Les charges liées à des opérations avec contrepartie directe telles que des achats de biens ou de services sont comptabilisées lorsque les fournitures sont livrées/les services sont fournis et accepté(e)s. Elles sont évaluées au coût de facturation initial.

Les charges liées à des opérations sans contrepartie directe, propres au FED, représentent la majeure partie des dépenses de celui-ci. Elles concernent les transferts à des bénéficiaires et peuvent relever de trois catégories: les créances, les transferts dans le cadre de contrats et les subventions, apports et dons discrétionnaires.

Les transferts sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel les événements donnant lieu à transfert se sont produits, pour autant que la nature du transfert considéré soit autorisée par la réglementation (règlement financier ou autre) ou qu'un contrat signé autorise le transfert, que le bénéficiaire réponde aux critères d'éligibilité et que le montant puisse être raisonnablement estimé.

Lorsqu'une demande de paiement ou une déclaration de dépenses satisfaisant aux critères de comptabilisation est reçue, elle est comptabilisée en charges à concurrence du montant éligible. En fin d'exercice, les dépenses éligibles encourues dues aux bénéficiaires mais non encore déclarées sont estimées et comptabilisées en charges à payer.

### Charges d'intérêts

Les charges d'intérêts sont comptabilisées au compte de résultat économique selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les charges d'intérêts comptabilisées comprennent les intérêts payés et les intérêts courus.

## **1.6. ACTIFS ET PASSIFS ÉVENTUELS**

### ***1.6.1 Actifs éventuels***

Un actif éventuel est un actif potentiel résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance (ou non) d'un ou de plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle du FED. Un actif éventuel est indiqué lorsque l'entrée d'avantages économiques ou un potentiel de service est probable.

Les actifs éventuels sont évalués à chaque date de clôture, de façon à ce que les états financiers reflètent leur évolution de manière appropriée. S'il est devenu quasiment certain qu'il y aura une entrée d'avantages économiques ou un potentiel de service et que la valeur de l'actif peut être évaluée de façon fiable, l'actif et le produit correspondant sont comptabilisés dans les états financiers de l'exercice au cours duquel se produit le changement.

Une garantie est un actif potentiel résultant d'un événement passé et dont l'existence sera confirmée par la survenance (ou non) de l'événement objet de la garantie. Les garanties peuvent donc constituer des actifs éventuels. Une garantie s'éteint lorsque son objet n'existe plus. Elle se matérialise lorsque les conditions sont réunies pour que le garant soit enjoint de s'exécuter.

### ***1.6.2 Passif éventuel***

Un passif éventuel est une obligation potentielle résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance (ou non) d'un ou de plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle du FED, ou une obligation actuelle résultant d'événements passés mais non comptabilisée, soit parce qu'il est peu probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques ou d'un potentiel de service sera nécessaire pour régler l'obligation, soit dans les cas extrêmement rares où aucune estimation fiable ne peut être faite pour le montant de l'obligation. Les passifs éventuels sont constatés, sauf si la probabilité d'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques ou d'un potentiel de service est faible.

Les passifs éventuels sont évalués à chaque date de clôture, afin de déterminer si une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques ou d'un potentiel de service est devenue probable. S'il devient probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques ou d'un potentiel de service sera nécessaire pour un élément traité comme un passif éventuel, une provision est comptabilisée dans les états financiers de l'exercice au cours duquel le changement de probabilité intervient.

## 2. NOTES ANNEXES AU BILAN

### ACTIFS À LONG TERME

#### 2.1 PRÉFINANCEMENTS À LONG TERME

*En millions d'EUR*

	8 <sup>e</sup> FED	9 <sup>e</sup> FED	10 <sup>e</sup> FED	<b>TOTAL 31.12.2009</b>	<b>TOTAL 31.12.2008<sup>8</sup></b>
Préfinancements à long terme		129	67	196	268
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>129</b>	<b>67</b>	<b>196</b>	<b>268</b>

De nombreux contrats prévoient le versement d'avances avant le début des travaux, de la livraison de fournitures ou de la prestation de services. Parfois, les calendriers de paiement des contrats prévoient le versement d'avances sur la base de rapports sur l'état d'avancement des travaux. Les préfinancements sont normalement versés dans la monnaie du pays ou territoire d'exécution du projet.

Comme un grand nombre de projets financés par les actions du FED sont à long terme, il est indispensable que les avances correspondantes soient disponibles pendant plus d'un an. Les montants de ces préfinancements sont donc comptabilisés dans les actifs à long terme.

### ACTIFS À COURT TERME

#### 2.2 PRÉFINANCEMENTS À COURT TERME

*En millions d'EUR*

	8 <sup>e</sup> FED	9 <sup>e</sup> FED	10 <sup>e</sup> FED	<b>TOTAL 31.12.2009</b>	<b>TOTAL 31.12.2008<sup>9</sup></b>
Préfinancements à court terme (bruts)	221	2 321	415	2 957	2 418
Estimation préfinancement apuré	-168	-1 814	-176	-2 158	-1 768
<b>TOTAL</b>	<b>54</b>	<b>507</b>	<b>239</b>	<b>800</b>	<b>649</b>

Conformément aux principes de la comptabilité d'exercice, les avances effectuées par le FED sont inscrites à l'actif. Le préfinancement est présenté net des ordres de recouvrement d'avances encore ouverts et du montant estimé des préfinancements qui ne sont pas encore apurés à la clôture de l'exercice.

Le délai de recouvrement ou d'utilisation des préfinancements détermine si ceux-ci sont présentés comme actifs de préfinancement à court ou à long terme. L'utilisation est définie

<sup>8</sup> Pour la première fois en 2009, les préfinancements à court terme et à long terme ont été ventilés séparément dans les comptes annuels. Une partie du bilan des préfinancements 2008 a été reclassée en long terme afin d'assurer sa comparabilité avec la présentation 2009 – voir 1.3.4

<sup>9</sup> Montant 2008 reclassé afin d'assurer sa comparabilité avec la présentation 2009 – voir 1.3.4

par la convention sous-tendant le projet. Tout remboursement ou toute utilisation dû/due plus de douze mois avant la date de clôture est présenté(e) comme préfinancement à court terme et donc comme actif à court terme.

L'estimation du préfinancement apuré représente le montant des dépenses éligibles qui, d'après les estimations, ont été encourues par les bénéficiaires des préfinancements restant à régler en fin d'exercice mais n'ont pas encore été déclarées. Ces montants sont également comptabilisés en charges dans le compte de résultat économique de la période comptable.

### *Garanties reçues en rapport avec des préfinancements*

Les garanties sont détenues en couverture du préfinancement et libérées une fois le paiement final effectué dans le cadre d'un projet. Une garantie présente deux valeurs différentes: la valeur «nominale» et la valeur «en cours». Pour la valeur «nominale», l'événement générateur est lié à l'existence de la garantie. Pour la valeur «en cours», l'événement générateur de la garantie est le paiement du préfinancement et/ou l'apurement ultérieur.

Au 31 décembre 2009, la valeur «nominale» des garanties reçues par le FED pour les préfinancements s'élevait à 684 millions d'EUR. La valeur «en cours» de ces garanties représentait 414 millions d'EUR.

## 2.3 CRÉANCES A COURT TERME

*En millions d'EUR*

	8 <sup>e</sup> FED	9 <sup>e</sup> FED	10 <sup>e</sup> FED	<b>TOTAL 31.12.2009</b>	<b>TOTAL 31.12.2008</b>
Créances nettes sur les clients	6	8		14	17
Créances sur les États membres		4		4	0
Produits à recevoir et charges reportées		47		47	0
<b>TOTAL</b>	<b>6</b>	<b>59</b>	<b>1</b>	<b>66</b>	<b>17</b>

### *Créances nettes sur les clients*

*En millions d'EUR*

	8 <sup>e</sup> FED	9 <sup>e</sup> FED	10 <sup>e</sup> FED	<b>TOTAL 31.12.2009</b>	<b>TOTAL 31.12.2008</b>
Créances sur les clients	7	13		20	23
Dépréciation des créances sur les clients	-1	-5		-6	-6
<b>TOTAL</b>	<b>6</b>	<b>8</b>	<b>0</b>	<b>14</b>	<b>17</b>

Il s'agit des ordres de recouvrement comptabilisés au 31 décembre 2009 en tant que droits constatés restant à recouvrer et qui ne sont pas déjà inclus dans les autres rubriques de l'actif du bilan. Le solde de clôture des ordres de recouvrement correspond à la valeur des ordres de recouvrement émis mais pas encore payés à la fin de l'exercice.

Le comptable estime une provision pour les pertes de valeur des montants dus par les bénéficiaires dont le recouvrement est improbable. Cette provision est établie sur la base de deux variables:

- l'évaluation du risque de non-recouvrement, en collaboration avec l'ordonnateur;
- l'ancienneté de la dette, en appliquant une provision générale de 20 % par an pour les ordres de recouvrement non exécutés qui ne font pas déjà l'objet d'une dépréciation spécifique.

Cette réduction de valeur n'implique nullement le renoncement au recouvrement futur des sommes déduites.

### *Créances sur les États membres*

La créance de 4 millions d'EUR sur les États membres dans le 9<sup>e</sup> FED correspond à une contribution à recevoir du Portugal.

### *Produits à recevoir et charges reportées*

Les produits à recevoir et charges reportées incluent principalement les intérêts au titre du paiement tardif des ordres de recouvrement et des intérêts courus sur les préfinancements. Les produits d'intérêts à recevoir sur des comptes bancaires sont en outre inclus sous cette rubrique.

Les mouvements concernant les ordres de recouvrement ouverts durant cette période sont détaillés ci-dessous.

*En millions d'EUR*

	8 <sup>e</sup> FED	9 <sup>e</sup> FED	10 <sup>e</sup> FED	TOTAL 2009	TOTAL 2008
<b>Ordres de recouvrement ouverts en début d'exercice</b>	<b>4</b>	<b>19</b>	<b>0</b>	<b>23</b>	<b>21</b>
Ordres de recouvrement émis	23	33	5	60	80
Ordres de recouvrement clôturés	-20	-39	-5	-63	-77
<i>Encaissements</i>	<i>-17</i>	<i>-28</i>	<i>-1</i>	<i>-45</i>	<i>-63</i>
<i>Renonciations (art. 73 RF)</i>		<i>-1</i>		<i>-1</i>	<i>-3</i>
<i>Annulations</i>		<i>-1</i>		<i>-1</i>	<i>-2</i>
<i>Compensations</i>	<i>-3</i>	<i>-10</i>	<i>-4</i>	<i>-16</i>	<i>-10</i>
<b>Ordres de recouvrement ouverts en fin d'exercice</b>	<b>7</b>	<b>13</b>	<b>0</b>	<b>20</b>	<b>23</b>

## 2.4 COMPTES DE LIAISON

*En millions d'EUR*

	8 <sup>e</sup> FED	9 <sup>e</sup> FED	10 <sup>e</sup> FED	TOTAL 31.12.2009	TOTAL 31.12.2008
vers/à partir du 6 <sup>e</sup> FED	-2 065	-214		-2 279	-2 279

vers/à partir du 7 <sup>e</sup> FED		2 279		2 279	2 279
vers/à partir du 8 <sup>e</sup> FED		-3 076	303	-2 773	-2 925
vers/à partir du 9 <sup>e</sup> FED	3 076		-1 664	1 412	2 903
vers/à partir du 10 <sup>e</sup> FED	-303	1 664		1 361	22
<b>TOTAL</b>	<b>708</b>	<b>653</b>	<b>-1 361</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

Pour des raisons d'efficacité, la trésorerie unique couvrant l'ensemble des FED est allouée au 10<sup>e</sup> FED, ce qui a pour conséquence de générer des opérations réciproques entre les différents FED, qui sont compensées par des comptes de liaison entre les différents bilans.

Les paiements effectués par le 10<sup>e</sup> FED pour la mise en œuvre des 8<sup>e</sup> et 9<sup>e</sup> FED et l'encaissement par le 10<sup>e</sup> FED en rapport avec les contributions appelées dans le cadre du 9<sup>e</sup> FED comptent parmi les principaux mouvements du compte de liaison en 2009.

## 2.5 LIQUIDITÉS ET ÉQUIVALENTS

*En millions d'EUR*

	8 <sup>e</sup> FED	9 <sup>e</sup> FED	10 <sup>e</sup> FED	<b>TOTAL 31.12.2009</b>	<b>TOTAL 31.12.2008</b>
Avoirs en banque			444	444	186
Comptes de sécurité STABEX			65	65	88
Comptes bancaires de cofinancement		11	2	13	15
Fonds spécial République démocratique du Congo <sup>10</sup>			1	1	2
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>11</b>	<b>512</b>	<b>523</b>	<b>291</b>

### *Avoirs en banque*

*En millions d'EUR*

	8 <sup>e</sup> FED	9 <sup>e</sup> FED	10 <sup>e</sup> FED	<b>TOTAL 31.12.2009</b>	<b>TOTAL 31.12.2008</b>
Comptes spéciaux – institutions financières des États membres			392	392	134
Comptes courants – banques commerciales			48	48	32
Payeurs délégués locaux			3	3	20
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>444</b>	<b>444</b>	<b>186</b>

<sup>10</sup> Ce solde représente les montants disponibles pour la République démocratique du Congo, conformément aux dispositions de la décision 2003/583/CE du Conseil. Ces fonds sont affectés à un but spécifique et à l'État bénéficiaire concerné.

Conformément à l'article 153 du règlement financier applicable au 10<sup>e</sup> FED, la trésorerie est présentée dans le bilan du 10<sup>e</sup> FED. La nature des différents comptes bancaires est exposée au chapitre 6, Gestion des risques financiers.

L'augmentation des soldes tient principalement à une exécution du budget moins importante que prévu au dernier trimestre 2009 par rapport au dernier trimestre 2008.

Les comptes des payeurs délégués locaux représentent des montants détenus sur des comptes bancaires dans les pays ACP et les PTOM, qui sont utilisés pour effectuer des paiements en monnaie locale dans le pays bénéficiaire. Ces comptes sont libellés en euros ou dans la monnaie d'un État membre de l'Union. Sur les 67 comptes des payeurs délégués locaux, 45 ont été clôturés en 2009 afin de contribuer à une gestion davantage centralisée des paiements.

### *Comptes de sécurité STABEX*

*En millions d'EUR*

	<b>Solde au 31.12.2008</b>	<b>Intérêts</b>	<b>Paiement s</b>	<b>Solde au 31.12.2009</b>
Soudan	49		-13	36
Sainte-Lucie	15			15
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	4			4
Zimbabwe	3			3
Côte d'Ivoire	2			2
Malawi	1			1
Gambie	1		-1	0
Rwanda	6		-6	0
Autres pays	6		-3	3
<b>TOTAL</b>	<b>88</b>	<b>1</b>	<b>-24</b>	<b>65</b>

STABEX est l'acronyme d'un mécanisme de financement compensatoire de l'Union européenne visant à assurer la stabilité des recettes à l'exportation des pays ACP. Il a été instauré par la Convention de Lomé (1975) dans le but de remédier aux effets néfastes de l'instabilité des recettes à l'exportation provenant de produits agricoles. Le solde des comptes de sécurité STABEX représente le total des crédits STABEX disponibles qui sera transféré à l'État ACP bénéficiaire à une date ultérieure. Ce solde est alloué au 10<sup>e</sup> FED. En 2009, sept comptes de sécurité STABEX ont été clôturés à la suite de la liquidation de l'instrument d'aide STABEX.

Outre ces crédits, d'autres crédits STABEX sont détenus par les États ACP bénéficiaires. Lorsque la Commission et l'État (ACP) bénéficiaire parviennent à un accord sur l'utilisation des fonds STABEX, une convention de transfert est signée par les deux parties. Conformément aux dispositions de l'article 211 de l'accord Lomé IV<sup>11</sup> (dans sa version révisée), les crédits sont transférés sur un compte de sécurité ouvert au nom de l'État ACP; il s'agit d'un compte portant intérêt pour lequel la présentation de deux signatures (Commission européenne et État ACP) est requise. Ces crédits demeurent sur ces comptes de sécurité jusqu'à ce qu'un cadre d'obligations mutuelles justifie un transfert en faveur d'un projet. L'ordonnateur de la Commission conserve la signature sur ce compte afin de s'assurer que les crédits sont décaissés selon les modalités prévues. Les crédits qui se trouvent sur les comptes à double signature sont la propriété de l'État ACP et ne sont pas, de ce fait, enregistrés à

<sup>11</sup> JO L 156 du 29.5.1998 pp. 3-106

l'actif dans les comptes du FED. Les transferts vers ces comptes sont comptabilisés comme des paiements STABEX.



## Comptes bancaires de cofinancement

En millions d'EUR

	8 <sup>e</sup> FED	9 <sup>e</sup> FED	10 <sup>e</sup> FED	TOTAL 31.12.2009	TOTAL 31.12.2008
Comptes bancaires de cofinancement		11	2	13	15
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>11</b>	<b>2</b>	<b>13</b>	<b>15</b>

Ces comptes bancaires comprennent des montants liés à des accords de cofinancement. Les fonds de cofinancement sont la propriété des États membres concernés et, partant, un montant correspondant est inscrit comme dette. L'incidence sur l'actif net est par conséquent nulle.

Le cofinancement italien dans le 9<sup>e</sup> FED est toujours en cours en Somalie. Le projet en Tanzanie relatif au même cofinancement est bloqué en attendant qu'un différend soit réglé devant les tribunaux.

Les comptes bancaires de cofinancement dans le 10<sup>e</sup> FED se rapportent à d'anciens projets de cofinancement en instance de clôture. Ces crédits seront restitués aux États membres après instruction donnée par l'ordonnateur.

## PASSIF À COURT TERME

### 2.6 DETTES À COURT TERME

En millions d'EUR

	8 <sup>e</sup> FED	9 <sup>e</sup> FED	10 <sup>e</sup> FED	TOTAL 31.12.2009	TOTAL 31.12.2008
Créditeurs courants	22	133	188	343	130
Charges à payer	43	233	10	286	345
Contribution au capital reportée			232	232	233
<b>TOTAL</b>	<b>65</b>	<b>366</b>	<b>430</b>	<b>860</b>	<b>709</b>

### Créditeurs courants

En millions d'EUR

	8 <sup>e</sup> FED	9 <sup>e</sup> FED	10 <sup>e</sup> FED	TOTAL 31.12.2009	TOTAL 31.12.2008
Fournisseurs	22	122	175	320	110
Dettes dues aux États membres - cofinancement		11	2	13	15
Autres dettes			10	10	5
<b>TOTAL</b>	<b>22</b>	<b>133</b>	<b>188</b>	<b>343</b>	<b>130</b>

### ***Fournisseurs***

Le poste des dettes à court terme inclut des récapitulatifs de dépenses reçus par le FED dans le cadre des activités de subvention. Les dettes correspondantes sont enregistrées à concurrence du montant déclaré dès que la demande est reçue. La procédure est identique pour les factures et les notes de crédit reçues pour les fournitures. Les coûts déclarés ainsi sont pris en compte pour la procédure de coupure de l'exercice. Après les écritures de fin d'exercice, les montants éligibles estimés sont inscrits comme charges à payer.

### ***Dettes dues aux États membres au titre du cofinancement***

Voir 2.5, comptes bancaires de cofinancement, ci-dessus.

### ***Autres dettes***

La rubrique «Autres dettes» contient principalement des encaissements non affectés et des montants remboursés.

## Charges à payer

En millions d'EUR

	8 <sup>e</sup> FED	9 <sup>e</sup> FED	10 <sup>e</sup> FED	TOTAL 31.12.2009	TOTAL 31.12.2008
Charges à payer	43	233	10	286	345
<b>TOTAL</b>	<b>43</b>	<b>233</b>	<b>10</b>	<b>286</b>	<b>345</b>

À la clôture de l'exercice, il est procédé à une évaluation des dépenses éligibles qui ont été encourues par les bénéficiaires des fonds du FED mais qui n'ont pas encore été déclarées. Après ces calculs de clôture de l'exercice, les montants éligibles estimés sont inscrits comme charges à payer. La part des charges à payer couverte par un préfinancement est présentée comme une estimation du préfinancement apuré (voir 2.2).

## Contribution au capital du fonds reportée

En millions d'EUR

	8 <sup>e</sup> FED	9 <sup>e</sup> FED	10 <sup>e</sup> FED	TOTAL 31.12.2009	TOTAL 31.12.2008
Royaume-Uni			228	228	222
Irlande			3	3	3
Finlande				0	9
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>232</b>	<b>232</b>	<b>233</b>

Il s'agit des contributions d'États membres versées par anticipation.

## ACTIF NET

### 2.7 CAPITAL APPELÉ

En millions d'EUR

	8 <sup>e</sup> FED	9 <sup>e</sup> FED	10 <sup>e</sup> FED	TOTAL
Capital du Fonds	12 840	11 699	21 152	45 691
Capital du Fonds pour le cofinancement			2	2
Capital non appelé		-7 460	-21 152	-28 612
Capital non appelé pour le cofinancement			-2	-2
<b>Capital appelé 31.12.2008</b>	<b>12 840</b>	<b>4 239</b>	<b>0</b>	<b>17 079</b>
Capital du Fonds	12 840	11 699	21 152	45 691
Capital du Fonds pour le cofinancement			70	70
Capital non appelé		-4 160	-21 152	-25 312
Capital non appelé pour le cofinancement			-69	-69
<b>Capital appelé 31.12.09</b>	<b>12 840</b>	<b>7 539</b>	<b>2</b>	<b>20 381</b>

Le capital du Fonds correspond au total des contributions à recevoir des États membres pour le FED concerné, conformément aux accords internes<sup>12</sup> entre les États membres.

Les fonds non appelés représentent la dotation initiale non encore exigible des États membres.

Le capital appelé est constitué du montant des dotations initiales appelées aux fins de transfert sur les comptes de trésorerie par les États membres, conformément à la procédure définie à l'article 16 du règlement financier applicable au 10<sup>e</sup> FED.

Le capital du 8<sup>e</sup> FED a été appelé et reçu dans son intégralité.

La dotation initiale pour le 9<sup>e</sup> FED, d'un montant total de 10 555 millions d'EUR à l'origine, a été augmentée en 2004 d'un montant de 105 millions d'EUR dégagé par la BEI conformément aux dispositions de la décision 2003/583/CE du Conseil. Cette dotation supplémentaire est destinée à financer des actions à mener en République démocratique du Congo.

L'article 2, paragraphe 2, de l'accord interne relatif au 9<sup>e</sup> FED a établi une réserve de 1 000 millions d'EUR, qui a été débloquée entre 2004 et 2007 par différentes décisions du Conseil<sup>13</sup>. À la suite de la décision du Conseil conjoint ACP-UE de 2007<sup>14</sup>, la Commission a décidé de procéder à l'appel de contributions volontaires supplémentaires à l'appui de la facilité de soutien à la paix en Afrique, dans le cadre de la coopération intra-ACP, ce qui a permis d'augmenter le 9<sup>e</sup> FED de 39 millions d'EUR.

Le 10<sup>e</sup> FED est entré en vigueur en 2008 avec un capital s'élevant à 21 152 millions d'EUR, conformément à l'accord interne applicable au 10<sup>e</sup> FED. Cette dotation initiale a été augmentée la même année grâce au cofinancement du Danemark en faveur du Bénin, qui s'élève à 2 millions d'EUR.

---

<sup>12</sup> Accord interne relatif au financement et à la gestion des aides de la Communauté dans le cadre de la quatrième convention ACP-CEE (JO L 229 du 17.8.1991), applicable au 7<sup>e</sup> FED; Accord interne relatif au financement et à la gestion des aides de la Communauté dans le cadre du second protocole financier de la quatrième convention ACP-CE (JO L 156 du 29.5.1998), applicable au 8<sup>e</sup> FED; Accord interne relatif au financement et à la gestion des aides de la Communauté dans le cadre de l'accord de Cotonou (JO L 317 du 15.12.2000) applicable au 9<sup>e</sup> FED et accord interne entre les représentants des gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil, relatif au financement des aides de la Communauté au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2008-2013 conformément à l'accord de partenariat ACP-CE et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité CE.

<sup>13</sup> Décision 2004/289/CE du Conseil, décisions n° 6/2005 et n° 7/2005 du Conseil des ministres ACP-CE du 22.11.2005.

<sup>14</sup> Décision n° 2/2007 du Conseil conjoint du 25.5.2007 relative à la position à adopter par la Communauté au sein du Conseil des ministres ACP-CE en vue de permettre des contributions bilatérales supplémentaires à l'appui des objectifs de l'instrument financier pour la paix en Afrique, à gérer par la Commission.

## Capital du Fonds

En millions d'EUR

Contributions	%	Appelées en 2008	Reçues en 2008	Appelées en 2009	Reçues en 2009	Non appelées 9 <sup>e</sup> FED
Autriche	2,65	78	78	87	87	111
Belgique	3,92	116	116	129	129	165
Danemark	2,14	64	64	71	71	90
Finlande	1,48	44	44	49	49	62
France	24,30	719	719	802	802	1 021
Allemagne	23,36	692	692	771	771	981
Grèce	1,25	37	37	41	41	53
Irlande	0,62	19	19	20	20	26
Italie	12,54	371	365	414	414	487
Luxembourg	0,29	8	8	10	10	12
Pays-Bas	5,22	154	154	172	172	219
Portugal	0,97	29	29	32	28	41
Espagne	5,84	173	173	193	193	245
Suède	2,73	80	80	90	90	115
Royaume-Uni	12,69	376	376	419	419	533
BEI	Néant	40	46			
<b>TOTAL</b>	<b>100,00</b>	<b>3 000</b>	<b>3 000</b>	<b>3 300</b>	<b>3 296</b>	<b>4 160</b>

Les contributions ordinaires (hors cofinancements) appelées et reçues dans le 9<sup>e</sup> FED des 15 États membres participants en 2009 et 2008 sont détaillées ci-dessus (les contributions du 10<sup>e</sup> FED, auquel participent 27 États membres, n'ont pas encore été appelées).

### Capital du Fonds lié au cofinancement

En 2009, le capital du Fonds lié au cofinancement du 10<sup>e</sup> FED a augmenté de 68 millions d'EUR, à 70 millions d'EUR. Sept nouveaux accords de cofinancement ont été signés : Belgique, 15 millions d'EUR (12 millions d'EUR pour le Mozambique, 2 millions d'EUR pour le Bénin<sup>15</sup> et 1 million d'EUR pour Ndele en République centrafricaine<sup>16</sup>), Danemark, 3 millions d'EUR pour le Bénin<sup>17</sup>, Pays-Bas, 3 millions d'EUR pour le Bénin<sup>18</sup>, France, 39 millions d'EUR pour Haïti et Suède, 8 millions d'EUR pour le Congo<sup>19</sup>.

Au cours de l'année 2009, 2 millions d'EUR de contributions de cofinancement ont été appelés: 1 million d'EUR provenant de la Belgique pour Ndele et 1 million d'EUR provenant de la Suède pour le Congo.

<sup>15</sup> Décision de la Commission C/2009/10380.

<sup>16</sup> Décision de la Commission C/2008/8587.

<sup>17</sup> Décision de la Commission C/2009/10380.

<sup>18</sup> Décision de la Commission C/2009/10380.

<sup>19</sup> Décision de la Commission C/2009/9830.

## 2.8 AUTRES RÉSERVES

En millions d'EUR

	8 <sup>e</sup> FED	9 <sup>e</sup> FED	10 <sup>e</sup> FED	TOTAL 31.12.2009	TOTAL 31.12.2008
vers/à partir du 6 <sup>e</sup> FED	94	490		584	584
vers/à partir du 7 <sup>e</sup> FED	533	1 135		1 668	1 668
vers/à partir du 8 <sup>e</sup> FED		2 762	17	2 779	2 779
vers/à partir du 9 <sup>e</sup> FED	-2 762		80	-2 682	-2 682
vers/à partir du 10 <sup>e</sup> FED	-17	-80		-97	-97
<b>TOTAL</b>	<b>-2 153</b>	<b>4 308</b>	<b>97</b>	<b>2 252</b>	<b>2 252</b>

Depuis l'entrée en vigueur du 10<sup>e</sup> FED en 2008, tous les fonds dégagés dans les FED précédents sont transférés vers la réserve de performance du 10<sup>e</sup> FED. Cette réserve ne peut être engagée que dans les conditions définies à l'article 1.4 de l'accord interne relatif au 10<sup>e</sup> FED.

Aucun transfert de réserves n'a été effectué en 2009.

## 3. NOTES ANNEXES AU COMPTE DE RÉSULTAT ÉCONOMIQUE

### 3.1 PRODUITS OPÉRATIONNELS

En millions d'EUR

	8 <sup>e</sup> FED	9 <sup>e</sup> FED	10 <sup>e</sup> FED	TOTAL 2009	TOTAL 2008
Récupération de dépenses:	14	9		24	23
Gains de change <sup>20</sup>	6	16	2	25	0
<b>TOTAL</b>	<b>20</b>	<b>26</b>	<b>2</b>	<b>49</b>	<b>23</b>

Cette rubrique comprend les ordres de recouvrement émis par le FED et les réductions de paiements ultérieurs enregistrées dans les comptes du FED, qui visent à recouvrer, à l'issue d'un contrôle, d'un audit ou d'une analyse d'éligibilité, des montants initialement payés. Il convient de noter que ce recouvrement des préfinancements n'est pas inclus en tant que produits, mais porté au crédit du poste «Préfinancements» du bilan. La récupération de dépenses en 2009 inclut 3 millions d'EUR de récupération de l'indu.

#### *Gains de change*

Les gains de change résultent des activités quotidiennes et des opérations connexes libellées dans des monnaies autres que l'euro ainsi que de la réévaluation de fin d'exercice requise pour établir les comptes. Ils comprennent les gains de change réalisés et non réalisés.

<sup>20</sup> L'ancien système de comptabilité de caisse utilisé jusqu'en 2008 ne permettait pas d'identifier l'incidence de la réévaluation du change qui ne pouvait pas être présentée séparément des autres résultats opérationnels. Le nouveau système comptable ABAC/SAP permet en revanche son identification et sa présentation. Par conséquent, les gains et pertes de change 2009 sont présentés séparément et aucun montant comparatif n'est fourni.

### 3.2 DÉPENSES OPÉRATIONNELLES

*En millions d'EUR*

	8 <sup>e</sup> FED	9 <sup>e</sup> FED	10 <sup>e</sup> FED	TOTAL 2009	TOTAL 2008
Dépenses de fonctionnement – instruments d'aide (incluant le cofinancement)	173	1 849	1 036	3 058	3 004
Pertes de change <sup>21</sup>	7	30	6	44	0
Dépréciations de créances		1		1	4
<b>TOTAL</b>	<b>180</b>	<b>1 880</b>	<b>1 042</b>	<b>3 103</b>	<b>3 007</b>

#### Dépenses de fonctionnement – instruments d'aide

*En millions d'EUR*

	8 <sup>e</sup> FED	9 <sup>e</sup> FED	10 <sup>e</sup> FED	TOTAL 2009	TOTAL 2008
Aide programmable	120	131	626	877	417
Soutien macroéconomique		93		93	344
Politiques sectorielles	8	1 131		1 139	1 387
Projets intra-ACP		331	33	364	517
Bonifications d'intérêts				0	2
Aide d'urgence		124	340	464	188
Aide aux réfugiés				0	6
Capitaux à risque				0	17
STABEX	23			23	25
Sysmin	3			3	5
Autres programmes d'aide liés aux FED précédents		40		40	19
Ajustement structurel				0	0
Allègement de la dette – PPTE et Banque mondiale	-5			-5	-1
Appui institutionnel		-6	37	31	36
Compensation recettes d'exportation	24	10		34	42
Fonds République démocratique du Congo		-6		-6	2
<b>Total</b>	<b>173</b>	<b>1 849</b>	<b>1 036</b>	<b>3 058</b>	<b>3 004</b>

<sup>21</sup> L'ancien système de comptabilité de caisse utilisé jusqu'en 2008 ne permettait pas d'identifier l'incidence de la réévaluation du change qui ne pouvait pas être présentée séparément des autres résultats opérationnels. Le nouveau système comptable ABAC/SAP permet en revanche son identification et sa présentation. Par conséquent, les gains et pertes de change 2009 sont présentés séparément et aucun montant comparatif n'est fourni.

Les dépenses opérationnelles du FED couvrent les divers instruments d'aide et se présentent sous différentes formes, en fonction de la manière dont les crédits sont dépensés et gérés.

### ***Pertes de change***

Les pertes de change surviennent lors des activités quotidiennes et des opérations correspondantes libellées dans des monnaies autres que l'euro, ainsi qu'au moment de la réévaluation de fin d'exercice requise pour établir les comptes annuels - ces pertes sont à la fois réalisées et non réalisées.

Pour ce qui est de la position nette, on observe une perte de change nette de 19 millions d'EUR pour l'exercice (pertes de change de 44 millions d'EUR moins gains de change de 25 millions d'EUR). Le gros de la perte de change nette, soit 15 millions d'EUR, est lié aux monnaies NGN (naira), HTG (gourde), SLL (leone) et GHS (cedi). Ces pertes sont partiellement compensées par des gains nets de 5 millions d'EUR liés aux monnaies NAD (dollar namibien), SZL (lilangeni) et ZMK (kwacha).

### ***Dépréciations de créances***

Cette rubrique comprend pour l'essentiel les corrections de préfinancements et les réductions de valeur/pertes de réalisation sur créances.

## **3.3 DÉPENSES ADMINISTRATIVES**

*En millions d'EUR*

	8 <sup>e</sup> FED	9 <sup>e</sup> FED	10 <sup>e</sup> FED	<b>TOTAL 2009</b>	<b>TOTAL 2008</b>
Dépenses administratives		77	13	90	58
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>77</b>	<b>13</b>	<b>90</b>	<b>58</b>

Cette rubrique inclut les dépenses d'appui, c'est-à-dire les frais administratifs liés à la programmation et à l'exécution des FED. Cela englobe les dépenses afférentes à la préparation, au suivi, au contrôle et à l'évaluation des projets ainsi que les dépenses liées aux réseaux informatiques, à l'assistance technique, etc.

L'augmentation des dépenses administratives de 32 millions d'EUR par rapport à 2008 s'explique par une augmentation des dépenses administratives liées à la mise en œuvre des contrats du FED.



### 3.4 PRODUITS FINANCIERS

En millions d'EUR

	8 <sup>e</sup> FED	9 <sup>e</sup> FED	10 <sup>e</sup> FED	TOTAL 2009	TOTAL 2008
Revenus d'intérêts – Banques européennes			1	1	11
Revenus d'intérêts – STABEX <sup>22</sup>	1			1	4
Revenus d'intérêts de retard sur les ordres de recouvrement				1	0
Transfert vers le 10 <sup>e</sup> FED				0	-2
Intérêts sur les préfinancements		47		47	0
<b>TOTAL</b>	<b>1</b>	<b>47</b>	<b>2</b>	<b>49</b>	<b>13</b>

La diminution des revenus d'intérêts en 2009, malgré l'augmentation des liquidités et des soldes des comptes de banques européennes et du STABEX, est essentiellement imputable à la forte baisse des taux d'intérêt. En outre, le solde des comptes détenus auprès de banques commerciales a été en 2009 inférieur à 2008.

#### *Revenus d'intérêts de retard sur les ordres de recouvrement*

Il s'agit des intérêts acquis au titre du paiement tardif des ordres de recouvrement par certains débiteurs. Ces fonds peuvent servir à financer des projets, conformément à l'article 1<sup>er</sup> et à l'article 6 de l'accord interne applicable au 10<sup>e</sup> FED.

#### *Intérêts sur les préfinancements*

Les intérêts sur les préfinancements sont comptabilisés à la date à laquelle ils sont acquis conformément aux dispositions du règlement financier du 10<sup>e</sup> FED.

<sup>22</sup> Ces revenus représentent le produit des comptes STABEX. S'il est vrai que ces revenus font augmenter le montant total dont dispose le Fonds, il convient de garder à l'esprit que tout revenu généré par ces comptes est affecté au but spécifique et à l'État bénéficiaire concerné.

## 4. NOTES ANNEXES AU TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

### 4.1 OBJECTIF ET ÉTABLISSEMENT DU TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

Les informations relatives aux flux de trésorerie constituent une base pour évaluer la capacité du FED à générer des liquidités et équivalents ainsi que ses besoins en termes d'utilisation de ces flux de trésorerie.

Le tableau des flux de trésorerie est établi à l'aide de la méthode indirecte. Cela signifie que le résultat net de l'exercice est ajusté des effets des transactions sans effet de trésorerie et de tout décalage ou régularisation d'entrées ou de sorties de trésorerie opérationnelle passées ou futures liés à l'exploitation.

Les flux de trésorerie provenant de transactions en monnaie étrangère sont enregistrés dans la monnaie de présentation des états financiers du FED (l'euro), par application au montant en monnaie étrangère du taux de change entre l'euro et la monnaie étrangère à la date de ces flux.

### 4.2 ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES

Le tableau des flux de trésorerie du FED inclut uniquement des flux de trésorerie provenant d'activités opérationnelles car le FED n'exerce aucune activité d'investissement ou de financement. Les activités opérationnelles visent à contribuer à la réalisation d'objectifs politiques.

### 4.3 LIQUIDITÉS ET ÉQUIVALENTS

Pour les besoins du tableau des flux de trésorerie, les liquidités et équivalents 2008 comprennent un compte courant lié à l'Union européenne, présenté dans la rubrique «dettes» du bilan 2008. Ce compte n'est plus utilisé depuis la mise en place d'une trésorerie séparée pour le FED et le transfert au système comptable ABAC/SAP en 2009.

## 5. ACTIFS ET PASSIFS ÉVENTUELS ET AUTRES INFORMATIONS

### 5.1 ACTIFS ÉVENTUELS - GARANTIES REÇUES

*En millions d'EUR*

	8 <sup>e</sup> FED	9 <sup>e</sup> FED	10 <sup>e</sup> FED	TOTAL 31.12.2009	TOTAL 31.12.2008
Garanties de bonne fin	32	241	14	287	290
Garanties pour retenues	16	169	1	186	186
<b>TOTAL</b>	<b>48</b>	<b>410</b>	<b>15</b>	<b>473</b>	<b>476</b>

#### *Garanties de bonne fin*

Les garanties de bonne fin sont parfois requises pour s'assurer que les bénéficiaires des financements du FED satisfont à leurs obligations contractuelles avec le FED.

#### *Garanties pour retenues*

Les garanties pour retenues ne concernent que les marchés de travaux. En règle générale, une retenue de 10 % sur les paiements intermédiaires est prévue afin de garantir que le contractant

satisfait à ses obligations. Ces montants retenus figurent dans la rubrique «montants créditeurs». Sous réserve de l'approbation du pouvoir adjudicateur, le contractant peut soumettre à la place une garantie pour retenues qui remplace le pourcentage retenu sur les paiements intermédiaires. Ces garanties reçues sont présentées comme actifs éventuels.

## 5.2 PASSIFS ÉVENTUELS – MONTANTS LIÉS À DES AFFAIRES JURIDIQUES

*En millions d'EUR*

	8 <sup>e</sup> FED	9 <sup>e</sup> FED	10 <sup>e</sup> FED	TOTAL 31.12.2009	TOTAL 31.12.2008
Montants liés à des affaires juridiques		1		1	0
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>

Cette rubrique porte sur des actions en dommages-intérêts actuellement intentées contre le FED, sur d'autres litiges et sur les frais de justice estimés. Toutes les dettes éventuelles et les engagements seraient financés, s'ils devenaient exigibles, par le FED lors des exercices à venir. Les FED sont financés par les États membres.

## 5.3 AUTRES INFORMATIONS

### *Engagements budgétaires*

*En millions d'EUR*

	8 <sup>e</sup> FED	9 <sup>e</sup> FED	10 <sup>e</sup> FED	TOTAL 31.12.2009
Engagements budgétaires restant à liquider pas encore payés	417	3 390	2 113	5 920
Montants correspondants portés au compte de résultat économique	-65	-355	-185	-605
<b>TOTAL</b>	<b>352</b>	<b>3 034</b>	<b>1 928</b>	<b>5 314</b>

L'engagement budgétaire restant à liquider correspond au montant des engagements ouverts pour lesquels les paiements et/ou désengagements n'ont pas encore été effectués. Il est la conséquence normale de l'existence de programmes pluriannuels. Au 31 décembre 2009, les engagements budgétaires restant à liquider s'élevaient à 5 920 millions d'EUR. Le montant indiqué en tant qu'engagement futur à financer correspond à cet engagement budgétaire restant à liquider diminué des montants correspondants inscrits en charges au compte de résultat économique 2009, d'où un total de 5 314 millions d'EUR.

## 6. GESTION DES RISQUES FINANCIERS

Les informations ci-après relatives à la gestion des risques financiers du Fonds européen de développement concernent les opérations de trésorerie effectuées par la Commission européenne pour le compte du Fonds européen de développement dans le but de mettre en œuvre ses ressources.

### 6.1 POLITIQUES DE GESTION DES RISQUES ET ACTIVITÉS DE COUVERTURE

Les règles et principes concernant la gestion des opérations de trésorerie du FED sont fixés dans le règlement (CE) n° 215/2008 du Conseil portant règlement financier applicable au 10<sup>e</sup> FED et dans l'accord interne.

En vertu du règlement précité, les grands principes suivants s'appliquent:

- les contributions au FED sont payées par les États membres sur des comptes spéciaux ouverts auprès de la banque d'émission de chaque État membre ou de l'institution financière désignée par celui-ci. Le montant des contributions restera sur lesdits comptes spéciaux jusqu'à ce que les paiements du FED doivent être effectués;
- les contributions au FED sont payées par les États membres en EUR, alors que les paiements du FED sont libellés en EUR ou dans d'autres monnaies, y compris dans des monnaies moins connues;
- les comptes en banque ouverts par la Commission au nom du FED ne peuvent pas être à découvert.

Outre les comptes spéciaux, d'autres comptes bancaires sont ouverts par la Commission au nom du FED auprès d'institutions financières (banques centrales et banques commerciales), afin d'effectuer des paiements et de recevoir des versements autres que les contributions des États membres au budget conformément à l'article 44 du règlement (CE) n° 215/2008 du Conseil (voir 6.4 ci-dessous).

Toutes les banques commerciales où des comptes autres que les «comptes spéciaux» susmentionnés ont été ouverts pour le FED sont sélectionnées par la Commission par appel d'offres.

Les opérations de trésorerie et de paiement sont fortement automatisées et reposent sur des systèmes informatiques modernes. Des procédures spéciales sont appliquées pour garantir la sécurité des systèmes et pour assurer la séparation des tâches conformément au règlement financier, aux standards de contrôle interne de la Commission et aux principes d'audit.

Un ensemble de lignes directrices et de procédures consignées par écrit régit la gestion des opérations de trésorerie et de paiement, afin de limiter le risque opérationnel et financier et d'assurer un niveau de contrôle adéquat. Ces lignes directrices et procédures couvrent les différents domaines d'opération et leur application est vérifiée régulièrement.

## **6.2 RISQUE DE MARCHÉ**

### **6.2.1 Risque de change**

Toutes les contributions sont libellées en EUR et les autres monnaies sont achetées uniquement lorsque cela est nécessaire pour l'exécution des paiements. Par conséquent, les opérations de trésorerie du FED ne sont pas exposées au risque de change.

### **6.2.2 Risque de taux d'intérêt**

Le FED n'emprunte pas d'argent et n'est donc pas exposé au risque de taux d'intérêt.

Il perçoit toutefois des intérêts sur le solde de ses différents comptes bancaires. Par conséquent, la Commission a, pour le compte du FED, établi des mesures visant à assurer que les intérêts acquis reflètent régulièrement les taux d'intérêt du marché ainsi que leurs éventuelles fluctuations.

Les soldes de fin de journée détenus sur des comptes bancaires commerciaux sont rémunérés à la journée. La rémunération des soldes de ces comptes est basée sur des taux variables du

marché auxquels une marge contractuelle (positive ou négative) est appliquée. Pour la plupart des comptes, le calcul des intérêts est lié au taux marginal des principales opérations de refinancement de la BCE, et ajusté en fonction des fluctuations de ce taux. Pour certains autres comptes, le calcul des intérêts est lié au taux EONIA. En conséquence, le FED ne prend aucun risque quant à la rémunération de ses soldes à des taux inférieurs à ceux du marché.

### **6.3 RISQUE DE CRÉDIT (RISQUE DE CONTREPARTIE)**

La plupart des ressources en trésorerie du FED sont conservées, conformément au règlement (CE) n° 215/2008 du Conseil, sur des «comptes spéciaux» ouverts par les États membres pour le paiement de leurs contributions. La majorité de ces comptes sont ouverts auprès du trésor ou de la banque centrale de chaque État membre. Ces institutions représentent le risque de contrepartie le plus faible pour le FED (l'exposition concerne ses États membres).

En ce qui concerne la part des ressources en trésorerie du FED qui est déposée auprès de banques commerciales afin de couvrir l'exécution des paiements, l'approvisionnement de ces comptes s'effectue selon le principe du «juste à temps» et est automatiquement géré par le système de gestion de la trésorerie de la Commission. Des soldes minimaux, proportionnels au montant moyen des paiements journaliers réalisés, sont maintenus sur chacun de ces comptes. Par conséquent, les soldes de fin de journée de ces comptes restent toujours faibles, ce qui limite l'exposition du FED aux risques.

De plus, des lignes directrices spécifiques sont appliquées pour la sélection des banques commerciales, afin de réduire encore le risque de contrepartie auquel le FED est exposé.

Toutes les banques commerciales sont sélectionnées par appel d'offres. La notation de crédit à court terme la plus basse ouvrant l'accès à une procédure d'appel d'offres est Moody's P-1, ou une notation équivalente (S&P A-1 ou Fitch F1). Un niveau inférieur peut être requis dans des circonstances particulières et dûment justifiées.

### **6.4 RISQUE DE LIQUIDITÉ**

Grâce aux principes budgétaires appliqués au FED, les liquidités globales pour la période budgétaire sont toujours suffisantes pour l'exécution de tous les paiements correspondants. En effet, le total des contributions des États membres est égal au montant global des crédits de paiement pour la période budgétaire concernée.

Les contributions des États membres aux FED sont toutefois versées en trois tranches annuelles, alors que les paiements peuvent avoir un caractère saisonnier.

De manière à assurer que les ressources en trésorerie soient toujours suffisantes pour couvrir les paiements à exécuter au cours d'un mois, les informations sur la situation de la trésorerie sont régulièrement échangées entre la trésorerie de la Commission et les services de règlement concernés, afin de garantir que les paiements exécutés sur une période n'excèdent pas les ressources en trésorerie disponibles.

Outre ce qui précède, les opérations de trésorerie journalières du FED bénéficient d'outils de gestion de la trésorerie automatisés qui garantissent la disponibilité quotidienne des liquidités suffisantes sur chaque compte bancaire du FED.

## **7. INFORMATIONS RELATIVES AUX PARTIES LIÉES**

Aucune opération relative aux parties liées à présenter dans les comptes n'a été identifiée.

## **8. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE**

À la date d'approbation des comptes, aucune question importante ou requérant la fourniture d'informations distinctes sous cette rubrique n'a été portée à l'attention du comptable du FED. Les comptes annuels et les notes annexes ont été préparés à l'aide des données les plus récentes, comme il ressort des informations présentées ci-dessus.

## 9. RAPPROCHEMENT DU RÉSULTAT ÉCONOMIQUE ET DE L'EXÉCUTION DU BUDGET

Le résultat économique de l'exercice est calculé selon les principes de la comptabilité d'exercice. Or, le résultat de l'exécution du budget est établi sur la base d'une comptabilité de caisse, conformément au règlement financier. Tous deux mesurant le résultat des mêmes opérations sous-jacentes, il est utile de vérifier leur concordance par un rapprochement. Le tableau ci-dessous présente ce rapprochement, sous la forme d'une ventilation des éléments de recettes et de dépenses, pour les montants de réconciliation les plus importants.

<i>En millions d'EUR</i>	
	<b>2009<sup>23</sup></b>
<b>RÉSULTAT ÉCONOMIQUE DE L'EXERCICE</b>	<b>-3 094</b>
<b>RECETTES</b>	
Droits constatés en cours d'exercice mais non encore recouvrés	-3
Droits constatés au cours des exercices antérieurs et recouvrés au cours de l'exercice	13
Effet net des préfinancements	24
Produits nets à recevoir	-75
<b>DÉPENSES</b>	
Dépenses de l'exercice non encore payées	228
Annulations de paiements	12
Effet net des préfinancements	-506
Charges nettes à payer	331
<b>RÉSULTAT BUDGETAIRE DE L'EXERCICE</b>	<b>-3 069</b>

<sup>23</sup> Grâce au nouveau système comptable ABAC/SAP, le rapprochement entre le résultat de l'exécution du budget et le résultat économique est possible pour 2009. Aucun chiffre comparatif n'est toutefois fourni, car la migration des opérations comptables individuelles sous-jacentes de 2008 vers le nouveau système n'a pas eu lieu – voir 1.3.4.

### *Éléments de rapprochement - recettes*

Les recettes d'un exercice budgétaire correspondent aux recettes encaissées sur les droits constatés au cours de l'exercice et aux encaissements sur les droits restant à recouvrer d'exercices précédents. Par conséquent, les **droits constatés en cours d'exercice mais non encore recouverts** doivent être déduits du résultat économique aux fins du rapprochement, puisqu'ils ne font pas partie des recettes budgétaires. En revanche, les **droits constatés antérieurement à l'exercice et recouverts au cours de l'exercice** doivent être ajoutés au résultat économique aux fins du rapprochement.

L'**effet net des préfinancements** correspond aux préfinancements récupérés apurés. Il s'agit d'un encaissement qui n'a aucune incidence sur le résultat économique.

Les **produits nets à recevoir** consistent principalement en régularisations de fin d'exercice. Seul l'effet net, à savoir les produits à recevoir de l'exercice en cours moins les encaissements sur les produits à recevoir de l'exercice précédent, est pris en considération.

### *Éléments de rapprochement - dépenses*

Les **dépenses de l'exercice non encore payées** doivent être ajustées aux fins du rapprochement car elles sont incluses dans le résultat économique mais ne font pas partie des dépenses budgétaires.

Les **dépenses des exercices antérieurs payées au cours de l'exercice** font partie des dépenses budgétaires de l'exercice en cours. En raison de la migration vers le nouveau système comptable ABAC/SAP début 2009, l'ensemble des dépenses de 2008 et des années antérieures ont été exceptionnellement payées avant le 31 décembre 2008. Cela explique l'absence d'ajustement pour les dépenses des années antérieures payées au cours de l'exercice dans le rapprochement ci-dessus.

Les encaissements provenant d'**annulations de paiements**, qui n'affectent pas le résultat économique, ont toutefois une incidence sur le résultat budgétaire.

L'**effet net des préfinancements** tient compte à la fois des nouveaux préfinancements versés au cours de l'exercice (comptabilisés en dépenses budgétaires de l'exercice) et des préfinancements apurés au cours de l'exercice par l'acceptation de dépenses éligibles. Ces derniers constituent des charges comptables, mais non des dépenses budgétaires, puisque les préfinancements initiaux avaient déjà été considérés comme des dépenses budgétaires lors du versement.

Les **charges nettes à payer** consistent principalement en régularisations de fin d'exercice qui concernent des dépenses éligibles encourues par les bénéficiaires des fonds du FED mais n'ayant pas encore été déclarées au FED. Seul l'effet net, à savoir les charges à payer de l'exercice en cours moins les remboursements de charges à reporter de l'exercice précédent, est pris en considération.

## 2. RAPPORT SUR L'EXÉCUTION FINANCIÈRE

### NOTE INTRODUCTIVE

#### FED antérieurs

La décision n° 1/2000 du Conseil ACP-CE du 27 juillet 2000 concernant des mesures transitoires prévoit qu'une partie des ressources non affectées des FED antérieurs soit utilisée conformément aux dispositions y relatives de l'accord de Cotonou, applicables de façon anticipée selon les mesures transitoires.

La décision n° 410/2001 de la Commission du 16 mars 2001, qui a pour objet de fixer les allocations aux programmes indicatifs pour les pays ACP au titre de l'accord de partenariat ACP-CE, prévoit que les ressources non allouées des FED précédents soient utilisées pour la mise en œuvre conformément aux règles et procédures des FED respectifs pour un montant maximal de 1 milliard d'EUR et ce, pendant la période précédant l'entrée en vigueur du protocole financier du 9<sup>e</sup> FED.

La décision n° 1033/2001 de la Commission du 15 juin 2001 a fixé les allocations pour les programmes régionaux et la coopération intra-ACP dans le cadre du protocole financier de l'accord de partenariat ACP-CE.

La décision n° 1252/2002 de la Commission du 11 juillet 2002 a, d'une part, augmenté l'enveloppe destinée à la coopération intra-ACP de 60 millions d'EUR, à partir des réserves générales des 6<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> FED et, d'autre part, prévu l'utilisation de ces fonds supplémentaires pendant la période précédant l'entrée en vigueur du protocole financier du 9<sup>e</sup> FED, conformément aux règles et procédures applicables aux FED d'origine.

Enfin, la décision n° 3/2002 du Conseil des ministres ACP-CE du 23 décembre 2002 a prélevé un montant de 25 millions d'EUR des ressources non affectées du 8<sup>e</sup> FED (réserve générale), afin de l'affecter à la coopération régionale au titre de l'accord de partenariat ACP-CE.

Le 6<sup>e</sup> FED ayant été clôturé en 2006 et le 7<sup>e</sup> FED en 2008, les comptes annuels ne contiennent plus de tableaux d'exécution relatifs à ces FED. Toutefois, l'exécution des soldes transférés se retrouve dans le 9<sup>e</sup> FED.

Comme pour les années précédentes, afin d'assurer une transparence dans la présentation des comptes de l'année 2009, les différents tableaux présentés ci-après reprennent de façon distincte pour le 8<sup>e</sup> FED la partie utilisée sur la base de la programmation prévue dans les conventions de Lomé et la partie utilisée sur la base de la programmation prévue dans l'accord de Cotonou. En ce qui concerne cette dernière, l'enregistrement et la présentation des comptes ont été effectués sur la base de l'article 3.2 de l'annexe IV de l'accord de partenariat ACP-CE pour les pays. Cet article prévoit, pour les pays ACP, une enveloppe A destinée à couvrir le soutien macroéconomique et le soutien aux programmes et projets ainsi qu'une enveloppe B destinée à couvrir des besoins imprévus tels que l'aide d'urgence, les initiatives d'allègement de la dette et le soutien destiné à atténuer les effets néfastes de l'instabilité des recettes d'exportation<sup>24</sup>. Pour les régions, la présentation des comptes est fondée sur la

---

<sup>24</sup> Les ressources non allouées des FED précédents incluent le reliquat des fonds Sysmin qui, par la décision n° 3/2000 du Conseil des ministres ACP-CE, a été établi à 410,926 millions d'EUR. La décision PE/410/2001 de la Commission inclut ces ressources dans la programmation des enveloppes indicatives nationales (partie B) au titre du protocole financier de l'accord de partenariat ACP-CE.



programmation régionale telle que mentionnée dans le chapitre 2 de l'accord de partenariat ACP-CE (programmes indicatifs régionaux et coopération intra-ACP).

En application du point 4 de l'annexe Ib (cadre financier pluriannuel pour la période 2008-2013) de l'accord de partenariat ACP-CE, les reliquats disponibles ainsi que les montants dégagés au titre des Fonds entre le 31.12.2007 et l'entrée en vigueur du 10<sup>e</sup> FED ont été transférés au 9<sup>e</sup> FED afin d'assurer le fonctionnement de l'administration de l'Union européenne et de couvrir les frais courants liés aux projets en cours jusqu'à l'entrée en vigueur du 10<sup>e</sup> FED.

Depuis l'entrée en vigueur du 10<sup>e</sup> FED au 1<sup>er</sup> juillet 2008, les reliquats disponibles ainsi que les montants dégagés au titre desdits Fonds doivent être transférés à la réserve de performance du 10<sup>e</sup> FED. Cette réserve ne peut être mobilisée que dans les conditions définies à l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 4, de l'accord interne relatif au 10<sup>e</sup> FED. Au 31.12.2009, cette réserve s'élève à 82 millions d'EUR, représentant:

- montants dégagés de FED antérieurs: 77 millions d'EUR;
- régularisations dues à la migration du système comptable OLAS au système Cris-ABAC-SAP (voir annexes): 4 millions d'EUR;
- ordres de recouvrement 2010 pour les engagements non inclus dans la migration : 0 million d'EUR.

Un montant de 96 millions d'EUR, représentant les désengagements de FED antérieurs, reste à transférer vers la réserve de performance.

## **10<sup>e</sup> FED**

L'accord de partenariat ACP-CE, signé le 23 juin 2000 à Cotonou par les États membres de la Communauté européenne et les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2003. L'accord de Cotonou a été modifié par l'accord signé par ces mêmes États à Luxembourg le 25 juin 2005.

La décision (2001/822/CE) relative à l'association des pays et territoires d'outre-mer (PTOM) avec l'Union européenne, adoptée le 27 novembre 2001 par le Conseil de l'Union européenne (UE), est entrée en vigueur le 2 décembre 2001. Cette décision a été modifiée le 19 mars 2007 (décision 2007/249/CE).

L'accord interne relatif au financement des aides de la Communauté européenne au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2008-2013 conformément à l'accord révisé de Cotonou, adopté le 17 juillet 2006 par les représentants des gouvernements des États membres de la Communauté européenne, est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2008.

En vertu de l'accord de Cotonou, la deuxième période (2008-2013) de l'aide communautaire aux États ACP et aux PTOM est financée par le 10<sup>e</sup> FED pour un montant total de 22 682 millions d'EUR, dont:

- 21 966 millions d'EUR alloués aux États ACP, conformément au cadre financier pluriannuel défini à l'annexe I b de l'accord révisé de Cotonou;
- 286 millions d'EUR alloués aux PTOM, conformément à l'annexe II A bis de la décision révisée du Conseil relative à l'association des PTOM à la Communauté européenne;
- 430 millions d'EUR affectés à la Commission européenne pour financer les dépenses liées à la programmation et à la mise en œuvre des ressources du 10<sup>e</sup> FED, conformément à l'article 6 de l'accord interne.

À la date d'entrée en vigueur du 10<sup>e</sup> FED, ces montants ont été complétés par les reliquats et le sont encore par les fonds dégagés issus du système visant à garantir la stabilisation des recettes d'exportation de produits de base agricoles (STABEX) au titre des FED antérieurs au 9<sup>e</sup> FED. Ces reliquats et fonds dégagés doivent être utilisés et gérés conformément aux dispositions de l'accord révisé de Cotonou ainsi qu'à celles de l'accord interne.

Les dotations du 10<sup>e</sup> FED en faveur des États et régions ACP se décomposent comme suit (en EUR) :

- 15 300 millions d'EUR pour les programmes indicatifs nationaux, dont :
  - 13 500 millions d'EUR pour les enveloppes A dont des dotations de 12 223 millions d'EUR ont été ouvertes et sur ce montant, une somme de 33 millions d'EUR a été transférée aux dotations régionales (Région MTR -PALOP);
  - 1 800 millions d'EUR pour les enveloppes B, dont 601 millions d'EUR de dotations initiales et 1 199 millions d'EUR en tant que réserve pour les besoins imprévus (utilisés pour financer différents instruments comme le FLEX annuel, et le FLEX spécifique relatif à la vulnérabilité, et pour réagir à la flambée des prix alimentaires) ;
- 1 783 millions d'EUR pour les programmes indicatifs régionaux, toutes les dotations ouvertes;
- 2 700 millions d'EUR de dotations intra-ACP, dont 2 203 millions d'EUR ouverts;
- 683 millions d'EUR de réserves à allouer par la suite aux programmes indicatifs nationaux et régionaux à la suite des révisions à mi-parcours et finales.

Dans le 10<sup>e</sup> FED, des accords de transfert pour les cofinancements à partir des États membres ont été signés et des crédits d'engagement ont été ouverts pour un montant total de 60 millions d'EUR, tandis que des crédits de paiement n'ont été ouverts que pour le montant encaissé de 2 millions d'EUR. Pour un cofinancement non libellé en EUR, l'accord de transfert a été signé, mais aucun crédit n'a été ouvert de manière à éviter le risque de perte de change (75 milliards de SEK, soit environ 7 millions d'EUR).

### **Migration du système comptable OLAS au système Cris-ABAC-SAP**

La migration vers le nouveau système comptable s'est déroulée avec succès en janvier 2009. Les informations concernant les dotations, les engagements globaux, les engagements individuels et les paiements sont identiques entre OLAS et SAP, à quelques exceptions près détaillées dans les annexes 1.1, 2.3 et 3.1.

Ces différences sont la conséquence de situations exceptionnelles dans OLAS qui ne sont pas acceptées par le nouveau système: comptes négatifs, consommation ou recouvrement supérieur au montant de l'engagement.

Les tableaux en annexe, relatifs aux montants décidés, contractés et payés, mentionnent des chiffres nets.

## 2.1 DOTATIONS

TABLEAU 1.1.1

**8e FED**  
**ÉVOLUTION DES DOTATIONS: 31 décembre 2008 - après la migration**  
**ANALYSE DES CRÉDITS PAR INSTRUMENT**

(en millions d'euros)

INSTRUMENT	DOTATION INITIALE	VARIATIONS DES RESSOURCES CUMULÉES AU 31 DÉCEMBRE 2008	VARIATION DES RESSOURCES due à la migration	DOTATION AU 31.12.2008 après la migration
<b>ACP</b>				
<b>Lomé</b>				
Total programmes indicatifs	7.562	-2.347	0	5.215
Bonifications d'intérêts	370	-278		92
Aide d'urgence	140	-4		136
Aide aux réfugiés	120	-10		110
Capitaux à risque	1.000	67		1.067
Stabex	1.800	-1.077		723
Sysmin	575	-463		112
Ajustement structurel	1.400	97		1.497
Pays pauvres très endettés	0	1.060		1.060
Utilisation des intérêts	0	37		37
<b>Cotonou</b>		0		
Enveloppe A	0	430		430
Enveloppe B	0	255		255
<b>TOTAL ACP</b>	<b>12.967</b>	<b>-2.232</b>	<b>0</b>	<b>10.735</b>
<b>PTOM</b>				
Total programmes indicatifs	115	-75		40
Bonifications d'intérêts	9	-7		1
Aide d'urgence	3	-3		0
Aide aux réfugiés	1	-1		0
Capitaux à risque	30	-24		7
Stabex	6	-4		1
Sysmin	3	0		2
<b>TOTAL PTOM</b>	<b>165</b>	<b>-114</b>	<b>0</b>	<b>51</b>
<b>TOTAL 8e FED</b>	<b>13.132</b>	<b>-2.346</b>	<b>0</b>	<b>10.786</b>

TABLEAU 1.1.2

**9e FED**  
**ÉVOLUTION DES DOTATIONS: 31 décembre 2008 - après la migration**  
**ANALYSE DES CRÉDITS PAR INSTRUMENT**

(en millions d'euros)

INSTRUMENT	DOTATION INITIALE	VARIATIONS DES RESSOURCES CUMULÉES AU 31 DÉCEMBRE 2008	VARIATION DES RESSOURCES due à la migration	DOTATION AU 31.12.2008 après la migration
<b>ACP</b>				
Enveloppe A	5.318	4.197		9515
Enveloppe B	2.108	-801		1307
Réserve allocations nationales	1.224	-1.224		0
Cde, Cta et ass. parlementaire	164	12		176
Réserve développement long terme	258	-258		0
Allocations régionales	904	25		929
Intra-ACP	300	2.945		3245
Frais de mise en œuvre	125	0		125
Intérêts et autres recettes	0	69		69
Frais administratifs	0	46		46
Dotation spéciale Rép. démocrat. du Congo	0	108		108
Transferts du 6e FED - Lomé	0	24	1	24
Transferts du 7e FED - Lomé	0	737		737
Contribution volontaire facilité soutien paix	0	39		39
<b>TOTAL ACP</b>	<b>10.401</b>	<b>5.918</b>	<b>1</b>	<b>16320</b>
<b>PTOM</b>				
Enveloppe A	0	250		250
Enveloppe B/ Utilisation de la réserve C	0	7		7
Réserve développement long terme	144	-144		0
Allocations régionales	8	42		50
Enveloppe assistance technique	2	0		2
Transferts du 6e FED - Lomé	0	0	0	0
Transferts du 7e FED - Lomé	0	4		4
<b>TOTAL PTOM</b>	<b>154</b>	<b>158</b>	<b>0</b>	<b>312</b>
<b>TOTAL 9e FED</b>	<b>10.555</b>	<b>6.077</b>	<b>1</b>	<b>16633</b>

TABLEAU 1.1.3

**10e FED**  
**ÉVOLUTION DES DOTATIONS: 31 décembre 2008 - après la migration**  
**ANALYSE DES CRÉDITS PAR INSTRUMENT**

(en millions d'euros)

INSTRUMENT	DOTATION INITIALE	VARIATIONS DES RESSOURCES CUMULÉES AU 31 DÉCEMBRE 2008	VARIATION DES RESSOURCES due à la migration	DOTATION AU 31.12.2008 après la migration
<b>ACP</b>				
Enveloppe A	0	11.372		11.372
Réserve enveloppe A	13.500	-11.372		2.128
Enveloppe B	0	737		737
Réserve enveloppe B	1.800	-737		1.063
Allocations régionales	0	1.618		1.618
Réserve allocations régionales	1.783	-1.618		165
Réserve PIN/PIR	683	0		683
Intra-ACP	0	2.325		2.325
Réserve intra-ACP	2.700	-2.325		375
Frais administratifs	430	0		430
Intérêts et autres recettes	0	28		28
Cofinancement - Enveloppe A	0	2		2
Réserve ACP non utilisable	0	76	4	81
<b>TOTAL ACP</b>	<b>20.896</b>	<b>107</b>		<b>21.008</b>
<b>PTOM</b>				
Enveloppe A	0	0		0
Réserve enveloppe A	195	0		195
Enveloppe B	0	0		0
Réserve enveloppe B	15	0		15
Réserve allocations régionales	40	0		40
Études / assistance technique PTOM	6	0		6
Réserve PTOM non utilisable	0	1		1
<b>TOTAL PTOM</b>	<b>256</b>	<b>1</b>		<b>257</b>
<b>TOTAL 10e FED</b>	<b>21.152</b>	<b>108</b>		<b>21.265</b>

TABLEAU 1.2

**8e FED**  
**ÉVOLUTION DES DOTATIONS : 31 décembre 2009**  
**ANALYSE DES CRÉDITS PAR INSTRUMENT**

(en millions d'euros)

INSTRUMENT	DOTATION INITIALE	VARIATIONS DES RESSOURCES CUMULÉES AU 31 DÉCEMBRE 2008	VARIATION DES RESSOURCES EN 2009	DOTATION ACTUELLE
<b>ACP</b>				
<b><u>Lomé</u></b>				
Total programmes indicatifs	7.562	(2.347)	0	5.215
Bonifications d'intérêts	370	(278)	0	92
Aide d'urgence	140	(4)	0	136
Aide aux réfugiés	120	(10)	0	110
Capitaux à risque	1.000	67	0	1.067
Stabex	1.800	(1.077)	1	723
Sysmin	575	(463)	0	112
Ajustement structurel	1.400	97	0	1.497
Pays pauvres très endettés	0	1.060	0	1.060
Utilisation des intérêts	0	37	0	37
<b><u>Cotonou</u></b>				
Enveloppe A	0	430	0	430
Enveloppe B	0	255	0	255
<b>TOTAL ACP</b>	<b>12.967</b>	<b>(2.232)</b>	<b>1</b>	<b>10.736</b>
<b>PTOM</b>				
Total programmes indicatifs	115	(75)	0	40
Bonifications d'intérêts	9	(7)	0	1
Aide d'urgence	3	(3)	0	0
Aide aux réfugiés	1	(1)	0	0
Capitaux à risque	30	(24)	0	7
Stabex	6	(4)	0	1
Sysmin	3	(0)	0	2
<b>TOTAL PTOM</b>	<b>165</b>	<b>(114)</b>	<b>0</b>	<b>51</b>
<b>TOTAL 8e FED</b>	<b>13.132</b>	<b>(2.346)</b>	<b>1</b>	<b>10.787</b>

TABLEAU 1.3

**9e FED**  
**ÉVOLUTION DES DOTATIONS : 31 décembre 2009**  
**ANALYSE DES CRÉDITS PAR INSTRUMENT**

(en millions d'euros)

INSTRUMENT	DOTATION INITIALE	VARIATIONS DES RESSOURCES CUMULÉES AU 31 DÉCEMBRE 2008	VARIATION DES RESSOURCES EN 2009	DOTATION NIVEAU ACTUEL
<b>ACP</b>				
Enveloppe A	5.318	4.197	0	9.515
Enveloppe B	2.108	(801)	0	1.307
Réserve allocations nationales	1.224	(1.224)	0	0
Cde, Cta et ass. parlementaire	164	12	0	176
Réserve développement long terme	258	(258)	0	0
Allocations régionales	904	25	0	929
Intra-ACP	300	2.945	0	3.245
Frais de mise en œuvre	125	0	0	125
Intérêts et autres recettes	0	69	0	69
Frais administratifs	0	46	0	46
Dotations spéciales	0	108	0	108
Transferts du 6e FED - Lomé	0	24	0	24
Transferts du 7e FED - Lomé	0	737	0	737
Contribution volontaire facilité soutien paix	0	39	0	39
<b>TOTAL ACP</b>	<b>10.401</b>	<b>5.919</b>	<b>0</b>	<b>16.320</b>
<b>PTOM</b>				
Enveloppe A	0	250	0	250
Enveloppe B/ Utilisation de la réserve C	0	7	0	7
Réserve développement long terme	144	(144)	0	0
Allocations régionales	8	42	0	50
Enveloppe assistance technique	2	0	0	2
Transferts du 6e FED - Lomé	0	0	0	0
Transferts du 7e FED - Lomé	0	4	0	4
<b>TOTAL PTOM</b>	<b>154</b>	<b>158</b>	<b>0</b>	<b>312</b>
<b>TOTAL 9e FED</b>	<b>10.555</b>	<b>6.078</b>	<b>0</b>	<b>16.633</b>

TABLEAU 1.4

**10e FED**  
**ÉVOLUTION DES DOTATIONS : 31 décembre 2009**  
**ANALYSE DES CRÉDITS PAR INSTRUMENT**

(en millions d'euros)

INSTRUMENT	DOTATION INITIALE	VARIATIONS DES RESSOURCES CUMULÉES AU 31 DÉCEMBRE 2008	VARIATION DES RESSOURCES EN 2009	DOTATION NIVEAU ACTUEL
<b>ACP</b>				
Enveloppe A	0	11.372	144	11.516
Réserve enveloppe A (1)	13.500	(11.372)	(177)	1.951
Enveloppe B	0	737	352	1.089
Réserve enveloppe B	1.800	(737)	(352)	711
Allocations régionales (1)	0	1.618	198	1.816
Réserve allocations régionales	1.783	(1.618)	(165)	0
Réserve PIN/PIR	683	0	0	683
Intra-ACP	0	2.325	5	2.330
Réserve intra-ACP	2.700	(2.325)	(5)	370
Frais de mise en œuvre	430	0	0	430
Intérêts et autres recettes	0	28	1	30
Cofinancement - Enveloppe A (2)	0	2	59	61
Cofinancement - Intra-ACP	0	0	1	1
Cofinancement - dépenses administratives	0	0	1	1
Réserve ACP non mobilisable	0	81	1	81
<b>TOTAL ACP</b>	<b>20.896</b>	<b>112</b>	<b>62</b>	<b>21.070</b>
<b>PTOM</b>				
Enveloppe A	0	0	0	0
Réserve enveloppe A	195	0	0	195
Enveloppe B	0	0	0	0
Réserve enveloppe B	15	0	0	15
Réserve allocations régionales	40	0	0	40
Études / assistance technique PTOM	6	0	0	6
Réserve PTOM non mobilisable	0	1	0	1
<b>TOTAL PTOM</b>	<b>256</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>257</b>
<b>TOTAL 10e FED</b>	<b>21.152</b>	<b>113</b>	<b>62</b>	<b>21.327</b>

(1) une partie de l'enveloppe A de 6 pays a été transférée aux allocations régionales.

(2) pour les cofinancements, le tableau ne présente que les crédits d'engagement.



## 2.2 COMPTES CONSOLIDÉS

TABLEAU 2.1

COMPTES AGRÉGÉS DU FED AU 31.12.2009 :  
ÉTAT D'EXÉCUTION

(en millions d'euros)

		DOTATIONS	8e FED	9e FED	10e FED	8e, 9e et 10e FED
Lomé	Aide programmable		5.255			5.255
	Aide non programmable		4.809			4.809
	Transferts d'autres Fonds			765		765
	Recettes diverses		37			37
						0
Cotonou	Enveloppe A		430	9.765	11.516	21.711
	Enveloppe B		255	1.314	1.089	2.657
	Allocation régionale			979	1.816	2.795
	Allocation intra-ACP			3.245	2.330	5.575
	Cde, Cta et ass. paritaire			176		176
	Dot.spéciale déc. Conseil 4/04			108		108
	Contribution volontaire facilité soutien paix			39		39
	Cofinancement (crédits d'engagement)				63	63
	Frais de mise en œuvre et intérêts			241	466	707
	Réserve PIN/PIR				683	683
	Réserve allocation nationale				40	40
	Réserve intra-ACP				370	370
	Réserve pays				2.873	2.873
	Réserve de performance non utilisable				82	82
	<b>TOTAL</b>			<b>10.787</b>	<b>16.633</b>	<b>21.327</b>

	FED	Total cumulé		Chiffres annuels				
		AU 31/12/09	% de décision	2.005	2006	2007	2008	2009
<b>DECISIONS</b>								
	8	10.744	100%	(275)	(265)	(211)	(53)	(42)
	9	16.579	100%	3.421	3.187	3.455	775	(54)
	10	8.267	39%				4.766	3.501
<b>TOTAL</b>		<b>35.591</b>		<b>3.146</b>	<b>2.921</b>	<b>3.244</b>	<b>5.488</b>	<b>3.405</b>
<b>CRÉDITS DÉLÉGUÉS</b>								
	8	10.499	97%	472	202	35	55	(42)
	9	15.207	91%	2.071	2.915	3.317	3.163	997
	10	3.315	16%				130	3.184
<b>TOTAL</b>		<b>29.020</b>		<b>2.543</b>	<b>3.117</b>	<b>3.352</b>	<b>3.348</b>	<b>4.140</b>
<b>PAIEMENTS</b>								
	8	10.082	93%	858	737	483	323	152
	9	11.817	71%	1.374	1.861	2.294	3.253	1.806
	10	1.201	6%				90	1.111
<b>TOTAL</b>		<b>23.100</b>		<b>2.232</b>	<b>2.598</b>	<b>2.777</b>	<b>3.666</b>	<b>3.069</b>

\* Les chiffres négatifs représentent les déagements

TABLEAU 2.2

Comptes agrégés du FED au 31.12.2009  
PAR TYPE D'AIDE

	8e FED	%		9e FED	%		10e FED	%		TOTAL	%	
		(1)	(1)		(1)	(1)		(1)	(1)			
L o m é	<b>AIDE PROGRAMMABLE (PIN)</b>											
	Dotations	5.255								5.255		
	Décisions	5.238	100%							5.238	100%	
	Crédits délégués	5.083	97%							5.083	97%	
	Paielements	4.866	93%							4.866	93%	
	<b>AIDE NON PROGRAMMABLE</b>											
	Dotations	4.809								4.809		
	Décisions	4.784	99%							4.784	99%	
	Crédits délégués	4.756	99%							4.756	99%	
	Paielements	4.611	96%							4.611	96%	
	<b>TRANSFERTS D'AUTRES FONDS</b>											
	Dotations				765						765	
	Décisions				763	100%					763	100%
	Crédits délégués				726	95%					726	95%
	Paielements				638	83%					638	83%
	<b>RECETTES DIVERSES</b>											
	Dotations	37									37	
	Décisions	37	100%								37	100%
	Crédits délégués	36	97%								36	97%
	Paielements	35	93%								35	93%
<b>TOTAL</b>												
Dotations	10.102			765						10.867		
Décisions	10.059	100%		763	100%					10.822	100%	
Crédits délégués	9.876	98%		726	95%					10.601	98%	
Paielements	9.512	94%		638	83%					10.150	93%	
C o t o u	<b>Enveloppe A</b>											
	Dotations	430		9.765		11.516				21.711		
	Décisions	430	100%	9.733	100%	6.439	56%			16.603	76%	
	Crédits délégués	423	98%	8.945	92%	2.454	21%			11.822	54%	
	Paielements	415	96%	7.121	73%	574	5%			8.109	37%	
	<b>Enveloppe B</b>											
	Dotations	255		1.314		1.089				2.657		
	Décisions	255	100%	1.313	100%	503	46%			2.070	78%	
	Crédits délégués	200	79%	1.213	92%	394	36%			1.807	68%	
	Paielements	156	61%	974	74%	277	25%			1.407	53%	
	<b>Cde, Cta et ass. paritaire</b>											
	Dotations			176							176	
	Décisions			176	100%						176	100%
	Crédits délégués			169	96%						169	96%
	Paielements			151	86%						151	86%
	<b>Allocation régionale</b>											
	Dotations			979		1.816					2.795	
	Décisions			962	98%	155	9%				1.116	40%
	Crédits délégués			814	83%	0	0%				814	29%
	Paielements			502	51%	0	0%				502	18%
	<b>Allocation intra-ACP</b>											
	Dotations			3.245		2.330					5.575	
	Décisions			3.244	100%	913	39%				4.157	75%
	Crédits délégués			2.963	91%	352	15%				3.315	59%
	Paielements			2.083	64%	244	10%				2.327	42%
	<b>Contribution volontaire fac. sout. paix</b>											
	Dotations			39							39	
	Décisions			39	100%						39	100%
	Crédits délégués			37	95%						37	95%
	Paielements			24	62%						24	62%
	<b>Dotation spéciale déc. Cons. 2003/583/CE</b>											
	Dotations			108							108	
	Décisions			108	100%						108	100%
	Crédits délégués			105	97%						105	97%
	Paielements			104	96%						104	96%
	<b>Frais de mise en œuvre et intérêts</b>											
	Dotations			241		466					707	
	Décisions			240	99%	208	45%				448	63%
	Crédits délégués			235	97%	115	25%				350	49%
	Paielements			220	91%	105	23%				325	46%
<b>TOTAL</b>												
Dotations	685		15.868		17.216					33.769		
Décisions	685	100%	15.816	100%	8.218	48%				24.719	73%	
Crédits délégués	623	91%	14.481	91%	3.314	19%				18.418	55%	
Paielements	570	83%	11.179	70%	1.201	7%				12.950	38%	
<b>RÉSERVE PIN/PIR</b>												
					683					683		
<b>RÉSERVE ALLOCATION RÉGIONALE</b>												
					40					40		
<b>RÉSERVE INTRA-ACP</b>												
					370					370		
<b>RÉSERVE PAYS</b>												
					2.873					2.873		
<b>Cofinancement</b>												
Dotations					63					63		
Décisions					50	79%				50	79%	
Crédits délégués					1	1%				1	0%	
Paielements					1	1%				1	0%	
<b>Réserve de performance, non utilisable</b>												
					82					82		
<b>TOTAL</b>												
Dotations	10.787		16.633		21.327					48.746		
Décisions	10.744	100%	16.579	100%	8.267	39%				35.591	73%	
Crédits délégués	10.499	97%	15.209	91%	3.315	16%				29.020	60%	
Paielements	10.082	93%	11.817	71%	1.201	6%				23.100	60%	

(1) % des dotations

TABLEAU 2.3.1

COMPTES AGRÉGÉS DU FED AU 31.12.2008 :  
ANALYSE PAR INSTRUMENT – après la migration

ACP + PTOM – 8e FED

(en millions d'euros)

	DÉCISIONS			CRÉDITS DÉLÉGUÉS			PAIEMENTS		
	TOTAL CUMULÉ avant la migration	Migration	TOTAL CUMULÉ après la migration	TOTAL CUMULÉ avant la migration	Migration	TOTAL CUMULÉ après la migration	TOTAL CUMULÉ avant la migration	Migration	TOTAL CUMULÉ après la migration
<b>ACP</b>									
<b>Total programmes indicatifs</b>	5.215	0	5.215	5.060	2	5.062	4.725	2	4.727
<b>Total aides non programmables</b>	4.835		4.835	4.812		4.812	4.619		4.619
Bonifications d'intérêts	92		92	92		92	68		68
Aide d'urgence	136		136	136		136	136		136
Aide aux réfugiés	110		110	109		109	102		102
Capitaux à risque	1.067		1.067	1.067		1.067	991		991
Stabex	723		723	703		703	637		637
Sysmin	112		112	111		111	108		108
Ajustement structurel	1.497		1.497	1.497		1.497	1.497		1.497
Pays pauvres très endettés	1.060		1.060	1.060		1.060	1.046		1.046
Utilisation des intérêts	37		37	37		37	34		34
<b>TOTAL</b>	<b>10.050</b>	<b>0</b>	<b>10.050</b>	<b>9.872</b>	<b>2</b>	<b>9.874</b>	<b>9.345</b>	<b>2</b>	<b>9.346</b>
<b>Co</b>									
<b>o</b>									
<b>t</b>									
<b>o</b>									
<b>n</b>									
<b>o</b>									
<b>u</b>									
<b>Enveloppe A</b>	430		430	424		424	405		405
<b>Enveloppe B</b>	255		255	195		195	133		133
<b>TOTAL</b>	<b>685</b>		<b>685</b>	<b>619</b>		<b>619</b>	<b>538</b>		<b>538</b>

<b>TOTAL ACP (a)</b>	<b>10.735</b>	<b>0</b>	<b>685</b>	<b>10.491</b>		<b>619</b>	<b>9.883</b>		<b>538</b>
----------------------	---------------	----------	------------	---------------	--	------------	--------------	--	------------

<b>PTOM</b>									
<b>Total programmes indicatifs</b>	40		40	37		37	35		35
<b>Total aides non programmables</b>	11		11	11		11	11		11
Bonifications d'intérêts	1		1	1		1	1		1
Aide d'urgence									
Aide aux réfugiés									
Capitaux à risque	7		7	7		7	6		6
Stabex	1		1	1		1	1		1
Sysmin	2		2	2		2	2		2
<b>TOTAL PTOM (b)</b>	<b>51</b>		<b>51</b>	<b>48</b>		<b>48</b>	<b>46</b>		<b>46</b>

<b>TOTAL (a) + (b)</b>	<b>10.786</b>	<b>0</b>	<b>10.786</b>	<b>10.539</b>	<b>2</b>	<b>10.541</b>	<b>9.929</b>	<b>2</b>	<b>9.930</b>
------------------------	---------------	----------	---------------	---------------	----------	---------------	--------------	----------	--------------

TABLEAU 2.3.2

COMPTES AGRÉGÉS DU FED AU 31.12.2008 :  
ANALYSE PAR INSTRUMENT – après la migration

ACP + PTOM – 9e FED

(en millions d'euros)

	DÉCISIONS			CRÉDITS DÉLÉGUÉS			PAIEMENTS		
	TOTAL CUMULÉ avant la migration	Migration	TOTAL CUMULÉ après la migration	TOTAL CUMULÉ avant la migration	Migration	TOTAL CUMULÉ après la migration	TOTAL CUMULÉ avant la migration	Migration	TOTAL CUMULÉ après la migration
<b>ACP</b>									
<b>Enveloppe A</b>	<b>9.515</b>		<b>9.515</b>	<b>8.166</b>		<b>8.166</b>	<b>6.011</b>	<b>0</b>	<b>6.011</b>
Soutien macroéconomique	2.310		2.310	2.268		2.268	2.018		2.018
Politiques sectorielles	7.205		7.205	5.898		5.898	3.993	0	3.993
<b>Enveloppe B</b>	<b>1.307</b>		<b>1.307</b>	<b>1.084</b>		<b>1.084</b>	<b>842</b>		<b>842</b>
Compensation recettes d'exportation	170		170	134		134	101		101
Aide d'urgence	1.125		1.125	940		940	729		729
Pays pauvres très endettés	11		11	11		11	11		11
<b>Allocation régionale</b>	<b>929</b>		<b>929</b>	<b>722</b>		<b>722</b>	<b>354</b>		<b>354</b>
<b>Allocation intra-ACP</b>	<b>3.245</b>		<b>3.245</b>	<b>2.750</b>		<b>2.750</b>	<b>1.601</b>		<b>1.601</b>
<b>Autres</b>	<b>176</b>		<b>176</b>	<b>169</b>		<b>169</b>	<b>150</b>	<b>0</b>	<b>151</b>
<b>Frais de mise en œuvre/Dépenses administratives</b>	<b>171</b>		<b>171</b>	<b>162</b>		<b>162</b>	<b>159</b>		<b>159</b>
<b>Intérêts et autres recettes</b>	<b>69</b>		<b>69</b>	<b>62</b>		<b>62</b>	<b>45</b>		<b>45</b>
<b>Dotation spéciale Congo</b>	<b>108</b>		<b>108</b>	<b>105</b>		<b>105</b>	<b>104</b>		<b>104</b>
<b>Contribution volontaire fac. sout. paix</b>	<b>39</b>		<b>39</b>	<b>37</b>		<b>37</b>	<b>30</b>		<b>30</b>
<b>Transferts du 6e FED – Lomé</b>	<b>24</b>	<b>1</b>	<b>24</b>	<b>20</b>	<b>2</b>	<b>22</b>	<b>11</b>	<b>4</b>	<b>15</b>
<b>Transferts du 7e FED – Lomé</b>	<b>737</b>		<b>737</b>	<b>693</b>		<b>693</b>	<b>588</b>		<b>588</b>
<b>TOTAL ACP (a)</b>	<b>16.319</b>	<b>1</b>	<b>16.320</b>	<b>13.972</b>	<b>2</b>	<b>13.973</b>	<b>9.896</b>	<b>4</b>	<b>9.900</b>
<b>PTOM</b>									
<b>Enveloppe A</b>	<b>250</b>		<b>250</b>	<b>185</b>		<b>185</b>	<b>96</b>		<b>96</b>
Soutien macroéconomique	15		15	11		11	9		9
Politiques sectorielles	235		235	174		174	87		87
<b>Enveloppe B</b>	<b>7</b>		<b>7</b>	<b>7</b>		<b>7</b>	<b>2</b>		<b>2</b>
<b>Allocation régionale</b>	<b>50</b>		<b>50</b>	<b>40</b>		<b>40</b>	<b>9</b>		<b>9</b>
<b>Études / Assistance technique</b>	<b>2</b>		<b>2</b>	<b>1</b>		<b>1</b>	<b>1</b>		<b>1</b>
<b>Transferts du 6e FED – Lomé</b>	<b>(0)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>(0)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>(0)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Transferts du 7e FED – Lomé</b>	<b>4</b>		<b>4</b>	<b>4</b>		<b>4</b>	<b>3</b>		<b>3</b>
<b>TOTAL PTOM (b)</b>	<b>312</b>	<b>0</b>	<b>312</b>	<b>236</b>	<b>0</b>	<b>236</b>	<b>111</b>	<b>0</b>	<b>111</b>
<b>TOTAL (a) + (b)</b>	<b>16.632</b>	<b>1</b>	<b>16.633</b>	<b>14.207</b>	<b>2</b>	<b>14.209</b>	<b>10.007</b>	<b>4</b>	<b>10.011</b>

TABLEAU 2.4

COMPTES AGRÉGÉS DU FED AU 31.12.2009 :  
ANALYSE PAR INSTRUMENT

## ACP + PTOM – 8e FED

(en millions d'euros)

	DOTATIONS (1)	DÉCISIONS			CRÉDITS DÉLÉGUÉS			PAIEMENTS		
		TOTAL CUM. (2)	ANNUEL	% (2) : (1)	TOTAL CUM. (3)	ANNUEL	% (3) : (2)	TOTAL CUM. (4)	ANNUEL	% (4) : (3)
<b>ACP</b>										
<b>Total programmes indicatifs</b>	<b>5.215</b>	<b>5.199</b>	<b>-16</b>	<b>100%</b>	<b>5.047</b>	<b>15</b>	<b>97%</b>	<b>4.831</b>	<b>104</b>	<b>96%</b>
<b>Total aides non programmables</b>	<b>4.836</b>	<b>4.811</b>	<b>-24</b>	<b>99%</b>	<b>4.782</b>	<b>0</b>	<b>99%</b>	<b>4.635</b>	<b>24</b>	<b>97%</b>
Bonifications d'intérêts	92	92	0	100%	92	0	100%	68	0	74%
Aide d'urgence	136	136	0	100%	136	0	100%	136	0	100%
Aide aux réfugiés	110	109	-1	99%	108	0	99%	102	0	95%
Capitaux à risque	1.067	1.044	-23	98%	1.036	0	99%	991	0	96%
Stabex	723	723	1	100%	705	2	98%	660	23	94%
Sysmin	112	112	0	100%	111	0	99%	100	0	91%
Ajustement structurel	1.497	1.497	-0	100%	1.497	0	100%	1.497	0	100%
Pays pauvres très endettés	1.060	1.060	0	100%	1.060	0	100%	1.046	0	99%
Utilisation des intérêts	37	37	-0	100%	36	0	98%	35	1	96%
<b>TOTAL</b>	<b>10.051</b>	<b>10.010</b>	<b>-40</b>	<b>100%</b>	<b>9.829</b>	<b>0</b>	<b>98%</b>	<b>9.466</b>	<b>127</b>	<b>96%</b>
<b>Cotonou</b>										
<b>Enveloppe A</b>	<b>430</b>	<b>430</b>		<b>100%</b>	<b>423</b>	<b>0</b>	<b>98%</b>	<b>415</b>	<b>10</b>	<b>98%</b>
<b>Enveloppe B</b>	<b>255</b>	<b>255</b>		<b>100%</b>	<b>200</b>	<b>5</b>	<b>79%</b>	<b>156</b>	<b>23</b>	<b>78%</b>
<b>TOTAL</b>	<b>685</b>	<b>685</b>	<b>0</b>	<b>100%</b>	<b>623</b>	<b>5</b>	<b>91%</b>	<b>570</b>	<b>32</b>	<b>92%</b>

<b>TOTAL ACP (a)</b>	<b>10.736</b>	<b>10.695</b>	<b>-40</b>	<b>100%</b>	<b>10.452</b>	<b>5</b>	<b>98%</b>	<b>10.037</b>	<b>160</b>	<b>96%</b>
----------------------	---------------	---------------	------------	-------------	---------------	----------	------------	---------------	------------	------------

<b>PTOM</b>										
<b>Total programmes indicatifs</b>	<b>40</b>	<b>39</b>	<b>-1</b>	<b>97%</b>	<b>36</b>	<b>0</b>	<b>94%</b>	<b>35</b>	<b>0</b>	<b>97%</b>
<b>Total aides non programmables</b>	<b>11</b>	<b>11</b>	<b>-1</b>	<b>96%</b>	<b>11</b>	<b>1</b>	<b>99%</b>	<b>11</b>	<b>0</b>	<b>99%</b>
Bonifications d'intérêts	1	1		100%	1		100%	1		100%
Aide d'urgence										
Aide aux réfugiés										
Capitaux à risque	7	6	-1	92%	6	1	100%	6		100%
Stabex	1	1		100%	1		100%	1		100%
Sysmin	2	2		100%	2	0	96%	2	0	97%
<b>TOTAL PTOM (b)</b>	<b>51</b>	<b>49</b>	<b>-2</b>	<b>97%</b>	<b>47</b>	<b>1</b>	<b>95%</b>	<b>46</b>	<b>0</b>	<b>97%</b>

<b>TOTAL (a) + (b)</b>	<b>10.787</b>	<b>10.744</b>	<b>-42</b>	<b>100%</b>	<b>10.499</b>	<b>6</b>	<b>98%</b>	<b>10.082</b>	<b>160</b>	<b>96%</b>
------------------------	---------------	---------------	------------	-------------	---------------	----------	------------	---------------	------------	------------

TABLEAU 2.5

COMPTES AGRÉGÉS DU FED AU 31.12.2009 :  
ANALYSE PAR INSTRUMENT

ACP + PTOM – 9e FED

(en millions d'euros)

	DOTATIONS (1)	DÉCISIONS			CRÉDITS DÉLÉGUÉS			PAIEMENTS		
		TOTAL CUM. (2)	ANNUEL	% (2) : (1)	TOTAL CUM. (3)	ANNUEL	% (3) : (2)	TOTAL CUM. (4)	ANNUEL	% (4) : (3)
<b>ACP</b>										
<b>Enveloppe A</b>	<b>9.515</b>	<b>9.484</b>	<b>-31</b>	<b>100%</b>	<b>8.748</b>	<b>582</b>	<b>92%</b>	<b>6.987</b>	<b>976</b>	<b>80%</b>
Soutien macroéconomique		2.305	-5		2.273	5		2.112	94	
Politiques sectorielles		7.179	-26		6.475	577		4.875	882	
<b>Enveloppe B</b>	<b>1.307</b>	<b>1.306</b>	<b>-1</b>	<b>100%</b>	<b>1.206</b>	<b>122</b>	<b>92%</b>	<b>968</b>	<b>126</b>	<b>80%</b>
Compensation recettes d'exportation		170	0		143	9		114	12	
Aide d'urgence		1.125	-1		1.052	113		843	114	
Pays pauvres très endettés		11	0		11	0		11	0	
Allocation régionale	929	912	-17	98%	768	46	84%	484	130	63%
Allocation intra-ACP	3.245	3.244	-1	100%	2.963	213	91%	2.083	482	70%
Autres	176	176	0	100%	169	0	96%	151	0	89%
Frais de mise en œuvre/Dépenses administratives	171	171	0	100%	169	7	99%	161	1	95%
Intérêts et autres recettes	69	69	0	100%	65	3	95%	58	13	89%
Dotations spéciales	108	108	0	100%	105	0	97%	104	0	99%
Contribution volontaire fac. sout. paix	39	39	0	100%	37	0	95%	24	-5	65%
Transferts du 6e FED – Lomé	24	24	-1	99%	21	-1	87%	17	1	79%
Transferts du 7e FED – Lomé	737	735	-2	100%	701	8	95%	618	30	88%
<b>TOTAL ACP (a)</b>	<b>16.320</b>	<b>16.269</b>	<b>-52</b>	<b>100%</b>	<b>14.954</b>	<b>980</b>	<b>92%</b>	<b>11.655</b>	<b>1.754</b>	<b>78%</b>
<b>PTOM</b>										
<b>Enveloppe A</b>	<b>250</b>	<b>249</b>	<b>-0</b>	<b>100%</b>	<b>197</b>	<b>12</b>	<b>79%</b>	<b>134</b>	<b>38</b>	<b>68%</b>
Soutien macroéconomique		15	0		11	0		9	0	
Politiques sectorielles		235	-0		186	12		125	38	
<b>Enveloppe B</b>	<b>7</b>	<b>7</b>	<b>0</b>	<b>100%</b>	<b>7</b>	<b>0</b>	<b>97%</b>	<b>6</b>	<b>4</b>	<b>90%</b>
Allocation régionale	50	49	-0	100%	46	6	92%	18	9	40%
Études / Assistance technique	2	1	-1	36%	1	-0	100%	1	0	100%
Transferts du 6e FED – Lomé	0	0	0	100%	0	0	100%	0	0	100%
Transferts du 7e FED – Lomé	4	4	0	100%	3	-0	79%	3	-0	96%
<b>TOTAL PTOM (b)</b>	<b>312</b>	<b>310</b>	<b>-2</b>	<b>99%</b>	<b>253</b>	<b>18</b>	<b>82%</b>	<b>162</b>	<b>52</b>	<b>64%</b>
<b>TOTAL (a) + (b)</b>	<b>16.633</b>	<b>16.579</b>	<b>-54</b>	<b>100%</b>	<b>15.207</b>	<b>998</b>	<b>92%</b>	<b>11.817</b>	<b>1.806</b>	<b>78%</b>

TABLEAU 2.6

COMPTES AGRÉGÉS DU FED AU 31.12.2009 :  
ANALYSE PAR INSTRUMENT

ACP + PTOM – 10e FED

(en millions d'euros)

	DOTATIONS (1)	DÉCISIONS			CRÉDITS DÉLÉGUÉS			PAIEMENTS		
		TOTAL CUM. (2)	ANNUEL	% (2) : (1)	TOTAL CUM. (3)	ANNUEL	% (3) : (2)	TOTAL CUM. (4)	ANNUEL	% (4) : (3)
<b>ACP</b>										
<b>Enveloppe A</b>	11.516	6.439	2.376	56%	2.454	2.404	38%	574	532	23%
<b>Enveloppe B</b>	1.089	503	495	46%	394	394	78%	277	277	70%
Compensation recettes d'exportation		1	1		0	0		0	0	
Aide d'urgence		187	187		107	107		65	65	
Pays pauvres très endettés		47	39		34	34		19	19	
Autres bouleversements ayant un impact budgétaire		267	267		252	252		193	193	
<b>Allocation régionale</b>	1.816	155	155	9%	0	0	0%	0	0	0%
<b>Allocation intra-ACP</b>	2.330	913	409	39%	352	302	39%	244	226	69%
Frais institutionnels et d'appui	300	114	60	38%	92	42	81%	54	36	59%
Facilité de soutien de la paix	300	300	0	100%	76	76	25%	33	33	44%
Divers intra-ACP, autres secteurs programmés	1.730	499	349	29%	183	183	37%	157	157	85%
<b>Frais de mise en œuvre</b>	430	189	6	44%	105	75	56%	100	70	95%
<b>Intérêts et autres recettes</b>	30	17	11	58%	9	8	0%	5	5	55%
<b>TOTAL</b>	17.210	8.216	3.452	48%	3.313	3.183	40%	1.200	1.111	36%
RÉSERVE PIN/PIR	683									
RÉSERVE ALLOCATION RÉGIONALE	0									
RÉSERVE INTRA-ACP	370									
RÉSERVE PAYS – COTONOU	2.663									
<b>Cofinancement enveloppe A</b>	61	48	46	79%	0	0	0%	0	0	0%
<b>Cofinancement intra-ACP</b>	1	1	1	100%	1	1	95%	1	1	100%
<b>Cofinancement dépenses administratives</b>	1	1	1	83%	0	0	0%	0	0	0%
<b>TOTAL cofinancement</b>	63	50	47	79%	1	1	1%	1	1	100%
<b>TOTAL ACP</b>	20.988	8.265	3.499	39%	3.314	3.183	40%	1.201	1.111	36%
Réserve de performance non utilisable ACP	81	0	0	0%	0	0	0%	0	0	0%
<b>TOTAL ACP + réserve de performance (a)</b>	21.070	8.265	3.499	39%	3.314	3.183	40%	1.201	1.111	36%
<b>PTOM</b>										
<b>Enveloppe A</b>	0	0	0	0%	0	0	0%	0	0	0%
<b>Enveloppe B</b>	0	0	0	0%	0	0	0%	0	0	0%
<b>Allocation régionale</b>	40	0	0	0%	0	0	0%	0	0	0%
<b>Études / Assistance technique PTOM</b>	6	2	2	0%	1	1	0%	0	0	17%
<b>TOTAL</b>	46	2	2	4%	1	1	0%	0	0	17%
RÉSERVE PIN/PIR	0									
RÉSERVE ALLOCATION RÉGIONALE	40									
RÉSERVE PAYS	210									
<b>TOTAL PTOM</b>	256	2	2	1%	1	1	0%	0	0	17%
Réserve de performance non utilisable PTOM	1	0	0	0%	0	0	0%	0	0	0%
<b>TOTAL PTOM + réserve de performance (b)</b>	257	2	2	1%	1	1	0%	0	0	17%
<b>TOTAL (a) + (b)</b>	21.327	8.267	3.501	39%	3.315	3.184	40%	1.201	1.111	36%

## 2.3 AUTRES INFORMATIONS DE GESTION

**Tableau 4.2.1**

### Cofinancement italien

En 1985, la Commission européenne a signé avec le gouvernement italien un accord prévoyant le cofinancement de projets de développement gérés par la Commission.

Cet accord a été successivement prolongé via des échanges de lettres entre le gouvernement italien et le commissaire chargé du développement jusqu'au 31 décembre 2004.

Ensuite, par procédure écrite E/1588/2004, la Commission a pris une décision concernant la mise en œuvre de l'accord-cadre de cofinancement. La décision a pour objet d'arrêter le cadre budgétaire et réglementaire des engagements effectués au titre de l'accord. Dans cet esprit, la décision de la Commission prévoit que ce cofinancement soit mis en œuvre conformément aux dispositions du règlement financier du FED. Les ordonnateurs délégués ou sous-délégués du FED sont, en vertu de cette décision, habilités à gérer la contribution de l'Italie à ce cofinancement. Ils sont également habilités à déterminer le délai définitif pour sa mise en œuvre dans le respect des règles applicables.

Conformément à ce qui est prévu à l'article 4, point 4, de l'accord intervenu en juillet 1985 entre la Commission européenne et le gouvernement italien, disposition confirmée au point 3 de l'article 3 de la décision E/1588/2004, le gouvernement italien a, par sa lettre du 15 décembre 2006, demandé à la Commission le remboursement des soldes des comptes des projets clôturés. Le montant total de ces soldes s'élevait à 4 708 867,66 EUR. Ce montant a été reversé au gouvernement italien en mars 2008.

Au 31.12.2009, la situation des fonds italiens gérés par la Commission pour des projets dans les pays ACP était la suivante (en EUR):

Au total, 52 projets mis en œuvre dans les pays ACP ont été cofinancés par l'Italie depuis la signature de l'accord précité, dont un seul, le «4<sup>e</sup> programme de réhabilitation – Somalie», est toujours en cours et géré par la délégation de l'UE au Kenya:

EUR

N° projet	Pays	Projet	Solde 31/12/2008	Contribution	Paiements	Solde 31/12/2009
ITA COF 37	SOMALIE	Intérêts du cofinancement	260 534,29	56 695,91	0,00	317 230,20
ITA COF 40		Dépenses administratives	424 390,65	1 917,81	17 318,09	408 990,37
ITA COF 50		Réhabilitation	10 828 289,16	0,00	2 416 965,64	8 411 323,52
<b>TOTAL</b>			<b>11 513 214,10</b>	<b>58 613,72</b>	<b>2 434 283,73</b>	<b>9 137 544,09</b>

Le projet tanzanien relatif à la route de Bogamoyo est bloqué en attendant qu'un différend soit réglé devant les tribunaux. Sa gestion reste du ressort de la Commission à Bruxelles. La situation du compte se présente comme suit:

N° projet	Pays	Projet	Solde
-----------	------	--------	-------



ITA COF	51	TANZANIE	Route de Bogamoyo	<b>31/12/2009</b> 1 386 304,54
---------	----	----------	-------------------	-----------------------------------

**PARTIE II – COMPTES ANNUELS DU FED: ÉTATS FINANCIERS DE LA FACILITÉ  
D'INVESTISSEMENT**

### 3. ÉTATS FINANCIERS DE LA FACILITÉ D'INVESTISSEMENT

#### 3.1 COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers  
d'EUR)

	Notes	2009	2008
Intérêts et produits assimilés	5	49 923	61 097
Intérêts et charges assimilées	5	-1 878	- 68
<b>Intérêts et produits assimilés nets</b>		<b>48 045</b>	<b>61 029</b>
Revenus de commissions	6	1 985	2 632
<b>Revenus de commissions nets</b>		<b>1 985</b>	<b>2 632</b>
Résultat net sur opérations financières	7	9 124	-17 700
Dépréciation de prêts et créances	11	-44 350	-52 675
Perte de valeur sur actifs financiers disponibles à la vente	12	-2	-1 725
Contribution spéciale des États membres aux charges administratives générales	8	-	17 871
Charges administratives générales	8	-36 410	-35 741

<b>Résultat de l'exercice</b>		<b>-21 608</b>	<b>-26 309</b>

## 3.2 BILAN

(en milliers  
d'EUR)

	Notes	31.12.2009	31.12.2008
<b>ACTIF</b>			
Liquidités et équivalents	9	330 057	293 416
Instruments financiers dérivés	10	12 870	8 495
Prêts et créances à recevoir	11	693 441	647 449
Actifs financiers disponibles à la vente	12	164 606	129 146
Contributions à recevoir des donateurs	13/18	87 310	65 891
Autres éléments de l'actif	14	925	525
<b>Total de l'actif</b>		<b>1 289 209</b>	<b>1 144 922</b>
<b>PASSIF</b>			
<b>DETTES</b>			
Instruments financiers dérivés	10	5 522	15 746
Produits constatés d'avance	15	24 317	20 186
Dettes envers les tiers	16	213 850	193 733
Autres dettes	17	1 560	4 277
<b>Total des dettes</b>		<b>245 249</b>	<b>233 942</b>
<b>CONTRIBUTIONS DES DONATEURS</b>			
Contribution des États membres, fraction appelée	18	995 000	845 000

Bénéfices non répartis		29 250	50 858
Réserve de juste valeur		19 710	15 122
<b>Total des contributions des donateurs</b>		<b>1 043 960</b>	<b>910 980</b>
<b>Total du passif</b>		<b>1 289 209</b>	<b>1 144 922</b>

### 3.3 ÉTAT DES VARIATIONS DES CONTRIBUTIONS DES DONATEURS

(en milliers d'EUR)

	<b>Contributions appelées</b>	<b>Bénéfices non répartis</b>	<b>Réserve de juste valeur</b>	<b>Total</b>
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2008</b>	<b>830 000</b>	<b>77 167</b>	<b>19 312</b>	<b>926 479</b>
Gains et pertes latents nets sur actifs financiers disponibles à la vente	-	-	-4 190	-4 190
Contribution des États membres appelée durant l'exercice	15 000	-	-	15 000
Résultat de l'exercice	-	-26 309	-	-26 309
<b>Variation des contributions des donateurs</b>	<b>15 000</b>	<b>-26 309</b>	<b>-4 190</b>	<b>-15 499</b>
<b>Au 31 décembre 2008</b>	<b>845 000</b>	<b>50 858</b>	<b>15 122</b>	<b>910 980</b>
	<b>Contributions appelées</b>	<b>Bénéfices non répartis</b>	<b>Réserve de juste valeur</b>	<b>Total</b>
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2009</b>	<b>845 000</b>	<b>50 858</b>	<b>15 122</b>	<b>910 980</b>
Gains et pertes latents nets sur actifs financiers disponibles à la vente	-	-	4 588	4 588

Contribution des États membres appelée durant l'exercice	150 000	-	-	150 000
Résultat de l'exercice	-	-21 608	-	-21 608
<b>Variation des contributions des donateurs</b>	<b>150 000</b>	<b>-21 608</b>	<b>4 588</b>	<b>132 980</b>
<b>Au 31 décembre 2009</b>	<b>995 000</b>	<b>29 250</b>	<b>19 710</b>	<b>1 043 960</b>



### 3.4 TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers  
d'EUR)

	2009	2008
<b>ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES</b>		
Résultat de l'exercice	-21 608	-26 309
Ajustements pour		
perte de valeur sur actifs financiers disponibles à la vente	2	1 725
dépréciation de prêts et créances	44 350	52 675
intérêts capitalisés sur prêts et créances à recevoir	-4 889	-12 022
variation des intérêts courus et du coût amorti des prêts et créances	890	352
variation des produits constatés d'avance	4 131	-190
Résultat des activités opérationnelles avant variation de l'actif et du passif d'exploitation	22 876	16 231
Décaissement de prêts	-158 400	-176 614
Remboursement de prêts	61 094	73 748
Effet des variations de change sur les prêts	10 963	-10 315
Variation de la juste valeur des produits dérivés	-14 599	31 689
Variation des actifs financiers disponibles à la vente	-40 306	-41 641
Cessions d'actifs financiers disponibles à la vente	7 497	15 005
Effet des variations de change sur les actifs financiers disponibles à la vente	1 935	938
Variations des autres éléments d'actif	-400	3 369
Variations des autres éléments de passif	-2 717	3 361
Variation des autres montants dus à la Banque européenne d'investissement	669	2 985
<b>Flux de trésorerie nets attribuables aux activités opérationnelles</b>	<b>-111 388</b>	<b>-81 244</b>
<b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>		
Contribution des États membres	150 000	15 000
Variation du montant à recevoir des donateurs	-21 419	115 292
Variation nette du montant dû au titre des bonifications d'intérêts non encore décaissées	19 448	59 596
<b>Flux de trésorerie nets attribuables aux activités de financement</b>	<b>148 029</b>	<b>189 888</b>
<b>Variation nette des liquidités et équivalents</b>	<b>36 641</b>	<b>108 644</b>
Liquidités et équivalents à l'ouverture de l'exercice	293 416	184 772
<b>Liquidités et équivalents à la clôture de l'exercice</b>	<b>330 057</b>	<b>293 416</b>



## 3.5 ANNEXE AUX ÉTATS FINANCIERS

### 1. Informations d'ordre général

La facilité d'investissement de Cotonou («la facilité d'investissement», «la facilité» ou «la FI») a été établie en vertu de l'accord de Cotonou sur la coopération et l'aide au développement («l'accord») négocié entre le groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique («les États ACP»), d'une part, et l'Union européenne et ses États membres, d'autre part, signé le 23 juin 2000 et révisé le 25 juin 2005.

En vertu de l'accord, les financements au titre de la facilité d'investissement sont accordés sur le budget des États membres de l'UE et décaissés selon les modalités de protocoles financiers définis pour des périodes successives de cinq à six ans. Dans le cadre de l'accord et suite à l'entrée en vigueur d'un deuxième protocole financier le 1<sup>er</sup> juillet 2008 (couvrant la période de 2008 à 2013), désigné comme 10<sup>e</sup> Fonds européen de développement (FED), la Banque européenne d'investissement (BEI) est chargée de gérer:

- la facilité d'investissement, qui est un fonds renouvelable assumant des risques, doté d'une enveloppe de 3 137 millions d'EUR et ayant pour mission d'encourager les investissements du secteur privé dans les pays ACP;
- des subventions pour le financement de bonifications d'intérêts à hauteur de 400 millions d'EUR, dont 40 millions d'EUR au maximum peuvent être affectés à des actions d'assistance technique liées aux projets.

Les présents états financiers exposent la situation de la facilité et de l'utilisation des aides non remboursables. Sur proposition de la direction de la BEI, le Conseil d'administration de la BEI a décidé le 11 mars 2010 d'approuver les états financiers et de les soumettre pour approbation au Conseil des gouverneurs de la BEI à sa séance du 8 juin 2010.

### 2. Principes comptables essentiels

#### 2.1 Bases d'établissement des états financiers

En application de l'accord de gestion de la facilité d'investissement, les états financiers de la FI sont établis conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) telles qu'adoptées par l'Union européenne. Les états financiers de la facilité ont été établis conformément aux principes comptables ci-dessous.

#### 2.2 Principaux jugements et estimations comptables

L'établissement des états financiers implique le recours à un certain nombre d'estimations comptables déterminantes. Il impose aussi aux organes de direction de la BEI d'exercer leur jugement dans l'application des principes comptables de la facilité d'investissement. Les domaines très complexes ou impliquant une marge d'appréciation élevée, ou ceux dans lesquels les hypothèses et les estimations ont une incidence importante sur les états financiers, sont indiqués ci-après.

Les estimations et les jugements ci-après sont ceux qui ont le plus d'importance.

### **Juste valeur des instruments financiers**

Lorsque la juste valeur d'actifs et de passifs financiers enregistrés au bilan ne peut être déterminée sur la base de marchés actifs, on a recours à une série de techniques de valorisation qui reposent notamment sur l'utilisation de modèles mathématiques. Les données qui alimentent ces modèles sont tirées, lorsque la possibilité existe, de marchés observables; en cas contraire, déterminer les justes valeurs implique d'exercer un jugement. Cette appréciation se fonde notamment sur des questions de liquidité et de paramètres de modélisation tels que les corrélations et la volatilité pour les instruments dérivés à long terme.

### **Perte de valeur sur prêts et créances à recevoir**

La facilité d'investissement passe en revue ses prêts et créances à recevoir problématiques à chaque date d'arrêté afin de déterminer si une provision pour dépréciation doit être inscrite au compte de résultat. La direction de la Banque européenne d'investissement doit ainsi notamment exercer son jugement pour évaluer le montant et les dates des cash-flows futurs qui permettront de définir le niveau de provision requis. Ces estimations reposent sur des hypothèses concernant plusieurs facteurs et les résultats effectifs peuvent différer de ces estimations, ce qui donnera lieu à des variations de la provision. Outre des provisions spécifiques destinées à couvrir certains prêts ou créances à recevoir significatifs, la facilité d'investissement constitue également une provision collective pour dépréciation au titre d'engagements qui, s'ils ne sont pas expressément identifiés comme nécessitant une provision spécifique, présentent un risque de défaut plus important que lorsqu'ils ont été conclus.

En principe, un prêt est considéré comme non productif lorsque le paiement des intérêts et du principal est en souffrance depuis au moins 90 jours et que, parallèlement, la direction considère que ledit paiement est tout à fait improbable.

### **Valorisation des titres de participation non cotés disponibles à la vente**

La valorisation des titres non cotés disponibles à la vente se fait normalement à l'aide de l'une des techniques suivantes:

- analyse de transactions récentes sur le marché dans des conditions de concurrence normale;
- référence à la juste valeur actuelle d'un autre instrument identique en substance ;
- examen des flux de trésorerie prévisionnels actualisés aux taux courants applicables à des positions assorties de modalités et de risques similaires;
- recours à d'autres modèles de valorisation.

La détermination des cash-flows et des facteurs d'actualisation de titres de participation non cotés disponibles à la vente nécessite un degré important d'estimation. La facilité d'investissement calibre périodiquement les techniques de valorisation et en teste la validité sur la base soit de transactions courantes observables sur le marché pour le même instrument, soit de toute autre donnée de marché observable disponible.

### **Pertes de valeur sur actifs financiers disponibles à la vente**

La facilité d'investissement juge que ses participations matérialisées par des titres de placement disponibles à la vente doivent faire l'objet d'une dépréciation si elles ont subi une

baisse importante ou prolongée de leur juste valeur en deçà de leur coût d'acquisition ou lorsqu'il existe d'autres indications objectives de perte de valeur. Pour déterminer si une baisse est importante ou prolongée, on se base sur un jugement où intervient une part d'appréciation. La FI considère généralement qu'une baisse est «importante» à partir d'un seuil de 30 % et prolongée lorsqu'elle excède douze mois. D'autres facteurs sont en outre évalués par la FI, tels que la volatilité normale du prix des titres cotés et les flux de trésorerie futurs, ainsi que les facteurs d'actualisation pour les titres non cotés.

### **2.3 Modification des principes comptables**

Les principes comptables adoptés sont identiques à ceux des exercices précédents.

### **2.4 Principes comptables essentiels**

Le bilan présente les éléments de l'actif et du passif par ordre décroissant de liquidité et n'établit pas de distinction entre les éléments à court, moyen et long terme.

#### **2.4.1 Bases de conversion**

Les états financiers de la FI sont libellés en euros (EUR), sa monnaie opérationnelle et de présentation.

Les transactions en monnaies étrangères sont converties au taux de change en vigueur à la date de la transaction.

Les actifs et passifs monétaires libellés dans des monnaies autres que l'euro sont convertis sur la base des taux de change en vigueur à la date du bilan. Les gains ou pertes résultant de la conversion sont enregistrés dans le compte de résultat.

Les postes non monétaires qui sont évalués à leur coût historique dans une monnaie étrangère sont convertis sur la base du taux de change en vigueur à la date de la transaction initiale. Les postes non monétaires évalués à leur juste valeur dans une monnaie étrangère sont convertis sur la base du taux de change en vigueur à la date de détermination de la juste valeur.

Les différences de change résultant du règlement de transactions à des taux différents de ceux en vigueur à la date de ces transactions, ainsi que les différences de change non réalisées sur des postes monétaires d'actif et de passif en devises à régulariser, sont enregistrées dans le compte de résultat.

Les éléments du compte de résultat sont convertis en euros sur la base des taux de conversion de fin de mois.

#### **2.4.2 Liquidités et équivalents**

La FI assimile à des liquidités et équivalents de liquidité les comptes courants et les dépôts à court terme dont l'échéance initiale est égale ou inférieure à trois mois.

#### **2.4.3 Actifs financiers autres que les produits dérivés**

Les actifs financiers sont comptabilisés sur la base de la date de règlement.

#### **– Prêts**

Les prêts émis par la facilité d'investissement sont comptabilisés dans ses actifs au moment de leur versement aux emprunteurs. Ils sont initialement comptabilisés au coût d'origine (montants décaissés nets) – soit la juste valeur du montant versé, y inclus les coûts de

transaction – et ensuite au coût restant à amortir selon la méthode du taux effectif, déduction faite d'une éventuelle provision pour dépréciation ou non-recouvrabilité.

#### – Actifs financiers disponibles à la vente

Les actifs financiers disponibles à la vente sont ceux qui sont désignés comme tels ou qui ne peuvent être classés dans aucune des trois catégories suivantes: désignés comme étant à leur juste valeur par le biais du compte de résultat; détenus jusqu'à l'échéance; ou prêts et créances à recevoir. Il s'agit d'instruments de dette tels que les instruments participatifs ou les investissements dans des fonds de capital-risque.

Après l'évaluation initiale, les actifs financiers disponibles à la vente sont comptabilisés à leur juste valeur. Les précisions suivantes sont à noter concernant l'évaluation de la juste valeur des participations, lorsque celle-ci ne peut être déterminée sur la base de marchés actifs.

##### (a) Fonds de capital-risque

La juste valeur de chaque fonds de capital-risque est basée sur la valeur nette d'inventaire (VNI) déclarée par le fonds, si celle-ci a été calculée selon des normes internationales de valorisation reconnues comme conformes aux normes IFRS (par exemple, les règles du guide international de l'évaluation des portefeuilles de fonds (IPEV), publié par l'association européenne des sociétés de capital-risque). En présence de certains éléments susceptibles de modifier l'évaluation, la facilité d'investissement peut toutefois décider de corriger la VNI déclarée par le fonds.

##### (b) Prises de participation directes

La juste valeur des participations se calcule sur la base des derniers états financiers disponibles avec, le cas échéant, réutilisation de la méthode appliquée lors de leur acquisition.

Les gains et pertes latents sur les fonds de capital-risque et sur les participations directes sont inscrits en contributions des donateurs jusqu'à ce que les placements concernés soient vendus, collectés ou cédés d'une autre manière, ou jusqu'à ce qu'ils soient considérés comme dépréciés. Lorsqu'un placement disponible à la vente est considéré comme déprécié, la perte ou le gain cumulé latent qui était jusque-là comptabilisé dans les capitaux propres est enregistré dans le compte de résultat.

Pour une participation non cotée, la juste valeur se détermine au moyen d'une technique de valorisation reconnue (par exemple, l'actualisation ou un multiple des flux de trésorerie). Lorsque leur juste valeur ne peut être déterminée de façon fiable, ces placements sont comptabilisés à leur coût d'acquisition.

#### – Garanties

Les garanties financières sont initialement enregistrées à leur juste valeur, soit la valeur actuelle nette (VAN) des primes attendues. Le calcul est effectué à la date de lancement de chaque opération et le montant est porté au bilan comme garanties financières aux postes «Autres éléments de l'actif» et «Autres dettes».

Après l'enregistrement initial, les engagements de la FI au titre de chaque garantie sont évalués au plus élevé des deux montants suivants:

- la meilleure estimation des dépenses requises pour exécuter toute obligation financière découlant de la garantie, qui est faite à partir de l'ensemble des facteurs et informations significatifs connus à la date de clôture;

- le montant comptabilisé initialement, déduction faite de l'amortissement cumulé. L'amortissement du montant initialement enregistré se fait selon la méthode actuarielle.

Tout accroissement ou réduction des engagements relatifs aux garanties financières est enregistré dans le compte de résultat à la rubrique «Revenus de commissions».

En outre, lorsqu'un accord de garantie est signé, il est présenté comme un élément de passif éventuel pour la FI et, une fois la garantie engagée, comme un engagement pour la facilité.

#### 2.4.4 Dépréciation d'actifs financiers

La facilité d'investissement réalise, à la clôture de chaque exercice comptable, un test de dépréciation sur ses actifs financiers pour vérifier l'existence d'indications objectives de pertes de valeur. Un actif financier (ou un groupe d'actifs financiers) est considéré comme ayant subi une perte de valeur si et seulement s'il existe une indication objective de sa dépréciation résultant d'un (ou plusieurs) événement survenu après la comptabilisation initiale de l'actif («événement générateur de pertes» avéré) et que cet événement générateur de pertes a sur les cash-flows futurs estimés de l'actif financier ou du groupe d'actifs financiers des conséquences qui peuvent être estimées de façon fiable. Sont notamment considérées comme indications objectives de dépréciation les cas dans lesquels l'emprunteur, ou le groupe d'emprunteurs, est dans l'une des situations suivantes: a) difficultés financières importantes, b) défaut de paiement des intérêts ou cessation de remboursement du principal, c) probabilité de faillite ou de restructuration financière, ou s'il existe des données observables indiquant une diminution évaluable des cash-flows futurs estimés, telle que, par exemple, une évolution des arriérés ou de paramètres économiques généralement associés à des défaillances.

Des dépréciations sont enregistrées pour les prêts en cours à la clôture de l'exercice qui sont comptabilisés au coût restant à amortir et pour lesquels il existe des indications objectives de risque de non-recouvrement d'une partie ou de la totalité des montants par rapport aux dispositions contractuelles initiales ou d'une valeur équivalente. S'il existe une indication objective de perte de valeur avérée, le montant de la perte est égal à la différence entre la valeur comptable de l'actif et la valeur actuelle des cash-flows futurs estimés. La valeur comptable de l'actif est réduite par utilisation d'un compte de provision et le montant de la perte est porté au compte de résultat. La valeur comptable réduite continue de produire des intérêts au taux effectif de l'actif. Les prêts ainsi que la provision y afférente sont annulés lorsqu'il n'existe pas de perspective réaliste de recouvrement. Si, au cours d'un exercice ultérieur, le montant de la perte de valeur estimée augmente ou diminue du fait d'un événement survenu après l'enregistrement de la dépréciation, la perte de valeur précédemment comptabilisée est augmentée ou diminuée par ajustement correspondant du compte de provision.

La facilité d'investissement procédant à des évaluations de son risque de crédit, la constitution de provisions collectives pour dépréciation n'est pas nécessaire.

Concernant les actifs financiers disponibles à la vente, la facilité d'investissement évalue à la clôture de chaque exercice s'il existe des indications objectives de dépréciation de ces actifs. Est notamment considérée comme indication objective de dépréciation une baisse importante ou prolongée de la juste valeur des instruments concernés en deçà de leur coût d'acquisition. Lorsqu'il existe une indication objective de dépréciation de l'actif, le montant de la perte cumulée (égal à la différence entre le coût d'acquisition et la juste valeur actuelle, diminuée de toute perte de valeur sur cet actif préalablement comptabilisée en résultat) est sorti des contributions des donateurs et comptabilisé en résultat. Les pertes de valeur sur actifs financiers disponibles à la vente ne font pas l'objet de reprises au compte de résultat ; les

augmentations de juste valeur après dépréciation sont enregistrées directement dans les contributions des donateurs.

La direction «Gestion des risques» de la Banque européenne d'investissement effectue au minimum une fois par an un test de dépréciation des actifs financiers. Ce test peut conduire à la reconnaissance de la décote dans le compte de résultat sur la durée de vie de l'actif ou à tout autre ajustement rendu nécessaire par une réévaluation de la dépréciation initiale.

#### *2.4.5 Instruments financiers dérivés*

Les instruments dérivés incluent les contrats d'échange de devises (swaps de devises), les swaps croisés de devises et de taux, les contrats de change à terme et les bons de souscription.

Dans le cours normal de ses activités, la facilité d'investissement peut conclure des contrats d'échange (pour couvrir des opérations de prêt spécifiques) ou des contrats à terme sur devises (pour couvrir ses positions de change) dans des monnaies autres que l'euro faisant l'objet de transactions actives, de manière à compenser tout gain ou perte résultant de fluctuations des taux de change.

Au 31 décembre 2008 comme au 31 décembre 2009, la FI n'avait toutefois procédé à aucune transaction en comptabilité de couverture. Tous les dérivés sont par conséquent enregistrés à leur juste valeur au compte de résultat. Cette juste valeur est obtenue essentiellement à partir de modèles d'actualisation des flux financiers, de modèles d'évaluation du prix des options et de prix cotés par des tiers.

La facilité a reçu des bons de souscription à titre de commissions pour des services auxiliaires dans le contexte d'une opération de prêt.

Les instruments dérivés sont enregistrés à leur juste valeur et comptabilisés comme des actifs quand cette valeur est positive et comme des passifs quand elle est négative. Les variations de juste valeur des instruments dérivés sont portées au poste «Résultat net sur opérations financières».

#### *2.4.6 Contributions*

Les contributions des États membres sont comptabilisées au bilan comme montants à recevoir à la date de la décision du Conseil fixant le montant des contributions financières que les États membres doivent verser à la facilité d'investissement.

#### *2.4.7 Revenus d'intérêts sur prêts*

Les intérêts sur les prêts émis par la facilité d'investissement sont enregistrés dans le compte de résultat (Intérêts et produits assimilés) et dans le bilan (Prêts et créances à recevoir) selon la méthode de la comptabilité d'engagement et au taux effectif, c'est-à-dire au taux qui actualise exactement les cash-flows ou recettes futurs sur la durée prévue du prêt jusqu'à obtention de la valeur comptable nette du prêt. Lorsque la valeur enregistrée d'un prêt est réduite à la suite d'une dépréciation, les revenus d'intérêts continuent d'être comptabilisés au taux d'intérêt effectif d'origine appliqué à la nouvelle valeur comptable.

#### *2.4.8 Bonifications d'intérêts et assistance technique*

Dans le cadre de son activité, la FI gère les bonifications d'intérêts et l'assistance technique pour le compte des États membres.



La fraction des contributions des États membres affectée au versement de bonifications d'intérêts n'est pas enregistrée dans les contributions des donateurs de la FI mais classée parmi les dettes envers les tiers. La facilité d'investissement effectue les décaissements en faveur des bénéficiaires finals puis retranche les montants correspondants des dettes envers les tiers.

#### *2.4.9 Revenus d'intérêts sur les avoirs de trésorerie*

Les revenus d'intérêts sur les avoirs de trésorerie sont inscrits au compte de résultat de la FI selon la méthode de la comptabilité d'engagement.

#### *2.4.10 Commissions et dividendes*

Les commissions reçues au titre de services fournis pendant une certaine période sont comptabilisées comme recettes lors de la prestation desdits services. Les commissions d'engagement sont différées et comptabilisées en produits selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur la période comprise entre le décaissement et le remboursement du prêt concerné.

Les dividendes liés aux actifs financiers disponibles à la vente sont comptabilisés à la date de leur réception.

#### *2.4.11 Imposition*

Le protocole sur les privilèges et immunités des Communautés européennes annexé au traité du 8 avril 1965 instituant un Conseil unique et une Commission unique des Communautés européennes dispose que les avoirs, revenus et autres biens des institutions de l'Union sont exonérés de tous impôts directs.

#### *2.4.12 Reclassement de certains montants concernant l'exercice précédent*

Lorsque cela s'avérait nécessaire, certains montants de l'exercice précédent ont été reclassés conformément à la présentation de l'exercice actuel, à des fins de comparaison.

### 3. Gestion des risques

#### 3.1 Risque de crédit

Cette section contient des informations financières sur les opérations réalisées par la facilité d'investissement.

##### 3.1.1. Ventilation de l'encours des décaissements relatifs aux prêts et créances et aux actifs financiers disponibles à la vente, par type d'emprunteur ou d'émetteur (en milliers d'EUR)

Le tableau ci-dessous donne la ventilation de l'encours des décaissements de la facilité par type d'emprunteur.

	<b>2009</b>	<b>2008</b>
Banques et institutions financières.	267 986	258 824
Financements sur projet et opérations structurées	330 654	314 705
Emprunteurs souverains et entités publiques	100 042	76 319
Fonds de capital-risque	136 179	102 975
Grandes entreprises	23 186	23 772
<b>Total</b>	<b>858 047</b>	<b>776 595</b>

3.1.2 Ventilation de l'encours des décaissements relatifs aux prêts et créances et aux actifs financiers disponibles à la vente, par catégorie d'instrument (en milliers d'EUR)

Le tableau ci-dessous donne la ventilation de l'encours des décaissements de la facilité d'investissement par catégorie d'instrument.

	2009	2008
Prêts de premier rang	604 354	524 168
<i>dont prêts globaux et accords de délégation</i>	<i>224 859</i>	<i>205 598</i>
Prêts subordonnés	89 087	123 281
Prises de participation	164 606	129 146
<b>Total</b>	<b>858 047</b>	<b>776 595</b>

3.1.3 Concentration des risques sur la base de l'encours des décaissements relatifs aux prêts et créances et aux actifs financiers disponibles à la vente (en milliers d'EUR)

Le tableau ci-dessous donne la ventilation de l'encours des décaissements de la facilité d'investissement par secteur d'activité. Les opérations qui font d'abord l'objet d'un décaissement en faveur d'un intermédiaire financier avant rétrocession au bénéficiaire final sont comptabilisées dans les prêts globaux.

	2009	2008
Prêts globaux	178 860	150 430
Énergie	236 198	153 985
Industrie	141 826	155 811
Services	241 072	241 957
Transports	7 938	9 148
Eau et assainissement	2 998	2 549
Agriculture, pêche, sylviculture	3 156	7 537
Accords de délégation	45 999	55 168
<b>Total</b>	<b>858 047</b>	<b>776 595</b>

### 3.2 *Risque de liquidité et gestion des ressources collectées*

Le tableau ci-dessous présente les éléments d'actif et de passif de la facilité d'investissement, regroupés selon la durée restant à courir jusqu'à la date contractuelle d'échéance (en milliers d'EUR).

	<b>Jusqu' à 3 mois</b>	<b>De 3 à 12 mois</b>	<b>De 1 à 5 ans</b>	<b>Plus de 5 ans</b>	<b>Échéan ce non définie</b>	<b>Total</b>
<b>ACTIF</b>						
Liquidités et équivalents	330 057	-	-	-	-	330 057
Instruments financiers dérivés	2 211	656	5 923	4 080	-	12 870
Prêts et créances à recevoir	8 164	5 100	86 565	593 612	-	693 441
Actifs financiers disponibles à la vente	-	-	-	151 049	13 557	164 606
Contributions à recevoir des donateurs	87 310	-	-	-	-	87 310
Autres éléments de l'actif	490	-	-	435	-	925
<b>Total de l'actif</b>	<b>428 232</b>	<b>5 756</b>	<b>92 488</b>	<b>749 176</b>	<b>13 557</b>	<b>1 289 209</b>
<b>PASSIF</b>						
Instruments financiers dérivés	379	155	320	4 668	-	5 522
Produits constatés d'avance	-	-	-	24 317	-	24 317
Dettes envers les tiers	36 410	-	-	-	177 440	213 850
Autres éléments du passif	707	418	-	435	-	1 560
<b>Total du passif</b>	<b>37 496</b>	<b>573</b>	<b>320</b>	<b>29 420</b>	<b>177 440</b>	<b>245 249</b>
<b>Position de liquidité nette au 31 décembre 2009</b>	<b>390 736</b>	<b>5 183</b>	<b>92 168</b>	<b>719 756</b>	<b>- 163 883</b>	<b>1 043 960</b>
<b>Position de liquidité nette au 31 décembre 2008</b>	<b>324 695</b>	<b>4 855</b>	<b>60 735</b>	<b>675 416</b>	<b>- 154 721</b>	<b>910 980</b>

### 3.3 Risques de marché

#### 3.3.1 Risque de taux d'intérêt (en milliers d'EUR)

Le tableau ci-dessous récapitule l'exposition de la facilité au risque de taux d'intérêt associé à ses prêts et créances.

	2009	2008
Investissements à taux fixe	354 638	329 111
Investissements à taux variable	338 803	318 338
<b>Total</b>	<b>693 441</b>	<b>647 449</b>

#### 3.3.2 Risque de change (en milliers d'EUR)

	EUR	USD	CAD	Monnaies ACP et PTOM	Total
<b>ACTIF</b>					
Liquidités et équivalents	297 717	32 340	-	-	330 057
Instruments financiers dérivés	12 870	-	-	-	12 870
Prêts et créances à recevoir	332 474	297 427	-	63 540	693 441
Actifs financiers disponibles à la vente	30 422	121 146	7 782	5 256	164 606
Contributions à recevoir des donateurs	87 310	-	-	-	87 310
Autres éléments de l'actif	490	-	-	435	925
<b>Total de l'actif</b>	<b>761 283</b>	<b>450 913</b>	<b>7 782</b>	<b>69 231</b>	<b>1 289 209</b>
<b>PASSIF</b>					
<b>Dettes</b>					
Instruments financiers dérivés	5 522	-	-	-	5 522
Produits constatés d'avance	24 317	-	-	-	24 317
Dettes envers les tiers	213 850	-	-	-	213 850
Autres dettes	559	566	-	435	1 560
<b>Total du passif</b>	<b>242 248</b>	<b>566</b>	<b>-</b>	<b>435</b>	<b>245 249</b>
<b>Contributions des donateurs</b>					
Contribution des États membres, fraction appelée	995 000	-	-	-	995 000
Bénéfices non répartis	29 250	-	-	-	29 250
Réserve de juste valeur	-1 443	22 606	-	-1 453	19 710
<b>Total des contributions des donateurs</b>	<b>1 022 807</b>	<b>22 606</b>	<b>-</b>	<b>-1 453</b>	<b>1 043 960</b>
<b>Total du passif</b>	<b>1 267 055</b>	<b>23 172</b>	<b>-</b>	<b>-1 018</b>	<b>1 289 209</b>
<b>Position de change au 31 décembre 2009</b>	<b>-505 772</b>	<b>427 741</b>	<b>7 782</b>	<b>70 249</b>	<b>-</b>
<b>Position de change au 31 décembre 2008</b>	<b>-486 885</b>	<b>428 467</b>	<b>2 171</b>	<b>66 247</b>	<b>-</b>
<b>Au 31 décembre 2009 :</b>					

<b>ENGAGEMENTS</b>					
Prêts et prises de participation non décaissés	885 667	150 899	-	-	1 036 566
Garanties tirées	11 800	-	-	-	11 800
<b>PASSIF ÉVENTUEL</b>					
Garanties non tirées	105 000	-	-	-	105 000

#### 4. Information sectorielle

Aux fins de l'analyse de l'activité de la facilité, le critère de segmentation primaire est le secteur opérationnel, le secteur géographique constituant le critère de segmentation secondaire.

#### 4.1 Secteur opérationnel (en milliers d'EUR)

À l'échelle mondiale, le secteur opérationnel de la facilité d'investissement comprend deux types d'activités:

- les opérations bancaires, qui correspondent à des investissements en faveur de projets mis en œuvre par des entreprises du secteur privé ou par des entités du secteur public marchand. Ces opérations prennent principalement la forme de prêts, de titres de participation disponibles à la vente ou de garanties financières;
- les opérations de trésorerie, qui servent à investir l'excédent de liquidités et à gérer les risques de change de la facilité.

Au 31 décembre 2009	Opérations de trésorerie	Opérations bancaires	Total
Revenus du secteur	10 904	51 225	62 129
Frais et charges du secteur	-2 975	-44 352	-47 327
Dépenses non réparties			-36 410
<b>Résultat de l'exercice</b>			<b>-21 608</b>
Actifs du secteur	343 417	858 483	1 201 900
Actifs non répartis			87 309
<b>Total de l'actif</b>			<b>1 289 209</b>
Passifs du secteur	39 325	25 336	64 661
Passifs non répartis			180 588
<b>Total du passif</b>			<b>245 249</b>
<b>Autres informations sur le secteur</b>			
Engagements et passifs éventuels	-	1 153 366	<b>1 153 366</b>
Au 31 décembre 2008	Opérations de trésorerie	Opérations bancaires	Total
Revenus du secteur	14 979	48 767	63 746
Frais et charges du secteur	-17 787	-54 398	-72 185
Dépenses non réparties			-17 870
<b>Résultat de l'exercice</b>			<b>-26 309</b>
Actifs du secteur	301 911	777 120	1 079 031
Actifs non répartis			65 891
<b>Total de l'actif</b>			<b>1 144 922</b>
Passifs du secteur	54 235	21 715	75 950
Passifs non répartis			157 992
<b>Total du passif</b>			<b>233 942</b>

<b>Autres informations sur le secteur</b>			
Engagements et passifs éventuels	-	1 082 456	<b>1 082 456</b>



#### 4.2 Secteur géographique (en milliers d'EUR)

Pour les besoins de la gestion interne, les activités de la facilité d'investissement sont réparties en cinq régions.

<b>Au 31 décembre 2009</b>	<b>Revenus (*)</b>	<b>Total de l'actif</b>	<b>Total du passif</b>	<b>Engagements et passifs éventuels</b>
Caraïbes et Pacifique	-22 796	102 363	1 173	143 297
Afrique centrale et Afrique de l'Est	9 410	249 261	21 425	371 286
Région Afrique et États ACP	3 260	153 006	-	340 437
Afrique australe et océan Indien	13 195	202 809	524	104 654
Afrique de l'Ouest et Sahel	3 804	151 043	2 214	193 692
Divers (**)	-	430 727	219 913	-
<b>Total</b>	<b>6 873</b>	<b>1 289 209</b>	<b>245 249</b>	<b>1 153 366</b>
<b>Au 31 décembre 2008</b>	<b>Revenus (*)</b>	<b>Total de l'actif</b>	<b>Total du passif</b>	<b>Engagements et passifs éventuels</b>
Caraïbes et Pacifique	3 694	116 572	-	146 588
Afrique centrale et Afrique de l'Est	9 418	152 838	18 222	498 066
Région Afrique et États ACP	1 094	115 534	-	231 628
Afrique australe et océan Indien	-31 530	206 744	554	108 892
Afrique de l'Ouest et Sahel	11 693	182 160	2 427	97 282
Divers (**)	-	371 074	212 739	-

<b>Total</b>	<b>-5 631</b>	<b>1 144 922</b>	<b>233 942</b>	<b>1 082 456</b>
--------------	---------------	------------------	----------------	------------------

(\*) Les revenus correspondent au bénéfice net réalisé sur les opérations bancaires de la facilité d'investissement (c'est-à-dire les intérêts et produits assimilés, les bonifications d'intérêts et le revenu net des commissions, déduction faite des charges pour pertes de crédit et des pertes pour dépréciation sur placements financiers).

(\*\*) Dans la répartition géographique, la ligne «Divers» regroupe les montants dus aux États membres et à la Banque européenne d'investissement ou à recevoir de leur part, ainsi que le montant du poste «Liquidités et équivalents» de la facilité d'investissement.

## 5. Produits d'intérêts nets (en milliers d'EUR)

Les intérêts et produits assimilés se décomposent principalement comme suit:

		2009	2008
Liquidités et placements à court terme		2 978	12 452
Prêts et créances à recevoir		45 359	43 966
Bonifications d'intérêts		1 586	1 242
Instruments financiers dérivés		-	3 437
<b>Total intérêts et produits assimilés</b>		<b>49 923</b>	<b>61 097</b>

Les intérêts et charges assimilées se décomposent principalement comme suit:

		2009	2008
Instruments financiers dérivés		-1 878	-
Rémunération versée à la Commission européenne		-	- 68
<b>Total intérêts et charges assimilées</b>		<b>-1 878</b>	<b>- 68</b>

## 6. Revenus de commissions (en milliers d'EUR)

Les revenus de commissions se décomposent principalement comme suit:

		2009	2008
Commissions sur prêts et créances à recevoir		1 709	2 340
Commissions sur garanties financières		276	292

<b>Total revenus de commissions</b>		<b>1 985</b>	<b>2 632</b>
-------------------------------------	--	--------------	--------------

## 7. Résultat net sur opérations financières (en milliers d'EUR)

Le résultat net sur opérations financières se décompose principalement comme suit:

		2009	2008
Variation de la juste valeur des produits dérivés		14 599	-31 689
Variations de change		-6 673	13 972
Revenus de dividendes issus des actifs financiers disponibles à la vente		1 198	17
<b>Résultat net sur opérations financières</b>		<b>9 124</b>	<b>-17 700</b>

## 8. Charges administratives générales (en milliers d'EUR)

Les charges administratives générales représentent les coûts effectifs encourus par la BEI au titre de la gestion de la facilité d'investissement, diminués du revenu des commissions d'instruction standard recouvrées directement par la Banque auprès des clients de la facilité.

	2009	2008
Coûts réels encourus par la BEI	-37 653	-36 766
Revenus de commissions d'instruction versées directement par les clients de la facilité	1 243	1 025
<b>Charges administratives générales nettes</b>	<b>-36 410</b>	<b>-35 741</b>

Par une décision du Conseil en date du 8 avril 2003, les États membres ont accepté de couvrir l'intégralité des coûts encourus par la BEI au titre de la gestion de la facilité pendant les cinq premières années du 9<sup>e</sup> Fonds européen de développement.

Suite à l'entrée en vigueur, le 1<sup>er</sup> juillet 2008, de l'accord de Cotonou révisé, les charges administratives générales ne sont plus couvertes par les États membres. Par conséquent, pour 2008, la contribution des États membres aux charges administratives générales n'a couvert que 50 % du total des coûts encourus durant l'exercice, soit 17 871 000 EUR.

## 9. Liquidités et équivalents (en milliers d'EUR)

Dans le tableau des flux de trésorerie, les liquidités et équivalents désignent les avoirs assortis d'une échéance à moins de trois mois de la date d'acquisition.

Les liquidités et équivalents se répartissent en contributions reçues des États membres et non encore décaissées, d'une part, et en produits des activités opérationnelles et financières de la facilité, d'autre part.

	2009	2008
Contributions reçues des États membres et non encore décaissées	120 807	9 028
Produits des activités financières et opérationnelles de la facilité	209 250	284 388
<b>Liquidités et équivalents</b>	<b>330 057</b>	<b>293 416</b>

## 10. Instruments financiers dérivés (en milliers d'EUR)

Les instruments financiers dérivés se décomposent principalement comme suit:

Au 31 décembre 2009	Juste valeur		Montant notionnel
	Actif	Passif	
Contrats d'échange (swaps) de devises	8 542	-237	87 720
Swaps croisés de devises et de taux d'intérêt	2 041	-5 285	95 713
Contrats de change à terme	2 287	-	290 000
<b>Instruments financiers dérivés</b>	<b>12 870</b>	<b>-5 522</b>	

Au 31 décembre 2008	Juste valeur		Montant notionnel
	Actif	Passif	
Contrats d'échange (swaps) de devises	8 045	-947	104 446
Swaps croisés de devises et de taux d'intérêt	450	-13 305	109 739
Contrats de change à terme	-	-1 494	211 000
Bons de souscription	-	-	719
<b>Instruments financiers dérivés</b>	<b>8 495</b>	<b>-15 746</b>	

## 11. Prêts et créances à recevoir (en milliers d'EUR)

Les prêts et créances à recevoir se décomposent principalement comme suit:

	<b>Prêts globaux (*)</b>	<b>Prêts de premier rang</b>	<b>Prêts subordonnés</b>	<b>Total</b>
<b>Montant nominal au 1<sup>er</sup> janvier 2009</b>	<b>205 430</b>	<b>334 397</b>	<b>153 109</b>	<b>692 936</b>
Décaissements	67 275	91 125	-	158 400
Remboursements	-37 035	-14 361	-9 698	-61 094
Intérêts capitalisés	-	553	4 336	4 889
Variation de change	-4 681	-4 915	-2 265	-11 861
<b>Montant nominal au 31 décembre 2009</b>	<b>230 989</b>	<b>406 799</b>	<b>145 482</b>	<b>783 270</b>
<b>Dépréciation au 1<sup>er</sup> janvier 2009</b>	<b>-2 996</b>	<b>-19 749</b>	<b>-31 947</b>	<b>-54 692</b>
Variation nette de la dépréciation	-5 375	-11 018	-27 957	-44 350
Variation de change	-	550	348	898
<b>Dépréciation au 31 décembre 2009</b>	<b>-8 371</b>	<b>-30 217</b>	<b>-59 556</b>	<b>-98 144</b>
Coût amorti	-1 355	-1 801	-1 628	-4 784
Intérêts courus	3 596	4 714	4 789	13 099
<b>Prêts et créances à recevoir au 31 décembre 2009</b>	<b>224 859</b>	<b>379 495</b>	<b>89 087</b>	<b>693 441</b>

(\*) y compris accords de délégation



	<b>Prêts globaux (*)</b>	<b>Prêts de premier rang</b>	<b>Prêts subordonnés</b>	<b>Total</b>
<b>Montant nominal au 1<sup>er</sup> janvier 2008</b>	<b>144 288</b>	<b>268 903</b>	<b>154 542</b>	<b>567 733</b>
Décaissements	82 696	92 992	926	176 614
Remboursements	-25 282	-31 322	-17 144	-73 748
Intérêts capitalisés	-	676	11 346	12 022
Variation de change	3 728	3 148	3 439	10 315
<b>Montant nominal au 31 décembre 2008</b>	<b>205 430</b>	<b>334 397</b>	<b>153 109</b>	<b>692 936</b>
<b>Dépréciation au 1<sup>er</sup> janvier 2008</b>	<b>-</b>	<b>-2 242</b>	<b>-2 121</b>	<b>-4 363</b>
Variation	-2 996	-17 484	-29 826	-50 306
Variation de change	-	-23	-	-23
<b>Dépréciation au 31 décembre 2008</b>	<b>-2 996</b>	<b>-19 749</b>	<b>-31 947</b>	<b>-54 692</b>
Coût amorti	- 292	-1 576	- 364	-2 232
Intérêts courus	3 456	5 498	2 483	11 437
<b>Prêts et créances à recevoir au 31 décembre 2008</b>	<b>205 598</b>	<b>318 570</b>	<b>123 281</b>	<b>647 449</b>

(\*) y compris accords de délégation

## 12. Actifs financiers disponibles à la vente

Les actifs financiers disponibles à la vente se décomposent principalement comme suit:

	<b>Fonds de capital- risque</b>	<b>Prises de participatio n directes</b>	<b>Total</b>
<b>Coût au 1<sup>er</sup> janvier 2009</b>	<b>89 919</b>	<b>26 194</b>	<b>116 115</b>
Décaissements	36 624	3 682	40 306
Remboursements	-7 497	-	-7 497
Variation de change	-2 395	585	-1 810
<b>Coût au 31 décembre 2009</b>	<b>116 651</b>	<b>30 461</b>	<b>147 114</b>
<b>Gains et pertes latents au 1<sup>er</sup> janvier 2009</b>	<b>20 190</b>	<b>-7 159</b>	<b>13 031</b>
Variation nette des gains et pertes latents	-2 052	6 640	4 588
Dépréciation	-2	-	-2
Écarts de change réalisés	-	-125	-125
<b>Gains et pertes latents au 31 décembre 2009</b>	<b>18 136</b>	<b>- 644</b>	<b>17 492</b>
<b>Actifs financiers disponibles à la vente au 31 décembre 2009</b>	<b>134 787</b>	<b>29 817</b>	<b>164 606</b>

	<b>Fonds de capital-risque</b>	<b>Prises de participation directes</b>	<b>Total</b>
<b>Coût au 1<sup>er</sup> janvier 2008</b>	<b>63 760</b>	<b>26 657</b>	<b>90 417</b>
Décaissements	40 994	647	41 641
Remboursements	-15 005	-	-15 005
Variation de change	170	-1 110	- 938
<b>Coût au 31 décembre 2008</b>	<b>89 919</b>	<b>26 194</b>	<b>116 115</b>
<b>Gains et pertes latents au 1<sup>er</sup> janvier 2008</b>	<b>4 546</b>	<b>14 400</b>	<b>18 946</b>
Variation nette des gains et pertes latents	15 644	-19 834	-4 190
Dépréciation	-	-1 725	-1 725
<b>Gains et pertes latents au 31 décembre 2008</b>	<b>20 190</b>	<b>-7 159</b>	<b>13 031</b>
<b>Actifs financiers disponibles à la vente au 31 décembre 2008</b>	<b>110 109</b>	<b>19 035</b>	<b>129 146</b>

Au 31 décembre 2009, la répartition des actifs financiers disponibles à la vente entre instruments cotés et non cotés était la suivante:

	<b>Juste valeur au 31.12.2009</b>	<b>Juste valeur au 31.12.2008</b>
Instruments cotés	13 557	3 272
Instruments non cotés	151 049	125 874
<b>Total</b>	<b>164 606</b>	<b>129 146</b>

### 13. Contributions à recevoir des donateurs (en milliers d'EUR)

Les contributions à recevoir des donateurs se décomposent principalement comme suit:

	2009	2008
Contribution des États membres, fraction appelée mais non versée	87 310	48 020
Contribution spéciale aux charges administratives générales	-	17 871
<b>Total Contributions à recevoir des donateurs</b>	<b>87 310</b>	<b>65 891</b>

### 14. Autres éléments de l'actif (en milliers d'EUR)

Les autres éléments de l'actif se décomposent principalement comme suit:

	2009	2008
Montants à recevoir de la BEI	490	-
Garanties financières	435	525
<b>Total Autres éléments de l'actif</b>	<b>925</b>	<b>525</b>

### 15. Produits constatés d'avance (en milliers d'EUR)

Les produits constatés d'avance se décomposent principalement comme suit:

	2009	2008
Bonifications d'intérêts perçues d'avance	23 888	19 962
Commissions perçues d'avance sur	429	224

prêts et créances à recevoir			
<b>Total Produits constatés d'avance</b>		<b>24 317</b>	<b>20 186</b>

#### 16. Dettes envers les tiers (en milliers d'EUR)

Les dettes envers les tiers se décomposent principalement comme suit:

		<b>2009</b>	<b>2008</b>
Charges administratives générales nettes dues à la BEI		36 410	35 741
Bonifications d'intérêts non encore décaissées		177 440	157 992
<b>Total Dettes envers les tiers</b>		<b>213 850</b>	<b>193 733</b>

#### 17. Autres dettes (en milliers d'EUR)

Les autres dettes se décomposent principalement comme suit:

		<b>2009</b>	<b>2008</b>
Montants remboursables à la BEI		-	2 257
Garanties financières		435	525
Divers		1 125	1 495
<b>Total Autres dettes</b>		<b>1 560</b>	<b>4 277</b>

**18. Contribution des États membres, fraction appelée (en milliers d'EUR)**

États Membres	Contribution à la facilité	Contribution aux bonifications d'intérêts	Contribution totale	Montant appelé mais non versé (*)
Autriche	26 368	6 095	32 463	2 650
Belgique	39 004	9 016	48 020	3 920
Danemark	21 293	4 922	26 215	2 140
Finlande	14 727	3 404	18 131	1 480
France	241 785	55 890	297 675	24 300
Allemagne	232 432	53 728	286 160	23 360
Grèce	12 437	2 875	15 312	1 250
Irlande	6 169	1 426	7 595	620
Italie	124 773	28 842	153 615	12 540
Luxembourg	2 885	667	3 552	290
Pays-Bas	51 939	12 006	63 945	5 220
Portugal	9 651	2 231	11 882	970
Espagne	58 108	13 432	71 540	5 840
Suède	27 164	6 279	33 443	2 730
Royaume-Uni	126 265	29 187	155 452	-
<b>Total au 31 décembre 2009</b>	<b>995 000</b>	<b>230 000</b>	<b>1 225 000</b>	<b>87 310</b>
<b>Total au 31 décembre 2008</b>	<b>845 000</b>	<b>190 000</b>	<b>1 035 000</b>	<b>48 020</b>

(\*) Le 17 novembre 2009, le Conseil a fixé le montant de la contribution financière à verser par chaque État membre avant le 21 janvier 2010.

**19. Passifs éventuels et engagements (en milliers d'EUR)**

	2009	2008
<i>Engagements</i>		
Prêts non décaissés	784 612	777 597
Engagements non décaissés au titre des actifs financiers disponibles à la vente	251 954	188 059
Garanties tirées	11 800	11 800
<i>Passifs éventuels</i>		

Garanties non tirées	105 000	105 000
<b>Total</b>	<b>1 153 366</b>	<b>1 082 456</b>

## 20. Événements postérieurs à la date de clôture

Il ne s'est produit, après la date de clôture de l'exercice, aucun événement significatif pouvant donner lieu à une mise à jour des informations fournies ou à des ajustements aux états financiers au 31 décembre 2009.

**ANNEXE DE LA PARTIE I – CHAPITRE 2 (RAPPORT SUR L'EXÉCUTION  
FINANCIÈRE) : SITUATION PAR PAYS ET PAR INSTRUMENT**



Notes concernant les comptes de gestion:

- Dans les tableaux, les chiffres «0,00» indiquent que le montant correspondant est compris entre –4 999 EUR et 4 999 EUR.  
L'absence de chiffre signifie que le montant est égal à zéro.  
Les pays pour lesquels le solde est nul pour toutes les colonnes ne sont pas repris dans les tableaux.
- L'intitulé «Tous pays» correspond à des projets qui concernent plusieurs pays, mais qui ne sont pas financés par la coopération régionale.
- L'intitulé «Frais administratifs et financiers» correspond aux projets financés par des intérêts du FED ou l'enveloppe couvrant les dépenses administratives.

SITUATION GLOBALE PAR PAYS (en millions d'euros)												
8e FED MONTANTS CUMULÉS 2008 après la migration	PIN			DÉCISIONS			CRÉDITS DÉLÉGUÉS			PAIEMENTS		
	PIN 31/12/2008 avant migration	différences dues à la migration	PIN 31/12/2008 après migration	Décisions 31/12/2008 avant migration	différences dues à la migration	Décisions 31/12/2008 après migration	Crédits délégués 31/12/2008 avant migration	différences dues à la migration	Crédits délégués 31/12/2008 après migration	Paiements 31/12/2008 avant migration	différences dues à la migration	Paiements 31/12/2008 après migration
COMORES	10,77	(0,26)	10,51	10,51	-	10,51	10,49	-	10,49	10,49	-	10,49
GUINÉE-BISSAU	41,90	0,00	41,91	41,90	0,00	41,91	41,60	0,00	41,61	39,58	0,00	39,59
MAURITANIE	59,18	-	59,18	59,18	-	59,18	58,00	0,02	58,02	57,38	0,02	57,40
MALI	201,55	-	201,55	201,55	-	201,55	200,39	0,01	200,40	197,18	0,01	197,19
MOZAMBIQUE	176,68	-	176,68	176,68	-	176,68	172,17	0,01	172,18	158,28	0,01	158,29
ZAMBIE	137,28	0,28	137,56	137,28	0,28	137,56	136,74	0,28	137,02	132,34	0,28	132,62
BARBADE	4,46	0,00	4,47	4,46	0,00	4,47	4,14	0,00	4,14	3,51	0,00	3,51
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	96,18	0,01	96,19	96,18	0,01	96,19	96,10	0,05	96,15	94,17	0,05	94,22
DOMINIQUE	6,21	0,26	6,47	6,47	-	6,47	6,29	-	6,29	6,24	-	6,24
PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE	43,85	-	43,85	43,85	-	43,85	40,79	0,00	40,80	38,83	0,00	38,84
RÉGION Océan Indien	13,42	-	13,42	13,42	-	13,42	11,04	1,36	12,39	10,03	1,36	11,38
BUDGET INTRA-ACP	741,11	-	741,11	741,11	-	741,11	679,49	0,00	679,49	563,73	0,00	563,73
<b>* TOTAL ACP + PTOM</b>	<b>5 254,49</b>	<b>0,30</b>	<b>5 254,79</b>	<b>5 254,49</b>	<b>0,30</b>	<b>5 254,79</b>	<b>5 096,70</b>	<b>1,72</b>	<b>5 098,42</b>	<b>4 760,36</b>	<b>1,72</b>	<b>4 762,08</b>

SITUATION GLOBALE PAR PAYS (en millions d'euros)									
9e FED MONTANTS CUMULÉS 2008 après la migration	DÉCISIONS			CRÉDITS DÉLÉGUÉS			PAIEMENTS		
	Décisions 31/12/2008 avant migration	différences dues à la migration	Décisions 31/12/2008 après migration	Crédits délégués 31/12/2008 avant migration	différences dues à la migration	Crédits délégués 31/12/2008 après migration	Paiements 31/12/2008 avant migration	Paiements 31/12/2008 après migration	
BURUNDI	332,51	-	332,51	262,69	-	262,69	206,11	0,01	206,12
GUINÉE ÉQUATORIALE	8,99	0,00	8,99	8,00	0,00	8,00	4,52	0,00	4,52
GHANA	317,28	-	317,28	273,08	0,02	273,11	185,41	0,02	185,43
GAMBIE	57,23	0,03	57,27	51,30	0,03	51,33	15,26	0,03	15,29
GUINÉE-BISSAU	66,73	-	66,73	44,42	-	44,42	35,31	0,02	35,32
MADAGASCAR	457,74	-	457,74	398,77	0,07	398,84	344,27	0,07	344,34
SOMALIE	193,08	0,24	193,33	175,20	0,24	175,45	125,15	0,24	125,39
SOUDAN	313,32	0,58	313,90	290,35	0,58	290,93	271,72	0,62	272,34
OUGANDA	316,65	-	316,65	310,66	0,76	311,42	199,25	0,76	200,00
RÉP. DÉMOCRATIQUE DU CONGO	590,52	-	590,52	490,81	0,18	490,99	358,16	0,18	358,35
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	156,29	-	156,29	147,85	0,00	147,86	84,42	0,00	84,43
SURINAME	47,41	-	47,41	41,92	-	41,92	25,52	0,01	25,53
ÎLES SALOMON	22,59	-	22,59	12,24	-	12,24	7,03	0,01	7,04
COOPÉRATION RÉGIONALE ACP	3 123,59	-	3 123,59	2 685,89	0,00	2 685,90	1 559,73	1,80	1 561,54
TOUS PAYS ACP	206,94	-	206,94	199,92	-	199,92	179,85	0,47	180,32
ANTILLES NÉERLANDAISES	53,40	0,09	53,49	51,82	0,09	51,90	8,98	0,09	9,07
<b>* TOTAL ACP + PTOM</b>	<b>16 631,82</b>	<b>0,95</b>	<b>16 632,77</b>	<b>14 207,44</b>	<b>1,99</b>	<b>14 209,42</b>	<b>10 006,72</b>	<b>4,35</b>	<b>10 011,07</b>

TABLEAU 3.2.1  
SITUATION GLOBALE PAR PAYS (en millions d'euros)

8e FED Données cumulées 2009	LOME										COTONOU		TOTAL	
	PIN	PROGRAMMES INDICATIFS NATIONAUX				AUTRES AIDES				DÉCISIONS	DÉCISIONS	CREDITS DÉLEGUÉS	PAIEMENTS	
		DÉCISIONS	% DU PIN	PAIEMENTS	% DU PIN	DÉCISIONS	% DU PIN	PAIEMENTS	% DU PIN					
ANGOLA	83,61	83,61	100%	70,05	84%	27,55	33%	26,16	31%	111,15	104,64	96,22		
BENIN	113,80	112,11	99%	111,99	98%	59,54	52%	59,49	52%	171,65	171,52	171,47		
BURKINA	174,27	174,16	100%	167,89	96%	103,18	59%	103,16	59%	117,96	395,30	393,92		
BOTSWANA	34,38	31,90	93%	31,30	91%	2,21	6%	1,40	4%	33,88	67,99	67,46		
BURUNDI	13,06	13,06	100%	13,06	100%	53,88	413%	51,36	393%	66,93	66,93	64,41		
REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	55,18	55,18	100%	54,75	99%	29,61	54%	29,61	54%	84,79	84,74	84,36		
TCHAD	149,20	148,92	100%	141,73	95%	67,41	45%	67,41	45%	216,34	213,39	209,14		
CAMEROUN	103,54	103,54	100%	102,13	99%	124,73	120%	124,73	120%	228,27	227,71	226,86		
CONGO	11,30	11,30	100%	8,48	75%	3,63	32%	3,63	32%	14,93	14,25	12,11		
COMORES	10,51	10,51	100%	10,46	100%	5,66	54%	5,60	53%	16,17	16,12	16,07		
CAP-VERT	30,18	30,18	100%	28,65	95%	25,99	86%	25,99	86%	56,18	55,37	54,65		
DIBOUTI	17,96	17,96	100%	15,68	87%	11,00	61%	11,00	61%	28,96	27,11	26,68		
GUINEE EQUATORIALE	3,63	3,63	100%	3,12	86%	0,79	22%	0,79	22%	4,42	4,10	3,92		
ERYTHREE	0,08	0,08	100%	0,08	100%	17,93	2170%	17,93	2170%	18,01	18,01	18,01		
ETHIOPIE	146,54	146,54	100%	137,00	93%	192,43	131%	169,18	115%	0,04	339,02	336,01		
GABON	37,39	37,39	100%	37,11	99%	39,91	107%	39,91	107%	35,00	112,30	110,82		
GHANA	124,55	124,38	100%	119,73	96%	95,62	77%	95,62	77%	40,00	260,00	257,66		
GAMBIE	17,49	17,49	100%	16,12	92%	13,57	78%	13,53	77%	31,05	31,04	29,63		
GUINEE-BISSAU	41,91	41,91	100%	40,89	98%	4,45	11%	4,45	11%	81,36	80,80	78,93		
GUINEE	108,99	108,88	100%	88,90	82%	21,30	20%	21,30	20%	130,24	119,11	110,24		
COTE D'IVOIRE	57,78	57,78	100%	53,61	93%	105,26	182%	102,89	178%	163,04	159,57	156,50		
KENYA	71,22	71,22	100%	62,91	88%	116,23	163%	116,23	163%	187,46	184,44	179,15		
LIBERIA	-	-	-	-	-	19,90	-	19,90	-	19,90	19,90	19,13		
LESOTHO	51,00	51,00	100%	48,48	95%	15,87	31%	15,87	31%	66,87	66,34	64,35		
MADAGASCAR	162,29	162,29	100%	161,22	99%	113,05	70%	113,05	70%	55,00	330,35	329,76		
MALAWI	189,21	189,21	100%	183,52	97%	73,46	39%	72,43	38%	35,00	297,67	290,93		
MAURICE	30,07	30,07	100%	30,07	100%	14,22	47%	3,39	11%	44,29	44,29	33,46		
MAURITANIE	59,18	59,18	100%	57,42	97%	75,23	127%	74,79	126%	45,00	179,41	135,51		
MALI	201,53	201,43	100%	198,23	98%	89,77	45%	89,77	45%	291,19	289,66	288,00		
MOZAMBIQUE	176,68	176,68	100%	164,14	93%	221,76	126%	221,18	125%	142,03	540,47	539,20		
NAMIBIE	50,18	50,18	100%	48,77	97%	22,89	46%	22,89	46%	73,07	72,90	71,66		
NIGER	115,61	115,61	100%	109,96	95%	39,86	34%	39,86	34%	55,57	211,04	201,25		
RWANDA	94,77	94,77	100%	94,37	100%	81,39	86%	81,39	86%	176,16	176,08	175,76		
SENEGAL	101,38	100,99	100%	97,80	96%	142,79	141%	136,30	134%	243,77	240,05	234,10		
SEYCHELLES	5,46	5,46	100%	5,46	100%	1,77	32%	1,77	32%	7,23	7,23	7,23		
SIERRA LEONE	64,60	64,60	100%	57,04	88%	35,79	55%	35,79	55%	100,39	100,26	92,83		
SOMALIE	50,00	50,00	100%	46,60	93%	-	0%	-	0%	50,00	49,84	46,60		
SÃO TOMÉ E PRÍNCIPE	8,52	8,52	100%	8,52	100%	3,71	43%	3,71	43%	12,23	12,23	12,23		
SOUDAN	-	-	-	-	-	124,24	-	90,73	-	124,24	111,96	90,73		
SWAZILAND	23,48	23,48	100%	22,92	98%	36,99	158%	24,53	104%	4,00	64,47	57,33		
TANZANIE	203,50	202,05	99%	187,60	92%	277,34	136%	277,34	136%	479,39	476,20	464,94		
TOGO	-	-	-	-	-	10,00	-	9,71	-	10,00	9,71	9,71		
UGANDA	197,16	196,96	100%	191,86	97%	223,48	113%	223,23	113%	420,44	419,83	415,09		
NIGERIA	-	-	-	-	-	5,00	-	5,00	-	5,00	5,00	5,00		
ZAMBIE	137,56	137,56	100%	134,06	97%	293,66	213%	283,72	206%	431,22	430,03	417,78		
ZIMBABWE	86,63	86,63	100%	86,63	100%	18,68	22%	15,52	18%	105,32	104,91	102,15		
CONGO (REP. DEMOCRATIQUE DU)	20,81	19,29	93%	19,29	93%	28,16	135%	27,61	133%	48,97	48,25	46,90		
<b>* TOTAL AFRIQUE</b>	<b>3.436,20</b>	<b>3.429,23</b>	<b>100%</b>	<b>3.269,67</b>	<b>95%</b>	<b>3.090,96</b>	<b>90%</b>	<b>2.980,08</b>	<b>87%</b>	<b>598,48</b>	<b>7.118,67</b>	<b>6.983,36</b>		
ANTIGUA-ET-BARBUDA	0,65	0,65	100%	0,50	76%	-	0%	-	0%	0,65	0,62	0,50		
BARBADE	4,46	4,47	100%	3,51	79%	2,71	61%	2,71	61%	7,18	6,86	6,22		
BELIZE	10,36	10,36	100%	8,70	84%	8,70	84%	7,54	73%	0,13	19,19	19,19		
BAHAMAS	2,20	2,20	100%	2,20	100%	-	0%	-	0%	2,20	2,20	2,20		
REPUBLIQUE DOMINICAINE	96,18	95,11	99%	94,90	99%	40,35	42%	32,38	34%	135,46	135,41	127,28		
DOMINIQUE	6,47	6,47	100%	6,24	97%	31,96	494%	31,87	493%	38,42	38,12	38,11		
GRENADE	0,57	0,57	100%	0,49	86%	2,89	505%	2,52	441%	3,46	3,41	3,02		
GUYANA	31,26	30,32	97%	27,50	88%	24,80	79%	23,35	75%	55,12	54,33	50,85		
HAITI	64,25	64,25	100%	63,14	98%	14,80	23%	14,80	23%	79,05	78,73	77,94		
JAMAIQUE	53,27	53,27	100%	50,78	95%	86,43	162%	86,43	162%	27,74	167,45	166,00		
SAINT-CRISTOPHE-ET-NEVIS	2,72	2,72	100%	2,72	100%	4,00	147%	4,00	147%	6,72	6,72	6,72		
SAINTE-LUCIE	1,31	1,31	100%	1,26	96%	50,54	3849%	34,80	2650%	51,85	49,88	36,06		
SURINAME	20,50	20,50	100%	16,68	81%	0,20	1%	0,20	1%	20,69	20,28	16,88		
SAINT-VINCENT-ET-LES-GRENADINES	1,68	1,68	100%	1,62	96%	33,01	1967%	28,58	1703%	34,69	34,11	30,20		
TRINIDAD-ET-TOBAGO	9,44	7,98	84%	7,98	85%	7,78	82%	4,78	51%	15,68	15,68	12,09		
<b>* TOTAL CARAIBES</b>	<b>305,05</b>	<b>301,77</b>	<b>99%</b>	<b>289,22</b>	<b>95%</b>	<b>308,13</b>	<b>101%</b>	<b>273,96</b>	<b>90%</b>	<b>27,87</b>	<b>637,82</b>	<b>631,53</b>		
FIDIJI	16,91	16,91	100%	16,91	100%	2,41	14%	2,41	14%	19,32	19,32	19,32		
KIRIBATI	9,32	9,32	100%	9,15	98%	0,78	8%	0,78	8%	10,10	10,03	9,94		
PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINEE	43,85	43,85	100%	39,35	90%	11,17	25%	10,43	24%	50,00	105,02	98,47		
ILES SALOMON	12,86	12,86	100%	12,52	98%	76,82	554%	76,82	554%	90,69	90,34	90,34		
TONGA	5,03	5,03	100%	5,03	100%	0,47	9%	0,38	8%	5,50	5,49	5,41		
TUVALU	1,90	1,90	100%	1,90	100%	0,50	26%	0,35	19%	2,40	2,40	2,25		
VANUATU	10,23	10,23	100%	10,23	100%	5,54	54%	5,54	54%	5,27	21,04	21,01		
SAMOA-OCIDENTAL	14,07	14,07	100%	14,07	100%	5,03	36%	5,03	36%	3,43	22,53	22,53		
<b>* TOTAL PACIFIQUE</b>	<b>115,19</b>	<b>115,17</b>	<b>100%</b>	<b>110,16</b>	<b>96%</b>	<b>102,74</b>	<b>89%</b>	<b>101,75</b>	<b>88%</b>	<b>58,70</b>	<b>276,60</b>	<b>269,62</b>		
REGION AFRIQUE OCCIDENTALE	205,08	205,08	100%	192,24	94%	59,57	29%	59,57	29%	264,66	260,97	251,81		
REGION AFRIQUE CENTRALE	77,44	77,44	100%	76,49	99%	5,30	7%	5,00	6%	82,74	82,22	81,49		
REGION AFRIQUE ORIENTALE	164,80	164,80	100%	147,35	89%	-	0%	-	0%	164,80	159,22	147,35		
REGION AFRIQUE AUSTRALE	66,98	62,26	93%	57,41	86%	16,40	24%	16,40	24%	78,66	74,72	73,81		
REGION DE L'OCEAN INDIEN	13,42	12,66	94%	11,52	86%	10,94	82%	7,07	53%	23,60	22,81	18,59		
REGION DES CARAIBES	44,87	44,87	100%	40,33	90%	24,68	55%	16,29	36%	69,55	66,46	56,62		
REGION DU PACIFIQUE	33,97	33,97	100%	32,73	96%	-	0%	-	0%	33,97	33,27	32,73		
MULTI-REGIONAL (PALOP)	10,83	10,83	100%	10,24	95%	-	0%	-	0%	10,83	10,38	10,24		
ALLOCATIONS INTRA-ACP	741,11	741,11	100%	593,40	80%	-	0%	-	0%	741,11	666,36	593,40		
<b>* TOTAL COOPER. REGIONALE ACP</b>	<b>1.358,50</b>	<b>1.353,01</b>	<b>100%</b>	<b>1.161,71</b>	<b>86%</b>	<b>1.169,90</b>	<b>9%</b>	<b>1.043,33</b>	<b>8%</b>	<b>1.469,91</b>	<b>1.376,41</b>	<b>1.266,04</b>		
TOUS LES PAYS ACP	-	-	-	-	-	1.154,81	-	1.140,40	-	1.154,81	1.154,81	1.140,40		
DEP. ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES	-	-	-	-	-	-	-	-	-	37,24	36,44	34,80		
<b>* TOTAL ACP</b>	<b>5.214,93</b>	<b>5.199,19</b>	<b>100%</b>	<b>4.830,76</b>	<b>93%</b>	<b>4.773,57</b>	<b>92%</b>	<b>4.600,53</b>	<b>88%</b>	<b>685,06</b>	<b>10.695,05</b>	<b>10.452,16</b>		
MAYOTTE	0,85	0,85	100%	0,85	100%	1,18	140%	1,18	140%	2,03	2,03	2,03		
NOUVELLE-CALÉDONIE	7,49	7,49	100%	7,45	99%	2,83	38%	2,66	36%	10,31	10,22	10,11		
POLYNÉSIE FRANÇAISE	10,10	10,10	100%	10,10	100%	3,29	33%	3,29	33%	13,39	13,39	13,39		
SAINTE-PIERRE-ET-MIQUELON	3,47	3,47	100%	3,47	100%	-	0%	-	0%	3,47	3,47	3,47		
WALLIS & FUTUNA	1,47	1,47	100%	1,47	100%	-	0%	-	0%	1,47	1,47	1,47		
<b>* TOTAL PTOM FRANÇAIS</b>	<b>23,39</b>	<b>23,37</b>	<b>100%</b>	<b>23,33</b>	<b>100%</b>	<b>7,30</b>	<b>31%</b>	<b>7,14</b>	<b>31%</b>	<b>30,67</b>	<b>30,58</b>	<b>30,47</b>		
ARUBA	0,40	0,40	100%	0,40	100%	-	0%	-	0%	0,40	0,40	0,40		
ANTILLES NÉERLANDAISES	5,21	4,18	80%	3,90	75%	-	0%	-	0%	4,18	4,15	3,90		
<b>* TOTAL PTOM NÉERLANDAIS</b>	<b>5,61</b>	<b>4,58</b>	<b>82%</b>	<b>4,30</b>	<b>77%</b>	-	<b>0%</b>	-	<b>0%</b>	<b>4,58</b>	<b>4,55</b>	<b>4,30</b>		
ANGUILLA	0,80	0,80	100%	0,80	100%	-	0%	-	0%	0,80	0,80	0		

TABLEAU 3.2.2  
SITUATION GLOBALE PAR PAYS (en millions d'euros)

8e FED Données annuelles 2009	LOME										COTONOU	TOTAL		
	PIN	PROGRAMMES INDICATIFS NATIONAUX				AUTRES AIDES				DECISIONS		DECISIONS	CREDITS DELEGUES	PAIEMENT
		DECISIONS	% DU PIN	PAIEMENT	% DU PIN	DECISIONS	% DU PIN	PAIEMENT	% DU PIN					
ANGOLA	8,561	-	0%	6,13	7%	-	-	-	(0,09)	0%	-	1,19	6,04	
BENIN	113,80	(1,69)	-1%	0,03	0%	0,00	0%	-	-	0%	(1,69)	(0,02)	0,03	
BURKINA	174,27	(0,11)	0%	1,66	1%	0,00	0%	-	-	0%	(0,11)	0,35	4,80	
BOTSWANA	34,38	(2,48)	-7%	0,72	2%	-	-	-	-	0%	(2,48)	(0,43)	7,62	
BURUNDI	13,06	-	0%	-	-	0%	0%	-	-	0%	0,01	0,62	0,76	
REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	55,18	-	0%	0,05	0%	-	-	-	-	0%	-	-	0,05	
TCHAD	149,20	(0,27)	0%	0,85	1%	(6,25)	-4%	0,00	-	0%	(6,25)	(7,10)	0,85	
CAMEROUN	103,54	-	0%	1,21	1%	(9,35)	-9%	-	-	-	(9,35)	(9,40)	1,21	
CONGO	11,30	-	0%	1,22	11%	-	-	-	-	0%	-	0,84	1,22	
CONGOS	103,51	(0,26)	-2%	(0,03)	0%	0,00	0%	-	-	0%	(0,26)	(0,03)	(0,03)	
CAP-VERT	30,18	-	0%	0,12	0%	-	-	-	-	0%	-	0,04	0,12	
DJIBOUTI	17,96	-	0%	-	0%	-	-	-	-	0%	-	-	-	
GUINEE EQUATORIALE	3,63	-	0%	0,04	1%	-	-	-	-	0%	-	0,04	0,04	
ERYTHREE	6,08	-	0%	-	0%	-	-	-	-	0%	-	-	-	
ETHIOPIE	146,54	(0,00)	0%	3,03	2%	0,01	0%	-	0,40	0%	0,00	1,29	3,44	
GABON	37,39	-	0%	(0,02)	0%	-	-	-	-	0%	-	2,89	2,52	
GHANA	124,55	(0,17)	0%	0,00	0%	-	-	-	-	0%	(0,17)	0,30	8,00	
GAMBIE	17,49	-	0%	-	0%	0,01	0%	-	1,13	0%	0,01	0,14	1,13	
GUINEE-BISSAU	41,91	-	0%	1,30	3%	-	-	-	-	0%	41,91	0,33	2,18	
GUINEE	088,99	(0,11)	0%	1,44	1%	-	-	-	-	0%	(0,11)	(1,91)	1,44	
COTE D'IVOIRE	57,78	-	0%	5,23	9%	0,01	0%	-	-	0%	0,01	(0,48)	5,23	
KENYA	71,22	-	0%	0,16	0%	-	-	-	-	0%	-	0,01	0,16	
LIBERIA	-	-	-	-	-	(1,41)	-	-	-	-	(1,41)	(1,41)	-	
LESOTHO	51,00	-	0%	0,18	0%	-	-	-	-	0%	-	(0,23)	0,18	
MADAGASCAR	162,29	-	0%	0,03	0%	0,00	0%	-	0,71	0%	0,00	0,35	0,74	
MALAWI	189,21	-	0%	2,61	1%	0,01	0%	-	-	0%	0,01	(1,73)	5,70	
MAURICE	30,07	-	0%	-	0%	-	-	-	-	0%	-	0,00	-	
MAURITANIE	59,18	-	0%	0,03	0%	0,00	0%	-	-	0%	0,00	(0,20)	0,03	
MALI	201,55	(0,13)	0%	1,04	1%	-	-	-	-	0%	(0,13)	(0,51)	1,04	
MOZAMBIQUE	176,68	-	0%	5,55	3%	-	-	-	-	0%	-	3,23	5,55	
NAMIBIE	50,18	-	0%	0,09	0%	-	-	-	-	0%	-	(0,00)	0,09	
NIGER	115,61	-	0%	1,90	2%	-	-	-	-	0%	-	0,50	5,04	
RWANDA	94,77	-	0%	0,21	0%	0,02	0%	-	6,40	0%	0,02	0,79	6,61	
SENEGAL	101,38	(0,39)	0%	0,18	0%	0,01	0%	-	-	0%	(0,39)	(0,80)	0,18	
SEYCHELLES	5,46	-	0%	-	0%	-	-	-	-	0%	-	-	-	
SIERRA LEONE	64,60	-	0%	2,73	4%	-	-	-	-	0%	-	1,87	2,73	
SOMALIE	50,00	-	0%	0,32	1%	-	-	-	-	0%	-	0,11	0,32	
SAO TOME E PRINCIPE	8,52	-	0%	-	0%	-	-	-	-	0%	-	-	-	
SUDAN	-	-	-	-	-	0,30	-	-	12,95	-	0,30	-	12,95	
SWAZILAND	23,48	-	0%	0,82	3%	-	-	-	-	0%	-	(7,00)	1,11	
TANZANIE	203,50	(1,45)	-1%	1,11	1%	-	-	-	-	0%	(1,45)	(1,55)	1,11	
TOGO	-	-	-	-	-	0,00	-	-	-	-	0,00	-	-	
UGANDA	197,16	(0,20)	0%	3,28	2%	(0,09)	-	-	-	0%	(0,28)	1,11	3,28	
NIGERIA	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
ZAMBIE	137,56	-	0%	1,44	1%	-	-	-	(8,29)	-6%	-	(0,43)	(6,85)	
ZIMBABWE	86,63	-	0%	-	0%	0,02	-	-	-	0%	0,02	-	-	
CONGO (REP. DEMOCRATIQUE DU)	20,81	-	0%	-	0%	-	-	-	-	0%	-	(0,22)	-	
* TOTAL AFRIQUE	538,20	(7,20)	0%	44,92	1%	(18,71)	-	-	13,97	0%	(23,97)	(17,27)	86,88	
ANTILLES-ET-BARBUDA	0,65	-	0%	-	0%	-	-	-	-	0%	-	-	-	
BARBADE	4,46	-	0%	0,00	0%	-	-	-	-	0%	-	0,00	0,00	
BELIZE	10,36	-	0%	-	0%	-	-	-	-	0%	-	-	-	
BAHAMAS	2,20	-	0%	-	0%	-	-	-	-	0%	-	-	-	
REPUBLIQUE DOMINICAINE	96,18	(1,08)	-1%	0,68	1%	-	-	-	-	0%	(1,08)	(1,09)	0,68	
DOMINIQUE	6,47	0,29	4%	-	0%	0,00	-	-	-	0%	0,26	(0,05)	-	
GRENADE	0,57	-	0%	-	0%	0,00	-	-	-	0%	-	-	-	
GUYANA	31,26	(0,94)	-3%	3,30	11%	-	-	-	1,01	3%	(0,94)	(0,21)	4,32	
HAITI	64,25	-	0%	0,63	1%	-	-	-	-	0%	-	0,08	0,63	
JAMAIQUE	5,32	-	0%	4,01	8%	(4,46)	-	-	0,66	1%	(4,46)	(1,59)	4,73	
SAINTE-CHRISTOPHE-ET-NEVIS	2,72	-	0%	-	0%	-	-	-	-	0%	-	-	-	
SAINTE-LUCIE	1,31	-	0%	-	0%	(2,89)	-220%	-	-	0%	(2,89)	(3,00)	-	
SURINAME	20,50	-	0%	4,52	22%	-	-	-	-	0%	-	0,19	4,52	
SAINTE-VINCENT-ET-LES-GRANDS-ET-TOBAGO	1,68	-	0%	-	0%	0,03	2%	-	-	0%	0,03	-	0,03	
* TOTAL CARAIQUES	94,24	(1,54)	-1%	0,06	0%	-	-	-	-	0%	(1,54)	(0,03)	0,06	
* TOTAL CARAIQUES REGIONALE	305,05	(5,29)	-1%	15,28	5%	(7,52)	-2%	1,67	-	1%	(10,61)	(5,69)	14,99	
FIDI	16,91	-	0%	-	0%	-	-	-	-	0%	-	-	-	
KIRIBATI	9,32	-	0%	0,02	0%	-	-	-	-	0%	-	(0,01)	0,02	
PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINEE	43,85	-	0%	0,51	1%	0,01	0%	-	-	0%	0,01	0,42	4,76	
ILES SALOMON	13,86	-	0%	-	0%	0,00	-	-	-	0%	-	-	-	
TONGA	5,03	-	0%	-	0%	0,00	-	-	-	0%	-	-	-	
TUVALU	1,90	-	0%	-	0%	-	-	-	-	0%	-	-	-	
VANUATU	10,23	-	0%	-	0%	-	-	-	-	0%	-	-	-	
SAMOA OCCIDENTALE	14,07	-	0%	-	0%	-	-	-	-	0%	-	-	-	
* TOTAL PACIFIQUE	115,17	-	0%	0,53	0%	0,01	0%	-	-	0%	0,01	0,41	4,79	
REGION AFRIQUE OCCIDENTALE	205,08	-	0%	5,09	2%	-	-	-	-	0%	-	(0,20)	5,09	
REGION AFRIQUE CENTRALE	77,44	-	0%	0,86	1%	-	-	-	-	0%	-	(0,27)	0,86	
REGION AFRIQUE ORIENTALE	164,80	-	0%	9,66	6%	-	-	-	-	0%	-	9,03	9,66	
REGION AFRIQUE AUSTRALE	66,38	(4,72)	-7%	(0,40)	1%	-	-	-	-	0%	(4,72)	(5,62)	(0,40)	
REGION DE L'OCEAN INDIEN	13,42	(0,76)	-6%	0,14	1%	-	-	-	-	0%	(0,76)	(0,53)	0,14	
REGION DES CARAIQUES	44,87	-	0%	(0,17)	0%	-	-	-	-	0%	-	(1,60)	(0,17)	
REGION DU PACIFIQUE	33,97	-	0%	0,18	1%	-	-	-	-	0%	-	(0,50)	0,18	
MULTI-REGIONAL (PALOP)	10,83	-	0%	0,00	0%	-	-	-	-	0%	-	-	0,00	
PROJETS REGIONAUX EXTRA-ACP	94,11	(0,01)	0%	29,08	3%	-	-	-	-	0%	(0,01)	(13,13)	29,08	
* TOTAL COOPER. REGIONALE	1.388,20	(5,49)	-	44,99	3%	-	-	-	-	0%	(5,49)	(18,11)	44,99	
TOUS LES PAYS ACP	-	-	-	-	-	-	-	-	(0,16)	-	-	-	(0,16)	
DEP. ADMINISTRATIVES ET TERRITOIRES	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(0,15)	(0,09)	0,59	
* TOTAL ACP	5.214,93	(16,03)	0%	105,75	2%	(24,02)	-	15,49	-	0%	(40,21)	(40,75)	132,00	
MAYOTTE	0,85	-	0%	-	0%	-	-	-	-	0%	-	-	-	
NOUVELLE-CALÉDONIE	7,49	-	0%	-	0%	-	-	-	0,02	0%	-	(0,09)	0,02	
POLYNESIE FRANCAISE	10,10	-	0%	-	0%	-	-	-	-	0%	-	-	-	
SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON	3,47	-	0%	-	0%	-	-	-	-	0%	-	-	-	
WALLIS & FUTUNA	1,47	-	0%	-	0%	-	-	-	-	0%	-	-	-	
* TOTAL PTOM FRANCAIS	25,57	-	0%	-	0%	0,02	-	-	-	0%	-	(0,09)	0,02	
ARUBA	0,40	-	0%	-	0%	(0,50)	-125%	-	-	0%	(0,50)	(0,50)	-	
ANTILLES NEERLANDAISES	5,21	(1,03)	-20%	0,12	2%	(0,30)	-9%	-	-	0%	(1,03)	(0,47)	0,12	
* TOTAL PTOM NEERLANDAIS	5,61	(1,03)	-18%	0,12	2%	(0,30)	-9%	-	-	0%	(1,03)	(0,97)	0,12	
FANGUILLA	0,80	-	0%	-	0%	-	-	-	-	0%	-	-	-	
MONTSERAT	1,61	-	0%	-	0%	-	-	-	-	0%	-	-	-	
SAINTE-HELENE	0,06	-	0%	-	0%	-	-	-	-	0%	-	-	-	
ILES TURKS-ET-CAICOS	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
ILES VIERGES BRITANNIQUES	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
* TOTAL PTOM BRITANNIQUES	2,53	-	0%	-	0%	-	-	-	-	0%	-	-	-	
PROJETS REGIONAUX PTF FED	5,42	-	0%	(0,06)	-1%	-	-	-	-	0%	-	-	(0,06)	

TABLEAU 3.2.3  
SITUATION PAR INSTRUMENT ET PAR PAYS (en millions d'euros)

8e FED	LOME											COTONOU			TOTAL PAYS		
	PIN	NON PIN									TOTAL NON PIN	INTERETS	TOTAL	ENVELOPPE A		ENVELOPPE B	TOTAL
		SUBVENTIONS	BONIFICATION S D'INTERETS	AIDE D'URGENCE	AIDE AUX REFUGIES	CAPITAUX A RISQUE	STABEX	SYSSMIN	FAS	Pays pauvres nées entités							
ANGOLA	83,61		11,25	16,30							27,55		111,15				111,15
BENIN	112,11				5,76	1,03			52,76		59,54		171,65				171,65
BURKINA	174,16		0,10		13,92	1,56			87,60		103,18		277,34	117,96		117,96	395,30
BOTSWANA	31,90	2,10						0,11			2,21		34,11	3,88	30,00	33,88	67,99
BURUNDI	13,04				25,00				19,63		9,23		53,88	66,93			66,93
REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	35,18		0,40						22,90		29,61		84,79				84,79
TCHAD	148,92		0,89		15,55				50,98		67,41		216,34				216,34
CAMEROUN	103,54				63,32	17,41			43,99		124,73		228,27				228,27
CONGO	11,30				3,63						3,63		14,93				14,93
COMORES	10,51		0,71						4,95		5,66		16,17				16,17
CAP-VERT	30,18	2,58			4,77	0,66			17,98		25,99		56,18				56,18
DJIBOUTI	17,96				2,00				9,00		11,00		28,96				28,96
GUINEE EQUATORIALE	3,63								0,79		0,79		4,42				4,42
ERYTHREE	0,08		9,55		8,37						17,93		18,01				18,01
ETHIOPIE	146,54		1,79		6,67	66,00	5,37		112,60		192,43		338,97	0,04		0,04	339,02
GABON	37,39				32,85			0,45	6,60		39,91		77,30		35,00	35,00	112,30
GHANA	124,38				17,05				78,57		95,62		220,00	40,00	40,00	260,00	260,00
GAMBIE	17,49								4,49		9,07		13,57				31,03
GUINEE-BISSAU	41,91		2,68						0,37		1,41		46,36	35,00		35,00	81,36
GUINEE	108,88								21,36		21,36		130,24				130,24
COTE D'IVOIRE	57,78	0,33			0,72				82,51		105,24		163,04				163,04
KENYA	71,22	8,09	4,23			35,86	51,05		17,00		116,23		187,46				187,46
LIBERIA					19,90						19,90		19,90				19,90
LESOTHO	51,00	1,10							14,77		15,87		66,87				66,87
MADAGASCAR	162,29		1,71		45,81	20,81			44,73		113,05		275,35	55,00		55,00	330,35
MALAWI	189,21		1,39		10,71	11,55			49,80		73,46		262,67	35,00		35,00	297,67
MAURICE	30,07	12,23			1,99						14,22		44,29				44,29
MAURITANIE	59,18	3,92			0,22	25,01	19,00	0,15	26,92		75,23		134,41		45,00	45,00	179,41
MAU	201,43				4,66				5,70		79,41		291,19				291,19
MOTZAMBIQUE	136,68	5,24				85,31			131,21		221,74		398,44	142,03		142,03	540,47
NAMIBIE	30,18	17,36			1,11	4,23		0,20	22,89		73,07		73,07				73,07
NIGER	115,61		0,28						39,44		39,86		155,47	0,99	54,88	55,57	211,04
RWANDA	94,77								25,99		55,40		81,39				176,16
SENEGAL	100,99	4,12			45,94	39,58	0,46		52,68		142,79		243,77				243,77
SEYCHELLES	5,46								1,77		1,77		7,23				7,23
SIERRA LEONE	64,60								5,39		30,40		35,79				100,39
SOMALIE	50,00												50,00				50,00
SUDAN	8,32								3,71		3,71		12,02				12,02
SWAZILAND	23,48	8,43	19,22		28,56		105,03				124,24		124,24				124,24
TANZANIE	202,05				3,50	102,14	34,81		136,89		277,34		479,39				479,39
TOGO									10,00		10,00		10,00				10,00
UGANDA	196,96		1,60		92,03	35,57			94,27		223,48		420,44				420,44
NIGERIA					5,00						5,00		5,00				5,00
ZAMBIE	137,56				3,64				96,76		90,70		293,66				431,22
ZIMBABWE	86,63					3,25	15,31	0,13			18,68		105,31				105,31
CONGO (REP. DEMOCRATIQUE DU)	408,11		1,91		21,56				4,69		28,16		482,97				482,97
<b>TOTAL AFRIQUE</b>	<b>3.429,23</b>	<b>65,30</b>	<b>66,03</b>	<b>108,98</b>	<b>815,10</b>	<b>319,17</b>	<b>98,38</b>	<b>1.417,80</b>	<b>3.090,96</b>	<b>6.320,19</b>	<b>395,91</b>	<b>204,58</b>	<b>398,48</b>	<b>7.118,67</b>			
ANTIGUA-ET-BARBUDA	0,65												0,65				0,65
BARBADE	4,47	2,71									2,71		7,18				7,18
BELIZE	10,36								8,70		8,70		19,06	0,13		0,13	19,19
BAHAMAS	2,20												2,20				2,20
REPUBLIQUE DOMINICAINE	95,11	8,85	0,17		30,98		0,34				40,35		135,46				135,46
DOMINIQUE	6,47				2,78	29,18					31,96		38,42				38,42
GRENADE	0,57					2,89					3,46		3,46				3,46
GUYANA	30,32				1,61		12,50	10,69			24,80		55,12				55,12
HAITI	64,25					3,10			11,70		14,80		79,05				79,05
JAMAIQUE	53,27	6,41			27,54	9,48			43,00		86,43		139,70	27,74		27,74	167,43
SAINT-CRISTOPHE-ET-NEVIS	2,72				4,00						4,00		6,72				6,72
SAINTE-LUCIE	1,31	0,84				49,71					50,54		51,85				51,85
SURINAME	20,50	0,20									0,20		20,69				20,69
SAINT-VINCENT-ET-LES-GRENADINES	1,68	0,28							32,72		33,01		34,69				34,69
TRINIDADE ET TOBAGO	7,94					7,03					7,03		13,98				13,98
<b>TOTAL CARAIQUES</b>	<b>301,77</b>	<b>20,08</b>	<b>0,17</b>		<b>82,01</b>	<b>127,08</b>	<b>12,84</b>	<b>65,39</b>	<b>308,18</b>	<b>609,95</b>	<b>27,80</b>		<b>27,80</b>	<b>637,82</b>			
FIDI	16,91		0,41		2,00						2,41		19,32				19,32
KIRIBATI	9,32				0,50	0,28					0,78		10,10				10,10
PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINEE	43,85		0,08			0,74	0,48	9,88			11,17		55,02	50,00	50,00	105,02	
ILES SALOMON	13,86					74,64			2,18		76,82		90,69				90,69
TONGA	5,03								0,47		0,47		5,50				5,50
TUVALU	1,90				0,30	0,00					0,30		2,40				2,40
VANUATU	10,23		0,14		3,00	0,81		1,59			5,50		15,77	5,27		5,27	21,04
SAMOA OCCIDENTAL	14,07				3,10	0,03					3,13		19,14	3,43		3,43	22,57
<b>TOTAL PACIFIQUE</b>	<b>115,17</b>		<b>0,64</b>		<b>11,00</b>	<b>76,98</b>	<b>0,48</b>	<b>13,64</b>	<b>102,74</b>	<b>217,91</b>	<b>8,70</b>	<b>30,00</b>	<b>38,70</b>	<b>276,99</b>			
REGION AFRIQUE OCCIDENTALE	205,08	1,71			37,86				39,57		264,66		264,66				264,66
REGION AFRIQUE CENTRALE	77,44				5,30						82,74		82,74				82,74
REGION AFRIQUE ORIENTALE	164,80										164,80		164,80				164,80
REGION AFRIQUE AUSTRALE	62,26				16,40						78,66		78,66				78,66
REGION DE L'OCEAN INDIEN	12,66				10,94						23,60		23,60				23,60
REGION DES CARAIQUES	44,87				24,68						69,55		69,55				69,55
REGION DU PACIFIQUE	33,97										33,97		33,97				33,97
MULTI-REGIONAL (PALOP)	10,83										10,83		10,83				10,83
ALLOCATIONS INTRA-ACP	741,11										741,11		741,11				741,11
<b>TOTAL COOPER REGIONALE ACP</b>	<b>1.353,01</b>	<b>1,71</b>			<b>115,19</b>				<b>116,90</b>	<b>1.469,91</b>			<b>1.469,91</b>				<b>1.469,91</b>
TOUTS LES PAYS ACP		4,87	69,48		20,46				1.060,00	1.154,81			1.154,81				

TABLEAU 3.2.4  
SITUATION PAR INSTRUMENT ET PAR I

Se FED	LOME										COTONOU			TOTAL PAYS		
	PIN	NON PIN								TOTAL NON PIN	INTÉRÊTS	TOTAL	ENVELOPPE A		ENVELOPPE B	TOTAL
DÉCISIONS ANNUELLES 2009	SUBVENTIONS	BONIFICATION S D'INTÉRÊTS	AIDE D'URGENCE	AIDE AUX REFUGIÉS	CAPITAUX À RISQUE	STABEX	SYSMIN	FAS	Pays pauvres très endettés							
ANGOLA																
BENIN	(1,69)					0,00				0,00		(1,69)				(1,69)
BURKINA	(0,11)					0,00				0,00		(0,11)				(0,11)
BOTSWANA	(2,48)											(2,48)				(2,48)
BURUNDI						0,01				0,01		0,01				0,01
REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE																
TCHAD	(0,27)				(6,25)					(6,25)		(6,53)				(6,53)
CAMEROUN					(9,35)					(9,35)		(9,35)				(9,35)
CONGO																
COMORES	(0,26)					0,00				0,00		(0,26)				(0,26)
CAP-VERT																
DJIBOUTI																
GUINEE EQUATORIALE																
ERYTHREE																
ETHIOPIE	(0,00)					0,01				0,01		0,00				0,00
GABON																
GHANA	(0,17)											(0,17)				(0,17)
GAMBIE						0,01				0,01		0,01				0,01
GUINEE-BISSAU																
GUINEE	(0,11)											(0,11)				(0,11)
COTE D'IVOIRE						0,01				0,01		0,01				0,01
KENYA																
LIBERIA				(1,41)						(1,41)		(1,41)				(1,41)
LESOTHO																
MADAGASCAR						0,00				0,00		0,00				0,00
MALAWI						0,01				0,01		0,01				0,01
MAURICE																
MAURITANIE					(0,00)	0,00				0,00		0,00				0,00
MALI	(0,13)											(0,13)				(0,13)
MOZAMBIQUE																
NAMIBIE																
NIGER																
RWANDA						0,02				0,02		0,02				0,02
SENEGAL	(0,39)					0,01				0,01		(0,39)				(0,39)
SEYCHELLES																
SIERRA LEONE																
SOMALIE																
SAO TOME E PRINCIPE																
SOUDAN						0,30				0,30		0,30				0,30
SWAZILAND																
TANZANIE	(1,45)											(1,45)				(1,45)
TOGO						0,00				0,00		0,00				0,00
TOUGANDA	(0,20)					0,00		(0,09)		(0,09)		(0,28)				(0,28)
NIGERIA																
ZAMBIE																
ZIMBABWE						0,02				0,02		0,02				0,02
CONGO (REP. DEMOCRATIQUE DU)																
<b>TOTAL AFRIQUE</b>	(7,26)			(1,41)	(15,61)	0,40		(0,09)		(16,71)		(25,97)				(25,97)
ANTIGUA-ET-BARBUDA																
BARBADE																
BELIZE																
BAHAMAS																
REPUBLIQUE DOMINICAINE	(1,08)											(1,08)				(1,08)
DOMINIQUE	0,26					0,00				0,00		0,26				0,26
GRENADE						0,00				0,00		0,00				0,00
GUYANA	(0,94)											(0,94)				(0,94)
HAITI																
JAMAIQUE					(4,46)	0,00				(4,46)		(4,46)				(4,46)
SAINTE-CHRISTOPHE-ET-NEVIS																
SAINTE-LUCIE					(3,00)	0,11				(2,89)		(2,89)				(2,89)
SURINAME																
SAINTE-VINCENT-ET-LES-GRENADINES						0,03				0,03		0,03				0,03
TRINIDAD-ET-TOBAGO	(1,54)											(1,54)				(1,54)
<b>TOTAL CARAIBES</b>	(3,29)				(7,46)	0,14				(7,32)		(10,61)				(10,61)
FIDJI																
KIRIBATI																
PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINEE						0,01				0,01		0,01				0,01
ILES SALOMON						0,00				0,00		0,00				0,00
TONGA						0,00				0,00		0,00				0,00
TUVALU																
VANUATU																
SAO-TOME-ET-PRINCIPE																
<b>TOTAL PACIFIQUE</b>						0,01				0,01		0,01				0,01
REGION AFRIQUE OCCIDENTALE																
REGION AFRIQUE CENTRALE																
REGION AFRIQUE ORIENTALE																
REGION AFRIQUE AUSTRALE	(4,72)											(4,72)				(4,72)
REGION DE L'OCEAN INDIEN	(0,76)											(0,76)				(0,76)
REGION DES CARAIBES																
REGION DU PACIFIQUE																
MILIEU TRANSREGIONAL (PALOP)																

TABLEAU 3.2.5  
SITUATION PAR INSTRUMENT ET PAR PAYS (en millions d

8e FED	LOME											COTONOU			TOTAL PAYS		
	PIN	NON PIN				Pays pauvres très endettés				TOTAL NON PIN	INTERETS	TOTAL	ENVELOPPE A	ENVELOPPE B		TOTAL	
CRÉDITS DÉLÉGUÉS CUMULÉS 2009	SUBVENTIONS	BONIFICATIO NS D'INTÉRÊTS	AIDE D'URGENCE	AIDE AUX RÉFUGIÉS	CAPITAUX À RISQUE	STABEX	SYSMIN	FAS									
ANGOLA	77,52	-	11,24	15,88	-	-	-	-	-	27,12	-	104,64	-	-	104,64		
BENIN	111,99	-	-	-	5,76	1,02	-	-	52,76	59,53	-	171,52	-	-	171,52		
BURKINA	172,97	-	0,10	-	13,92	1,54	-	-	87,60	103,16	-	276,14	117,78	-	393,92		
BOTSWANA	31,90	2,10	-	-	-	-	0,11	-	2,21	-	-	34,11	3,72	29,64	67,46		
BURUNDI	13,06	-	-	25,00	-	19,63	-	-	9,25	53,88	-	66,93	-	-	66,93		
REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	55,12	-	0,40	-	-	6,31	-	-	22,90	29,61	-	84,74	-	-	84,74		
TCHAD	145,97	-	0,89	-	15,55	-	-	-	50,98	67,41	-	213,39	-	-	213,39		
CAMEROUN	102,98	-	-	-	63,32	17,41	-	-	43,99	124,73	-	227,71	-	-	227,71		
CONGO	10,62	-	-	3,63	-	-	-	-	3,63	-	-	14,25	-	-	14,25		
COMORES	10,40	-	0,71	-	-	4,94	-	-	5,66	-	-	16,12	-	-	16,12		
CAP-VERT	29,38	2,58	-	-	4,77	0,66	-	-	17,98	25,99	-	55,37	-	-	55,37		
DJIBOUTI	16,11	-	-	2,00	-	-	-	-	9,00	11,00	-	27,11	-	-	27,11		
GUINEE EQUATORIALE	3,31	-	-	-	-	0,79	-	-	-	0,79	-	4,10	-	-	4,10		
ERYTHREE	0,08	-	9,55	8,37	-	-	-	-	-	17,93	-	18,01	-	-	18,01		
ETHIOPIE	143,69	-	1,79	6,64	66,00	5,24	-	-	112,60	192,27	-	335,97	0,04	0,04	336,01		
GABON	37,22	-	-	-	32,85	-	0,45	-	6,60	39,91	-	77,13	-	33,69	110,82		
GHANA	122,24	-	-	-	17,05	-	-	-	78,57	95,62	-	217,86	-	39,81	257,66		
TAMBIE	17,48	-	-	-	4,49	-	-	-	9,06	13,55	-	31,03	-	-	31,03		
GUINEE-BISSAU	41,61	-	2,68	-	-	0,57	-	-	1,41	4,43	-	46,06	34,74	34,74	80,80		
GUINEE	97,75	-	-	-	-	-	-	-	21,36	21,36	-	119,11	-	-	119,11		
COTE D'IVOIRE	55,51	0,33	-	-	-	82,04	-	-	21,70	104,07	-	159,57	-	-	159,57		
KENYA	68,20	8,09	4,23	-	35,86	51,05	-	-	17,00	116,23	-	184,44	-	-	184,44		
LIBERIA	-	-	-	19,90	-	-	-	-	-	19,90	-	19,90	-	-	19,90		
LESOTHO	50,48	1,10	-	-	-	14,77	-	-	44,73	15,87	-	66,54	-	-	66,54		
MADAGASCAR	161,71	-	1,71	-	45,81	20,81	-	-	134,03	247,66	55,00	-	-	55,00	329,79		
MALAWI	187,97	-	1,39	-	10,71	11,42	-	-	49,80	73,33	-	261,29	29,64	29,64	290,93		
MAURICE	30,07	12,23	-	-	1,99	-	-	-	-	14,22	-	44,29	-	-	44,29		
MAURITANIE	57,82	3,92	-	0,22	25,02	18,56	0,15	-	26,92	74,79	-	132,61	-	2,90	135,51		
MAL	199,89	-	4,66	-	5,70	-	-	-	79,41	89,77	-	289,66	-	-	289,66		
MUZAMBIQUE	175,41	5,24	-	-	85,31	-	-	-	131,21	221,76	-	397,16	142,03	142,03	539,29		
NAMIBIE	50,01	17,36	-	1,11	4,23	-	0,20	-	72,90	22,49	-	72,90	-	-	72,90		
NIGER	112,88	-	0,28	-	-	-	0,14	-	39,44	39,86	-	152,79	0,99	47,52	201,25		
RWANDA	94,69	-	-	-	-	25,99	-	-	81,39	176,08	-	176,08	-	-	176,08		
SENEGAL	98,15	4,12	-	-	45,94	38,69	0,46	-	52,68	141,90	-	240,05	-	-	240,05		
SEYCHELLES	5,40	-	-	-	1,77	-	-	-	-	1,77	-	7,23	-	-	7,23		
SIERRA LEONE	64,47	-	-	-	5,39	-	-	-	30,40	35,79	-	100,26	-	-	100,26		
SOMALIE	49,84	-	-	-	-	-	-	-	-	49,84	-	49,84	-	-	49,84		
SAO TOME E PRINCIPE	8,52	-	-	-	-	-	-	-	3,71	3,71	-	12,23	-	-	12,23		
SOUDAN	-	-	19,22	-	-	92,74	-	-	-	111,96	-	111,96	-	-	111,96		
SWAZILAND	23,45	8,43	-	-	21,56	-	-	-	-	29,99	-	53,44	3,89	3,89	57,33		
TANZANIE	198,86	-	-	3,50	102,14	34,81	-	136,89	-	277,34	-	476,20	-	-	476,20		
TOGO	-	-	-	-	92,03	35,57	-	94,27	-	223,88	-	419,83	-	-	419,83		
UGANDA	196,35	-	1,60	-	5,00	-	-	-	-	5,00	-	5,00	-	-	5,00		
NIGERIA	136,59	-	3,64	-	102,56	-	96,54	90,70	-	293,45	-	430,03	-	-	430,03		
ZAMBIE	86,63	-	-	-	3,25	14,90	0,13	-	-	18,28	-	104,91	-	-	104,91		
ZIMBABWE	20,29	-	1,91	21,35	-	-	-	-	4,69	27,96	-	48,25	-	-	48,25		
CONGO (REP. DEMOCRATIQUE DU)	3,374,72	65,50	66,02	107,60	808,10	504,09	98,17	1,417,79	-	3,067,26	-	6,441,98	387,83	153,55	5,411,38	6,983,56	
* TOTAL AFRIQUE	0,62	-	-	-	-	-	-	-	-	0,62	-	0,62	-	-	0,62	0,62	
ANTIGUA-ET-BARBUDA	4,14	2,71	-	-	-	-	-	-	-	2,71	-	6,86	-	-	6,86	6,86	
BARBADE	10,36	-	-	-	8,70	-	-	-	-	8,70	-	19,06	0,13	0,13	19,19	19,19	
BAHAMAS	2,20	-	-	-	-	-	-	-	-	2,20	-	2,20	-	-	2,20	2,20	
REPUBLIQUE DOMINICAINE	95,06	8,85	0,17	-	30,98	-	0,34	-	-	40,35	-	135,41	-	-	135,41	135,41	
DOMINIQUE	6,24	-	2,78	-	29,10	-	-	-	31,87	38,12	-	38,12	-	-	38,12	38,12	
GRENADE	0,57	-	-	-	2,84	-	-	-	2,84	-	-	3,41	-	-	3,41	3,41	
GUYANA	30,19	-	-	1,61	-	11,84	10,69	-	-	24,14	-	54,33	-	-	54,33	54,33	
HAITI	63,93	-	-	3,10	-	11,70	14,80	-	-	78,73	-	78,73	-	-	78,73	78,73	
JAMAIQUE	52,71	6,41	-	-	27,54	9,48	-	43,00	-	86,43	-	139,14	26,85	26,85	166,00	166,00	
SAINT-CHRISTOPHE-ET-NEVIS	2,72	-	-	-	4,00	-	-	-	-	4,00	-	6,72	-	-	6,72	6,72	
SAINTE-LUCIE	1,30	0,84	-	-	47,74	-	-	-	48,58	49,88	-	49,88	-	-	49,88	49,88	
SURINAME	20,09	0,29	-	-	-	32,16	-	-	0,20	20,28	-	20,28	-	-	20,28	20,28	
SAINT-VINCENT-ET-LES-GRENADINES	1,64	0,38	-	-	-	-	-	-	32,43	34,11	-	34,11	-	-	34,11	34,11	
TRINIDAD-ET-TOBAGO	7,89	0,78	-	-	7,00	-	-	-	7,78	13,68	-	13,68	-	-	13,68	13,68	
* TOTAL CARIBBES	299,69	20,08	0,17	-	82,61	124,42	12,18	65,39	-	304,86	-	604,55	26,98	26,98	631,53	631,53	
FIDJI	16,91	-	0,41	-	2,00	-	-	-	-	2,41	-	19,32	-	-	19,32	19,32	
KIRIBATI	9,27	-	-	0,50	0,28	-	-	-	-	0,78	-	10,05	-	-	10,05	10,05	
PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINEE	41,02	-	0,08	-	0,64	0,48	9,88	-	-	11,07	-	52,09	46,37	46,37	98,47	98,47	
ILES SALOMON	13,52	-	-	-	74,64	-	2,18	-	-	76,82	-	90,34	-	-	90,34	90,34	
TONGA	5,03	-	-	-	0,46	-	-	-	-	0,46	-	5,49	-	-	5,49	5,49	
TUVALU	1,90	-	-	-	0,50	0,00	-	-	-	0,50	-	2,40	-	-	2,40	2,40	
VANUATU	10,23	-	0,14	-	3,00	0,81	1,59	-	-	5,34	-	15,77	5,24	5,24	21,01	21,01	
SAMOA-OCIDENTAL	14,07	-	-	-	5,00	0,03	-	-	-	5,03	-	19,10	3,43	3,43	22,53	22,53	
* TOTAL PACIFIQUE	119,39	-	0,64	-	11,90	76,88	0,48	13,64	-	102,03	-	214,58	8,06	46,37	250,94	250,94	
REGION AFRIQUE OCCIDENTALE	201,39	1,71	-	-	37,86	-	-	-	-	39,57	-	263,97	-	-	263,97	263,97	
REGION AFRIQUE CENTRALE	76,92	-	-	-	5,30	-	-	-	-	5,30	-	8,30	-	-	8,30	8,30	
REGION AFRIQUE ORIENTALE	159,22	-	-	-	-	-	-	-	-	159,22	-	159,22	-	-	159,22	159,22	
REGION AFRIQUE AUSTRALE	58,32	-	-	-	16,40	-	-	-	-	16,40	-	74,72	-	-	74,72	74,72	
REGION DE L'OCEAN INDIEN	11,87	-	-	-	10,94	-	-	-	-	10,94	-	22,81	-	-	22,81	22,81	
REGION DES CARIBBES	42,87	-	-	-	23,60	-	-	-	-	23,60	-	66,46	-	-	66,46	66,46	
REGION DU PACIFIQUE	33,27	-	-	-	-	-	-	-	-	33,27	-	33,27	-	-	33,27	33,27	
MULTI-REGIONAL (PALOP)	10,38	-	-	-	-	-	-	-	-	10,38	-	10,38	-	-	10,38	10,38	
ALLOCATIONS INTRA-ACP	666,36	-	-	-	-	-	-	-	-	666,36	-	666,36	-	-	666,36	666,36	
* TOTAL COOPER. REGIONALE ACP	1,260,59	1,71	-	-	114,10	-	-	-	-	115,81	-	1,376,41	-	-	1,376,41	1,376,41	
TOUS LES PAYS ACP	-	4,87	69,48	-	20,46	-	-	-	-	1,060,00	1,154,81	-	1,154,81	-	-	1,154,81	1,154,81
DEP. ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	36,44	36,44	-	-	36,44	36,44	
* TOTAL ACP	5,046,96	92,16	136,51	107,00	1,036,27	705,39	110,83	1,496,82	1,060,00	4,745,37	1,189	9,828,77	423,47	199,92	6,250,40	10,452,16	
ARABIE SAUDITE	0,85	-	-	-	-	1,18	-	-	-	1,18	-	0,93	-	-	0,93	0,93	
NOUVELLE-CALÉDONIE	7,49	0,33	-	-	-	-	2,40	-	-	10,22	-	10,22	-	-	10,22	10,22	
POLYNÉSIE FRANÇAISE	10,10	0,29	-	-	3,00	-	-	-	-	3,29	-	13,39	-	-	13,39	13,39	
SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON	3,47	-	-	-	-	-	-	-	-	3,47	-	3,47	-	-	3,47	3,47	
WALLIS & FUTUNA	1,47	-	-	-	-	-	-	-	-	1,47	-	1,47	-	-	1,47	1,47	
* TOTAL PTOM FRANÇAIS	25,37	0,63	-	-	3,00	1,18	2,40	-	-	7,21	-	30,58	-	-	30,58	30,58	
ARUBA	0,40	-	-	-	-	-	-	-	-	0,40	-	0,40	-	-	0,40	0,40	
ANTILLES NEERLANDAISES	4,13	-	-	-	-	-	-	-	-	4,13	-	4,13	-	-	4,13	4,13	
* TOTAL PTOM NEERLANDAIS	4,53	-	-	-</													

TABLEAU 3.2.6  
SITUATION PAR INSTRUMENT ET PAR PAYS (en millions d'euro)

8e FED CRÉDITS DÉLÉGUÉS ANNUELS 2009	LOME										COTONOU			TOTAL PAYS		
	PIN SUBVENTIONS %	BONIFICATIO NS D'INTÉRÊTS	AIDE D'URGENCE	AIDE AUX REFUGIÉS	CAPITAUX À RISQUE	STABEX	SYSSMN	FAS	Pays partenaires endettés	TOTAL NON PIN	INTÉRÊTS	TOTAL	ENVELOPPE A		ENVELOPPE B	TOTAL
ANGOLA	1,19											1,19			1,19	
BENIN	(0,02)											0,02			(0,02)	
BURKINA	(0,00)											(0,00)	0,35	0,35	0,35	
BOTSWANA	(0,52)											(0,52)	(0,01)	0,10	(0,43)	
BURUNDI						0,62					0,62				0,62	
REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE																
TCHAD	(0,85)				(6,25)							(7,10)			(7,10)	
CAMEROUN	(0,05)				(9,35)							(9,40)			(9,40)	
CONGO	0,82											0,82			0,82	
COMORES	(0,03)											(0,03)			(0,03)	
CAP-VERT	0,04											0,04			0,04	
DJIBOUTI																
GUINEE EQUATORIALE	0,04											0,04			0,04	
ERYTHREE																
ETHIOPIE	1,29											1,29			1,29	
GABON													2,89	2,89	2,89	
GHANA	(1,17)											(1,17)	1,46	1,46	0,30	
GHAMBIE						0,14				0,14		0,14			0,14	
GUINEE-BISSAU	0,00											0,00	0,53	0,53	0,53	
GUINEE	(1,91)											(1,91)			(1,91)	
COTE D'IVOIRE	(0,48)											(0,48)			(0,48)	
KENYA	0,01											0,01			0,01	
LIBERIA				(1,41)						(1,41)		(1,41)			(1,41)	
LESOTHO	(0,28)											(0,28)			(0,28)	
MAADAGASCAR	(0,04)					0,40				0,40		0,40			0,40	
MALAWI	(0,27)											(0,27)	(1,46)	(1,46)	(1,73)	
MAURICE					0,00					0,00		0,00			0,00	
MAURITANIE	(0,20)											(0,20)			(0,20)	
MAL	(0,51)											(0,51)			(0,51)	
MOZAMBIQUE	3,23											3,23			3,23	
NAMIBIE	(0,00)											(0,00)			(0,00)	
NIGER	(0,07)											(0,07)	0,57	0,57	0,50	
RWANDA						0,79				0,79		0,79			0,79	
SENEGAL	(0,80)											(0,80)			(0,80)	
SEYCHELLES																
SIERRA LEONE	1,87											1,87			1,87	
SOUMALIE	0,11											0,11			0,11	
SAO TOME E PRINCIPE																
SOUDAN																
SWAZILAND					(7,00)					(7,00)		(7,00)			(7,00)	
TANZANIE	(1,55)											(1,55)			(1,55)	
TOGO																
TOUGANDA	1,22							(0,05)		(0,05)		1,17			1,17	
NIGERIA																
ZAMBIE	(0,43)											(0,43)			(0,43)	
ZIMBABWE																
CONGO (REP. DEMOCRATIQUE DU)	(0,22)											(0,22)			(0,22)	
* TOTAL AFRIQUE	0,41			(1,41)	(22,61)	1,96		(0,05)		(22,11)		(21,70)	(0,59)	5,02	4,43	(17,27)
ANTIGUA-ET-BARBUDA																
BARBADE	0,00											0,00			0,00	0,00
BELIZE																
BAHAMAS																
REPUBLIQUE DOMINICAINE	(1,09)											(1,09)			(1,09)	(1,09)
DOMINIQUE	(0,05)											(0,05)			(0,05)	(0,05)
GRENADE																
GUYANA	(0,23)											(0,23)			(0,23)	(0,23)
HAITI	0,08											0,08			0,08	0,08
JAMAIQUE	2,79				(4,46)	0,08				(4,38)		(1,59)	(0,00)	(0,00)	(1,59)	(1,59)
SAINT-CHRISTOPHE-ET-NEVIS																
SAINTE-LUCIE					(3,00)					(3,00)		(3,00)			(3,00)	(3,00)
SURINAME	0,19											0,19			0,19	0,19
SAINT-VINCENT-ET-LES-GRENADINES																
TRINIDAD-ET-TOBAGO	(0,03)											(0,03)			(0,03)	(0,03)
* TOTAL CARAIBES	1,07				(7,46)	0,08	0,02			(7,36)		(5,69)	(0,00)	(0,00)	(5,69)	(5,69)
FIDJI																
KIRIBATI	(0,01)											(0,01)			(0,01)	(0,01)
PAPOUSIE-NOUVELLE-GUINEE	0,23											0,23	0,20	0,20	0,42	0,42
ILES SALOMON																
TONGA																
TUVALU																
VANUATU																
SAMOA-OCIDENTAL																
* TOTAL PACIFIQUE	0,22											0,22	0,20	0,20	0,41	0,41
REGION AFRIQUE OCCIDENTALE	(0,20)											(0,20)			(0,20)	(0,20)
REGION AFRIQUE CENTRALE	(0,27)											(0,27)			(0,27)	(0,27)
REGION AFRIQUE ORIENTALE	3,73				5,30					5,30		9,03			9,03	9,03
REGION AFRIQUE AUSTRALE	(5,62)											(5,62)			(5,62)	(5,62)
REGION DE L'OCEAN INDIEN	(0,53)				(0,00)					(0,00)		(0,53)			(0,53)	(0,53)
REGION DES CARAIBES	(0,51)				(1,08)					(1,08)		(1,60)			(1,60)	(1,60)
REGION DU PACIFIQUE	(0,30)											(0,50)			(0,50)	(0,50)
MULTI-REGIONAL (PALOP)																
ALLOCATIONS INTRA-ACP	(13,13)											(13,13)			(13,13)	(13,13)
* TOTAL COOPER. REGIONALE ACP	(17,03)				(1,09)					(1,09)		(18,11)			(18,11)	(18,11)
TOUS LES PAYS ACP																
DEP. ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES												(0,09)	(0,09)		(0,09)	(0,09)
* TOTAL ACP	(14,73)			(1,41)	(31,15)	2,04	0,02	(0,05)		(30,55)		(45,38)	(0,59)	5,22	4,63	(40,75)
MAYOTTE												(0,09)			(0,09)	(0,09)
NOUVELLE-CALÉDONIE																
POLYNÉSIE FRANÇAISE																
SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON																
WALLIS & FUTUNA																
* TOTAL PTOM FRANÇAIS										(0,09)		(0,09)			(0,09)	(0,09)
ARUBA												(0,30)			(0,30)	(0,30)
ANTILLES NEERLANDAISES	(0,47)											(0,47)			(0,47)	(0,47)
* TOTAL PTOM NEERLANDAIS	(0,47)				(0,30)					(0,30)		(0,77)			(0,77)	(0,77)



TABLEAU 3.2.7  
SITUATION PAR INSTRUMENT ET PAR PAYS (en millions d'euros)

8e FED	LOME											COTONOU			TOTAL PAYS		
	PIN		NON PIN								TOTAL NON PIN	INTERETS	TOTAL	ENVELOPPE A		ENVELOPPE B	TOTAL
	SUBVENTIONS	BONIFICATIONS D'INTERETS	AIDE D'URGENCE	AIDE AUX REFUGIES	CAPITAUX A REQUER	STABEX	S'YSMN	PAS	Pop. jeunes rts ententes								
ANGOLA	70,05		11,18	14,99							26,16		96,23				96,23
BENIN	111,99				5,76	0,97					52,76		171,47				171,47
BURKINA	167,89		0,10		15,92	1,54					87,60		271,05	116,48		116,48	387,53
BOTSWANA	31,30	1,30							0,11		1,80		32,71	3,36	28,36	31,72	64,43
BURUNDI	13,00			22,50		19,63					9,23		51,36				64,41
REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	54,75		0,40			6,31					22,90		29,61				84,34
TCHAD	141,73		0,89		15,55						50,98		67,41				209,14
CAMEROUN	102,13				63,33	17,41					43,99		124,73				226,86
CONGO	8,48			3,63							4,88		3,63				12,11
COMORES	10,46		0,71								4,89		5,60				16,07
CAP-VERT	28,65	2,58			4,77	0,66					17,98		25,99				54,60
DJIBOUTI	15,68			2,00							9,04		11,00				26,68
GUINEE EQUATORIALE	3,12										0,79		3,92				3,92
ERYTHREE	0,08		9,55	8,37							17,93		18,01				18,01
ETHIOPIE	137,06		1,79	5,42	44,52	4,77					112,60		169,10		0,04	0,04	306,20
TOGON	37,11				32,85				0,45		6,66		39,61		20,19	20,19	97,21
GHANA	119,73				17,05						78,57		95,62		35,11	35,11	250,44
GAMBIE	16,12					4,49					9,04		13,53				29,63
GUINEE-BISSAU	40,89		2,68			0,37					1,41		4,45	33,59		33,59	78,93
GUINEE	88,90										21,36		110,26				110,26
COTE D'IVOIRE	53,61	0,33									21,78		102,89				156,80
KENYA	62,91	8,09	4,23		35,86	51,08					17,08		116,23		179,21		179,21
LIBERIA				19,13									19,13				19,13
LESOTHO	48,48	1,10									14,77		15,87				64,33
MADAGASCAR	161,22		1,71		45,81	20,81					44,73		113,05		55,00		329,27
MALAWI	183,52		1,39		10,71	10,53					49,80		72,43		25,31	25,31	281,27
MAURICE	30,07	1,41			1,99						3,29		3,29				33,88
MAURITANIE	57,42	3,02		0,22	25,02	18,56		0,15			26,92		74,79		0,90	0,90	133,14
MALI	198,23		4,66								79,41		89,77				288,04
MOZAMBIQUE	164,14	5,24			81,73						131,21		221,18		142,03		527,33
NAMIBIE	48,77	17,36		1,11	4,23			0,20			22,89		22,89				71,66
NIGER	109,96		0,28						0,14		39,44		39,86		37,77	37,77	188,58
RWANDA	94,37				25,99						85,49		115,78				175,76
SENEGAL	97,80	4,12			40,34	38,09		0,46			52,68		136,39				234,11
SEYCHELLES	5,46				1,77						30,40		1,77				7,23
SIERRA LEONE	57,04				5,39						30,40		35,79				92,83
SOMALIE	46,60										3,71		46,60				46,60
SAO TOME E PRINCIPE	8,52										3,71		3,71				12,23
Soudan	37,11		19,22			71,52					90,72		90,72				90,72
SWAZILAND	22,92	4,72			19,81						24,53		47,43	2,09		2,09	49,54
TANZANIE	187,60			3,50	102,14	34,81					136,89		277,34				464,94
TOGO	191,86		1,00		92,03	35,32					94,27		223,23				415,09
UGANDA	191,86										9,71		9,71				9,71
NIGERIA					5,00						5,00		5,00				5,00
ZAMBIE	134,00		3,64		102,56			86,82			90,78		283,72				417,78
ZIMBABWE	86,63				3,25	12,14		0,13			15,52		102,13				102,13
CONGO (REP. DEMOCRATIQUE DU)	19,29		1,91	21,00							4,69		27,61				46,90
<b>* TOTAL AFRIQUE</b>	<b>3.269,67</b>	<b>50,16</b>	<b>65,99</b>	<b>101,87</b>	<b>778,70</b>	<b>477,22</b>	<b>88,43</b>	<b>1.417,74</b>	<b>2.980,08</b>	<b>6.349,73</b>	<b>378,90</b>	<b>122,33</b>	<b>501,27</b>	<b>6.750,98</b>			
ANTIGUA-ET-BARBUDA	0,50										0,50		0,50				0,50
BARBADE	3,51	2,71									2,71		6,22				6,22
BELIZE	10,36				7,54						7,54	0,13	17,99		0,13		18,01
BAHAMAS	2,20										2,20		2,20				2,20
REPUBLIQUE DOMINICAINE	94,90	0,88	0,17		30,98		0,34				32,38		127,28				127,28
DOMINIQUE	6,24				2,78	29,10					31,87		38,11				38,11
GRENADE	0,49				2,52						2,52		3,02				3,02
GUYANA	27,50			1,61			11,04	10,69			23,33		59,83				90,88
HAITI	63,14				3,10			11,78			14,89		77,90				91,80
JAMAIQUE	50,78	6,41			27,54	9,48					43,00		137,22	26,85		26,85	164,00
SAINT-CRISTOPHE-ET-NEVIS	2,72				4,00						4,00		6,72				6,72
SAINTE-LUCIE	1,26	0,43				34,36					34,80		36,06				36,06
SURINAME	16,68	0,20									0,20		16,88				16,88
SAINT-VINCENT-ET-LES-GRENADINES	1,62	0,28				28,30					1,62		28,58				30,28
TRINIDAD-ET-TOBAGO	7,31	0,78			4,00						4,78		12,09				12,09
<b>* TOTAL CARAIQUES</b>	<b>289,22</b>	<b>11,70</b>	<b>0,17</b>		<b>78,45</b>	<b>106,86</b>	<b>11,39</b>	<b>65,39</b>	<b>273,96</b>	<b>563,18</b>	<b>26,98</b>		<b>26,98</b>	<b>590,13</b>			
FIDJI	16,91		0,41			2,00					2,41		19,32				19,32
KIRIBATI	9,15				0,50	0,28					0,78		9,94				9,94
PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINEE	39,35		0,08				0,48	9,88			10,43		49,77	33,65	33,65		83,42
ILES SALOMON	13,52				74,64			2,18			76,82		90,34				90,34
TONGA	5,03				0,38						0,38		5,41				5,41
TUVALU	1,90				0,35	0,00					0,35		2,25				2,25
VANUATU	10,23		0,14		3,00	0,81		1,59			5,50		15,77	5,23	5,23		20,99
SAMOA-OCIDENTAL	11,07				5,00	0,03					5,03		19,11	3,43	3,43		22,53
<b>* TOTAL PACIFIQUE</b>	<b>110,06</b>		<b>0,64</b>		<b>10,85</b>	<b>78,15</b>	<b>0,48</b>	<b>13,60</b>	<b>101,99</b>	<b>211,89</b>	<b>8,66</b>		<b>33,05</b>	<b>42,29</b>		<b>254,13</b>	
REGION AFRIQUE OCCIDENTALE	192,24		1,71			57,80					59,57		311,81				251,81
REGION AFRIQUE CENTRALE	76,49					5,00					5,00		81,49				81,49
REGION AFRIQUE ORIENTALE	147,35												147,35				147,35
REGION AFRIQUE AUSTRALE	57,41				16,40						16,40		73,81				73,81
REGION DE L'OCEAN INDIEN	11,52					7,07					7,07		18,59				18,59
REGION DES CARAIQUES	40,33					16,29					16,29		56,62				56,62
REGION DU PACIFIQUE	32,73												32,73				32,73
MULTI-REGIONAL (PALOP)	10,24												10,24				10,24
ALLOCATIONS INTRA-ACP	593,40												593,40				593,40
<b>* TOTAL COOPER. REGIONALE ACP</b>	<b>1.161,71</b>		<b>1,71</b>		<b>102,62</b>					<b>104,33</b>			<b>1.266,04</b>				<b>1.266,04</b>
TOUS LES PAYS ACP			4,69	69,48		20,46					1.045,78		1.140,40				1.140,40
DEP. ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES													34,80				34,80
<b>* TOTAL ACP</b>	<b>4.830,76</b>	<b>68,26</b>	<b>136,25</b>	<b>101,87</b>	<b>991,07</b>	<b>660,22</b>	<b>100,31</b>	<b>1.496,78</b>	<b>1.045,78</b>	<b>4.600,53</b>	<b>34,80</b>		<b>9.466,08</b>	<b>414,52</b>	<b>155,98</b>	<b>570,50</b>	<b>10.036,58</b>
MAYOTTE	0,85										1,18		2,03				2,03
NOUVELLE-CALÉDONIE	7,45	0,33									2,66		10,11				10,11
POLYNÉSIE FRANÇAISE	10,10	0,29				3,00					3,29		13,39				13,39
SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON	3,47												3,47				3,47
WALLIS & FUTUNA	1,47												1,47				1,47
<b>* TOTAL PTOM FRANÇAIS</b>	<b>23,33</b>	<b>0,63</b>											<b>30,47</b>				<b>30,47</b>
ARUBA	0,40												0,40				0,40
ANTILLES NEERLANDAISES	3,90												3,90				3,90
<b>* TOTAL PTOM NEERLANDAIS</b>	<b>4,30</b>												<b>4,30</b>				<b>4,30</b>
ANGUILLA	0,80												0,80				0,80

TABLEAU 3.2.8  
SITUATION PAR INSTRUMENT ET PAR PAYS (en millions d'euros)

8e FED	LOME										COTONOU			TOTAL PAYS		
	PN	NON PN								TOTAL NON PN	INTÉRÊTS	TOTAL	ENVELOPPE A		ENVELOPPE B	TOTAL
PAIEMENTS ANNUELS 2009	SUBVENTIONS	BONIFICATIONS D'INTÉRÊTS	AIDE D'URGENCE	AIDE AUX REFUGIÉS	COURAUX A RISQUE	STABEX	SYSSMIN	FAS	Pays pauvres et endettés							
ANGOLA	6,13		(0,06)	(0,03)						(0,99)		6,04				6,04
BENIN	0,03											0,03				0,03
BURKINA	1,66											1,66	3,14		3,14	4,80
BOTSWANA	0,73											0,73	2,33	4,57	6,85	7,62
BURUNDI						0,76					0,76					0,76
RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	0,05											0,05				0,05
TCHAD	0,88		0,00								0,00					0,88
CAMEROUN	1,21											1,21				1,21
CONGO	1,23											1,23				1,23
COMORES	(0,03)											(0,03)				(0,03)
CAP-VERT	0,12											0,12				0,12
DJIBOUTI																
GUINÉE ÉQUATORIALE	0,04											0,04				0,04
ÉRYTHRÉE																
ÉTHIOPIE	3,03					0,40					0,40					3,44
GABON	(0,02)											(0,02)		2,54	2,52	2,52
GHANA	0,00											0,04	8,00	8,00	8,04	8,04
GAMBIE						1,13					1,13					1,13
GUINÉE-BISSAU	1,30											1,30	0,83	0,83	2,13	2,13
GUINÉE	1,44											1,44				1,44
CÔTE D'IVOIRE	5,23											5,23				5,23
KENYA	0,16											0,16				0,16
LIBERIA																
LESOTHO	0,18											0,18				0,18
MADAGASCAR	0,03					0,71					0,71					0,72
MALAWI	2,61											2,61	3,09		3,09	5,70
MAURICE																
MAURITANIE	0,03											0,03				0,03
MALI	1,04											1,04				1,04
MOZAMBIQUE	5,85											5,85				5,85
NAMIBIE	0,09											0,09				0,09
NIGER	1,90											1,90	3,15	3,15	5,04	5,04
RWANDA	0,21					6,40					6,40					6,61
SÉNÉGAL	0,18											0,18				0,18
SEYCHELLES																
SIERRA LEONE	2,73											2,73				2,73
SOMALIE	0,32											0,32				0,32
SÃO TOMÉ E PRINCIPE																
SOUDAN						12,95					12,95					12,95
SWAZILAND	0,82											0,82	0,29	0,29	1,11	1,11
TANZANIE	1,11											1,11				1,11
TOGO																
UGANDA	3,28											3,28				3,28
NIGERIA																
ZAMBIE	1,44											1,44				1,44
ZIMBABWE																
CONGO (REP. DEMOCRATIQUE DU)																
<b>* TOTAL AFRIQUE</b>	44,99		(0,06)	(0,03)		22,35	(8,29)			13,99		58,92	9,67	18,24	27,93	86,85
ANTIGUA-ET-BARBUDA																
BARBADE	0,04											0,04				0,04
BELIZE																
BAHAMAS																
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	0,68											0,68				0,68
DOMINIQUE																
GRENADE																
GUYANA	3,30							1,01			1,01	4,32				4,32
HAÏTI	0,63											0,63				0,63
JAMAÏQUE	4,07					0,66					0,66	4,73	(0,00)	(0,00)	4,73	4,73
SAINT-CRISTOPHE-ET-NEVIS																
SAINTE-LUCIE																
SURINAME	4,52											4,52				4,52
SAINT-VINCENT-ET-LES-GRENADINES																
TRINIDAD-ET-TOBAGO	0,09											0,09				0,09
<b>* TOTAL CARAÏBES</b>	13,28					0,66	1,01			1,67		14,95	(0,00)	(0,00)	14,95	14,95
FIDJI																
KIRIBATI	0,02											0,02				0,02
PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE	0,51											0,51		4,25	4,25	4,76
ÎLES SALOMON																
TONGA																
TUVALU																
VANUATU														0,01	0,01	0,01
SAMOA-OCIDENTAL																
<b>* TOTAL PACIFIQUE</b>	0,53											0,53	0,01	4,25	4,26	4,79
RÉGION AFRIQUE OCCIDENTALE	5,09											5,09				5,09
RÉGION AFRIQUE CENTRALE	0,86											0,86				0,86
RÉGION AFRIQUE ORIENTALE	9,66											9,66				9,66
RÉGION AFRIQUE AUSTRALE	(0,44)											(0,44)				(0,44)
RÉGION DE L'Océan Indien	0,14											0,14				0,14
RÉGION DES CARAÏBES	(0,17)											(0,17)				(0,17)
RÉGION DU PACIFIQUE	0,18											0,18				0,18
MULTI-RÉGIONAL (PALOP)	0,00											0,00				0,00
ALLOCACTIONS INTRA-ACP	29,66											29,66				29,66
<b>* TOTAL COOPÉR. RÉGIONALE ACP</b>	44,99											44,99				44,99
TOUTS LES PAYS ACP		(0,16)	(0,00)									(0,16)				(0,16)
DÉP. ADMINISTRATIVES ET FINANCIÈRES												0,59				0,59
<b>* TOTAL ACP</b>	103,75	(0,16)	(0,06)	(0,03)		23,01	(7,27)			15,49	0,59	119,82	9,68	22,51	32,10	152,01
MAYOTTE																
NOUVELLE-CALÉDONIE																
NOUTÈSIE FRANÇAISE																
SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON																
WALLIS & FUTUNA																
<b>* TOTAL PTOM FRANÇAIS</b>												0,02				0,02
ARUBA																
ANTILLES NÉERLANDAISES	0,12											0,12				0,12
<b>* TOTAL PTOM NÉERLANDAIS</b>	0,12											0,12				0,12
ANGUILLA																
MONTERRAT																
SAINTE-HÉLÈNE																
ÎLES TURKS-ET-CAÏCOS																
ÎLES VIERGES BRITANNIQUES																
<b>* TOTAL PTOM BRITANNIQUES</b>																

TABLEAU 3.3.1 SITUATION GÉNÉRALE PAR ÉTAT (en millions d'euros)

9% FED DONNÉES CUMULÉES 2009	COTONOU										TOTAL		
	PIN	ENVELOPPE A				ENVELOPPE B				DÉCISIONS	CRÉDITS DÉLÉGUÉS	PAIEMENTS	
		DÉCISIONS	EN % DU PIN	PAIEMENTS	EN % DU PIN	DÉCISIONS	EN % DU PIN	PAIEMENTS	EN % DU PIN				
ANGOLA	144,98	128,87	89%	86,84	60%	26,70	18%	23,82	16%	169,02	162,28	122,23	
BÉNIN	317,26	316,87	100%	262,05	83%	1,05	0%	1,05	0%	318,28	305,15	263,33	
BURKINA	343,61	343,61	100%	317,99	93%	-	0%	-	0%	353,69	339,11	326,88	
BOTSWANA	56,83	56,83	100%	44,71	79%	8,06	14%	8,06	14%	64,89	63,26	52,77	
BURUNDI	214,17	214,17	100%	132,66	62%	52,41	24%	44,86	21%	332,51	305,79	242,42	
RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	109,00	109,00	100%	40,01	37%	9,35	9%	8,92	8%	118,35	108,64	48,93	
TCHAD	206,44	206,01	100%	140,26	68%	17,59	9%	13,45	7%	224,89	202,40	154,79	
CAMEROUN	170,11	170,11	100%	120,84	71%	8,20	5%	5,53	3%	178,31	167,54	126,37	
CONGO	117,00	117,00	100%	102,12	87%	6,57	6%	6,03	5%	139,17	134,23	123,68	
COMORES	31,75	31,75	100%	15,74	50%	6,19	20%	4,44	14%	37,94	33,96	20,18	
CAP-VERT	49,98	49,98	100%	24,55	49%	5,81	12%	5,50	11%	56,69	46,86	30,41	
DJIBOUTI	40,60	40,60	100%	14,05	35%	-	0%	-	0%	41,35	19,09	14,05	
GUINÉE ÉQUATORIALE	8,99	8,99	100%	5,83	65%	-	0%	-	0%	8,99	8,64	5,83	
ÉRYTHÉE	116,99	116,99	100%	37,72	32%	0,46	0%	0,46	0%	117,45	108,81	38,18	
ÉTHIOPIE	540,89	540,89	100%	500,36	93%	50,91	9%	43,13	8%	623,80	601,99	561,35	
GABON	34,35	34,35	100%	15,56	45%	1,10	3%	0,74	2%	35,56	29,92	16,40	
GHANA	312,83	312,52	100%	229,04	73%	2,80	1%	1,41	0%	316,79	279,29	231,92	
GAMBIE	52,74	52,74	100%	20,58	39%	1,80	3%	0,60	1%	57,27	52,17	23,89	
GUINÉE-BISSAU	62,95	62,95	100%	36,60	58%	3,20	5%	3,20	5%	66,63	51,03	40,23	
GUINÉE	90,82	90,82	100%	44,29	49%	29,05	32%	6,79	7%	157,76	133,51	80,74	
CÔTE D'IVOIRE	5,69	5,69	100%	4,91	86%	206,35	3629%	139,57	2455%	212,03	210,62	144,49	
KENYA	290,01	290,01	100%	171,86	59%	26,60	9%	16,42	6%	328,74	250,62	196,74	
LIBERIA	100,36	100,41	99%	58,63	58%	24,00	24%	23,29	23%	124,45	117,39	81,92	
LESOTHO	103,79	103,79	100%	37,94	37%	-	0%	-	0%	104,40	77,99	38,55	
MADAGASCAR	451,21	450,94	100%	349,94	78%	6,38	1%	6,38	1%	457,46	408,57	356,33	
MALAWI	249,00	249,00	100%	163,63	66%	21,30	9%	19,71	8%	277,49	248,17	189,43	
MAURICE	67,28	67,28	100%	61,91	92%	0,72	1%	0,67	1%	68,07	67,17	62,66	
MAURITANIE	121,67	120,21	99%	73,29	60%	27,36	22%	21,88	18%	147,78	129,42	95,49	
MALI	415,87	415,87	100%	389,87	94%	42,28	10%	39,12	9%	462,02	452,00	431,50	
MOZAMBIQUE	432,48	432,48	100%	346,59	80%	5,52	1%	3,14	1%	447,59	430,61	357,86	
NAMIBIE	97,44	97,44	100%	78,53	81%	0,84	1%	0,61	1%	98,24	96,97	79,14	
NIGER	354,01	354,01	100%	280,32	79%	20,13	6%	13,39	4%	374,14	361,69	293,71	
RWANDA	218,19	218,19	100%	207,21	95%	-	0%	-	0%	220,14	218,61	209,08	
SÉNÉGAL	288,94	288,94	100%	212,12	73%	11,60	4%	5,92	2%	301,40	286,22	218,73	
SEYCHELLES	4,59	4,59	100%	1,82	40%	0,70	15%	0,70	15%	5,29	2,74	2,52	
SIERRA LEONE	182,14	182,14	100%	125,22	69%	56,23	31%	51,85	28%	262,05	242,79	198,30	
SOMALIE	193,33	193,33	100%	145,70	75%	-	0%	-	0%	193,33	191,38	145,70	
SAO TOMÉ E PRÍNCIPE	12,85	12,85	100%	10,03	78%	2,00	16%	0,44	3%	14,85	14,19	10,47	
SOUDAN	126,53	126,53	100%	103,75	82%	80,11	63%	77,65	61%	313,90	305,65	285,91	
SWAZILAND	36,42	36,42	100%	17,19	47%	-	0%	-	0%	37,66	34,70	17,86	
TANZANIE	410,29	408,99	100%	342,32	83%	4,55	1%	4,55	1%	413,58	396,49	346,91	
TOGO	21,01	21,01	100%	9,37	45%	41,60	198%	19,32	92%	81,40	54,81	44,37	
OUGANDA	271,43	271,43	100%	182,69	67%	38,60	14%	34,89	13%	316,65	305,80	223,97	
NIGERIA	469,97	469,97	100%	307,43	65%	-	0%	-	0%	589,65	512,33	406,52	
ZAMBIE	369,23	369,23	100%	304,57	82%	19,19	5%	18,94	5%	388,68	376,08	323,78	
ZIMBABWE	32,19	32,19	100%	24,25	75%	24,30	76%	15,88	49%	56,75	55,09	40,40	
CONGO (RÉP. DÉMOCRATIQUE DU)	432,39	432,39	100%	328,37	76%	99,96	23%	73,65	17%	590,52	556,64	448,64	
<b>* TOTAL AFRIQUE</b>	<b>8.781,50</b>	<b>8.760,35</b>	<b>46,86</b>	<b>6.531,20</b>	<b>31,49</b>	<b>991,41</b>	<b>43,30</b>	<b>765,95</b>	<b>29,39</b>	<b>10.307,61</b>	<b>9.558,40</b>	<b>7.775,58</b>	
ANTIGUA-ET-BARBUDA	7,25	7,25	100%	5,20	72%	-	0%	-	0%	7,25	6,88	5,20	
BARBADE	12,23	12,23	100%	8,04	66%	-	0%	-	0%	12,23	11,83	8,04	
BELIZE	7,75	7,75	100%	5,83	75%	1,00	13%	0,64	8%	8,75	8,44	6,48	
BAHAMAS	6,98	6,91	99%	0,08	1%	-	0%	-	0%	6,91	6,01	0,08	
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	119,82	114,04	95%	96,71	81%	36,48	30%	22,42	19%	150,52	145,50	119,13	
DOMINIQUE	10,95	10,47	96%	5,57	51%	4,38	40%	-	0%	14,85	12,35	5,57	
GRENADE	19,87	19,87	100%	11,77	59%	7,80	39%	7,57	38%	27,67	26,58	19,34	
GUYANA	52,68	52,01	99%	30,39	58%	9,09	17%	9,09	17%	61,10	59,56	39,48	
HAITI	113,47	113,47	100%	97,12	86%	167,13	147%	119,95	106%	280,60	269,52	217,06	
JAMAÏQUE	50,65	50,65	100%	24,89	49%	28,04	55%	26,92	53%	161,89	154,02	119,98	
SAINT-CRISTOPHE-ET-NEVIS	6,17	6,17	100%	2,82	46%	-	0%	-	0%	6,17	5,62	2,82	
SAINTE-LUCIE	19,03	18,23	96%	1,05	6%	4,68	25%	-	0%	22,91	21,82	1,05	
SURINAME	46,50	46,29	100%	35,18	76%	0,70	2%	0,69	1%	47,19	44,77	35,95	
SAINT-VINCENT-ET-LES-GRENADINES	14,64	13,72	94%	5,39	37%	4,40	30%	0,02	0%	18,12	9,01	5,41	
TRINIDAD-ET-TOBAGO	34,88	34,30	98%	6,07	26%	-	0%	-	0%	40,36	39,89	13,07	
<b>* TOTAL CARAÏBES</b>	<b>522,87</b>	<b>513,35</b>	<b>14,76</b>	<b>339,09</b>	<b>7,87</b>	<b>263,70</b>	<b>3,99</b>	<b>187,31</b>	<b>2,43</b>	<b>866,45</b>	<b>821,80</b>	<b>598,66</b>	
FIDI	23,52	23,52	100%	18,24	78%	2,10	9%	-	0%	26,22	23,79	18,73	
KIRIBATI	8,80	8,80	100%	8,14	93%	2,20	25%	0,55	6%	11,42	11,08	9,11	
PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE	81,53	81,53	100%	27,40	34%	25,94	32%	5,31	7%	110,86	70,14	35,95	
ÎLES SALOMON	14,21	14,21	100%	6,68	47%	7,80	55%	0,26	2%	22,59	13,78	7,34	
TONGA	5,80	5,80	100%	3,71	64%	1,88	32%	1,29	22%	7,69	5,96	5,01	
TUVALU	4,47	4,47	100%	4,44	99%	0,70	16%	0,33	7%	5,37	5,36	4,77	
VANUATU	15,15	15,15	100%	11,78	78%	3,30	22%	3,18	21%	18,45	16,91	14,96	
SAMOA-OCCIDENTAL	21,94	21,94	100%	16,64	76%	2,10	10%	1,25	6%	24,04	23,66	17,89	
NIUÉ	2,00	2,00	100%	1,72	86%	0,60	30%	0,60	30%	2,60	2,57	2,32	
ÎLES COOK	2,90	2,90	100%	2,56	88%	0,60	21%	-	0%	3,50	2,70	2,56	
MICRONÉSIE (ÉTATS FÉDÉRÉS DE)	4,80	4,80	100%	3,98	83%	1,40	29%	0,66	14%	6,20	6,06	4,63	
ÎLES MARSHALL	3,50	3,50	100%	2,73	78%	1,10	31%	0,52	15%	4,60	4,49	3,25	
NAURU	1,80	1,80	100%	1,57	87%	0,50	28%	0,24	13%	2,30	2,27	1,81	

TABLEAU 3.3.2 SITUATION GÉNÉRALE PAR ÉTAT (en millions d'euros)

9 <sup>e</sup> FED DONNÉES ANNUELLES 2009	COTONOU										TOTAL		
	PIN	ENVELOPPE A				ENVELOPPE B				DÉCISIONS	CRÉDITS DÉLÉGUÉS	PAIEMENTS	
		DÉCISIONS	EN % DU PIN	PAIEMENTS	EN % DU PIN	DÉCISIONS	EN % DU PIN	PAIEMENTS	EN % DU PIN				
ANGOLA	144,98	- 16,10	-11%	9,71	7%	-	0%	0,04	0%	- 16,10	1,95	9,67	
BÉNIN	317,26	- 0,39	0%	50,09	24%	-	0%	-	0%	- 0,39	14,12	50,06	
BURKINA	343,61	-	0%	14,01	21%	-	0%	-	0%	-	4,17	14,24	
BOTSWANA	56,83	-	0%	14,22	19%	-	0%	-	0%	-	2,52	14,22	
BURUNDI	214,17	-	0%	33,78	17%	-	0%	2,82	1%	-	43,10	36,30	
RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	109,00	-	0%	7,97	14%	-	0%	0,03	0%	-	54,43	7,99	
TCHAD	206,44	- 0,43	0%	42,19	26%	-	0%	1,24	1%	- 0,43	19,16	43,41	
CAMEROUN	170,11	-	0%	25,62	22%	-	0%	1,90	1%	-	23,21	27,52	
CONGO	117,00	-	0%	15,64	20%	-	0%	0,56	0%	-	2,64	16,24	
COMORES	31,75	-	0%	1,16	14%	-	0%	1,34	4%	-	1,74	2,50	
CAP-VERT	49,98	-	0%	5,76	15%	-	0%	-	0%	-	0,85	5,76	
DJIBOUTI	40,60	-	0%	7,33	8%	-	0%	-	0%	-	4,90	7,33	
GUINÉE ÉQUATORIALE	8,99	-	0%	1,30	10%	-	0%	-	0%	-	0,64	1,30	
ÉRYTHRÉE	116,99	-	0%	10,52	4%	-	0%	-	0%	-	30,71	10,52	
ÉTHIOPIE	540,89	-	0%	39,52	29%	- 0,12	0%	0,06	0%	- 0,12	32,53	39,59	
GABON	34,35	-	0%	3,95	8%	-	0%	-	0%	-	8,93	3,95	
GHANA	312,83	- 0,31	0%	45,57	21%	-	0%	0,92	0%	- 0,49	6,18	46,49	
GAMBIE	52,74	-	0%	8,02	11%	-	0%	0,57	1%	-	0,83	8,60	
GUINÉE-BISSAU	62,95	-	0%	4,90	20%	-	0%	-	0%	- 0,09	6,61	4,91	
GUINÉE	90,82	-	0%	17,31	22%	-	0%	3,33	4%	-	15,52	20,95	
CÔTE D'IVOIRE	5,69	-	0%	0,12	13%	-	0%	23,40	412%	-	60,74	23,52	
KENYA	290,01	-	0%	7,79	6%	-	0%	1,56	1%	-	3,89	9,47	
LIBERIA	101,36	- 0,95	-1%	13,16	9%	-	0%	3,40	3%	- 0,95	12,04	16,56	
LESOTHO	103,79	-	0%	10,10	15%	-	0%	-	0%	-	2,71	10,10	
MADAGASCAR	451,21	- 0,28	0%	11,94	14%	-	0%	0,05	0%	- 0,28	9,72	11,99	
MALAWI	249,00	-	0%	27,16	19%	-	0%	1,34	1%	-	14,71	28,35	
MAURICE	67,26	-	0%	2,18	33%	-	0%	-	0%	-	0,12	2,18	
MAURITANIE	121,67	- 1,46	-1%	8,95	18%	-	0%	5,22	4%	- 1,85	6,36	14,17	
MALI	415,87	-	0%	28,10	20%	-	0%	0,84	0%	-	6,95	29,07	
MOZAMBIQUE	432,48	-	0%	32,98	20%	-	0%	0,01	0%	-	21,17	34,58	
NAMIBIE	97,44	-	0%	20,40	14%	-	0%	0,00	0%	-	1,01	20,40	
NIGER	354,01	-	0%	22,13	23%	-	0%	0,33	0%	-	5,04	22,45	
RWANDA	218,19	-	0%	17,55	28%	-	0%	-	0%	-	6,23	17,60	
SÉNÉGAL	288,94	-	0%	66,22	24%	-	0%	0,47	0%	-	11,50	66,56	
SEYCHELLES	4,59	-	0%	0,43	11%	-	0%	0,07	2%	-	0,01	0,50	
SIERRA LEONE	182,14	-	0%	29,50	10%	-	0%	0,47	0%	-	1,57	30,16	
SOMALIE	193,33	-	0%	20,31	22%	-	0%	-	0%	-	15,93	20,31	
SÃO TOMÉ E PRÍNCIPE	12,85	-	0%	1,32	20%	-	0%	0,33	3%	-	3,73	1,65	
SOUDAN	126,53	-	0%	12,36	13%	-	0%	1,20	1%	-	14,72	13,56	
SWAZILAND	36,42	-	0%	4,95	8%	-	0%	-	0%	-	11,75	5,02	
TANZANIE	410,29	- 1,30	0%	25,92	22%	-	0%	-	0%	- 1,30	3,52	25,92	
TOGO	21,01	-	0%	1,13	28%	-	0%	5,92	28%	-	4,43	8,25	
OUGANDA	271,43	-	0%	20,50	29%	-	0%	3,47	1%	-	5,62	23,97	
NIGERIA	469,97	-	0%	44,67	9%	-	0%	-	0%	-	35,55	52,46	
ZAMBIE	369,23	-	0%	18,76	21%	-	0%	-	0%	-	25,16	18,76	
ZIMBABWE	32,19	-	0%	4,02	24%	-	0%	7,34	23%	-	4,81	11,36	
CONGO (RÉP. DÉMOCRATIQUE DU)	432,39	-	0%	63,87	13%	-	0%	18,12	4%	-	65,65	90,29	
<b>* TOTAL AFRIQUE</b>	<b>8.781,56</b>	<b>- 21,21</b>	<b>- 0,14</b>	<b>875,11</b>	<b>8,19</b>	<b>- 0,12</b>	<b>- 0,00</b>	<b>86,32</b>	<b>4,95</b>	<b>- 22,00</b>	<b>618,20</b>	<b>980,76</b>	
ANTIGUA-ET-BARBUDA	7,25	- 0,00	0%	0,32	21%	-	0%	-	0%	- 0,00	0,11	0,32	
BARBADE	12,23	- 0,00	0%	0,31	27%	-	0%	-	0%	- 0,00	-	0,31	
BELIZE	7,75	-	0%	1,30	35%	-	0%	-	0%	-	0,00	1,30	
BAHAMAS	6,98	- 0,07	-1%	-	0%	- 0,60	-9%	-	0%	- 0,67	5,94	-	
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	119,82	- 5,78	-5%	27,20	9%	-	0%	7,51	6%	- 5,78	2,36	34,71	
DOMINIQUE	10,95	- 0,47	-4%	0,12	46%	-	0%	-	0%	- 0,47	0,51	0,12	
GRENADE	19,87	-	0%	4,73	25%	-	0%	-	0%	-	6,56	4,73	
GUYANA	52,68	- 0,67	-1%	4,56	15%	-	0%	-	0%	- 0,67	16,19	4,56	
HAITI	113,47	-	0%	14,10	14%	-	0%	25,24	22%	-	15,76	39,33	
JAMAÏQUE	50,65	-	0%	4,59	21%	-	0%	0,20	0%	-	3,28	17,62	
SAINT CHRISTOPHE-ET-NEVIS	6,17	-	0%	0,45	20%	-	0%	-	0%	-	1,72	0,45	
SAINTE-LUCIE	19,03	- 0,80	-4%	0,38	2%	-	0%	-	0%	- 0,80	-	0,38	
SURINAME	46,50	- 0,22	0%	10,42	27%	-	0%	-	0%	- 0,22	2,85	10,42	
SAINT-VINCENT-ET-LES-GRENADINES	14,64	- 0,93	-6%	0,93	15%	-	0%	0,02	0%	- 0,93	2,72	0,96	
TRINIDAD-ET-TOBAGO	34,88	- 0,58	-2%	0,53	7%	-	0%	-	0%	- 0,58	0,14	0,53	
<b>* TOTAL CARAÏBES</b>	<b>522,87</b>	<b>- 9,52</b>	<b>- 0,24</b>	<b>69,96</b>	<b>2,86</b>	<b>- 0,60</b>	<b>- 0,09</b>	<b>32,97</b>	<b>0,29</b>	<b>- 10,12</b>	<b>53,41</b>	<b>115,76</b>	
FIDI	23,52	-	0%	5,71	-10%	-	0%	-	0%	-	0,56	5,71	
KIRIBATI	8,80	-	0%	1,20	43%	-	0%	-	0%	-	0,13	1,20	
PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE	81,53	-	0%	11,88	8%	-	0%	4,14	5%	-	31,62	16,02	
ÎLES SALOMON	14,21	-	0%	0,08	30%	-	0%	0,2	2%	-	1,54	0,30	
TONGA	5,80	-	0%	0,10	8%	-	0%	0,44	8%	-	0,20	0,54	
TUVALU	4,47	-	0%	0,02	0%	-	0%	0,28	6%	-	0,03	0,29	
VANUATU	15,15	-	0%	1,51	18%	-	0%	-	0%	-	1,02	1,51	
SAMOA-OCCIDENTAL	21,94	-	0%	6,14	28%	-	0%	0,21	1%	-	0,51	6,35	
NIUÉ	2,00	-	0%	0,24	56%	-	0%	-	0%	-	0,04	0,24	
ÎLES COOK	2,90	-	0%	0,07	1%	-	0%	-	0%	-	0,16	0,07	

TABLEAU 3.3.3 SITUATION PAR INSTRUMENT ET PAR ÉTAT (en millions d'euros)

9e FED	COTONOU										LOMÉ		CONTRI- BUTIONS- VOLON- TAIRES FAC. SOUT. PAIX	TOTAL ÉTAT
	ENVELOPPE A			ENVELOPPE B				TOTAL ENV. B	FRAS DE MISE EN OEUVRE	TRANS- FERTS DU 6e FED	TRANS-FERTS DU 7e FED			
	SOUTIEN MACRO- ÉCONOMIQUE	POLITIQUES SECTORIELLES	TOTAL ENV. A	AIDE D'URGENCE	ALLÈGÈMENT DE LA DETTE	COMPENSATION PERTE RECETTES D'EXPORTATION	TRANS- FERTS DU 7e FED							
ANGOLA		128,87	128,87	26,70			26,70				13,44		169,02	
BÉNIN	111,15	205,72	316,87	1,05			1,05						318,28	
BURKINA	187,00	156,61	343,61							10,09			353,69	
BOTSWANA		56,83	56,83				8,06	8,06					64,89	
BURUNDI	65,61	148,56	214,17	38,95	7,60	5,86	52,41				65,93		332,51	
RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	11,60	97,40	109,00	3,35	1,60	4,40	9,35						118,35	
TCHAD	23,25	182,76	206,01	17,59			17,59				1,29		224,89	
CAMEROUN		170,11	170,11	8,20			8,20						178,31	
CONGO	28,45	88,55	117,00	4,57	2,00		6,57				15,61		139,17	
COMORES		31,75	31,75	6,19			6,19						37,94	
CAP-VERT	14,20	35,78	49,98	5,81			5,81				0,90		56,69	
DJIBOUTI		40,60	40,60							0,75			41,35	
GUINÉE ÉQUATORIALE		8,99	8,99										8,99	
ÉRYTHRÉE		116,99	116,99	0,46			0,46						117,45	
ÉTHIOPIE	58,27	482,61	540,89	50,91			50,91				32,00		623,80	
GABON		34,35	34,35	1,10			1,10				0,11		35,56	
GHANA	104,21	208,32	312,52	2,80			2,80			0,02	1,45		316,79	
GAMBIE		52,74	52,74			1,80	1,80				2,73		57,27	
GUINÉE-BISSAU	9,90	53,05	62,95			3,20	3,20			0,05	0,44		66,63	
GUINÉE		90,82	90,82	29,05			29,05			0,47	37,43		157,76	
CÔTE D'IVOIRE		5,69	5,69	206,35			206,35						212,03	
KENYA	125,00	165,01	290,01	26,60			26,60				12,14		328,74	
LIBERIA	3,44	96,97	100,41	24,00			24,00			0,02	0,02		124,45	
LESOTHO		103,79	103,79								0,61		104,40	
MADAGASCAR	119,68	331,26	450,94	6,38			6,38			0,15			457,46	
MALAWI	60,10	188,90	249,00	11,30		10,00	21,30			0,43	6,75		277,49	
MAURICE	8,74	58,52	67,26	0,28		0,44	0,72			0,09			68,07	
MAURITANIE		120,21	120,21	5,66		21,60	27,26				0,32		147,78	
MALI	122,50	293,37	415,87	41,17		1,11	42,28				3,87		462,03	
MOZAMBIQUE	145,83	286,65	432,48	5,52			5,52			6,84	2,75		447,59	
NAMIBIE		97,44	97,44	0,80			0,80						98,24	
NIGER	165,58	188,44	354,01	20,13			20,13						374,14	
RWANDA	101,57	116,62	218,19							1,61	0,35		220,14	
SÉNÉGAL	53,00	235,94	288,94	11,60			11,60			0,02	0,85		301,40	
SEYCHELLES		4,59	4,59	0,70			0,70						5,29	
SIERRA LEONE	62,00	120,14	182,14	31,33		24,90	56,23				23,68		262,05	
SOMALIE		193,33	193,33										193,33	
SAO TOMÉ E PRINCEPE		12,85	12,85	2,00			2,00						14,85	
SOUDAN		126,53	126,53	80,11			80,11			2,63	104,63		313,90	
SWAZILAND		36,42	36,42								1,24		37,66	
TANZANIE	185,60	223,39	408,99	4,55			4,55				0,04		413,58	
TOGO	3,03	17,97	21,01	41,60			41,60				18,79		81,40	
UGANDA	88,05	183,38	271,43	38,60			38,60			2,86	3,76		316,65	
NIGERIA		469,97	469,97								119,68		589,65	
ZAMBIE	180,20	189,03	369,23	7,70		11,49	19,19				0,27		388,68	
ZIMBABWE		32,19	32,19	24,30			24,30				0,27		56,75	
CONGO (REP. DÉMOCRATIQUE DU)	105,70	326,69	432,39	99,96			99,96			0,85	57,33		590,52	
<b>* TOTAL AFRIQUE</b>	<b>2.143,60</b>	<b>6.616,69</b>	<b>8.760,35</b>	<b>887,35</b>	<b>11,20</b>	<b>92,80</b>	<b>991,41</b>			<b>16,76</b>	<b>539,09</b>		<b>10.307,61</b>	
ANTIGUA ET BARBUDA		7,25	7,25										7,25	
BARBADE		12,23	12,23										12,23	
BELIZE		7,75	7,75	1,00			1,00						8,75	
BAHAMAS		6,91	6,91										6,91	
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	81,57	32,46	114,04	16,50		19,98	36,48						150,52	
DOMINIQUE	6,40	4,07	10,47			4,38	4,38						14,85	
GRENADÉ	10,00	9,87	19,87	7,80			7,80						27,67	
GUYANA	26,67	25,35	52,01	0,69		8,40	9,09						61,10	
HAÏTI	4,04	109,43	113,47	167,13			167,13						280,60	
JAMAÏQUE	2,50	48,15	50,65	26,04		2,00	28,04			0,14	83,06		161,89	
SAINT-CRISTOPHE-ET-NEVIS		6,17	6,17										6,17	
SAINTE-LUCIE		18,23	18,23			4,68	4,68						22,91	
SURINAME		46,29	46,29	0,70			0,70			0,21			47,19	
SAINTE-VINCENT-ET-LES-GRENADINES		13,72	13,72			4,40	4,40						18,12	
TRINIDAD-ET-TOBAGO	27,09	7,21	34,30								6,00		40,30	
<b>* TOTAL CARAÏBES</b>	<b>158,27</b>	<b>355,08</b>	<b>513,35</b>	<b>219,30</b>		<b>43,58</b>	<b>263,70</b>			<b>0,54</b>	<b>89,06</b>		<b>866,45</b>	
FIDI		23,52	23,52	2,10			2,10			0,01	0,55		26,22	
KIRIBATI		8,80	8,80	2,20			2,20				0,42		11,42	
PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE		81,53	81,53	3,50		22,44	25,94				3,39		110,86	
ÎLES SALOMON		14,21	14,21	0,55		7,25	7,80			0,10	0,48		22,59	
TONGA		5,80	5,80	1,88			1,88						7,69	
TUVALU		4,47	4,47	0,70			0,70				0,20		5,37	
VANUATU	3,05	12,10	15,15	1,60		1,70	3,30						18,45	
SAMOA-OCCIDENTAL		21,94	21,94	0,02		2,08	2,10						24,04	
NIUE		2,00	2,00	0,60			0,60						2,60	
ÎLES COOK		2,90	2,90	0,60			0,60						3,50	
MICRONÉSIE (ÉTATS FÉDÉRÉS DE)		4,80	4,80	1,40			1,40						6,20	
ÎLES MARSHALL		3,50	3,50	1,10			1,10						4,60	
NAURU		1,80	1,80	0,50			0,50						2,30	

TABLEAU 3.3.4 SITUATION PAR INSTRUMENT ET PAR ÉTAT (en millions d'euros)

9e FED	COTONOU										LOMÉ		TOTAL ÉTAT	
	ENVELOPPE A			ENVELOPPE B			TOTAL ENV. B	FRAIS DE MISE EN ŒUVRE	TRANS-FERTS DU 6e FED	TRANS-FERTS DU 7e FED	CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES FAC. SOUT. PAIX			
	SOUTIEN MACRO-ECONOMIQUE	POLITIQUES SECTORIELLES	TOTAL ENV. A	AIDE D'URGENCE	ALLÈGÈMENT DE LA DETTE	COMPENSATION PERTE RECETTES D'EXPORTATION								
DÉCISIONS ANNUELLES 2009														
ANGOLA		-	16,10	-	16,10								-	16,10
BÉNIN		-	0,39	-	0,39								-	0,39
BURKINA														
BOTSWANA														
BURUNDI														
RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE														
TCHAD		-	0,43	-	0,43								-	0,43
CAMEROUN														
CONGO														
COMORES														
CAP-VERT														
DJIBOUTI														
GUINÉE ÉQUATORIALE														
ÉRYTHÉE														
ETHIOPIE					0,12		-	0,12					-	0,12
GABON														
GHANA		-	0,31	-	0,31				-	0,18			-	0,49
GAMBIE														
GUINÉE-BISSAU											-	0,09	-	0,09
GUINÉE														
CÔTE D'IVOIRE														
KENYA														
LIBERIA		-	0,09	-	0,95								-	0,95
LESOTHO														
MADAGASCAR		-	0,28	-	0,28								-	0,28
MALAWI														
MAURICE														
MAURITANIE		-	1,46	-	1,46						-	0,38	-	1,85
MALI														
MOZAMBIQUE														
NAMIBIE														
NIGER														
RWANDA														
SENÉGAL														
SEYCHELLES														
SIERRA LEONE														
SOMALIE														
SÃO TOMÉ E PRÍNCIPE														
SOUDAN														
SWAZILAND														
TANZANIE		-	1,30	-	1,30								-	1,30
TOGO														
OUGANDA														
NIGERIA														
ZAMBIE														
ZIMBABWE														
CONGO (RÉP. DÉMOCRATIQUE DU)		-	0,09	-	21,15	-	0,12	-	0,12	-	0,48	-	-	22,00
* TOTAL AFRIQUE		-	0,09	-	21,15	-	0,12	-	0,12	-	0,48	-	-	22,00
ANTIGUA-ET-BARBUDA			0,00	-	0,00								-	0,00
BARBADE			0,00	-	0,00								-	0,00
BELIZE														
BAHAMAS			0,07	-	0,07	-	0,60	-	0,60				-	0,67
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE		-	4,63	-	1,15	-	5,78	-					-	5,78
DOMINIQUE			0,47	-	0,47								-	0,47
GRENADE														
GUYANA		-	0,67	-	0,67								-	0,67
HAÏTI														
JAMAÏQUE														
SAINT-CHRISTOPHE-ET-NEVIS														
SAINTE-LUCIE			0,80	-	0,80								-	0,80
SURINAME			0,22	-	0,22								-	0,22
SAINTE-VINCENT-ET-LES-GRENADINES			0,93	-	0,93								-	0,93
TRINIDAD-ET-TOBAGO		-	0,21	-	0,27	-	0,58	-					-	0,58
* TOTAL CARAÏBES		-	4,84	-	4,68	-	0,60	-	0,60				-	10,12
FIDI														
KIRIBATI														
PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE														
ÎLES SALOMON														
TONGA														
TUVALU														
VANUATU														
SAMOA-OCCIDENTAL														
NIUE														
ÎLES COOK														
MICRONÉSIE (ÉTATS FÉDÉRÉS DE)														
ÎLES MARSHALL														
NAURU														
PALAU														
TIMOR-ORIENTAL														
* TOTAL PACIFIQUE														
RÉGION AFRIQUE OCCIDENTALE														
RÉGION AFRIQUE CENTRALE					0,05									0,05

TABLEAU 3.3.5 SITUATION PAR INSTRUMENT ET PAR ÉTAT (en millions d'euros)

9e FED  CRÉDITS DÉLÉGUÉS CUMULÉS 2009	COTONOU						LÔME		CONTRI-BUTIONS VOLON-TAIRES À LA FACILITÉ DE SOUTIEN DE LA PAIX	TOTAL ÉTAT		
	ENVELOPPE A		TOTAL ENV. A	ENVELOPPE B			TOTAL ENV. B	FRAIS DE MISE EN ŒUVRE			TRANS-FERTS DU 6e FED	TRANS-FERTS DU 7e FED
	SOUTIEN MACRO- ÉCONOMIQUE	POLITIQUES SECTORIELLES		AIDE D'URGENCE	ALLÈGÈMENT DE LA DETTE	COMPENSATION PERTE RECETTES D'EXPORTATION						
ANGOLA		123,08	123,08	26,34			26,34			12,87	162,28	
BÉNIN	109,34	194,40	303,75	1,05			1,05			0,36	305,15	
BURKINA	186,29	143,22	329,50							9,61	339,11	
BOTSWANA		55,20	55,20				8,06				63,26	
BURUNDI	64,96	123,55	188,49	38,26	7,60		51,72			65,58	305,79	
RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	11,59	87,93	99,51	3,35	1,60	4,18	9,13				108,64	
TCHAD	22,55	161,87	184,40	16,81			16,81			1,19	202,40	
CAMEROUN		159,69	159,69	7,85			7,85				167,54	
CONGO	28,45	83,87	112,32	4,37	2,00		6,37			15,54	134,23	
COMORES		27,97	27,97	5,99			5,99				33,96	
CAP-VERT	12,27	28,59	40,86	5,50			5,50			0,49	46,86	
DJIBOUTI		19,09	19,09						0,00		19,09	
GUINÉE ÉQUATORIALE		8,64	8,64								8,64	
ÉRYTHÉE		108,36	108,36	0,46			0,46				108,81	
ÉTHIOPIE	58,07	468,81	526,88	45,30			45,30			29,80	601,99	
GABON		28,78	28,78	1,03			1,03			0,11	29,92	
GHANA	102,21	173,24	275,44	2,38			2,38		0,02	1,45	279,29	
GAMBIE		47,76	47,76				1,68			2,72	52,17	
GUINÉE-BISSAU	9,50	37,89	47,39				3,20			0,44	51,03	
GUINÉE		80,86	80,86	16,47			16,47			36,17	133,51	
CÔTE D'IVOIRE		5,31	5,31	205,38			205,38				210,69	
KENYA	124,75	91,14	215,89	25,66			25,66			9,06	250,62	
LIBERIA	3,44	90,13	93,57	23,80			23,80		0,02		117,38	
LESOTHO		77,38	77,38							0,61	77,99	
MADAGASCAR	118,76	283,43	402,18	6,38			6,38		0,00		408,57	
MALAWI	59,15	161,46	220,61	10,79		10,00	20,79		0,34	6,44	248,17	
MAURICE	8,74	57,67	66,42	0,28			0,38		0,09		67,17	
MAURITANIE		101,85	101,85	5,66			21,60			0,32	129,42	
MALI	122,15	286,90	409,05	39,32		1,11	40,43			2,53	452,00	
MOZAMBIQUE	145,83	270,63	416,46	5,50			5,50		6,66	1,98	430,61	
NAMIBIE		96,36	96,36	0,61			0,61				96,97	
NIGER	165,35	182,01	347,37	14,32			14,32				361,69	
RWANDA	101,12	115,62	216,74						1,53	0,35	218,61	
SENÉGAL	52,48	225,17	277,65	7,73			7,73			0,85	286,22	
SEYCHELLES		2,04	2,04	0,70			0,70				2,74	
SIERRA LEONE	60,64	104,72	165,36	30,61			24,75			22,00	242,70	
SOMALIE		191,38	191,38								191,38	
SÃO TOMÉ E PRÍNCIPE		12,38	12,38	1,81			1,81				14,19	
SOUDAN		119,28	119,28	79,20			79,20		2,54	104,63	305,65	
SWAZILAND		33,51	33,51							1,19	34,70	
TANZANIE	177,71	214,19	391,90	4,55			4,55			0,04	396,49	
TOGO	3,03	9,98	13,01	24,34			24,34			17,46	54,81	
UGANDA	81,01	180,02	261,04	38,30			38,30		2,86	3,66	305,84	
NIGERIA		395,85	395,85							116,48	512,33	
ZAMBIE	178,55	178,34	356,87	7,45		11,49	18,94			0,27	376,08	
ZIMBABWE		30,70	30,70	24,12			24,12			0,27	55,09	
CONGO (REP. DÉMOCRATIQUE DU)	105,70	297,12	402,82	97,55			97,55		0,70	55,58	556,64	
<b>* TOTAL AFRIQUE</b>	<b>2.113,62</b>	<b>5.977,29</b>	<b>8.090,98</b>	<b>829,12</b>	<b>11,20</b>	<b>92,32</b>	<b>932,63</b>	<b>14,75</b>	<b>520,03</b>		<b>9.558,40</b>	
ANTIGUA-ET-BARBUDA		6,88	6,88								6,88	
BARBADE		11,83	11,83								11,83	
BELIZE		7,59	7,59	0,84			0,84				8,44	
BAHAMAS		6,01	6,01								6,01	
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	81,57	31,45	113,03	14,39		18,08	32,47				145,50	
DOMINIQUE	6,40	1,57	7,97			4,38	4,38				12,35	
GRENADE	9,88	9,13	19,01	7,57			7,57				26,58	
GUYANA	26,32	24,15	50,47	0,69		8,40	9,09				59,56	
HÀÏTI	3,08	107,76	110,84	158,67			158,67				269,52	
JAMAÏQUE	2,50	40,48	42,98	26,04		1,87	27,91		0,07	83,06	154,02	
SAINT-CRISTOPHE-ET-NEVIS		5,62	5,62								5,62	
SAINTE-LUCIE		17,14	17,14			4,68	4,68				21,82	
SURINAME		43,89	43,89	0,69			0,69		0,18		44,77	
SAINT-VINCENT-ET-LES-GRENADINES		8,46	8,46			0,53	0,53				9,01	
TRINIDAD-ET-TOBAGO	26,99	6,91	33,90							6,00	39,90	
<b>* TOTAL CARAÏBES</b>	<b>156,74</b>	<b>328,38</b>	<b>485,61</b>	<b>208,90</b>		<b>37,96</b>	<b>246,30</b>	<b>0,25</b>	<b>89,06</b>		<b>821,06</b>	
FIDI		23,30	23,30	2,08			2,08		0,00	0,50	25,79	
KIRIBATI		8,58	8,58							0,42	11,08	
PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE		54,57	54,57	2,48		8,85	12,37			2,24	70,14	
ÎLES SALOMON		12,80	12,80	0,55			0,55		0,43		13,78	
TONGA		4,08	4,08	1,88			1,88				5,96	
TUVALU		4,47	4,47	0,70			0,70			0,20	5,37	
VANUATU	2,77	10,94	13,72	1,57		1,62	3,19				16,91	
SAMOA OCCIDENTAL		21,79	21,79	0,02		1,84	1,86				23,66	
NIUE		1,97	1,97	0,60			0,60				2,57	
ÎLES COOK		2,70	2,70								2,70	
MICRONÉSIE (ÉTATS FÉDÉRÉS DE)		4,66	4,66	1,39			1,39				6,06	
ÎLES MARSHALL		3,40	3,40	1,09			1,09				4,49	
NAURU		1,77	1,77	0,50			0,50				2,27	
PALAU		1,94	1,94	0,60			0,60				2,54	
TIMOR-ORIENTAL		11,48	11,48								11,48	
<b>* TOTAL PACIFIQUE</b>	<b>2,77</b>	<b>168,44</b>	<b>171,22</b>	<b>14,40</b>		<b>12,31</b>	<b>26,71</b>	<b>0,00</b>	<b>4,79</b>		<b>202,79</b>	
RÉGION AFRIQUE OCCIDENTALE			181,49							21,72	203,21	
RÉGION AFRIQUE CENTRALE			54,18							8,90	63,07	

TABLEAU 3.3.6 SITUATION PAR INSTRUMENT ET PAR ÉTAT (en millions d'euros)

9e FED  CRÉDITS DÉLÉGUÉS ANNUELS 2009	COTONOU						LOME		CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES FAC. SOUT. PAIX	TOTAL ÉTAT		
	ENVELOPPE A		TOTAL ENV. A	AIDE D'URGENCE	ENVELOPPE B		TOTAL ENV. B	FRAIS DE MISE EN ŒUVRE			TRANS- FERTS DU 6e FED	TRANS- FERTS DU 7e FED
	SOUTIEN MACRO- ÉCONOMIQUE	POLITIQUES SECTORIELLES			ALLÈGEMENT DE LA DETTE	COMPENSATION PERTE RECETTES D'ÉMIGRATION						
ANGOLA	-	1,97	1,97	-	0,01	-	0,01	-	0,01	-	1,95	
BÉNIN	9,18	4,94	14,12	-	-	-	-	-	-	-	14,12	
BURKINA	-	4,17	4,17	-	-	-	-	-	0,00	-	4,17	
BOTSWANA	-	2,52	2,52	-	-	-	-	-	-	-	2,52	
BURUNDI	0,32	40,70	41,03	2,24	-	-	2,24	-	0,17	-	43,10	
RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	-	54,43	54,43	-	-	-	-	-	-	-	54,43	
TCHAD	-	0,12	18,31	18,19	1,04	-	1,04	-	0,07	-	19,16	
CAMEROUN	-	23,18	23,18	0,03	-	-	0,03	-	-	-	23,21	
CONGO	-	2,75	2,75	-	0,01	-	0,01	-	0,07	-	2,66	
COMORES	-	1,76	1,76	-	0,02	-	0,02	-	-	-	1,74	
CAP-VERT	1,73	2,59	0,85	-	-	-	-	-	-	-	0,85	
DJIBOUTI	-	4,94	4,94	-	-	-	-	-	-	-	4,90	
GUINÉE ÉQUATORIALE	-	0,64	0,64	-	-	-	-	-	-	-	0,64	
ÉRYTHÉE	-	30,71	30,71	-	-	-	-	-	-	-	30,71	
ÉTHIOPIE	0,20	32,82	32,62	-	0,07	-	0,07	-	0,01	-	32,53	
GABON	-	8,93	8,93	-	-	-	-	-	-	-	8,93	
GHANA	-	4,88	4,88	1,30	-	-	1,30	-	0,00	-	6,18	
GAMBIE	-	0,88	0,88	-	-	-	0,04	-	-	-	0,83	
GUINÉE-BISSAU	-	6,64	6,64	-	-	-	-	0,04	0,00	-	6,61	
GUINÉE	-	6,58	6,58	5,94	-	-	5,94	-	2,99	-	15,52	
CÔTE D'IVOIRE	-	0,06	0,06	60,76	-	-	60,76	-	-	-	60,76	
KENYA	-	1,69	1,69	2,30	-	-	2,30	-	-	-	3,89	
LIBERIA	-	12,02	12,02	0,02	-	-	0,02	-	-	-	12,04	
LESOTHO	-	2,71	2,71	-	-	-	-	-	-	-	2,71	
MADAGASCAR	-	9,72	9,72	-	-	-	-	-	-	-	9,72	
MALAWI	3,07	11,72	14,79	-	-	-	-	0,02	0,06	-	14,71	
MAURICE	-	0,12	0,12	-	-	-	-	-	-	-	0,12	
MAURITANIE	-	6,40	6,40	-	-	-	-	-	0,04	-	6,36	
MALI	0,16	5,27	5,10	1,98	-	-	1,98	-	0,13	-	6,95	
MOZAMBIQUE	-	21,14	21,14	-	-	-	-	0,01	-	-	21,17	
NAMIBIE	-	1,01	1,01	-	-	-	-	-	-	-	1,01	
NIGER	0,00	8,43	8,43	3,39	-	-	3,39	-	-	-	5,04	
RWANDA	1,52	4,80	6,32	-	-	-	-	-	0,00	-	6,32	
SÉNÉGAL	0,02	10,82	10,84	0,66	-	-	0,66	-	-	-	11,50	
SEYCHELLES	-	0,01	0,01	-	-	-	-	-	-	-	0,01	
SIERRA LEONE	0,05	1,77	1,83	0,20	-	-	0,20	-	0,06	-	1,57	
SOMALIE	-	15,93	15,93	-	-	-	-	-	-	-	15,93	
SÃO TOMÉ E PRÍNCIPE	-	2,06	2,06	1,67	-	-	1,67	-	-	-	3,73	
SOUDAN	-	15,25	15,25	0,44	-	-	0,44	-	0,09	-	14,72	
SWAZILAND	-	11,71	11,71	-	-	-	-	-	0,03	-	11,75	
TANZANIE	-	3,52	3,52	-	-	-	-	-	-	-	3,52	
TOGO	-	1,30	1,30	3,45	-	-	3,45	-	0,31	-	4,43	
OUGANDA	6,91	0,89	6,02	0,56	-	-	0,56	-	0,16	-	5,62	
NIGERIA	-	33,93	33,93	-	-	-	-	-	1,62	-	35,55	
ZAMBIE	0,09	25,07	25,16	-	-	-	-	-	-	-	25,16	
ZIMBABWE	-	3,36	3,36	1,46	-	-	1,46	-	-	-	4,81	
CONGO (REP. DÉMOCRATIQUE DU)	-	32,64	32,64	38,03	-	-	38,03	-	4,99	-	65,63	
<b>* TOTAL AFRIQUE</b>	<b>5,13</b>	<b>497,55</b>	<b>502,69</b>	<b>107,19</b>	-	-	<b>107,15</b>	-	<b>0,15</b>	<b>8,54</b>	<b>618,20</b>	
ANTIGUA-ET-BARBUDA	-	0,11	0,11	-	-	-	-	-	-	-	0,11	
BARBADE	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	1	
BELIZE	-	0,00	0,00	-	-	-	-	-	-	-	0,00	
BAHAMAS	-	5,94	5,94	-	-	-	-	-	-	-	5,94	
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	4,23	1,46	2,76	0,24	-	-	0,64	0,40	-	-	2,36	
DOMINIQUE	-	0,51	0,51	-	-	-	-	-	-	-	0,51	
GRENADE	0,58	5,98	6,56	-	-	-	-	-	-	-	6,56	
GUYANA	-	0,08	16,27	16,19	-	-	-	-	-	-	16,19	
HAÏTI	3,08	6,69	9,77	6,00	-	-	6,00	-	-	-	15,76	
JAMAÏQUE	-	2,42	2,42	-	-	0,86	0,86	-	0,00	-	3,28	
SAINT-CRISTOPHE-ET-NEVIS	-	1,72	1,72	-	-	-	-	-	-	-	1,72	
SAINTE-LUCIE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
SURINAME	-	2,85	2,85	-	-	-	-	-	-	-	2,85	
SAINT-VINCENT-ET-LES-GRENADINES	-	2,17	2,17	-	-	0,55	0,55	-	-	-	2,72	
TRINIDAD-ET-TOBAGO	0,13	0,01	0,14	-	-	-	-	-	-	-	0,14	
<b>* TOTAL CARAÏBES</b>	<b>0,52</b>	<b>46,15</b>	<b>45,91</b>	<b>5,76</b>	-	-	<b>2,05</b>	<b>7,31</b>	<b>0,00</b>	-	<b>53,41</b>	
FIDI	-	0,56	0,56	-	-	-	-	-	-	-	0,56	
KIRIBATI	-	0,13	0,13	-	-	-	-	-	-	-	0,13	
PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE	-	25,18	25,18	-	-	6,44	6,44	-	-	-	31,62	
ÎLES SALOMON	-	1,64	1,64	-	-	-	-	0,06	-	-	1,54	
TONGA	-	0,20	0,20	-	-	-	-	-	-	-	0,20	
TUVALU	-	0,03	0,03	-	-	-	-	-	-	-	0,03	
VANUATU	0,30	0,72	1,02	-	-	-	-	-	-	-	1,02	
SAMOA-OCCIDENTAL	-	0,01	0,01	-	-	0,51	0,51	-	-	-	0,51	
NIUE	-	0,04	0,04	-	-	-	-	-	-	-	0,04	
ÎLES COOK	-	0,16	0,16	-	-	-	-	-	-	-	0,16	
MICRONÉSIE (ÉTATS FÉDÉRÉS DE)	-	0,07	0,07	-	-	-	-	-	-	-	0,07	
ÎLES MARSHALL	-	0,04	0,04	-	-	-	-	-	-	-	0,04	
NAURU	-	0,02	0,02	-	-	-	-	-	-	-	0,02	
PALAU	-	0,02	0,02	-	-	-	-	-	-	-	0,02	
TIMOR-ORIENTAL	-	4,24	4,24	-	-	-	-	-	-	-	4,24	
<b>* TOTAL PACIFIQUE</b>	<b>0,30</b>	<b>33,02</b>	<b>33,33</b>	-	-	-	<b>6,94</b>	<b>6,94</b>	<b>0,06</b>	-	<b>40,22</b>	
RÉGION AFRIQUE OCCIDENTALE	-	-	15,99	-	-	-	2,79	-	-	-	18,79	
RÉGION AFRIQUE CENTRALE	-	-	2,94	-	-	-	3,14	-	-	-	6,08	
RÉGION DES CARAÏBES	-	-	2,32	-	-	-	10,58	-	-	-	12,90	
RÉGION DES PACIFIQUES	-	-	33,33	-	-	-	6,94	-	-	-	40,22	



TABLEAU 3.3.7 SITUATION PAR INSTRUMENT ET PAR ÉTAT (en millions d'euros)

9e FED	ENVELOPPE A		COTONOU				LOME		CONTRI-BUTIONS VOLONTAIRES À LA FACILITÉ DE SOUTIEN DE LA PAIX	TOTAL ÉTAT			
	PAIEMENTS CUMULÉS 2009	SOUTIEN MACRO-ÉCONOMIQUE	POLITIQUES SECTORIELLES	TOTAL ENV. A	AIDE D'URGENCE	ENVELOPPE B	ALÈGÈMENT DE LA DETTE	COMPENSATION DES EXPORTATIONS			TOTAL ENV. B	FRAIS DE MISE EN ŒUVRE	TRANS-FERTS DU 6e FED
ANGOLA		86,84	86,84	23,82				23,82				11,54	122,25
BÉNIN	104,10	157,95	262,05	1,05				1,05				0,23	263,33
BURKINA	182,71	135,28	317,99									8,89	326,88
BOTSWANA		44,71	44,71				8,06	8,06				0,00	52,77
BURUNDI	64,61	68,05	132,66	31,40	7,60	5,84	44,86	64,89				64,89	242,42
RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	11,58	28,42	40,01	3,15	1,60		8,92					0,00	48,93
TCHAD	22,32	117,94	140,26	13,45				13,45				1,09	154,79
CAMEROUN		120,84	120,84	5,53				5,53				0,00	126,37
CONGO	28,45	73,67	102,12	4,03	2,00			6,03				15,54	123,68
COMORES		15,74	15,74	4,44				4,44				0,00	20,18
CAP-VERT	12,27	12,27	24,55	5,50				5,50				0,36	30,41
DJIBOUTI		14,05	14,05									0,00	14,05
GUINÉE ÉQUATORIALE		5,83	5,83									0,00	5,83
ÉRYTHÉE		37,72	37,72	0,46				0,46				0,00	38,18
ÉTHIOPIE	58,07	442,29	500,36	43,13				43,13				17,82	561,35
GABON		15,56	15,56	0,74				0,74				0,11	16,40
GHANA	102,21	126,84	229,04	1,41				1,41		0,02		1,45	231,92
GAMBIE		20,58	20,58					0,60				2,71	23,89
GUINÉE-BISSAU	9,40	27,20	36,60					3,20				0,43	40,23
GUINÉE		44,29	44,29	6,79				6,79				29,67	80,76
CÔTE D'IVOIRE		4,91	4,91	139,57				139,57				0,00	144,49
KENYA	94,30	77,56	171,86	16,42				16,42				8,42	196,76
LIBERIA	3,44	55,19	58,63					23,29				0,00	81,92
LESOTHO		37,94	37,94									0,61	38,55
MADAGASCAR	105,63	246,32	349,94	6,38				6,38				0,00	356,33
MALAWI	53,69	109,94	163,63	9,71			10,00	19,71		0,34		5,72	189,43
MAURICE	8,74	53,17	61,91	0,28				0,38		0,09		0,00	62,66
MAURITANIE		73,29	73,29	5,66				16,22				0,32	95,49
MALI	122,01	267,86	389,87	38,01			1,11	39,12				2,51	431,50
MOZAMBIQUE	145,83	200,75	346,59	3,14				3,14		6,54		1,52	357,86
NAMIBIE		78,53	78,53	0,61				0,61				0,00	79,14
NIGER	133,67	146,65	280,32	13,39				13,39				0,00	293,71
RWANDA	100,78	106,45	207,23							1,52		0,34	209,08
SENEGAL	45,09	167,03	212,12	5,92				5,92				0,69	218,73
SEYCHELLES		1,82	1,82	0,70				0,70				0,00	2,52
SIERRA LEONE	55,69	69,53	125,22	27,11				24,75				21,23	198,30
SOMALIE		145,70	145,70									0,00	145,70
SÃO TOMÉ E PRÍNCIPE		10,03	10,03	0,44				0,44				0,00	10,47
SOUDAN		103,75	103,75	77,65				77,65		2,56		101,97	285,91
SWAZILAND		17,19	17,19									0,67	17,86
TANZANIE	177,60	164,72	342,32	4,55				4,55				0,04	346,91
TOGO	3,03	6,33	9,37	19,32				19,32				15,68	44,37
OUGANDA	79,90	102,78	182,69	34,89				34,89		2,86		3,53	223,97
NIGERIA		307,43	307,43									99,09	406,52
ZAMBIE	168,60	135,97	304,57	7,42			11,49	18,94				0,27	323,78
ZIMBABWE		24,25	24,25	13,88				13,88				0,27	40,40
CONGO (REP. DEMOCRATIQUE DU)	105,70	225,67	328,37	73,05				73,05		0,38		46,24	448,64
<b>F TOTAL AFRIQUE</b>	<b>1.997,45</b>	<b>4.533,80</b>	<b>6.531,22</b>	<b>668,89</b>	<b>11,20</b>	<b>85,82</b>	<b>765,91</b>	<b>14,29</b>	<b>464,09</b>				<b>7.775,28</b>
ANTIGUA-ET-BARBUDA		5,20	5,20									0,00	5,20
BARBADE		8,04	8,04									0,00	8,04
BELIZE		5,83	5,83	0,64				0,64				0,00	6,48
BAHAMAS		0,08	0,08									0,00	0,08
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	72,82	23,88	96,71	10,24			12,18	22,42				0,00	119,13
DOMINIQUE	4,64	0,93	5,57									0,00	5,57
GRENADE	6,05	5,72	11,77	7,57				7,57				0,00	19,24
GUYANA	19,07	11,32	30,39	0,69			8,40	9,09				0,00	39,48
HAÏTI	3,08	94,04	97,12	119,95				119,95				0,00	217,06
JAMAÏQUE	2,50	22,39	24,89	26,02			0,90	26,92		0,07		68,11	119,98
SAINTE-LEUCIE		2,82	2,82									0,00	2,82
SAINTE-LUCIE		1,05	1,05									0,00	1,05
SURINAME		35,18	35,18	0,69				0,69		0,08		0,00	35,95
SAINTE-VINCENT-ET-LES-GRENADINES		5,39	5,39	0,02			0,02	0,02				0,00	5,41
TRINIDAD-ET-TOBAGO	4,66	4,43	9,09					4,43				0,00	13,07
<b>F TOTAL CARAÏBES</b>	<b>112,89</b>	<b>226,29</b>	<b>339,09</b>	<b>165,80</b>			<b>31,50</b>	<b>187,31</b>		<b>0,15</b>		<b>72,11</b>	<b>598,66</b>
FIDI		18,24	18,24									0,51	18,75
KIRIBATI		8,14	8,14	0,55				0,55				0,42	9,11
PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE		27,40	27,40	1,78			3,53	5,31				3,24	35,95
ÎLES SALOMON		6,68	6,68	0,26				0,26				0,41	7,34
TONGA		3,71	3,71	1,29				1,29				0,00	5,01
TUVALU		4,44	4,44	0,33				0,33				0,00	4,77
VANUATU	1,68	10,10	11,78	1,34			1,62	3,18				0,00	14,96
SAMOA-OCIDENTAL		16,64	16,64	0,02			1,23	1,23				0,00	17,89
NIUE		1,72	1,72	0,60				0,60				0,00	2,32
ÎLES COOK		2,56	2,56									0,00	2,56
MICRONÉSIE (ÉTATS FÉDÉRÉS DE)		3,98	3,98	0,66				0,66				0,00	4,63
ÎLES MARSHALL		2,73	2,73	0,52				0,52				0,00	3,25
NAURU		1,57	1,57	0,24				0,24				0,00	1,81
PALAU		1,24	1,24	0,28				0,28				0,00	1,52
TIMOR-ORIENTAL		5,93	5,93									0,00	5,93
<b>F TOTAL PACIFIQUE</b>	<b>1,68</b>	<b>115,07</b>	<b>116,75</b>	<b>8,08</b>			<b>6,37</b>	<b>14,45</b>				<b>4,57</b>	<b>135,77</b>
RÉGION AFRIQUE OCCIDENTALE			109,05					12,20				0,00	121,25
RÉGION AFRIQUE CENTRALE			36,26					5,17				0,00	41,43
RÉGION DES CARAÏBES			71,98					25,09				0,00	97,07
RÉGION DU PACIFIQUE			33,46									0,00	33,46
PROJETS PALOP FED			5,87									0,00	5,87
COOPÉRATION RÉGIONALE ACP			1.846,85					76,28		1,76		48,46	1.997,69
AFRIQUE ORIENTALE, AUSTRALE ET OcéAN INDIEN			178,07					24,33				0,00	202,42
RÉGION CDA			49,88					3,92				0,00	53,80
<b>F TOTAL COOPÉRATION RÉGIONALE ACP</b>			<b>2.330,41</b>				<b>147,90</b>	<b>176</b>		<b>1,76</b>		<b>48,46</b>	<b>2.551,99</b>
TOUTS LES PAYS ACP			150,90					0,50				29,10	180,51

TABLEAU 3.3.8 SITUATION PAR INSTRUMENT ET PAR ÉTAT (en millions d'euros)

9e FED	COTONOU						LOME		CONTRI-BUTIONS VOLONTAIRES À LA FACILITÉ DE SOUTIEN DE LA PAIX	TOTAL ÉTAT	
	ENVELOPPE A			ENVELOPPE B			FRAIS DE MISE EN ŒUVRE	TRANS-FERTS DU 6e FED			TRANS-FERTS DU 7e FED
	SOUTIEN MACRO-ÉCONOMIQUE	POLITIQUES SECTORIELLES	TOTAL ENV. A	AIDE D'URGENCE	ALLÈGÈMENT DE LA DETTE	COMPENSATION PERTE REVENUS D'EXPORTATION					
ANGOLA		9,71	9,71	0,04			0,04		0,08	9,67	
BÉNIN	16,33	33,75	50,09						0,02	50,06	
BURKINA	9,63	4,38	14,01						0,22	14,24	
BOTSWANA		14,22	14,22							14,22	
BURUNDI	2,26	31,52	33,78	2,82			2,82		0,31	36,30	
RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	0,01	7,96	7,97			0,03	0,03			7,99	
TCHAD	0,02	42,21	42,19	1,24			1,24		0,02	43,41	
CAMEROUN		25,62	25,62	1,90			1,90			27,52	
CONGO		15,64	15,64	0,56			0,56		0,04	16,24	
COMORES		1,16	1,16	1,34			1,34			2,50	
CAP-VERT	1,63	4,13	5,76						0,01	5,76	
DJIBOUTI		7,33	7,33							7,33	
GUINÉE ÉQUATORIALE		1,30	1,30							1,30	
ÉRYTHRÉE		10,52	10,52							10,52	
ÉTHIOPIE		39,52	39,52	0,06			0,06		0,01	39,59	
GABON		3,95	3,95							3,95	
GHANA	9,00	36,57	45,57	0,92			0,92			46,49	
GAMBIE		8,02	8,02			0,57	0,57			8,60	
GUINÉE-BISSAU	0,03	4,87	4,90						0,00	4,91	
GUINÉE		17,31	17,31	3,33			3,33		0,31	20,95	
CÔTE D'IVOIRE		0,12	0,12	23,40			23,40			23,52	
KENYA	1,30	6,49	7,79	1,56			1,56		0,12	9,47	
LIBERIA		13,16	13,16	3,40			3,40			16,56	
LESOTHO		10,10	10,10							10,10	
MADAGASCAR	0,00	11,94	11,94	0,05			0,05			11,99	
MALAWI	1,95	25,21	27,16	1,34			1,34		0,14	28,35	
MAURICE		2,18	2,18							2,18	
MAURITANIE		8,95	8,95			5,22	5,22			14,17	
MALI	0,31	27,79	28,10	0,84			0,84		0,15	29,07	
MOZAMBIQUE		32,98	32,98	0,01			0,01	1,21	0,39	34,58	
NAMIBIE		20,40	20,40	0,00			0,00			20,40	
NIGER	1,16	20,96	22,13	0,33			0,33			22,45	
RWANDA	1,35	16,20	17,55					0,05	0,00	17,60	
SÉNÉGAL	10,19	56,03	66,22	0,47			0,47		0,13	66,56	
SEYCHELLES		0,43	0,43	0,07			0,07			0,50	
SIERRA LEONE	10,25	19,25	29,50	0,47			0,47		0,19	30,16	
SOMALIE		20,31	20,31							20,31	
SÃO TOMÉ E PRINCIPE		1,32	1,32	0,33			0,33			1,65	
SOUDAN		12,36	12,36	1,20			1,20			13,56	
SWAZILAND		4,95	4,95						0,07	5,02	
TANZANIE		25,92	25,92							25,92	
TOGO		1,13	1,13	5,92			5,92		1,20	8,25	
OUGANDA	0,87	19,63	20,50	3,47			3,47			23,97	
NIGERIA		44,67	44,67						7,78	52,46	
ZAMBIE	0,81	17,95	18,76							18,76	
ZIMBABWE		4,02	4,02	7,34			7,34			11,36	
CONGO (REP. DÉMOCRATIQUE DU)		63,87	63,87	18,12			18,12		8,30	90,29	
<b>* TOTAL AFRIQUE</b>	<b>67,08</b>	<b>808,03</b>	<b>875,11</b>	<b>80,51</b>		<b>5,82</b>	<b>86,32</b>	<b>1,26</b>	<b>18,00</b>	<b>980,76</b>	
ANTIGUA-ET-BARBUDA		0,32	0,32							0,32	
BARBADE		0,31	0,31							0,31	
BELIZE		1,30	1,30							1,30	
BAHAMAS											
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	20,57	6,62	27,20	4,14		3,37	7,51			34,71	
DOMINIQUE		0,12	0,12							0,12	
GRENADE	2,05	2,68	4,73							4,73	
GUYANA	0,21	4,35	4,56							4,56	
HAÏTI	3,08	11,02	14,10	25,24			25,24			39,33	
JAMAÏQUE		4,59	4,59	0,02		0,22	0,20		12,84	17,62	
SAINTE-LUCIE		0,45	0,45							0,45	
SAINTE-ÉLÈNE		0,38	0,38							0,38	
SURINAM		10,42	10,42						0,00	10,42	
SAINTE-VINCENT-ET-LES-GRENADINES		0,93	0,93			0,02	0,02			0,94	
TRINIDAD-ET-TOBAGO	0,09	0,44	0,53							0,53	
<b>* TOTAL CARAÏBES</b>	<b>26,01</b>	<b>43,95</b>	<b>69,96</b>	<b>29,35</b>		<b>3,62</b>	<b>32,97</b>	<b>0,00</b>	<b>12,84</b>	<b>115,76</b>	
FIDI		5,71	5,71							5,71	
KIRIBATI		1,20	1,20							1,20	
PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE		11,88	11,88	1,33		2,81	4,14			16,02	
ÎLES SALOMON		0,08	0,08	0,22			0,22			0,30	
TONGA		0,10	0,10	0,44			0,44			0,54	
TUVALU		0,02	0,02	0,28			0,28			0,29	
WANUATU	0,85	0,66	1,51	0,00			0,00			1,51	
SAMOA-OCCIDENTAL		6,14	6,14			0,21	0,21			6,35	
NIUE		0,24	0,24							0,24	
ÎLES COOK		0,07	0,07							0,07	
MICRONÉSIE (ÉTATS FÉDÉRÉS DE)		0,65	0,65	0,55			0,55			1,20	
ÎLES MARSHALL		0,57	0,57	0,43			0,43			1,01	
NAURU		0,45	0,45	0,20			0,20			0,65	
PALAU		0,19	0,19	0,24			0,24			0,43	
TIMOR-ORIENTAL		2,10	2,10							2,10	

TABLEAU 3.4.1 SITUATION GÉNÉRALE PAR ÉTAT (en millions d'euros)

10e FED DONNÉES CUMULÉES 2009	COTONOU										TOTAL		
	PIN	ENVELOPPE A				ENVELOPPE B				DÉCISIONS	CRÉDITS DÉLÉGUÉS	PAIEMENTS	
		DÉCISIONS	EN % DU PIN	PAIEMENTS	EN % DU PIN	DÉCISIONS	EN % DU PIN	PAIEMENTS	EN % DU PIN				
ANGOLA	207,00	50,50	24%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	50,50	0,00	0,00	
BÉNIN	334,00	172,50	52%	18,47	6%	31,82	10%	27,55	8%	213,98	132,96	46,02	
BURKINA	529,00	392,74	74%	61,32	12%	5,42	1%	5,42	1%	398,16	333,66	66,74	
BOTSWANA	73,00	65,00	89%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	65,00	0,00	0,00	
BURUNDI	188,00	63,50	34%	13,79	7%	30,49	16%	19,97	11%	93,99	66,49	33,76	
RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	137,00	85,00	62%	4,59	3%	12,21	9%	12,21	9%	97,21	17,39	16,80	
TCHAD	299,00	103,50	35%	1,98	1%	2,00	1%	0,63	0%	105,50	16,07	2,61	
CAMEROUN	239,00	192,70	81%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	192,70	5,73	0,00	
CONGO	85,00	20,30	24%	0,22	0%	2,00	2%	0,00	0%	22,30	0,43	0,22	
COMORES	45,00	26,57	59%	0,04	0%	7,27	16%	7,27	16%	33,84	7,43	7,33	
CAP-VERT	49,90	29,60	59%	8,58	17%	0,00	0%	0,00	0%	29,60	25,75	8,58	
DJIBOUTI	40,50	1,30	3%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	1,30	0,00	0,00	
GUINÉE ÉQUATORIALE	0,00	0,00	0%	0,00	-	0,00	-	0,00	-	0,00	0,00	0,00	
ÉRYTHRÉE	122,00	53,70	44%	0,00	0%	4,86	4%	2,73	2%	58,56	6,16	2,73	
ÉTHIOPIE	644,00	336,64	52%	45,70	7%	30,23	5%	8,00	1%	366,87	167,45	53,70	
GABON	49,00	4,90	10%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	4,90	0,00	0,00	
GHANA	367,00	259,00	71%	19,00	5%	41,02	11%	41,02	11%	300,02	215,02	60,02	
GAMBIE	76,00	3,50	5%	0,21	0%	2,64	3%	0,00	0%	6,14	1,39	0,21	
GUINÉE-BISSAU	97,00	35,00	36%	9,09	9%	14,95	15%	14,95	15%	49,95	35,55	24,04	
GUINÉE	0,00	0,00	0%	0,00	-	5,33	-	0,00	-	5,33	0,00	0,00	
CÔTE D'IVOIRE	218,00	92,45	42%	17,60	8%	12,87	6%	105,32	48%	105,32	31,93	17,60	
KENYA	383,00	146,65	38%	0,00	0%	18,35	5%	6,24	2%	165,00	8,00	6,24	
LIBERIA	150,00	105,55	70%	0,02	0%	7,34	5%	7,34	5%	112,89	8,16	7,36	
LESOTHO	136,00	32,00	24%	0,10	0%	0,00	0%	0,00	0%	32,00	0,16	0,10	
MADAGASCAR	577,00	298,00	52%	0,00	0%	2,80	0%	2,09	0%	300,80	2,62	2,09	
MALAWI	436,00	127,00	29%	26,00	6%	33,89	8%	8,89	2%	160,89	90,27	34,89	
MAURICE	51,00	34,00	67%	0,00	0%	11,49	23%	10,90	21%	45,49	10,90	10,90	
MAURITANIE	0,00	0,00	0%	0,00	-	2,73	-	0,00	-	2,73	0,00	0,00	
MALI	533,00	437,30	82%	20,54	4%	10,05	2%	8,10	2%	447,35	156,87	28,64	
MOZAMBIQUE	603,00	431,00	71%	55,00	9%	12,11	2%	12,11	2%	443,11	344,17	67,11	
NAMIBIE	103,00	11,15	11%	0,54	1%	0,00	0%	0,00	0%	11,15	0,81	0,54	
NIGER	458,00	210,00	46%	0,23	0%	8,80	2%	1,63	0%	218,80	11,40	1,85	
RWANDA	290,00	251,30	87%	37,29	13%	9,44	3%	8,44	3%	260,74	50,03	45,73	
SÉNÉGAL	288,00	201,40	70%	23,49	8%	6,23	2%	0,00	0%	207,63	109,79	23,49	
SEYCHELLES	8,40	8,40	100%	0,08	1%	9,00	107%	8,00	95%	17,40	8,10	8,08	
SIERRA LEONE	242,00	70,17	29%	18,52	8%	18,42	8%	18,42	8%	88,59	70,87	36,94	
SOMALIE	212,00	117,00	55%	8,05	4%	0,00	0%	0,00	0%	117,00	49,46	8,05	
SÃO TOMÉ E PRÍNCIPE	16,60	16,60	100%	0,06	0%	0,50	3%	0,00	0%	17,10	0,86	0,06	
SOUDAN	0,00	0,00	0%	0,00	-	0,00	-	0,00	-	0,00	0,00	0,00	
SWAZILAND	63,00	7,00	11%	0,68	1%	0,89	1%	0,00	0%	7,89	1,33	0,68	
TANZANIE	555,00	403,50	73%	48,77	9%	14,84	3%	0,00	0%	418,34	318,83	48,77	
TOGO	123,00	46,47	38%	17,76	14%	3,12	3%	0,00	0%	49,59	26,88	17,76	
OUGANDA	439,00	377,00	86%	30,00	7%	5,48	1%	4,38	1%	382,48	39,07	34,38	
NIGERIA	0,00	0,00	0%	0,00	-	0,00	-	0,00	-	0,00	0,00	0,00	
ZAMBIE	475,00	351,00	74%	45,51	10%	36,13	8%	31,01	7%	387,13	304,86	76,51	
ZIMBABWE	0,00	0,00	0%	0,00	-	15,26	-	0,00	-	15,26	0,00	0,00	
RÉP. DÉMOCRATIQUE DU CONGO	514,00	329,50	64%	1,48	0%	22,62	4%	0,00	0%	352,12	31,08	1,48	
<b>* TOTAL AFRIQUE</b>	<b>10.455,40</b>	<b>6.000,38</b>	<b>57%</b>	<b>534,71</b>	<b>5%</b>	<b>452,59</b>	<b>4%</b>	<b>267,31</b>	<b>3%</b>	<b>6.462,63</b>	<b>2.707,92</b>	<b>802,02</b>	
ANTIGUA-ET-BARBUDA	3,40	3,40	100%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	3,40	0,00	0,00	
BARBADE	9,80	1,46	15%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	1,46	0,00	0,00	
BELIZE	11,80	11,80	100%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	11,80	0,00	0,00	
BAHAMAS	4,70	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0,00	0,00	
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	179,00	17,30	10%	1,36	1%	0,00	0%	0,00	0%	17,30	2,73	1,36	
DOMINIQUE	5,70	0,57	10%	0,22	4%	0,00	0%	0,00	0%	0,57	0,29	0,22	
GRENADE	6,00	1,00	17%	0,17	3%	5,29	88%	5,29	88%	6,29	5,60	5,46	
GUYANA	51,00	8,00	16%	0,12	0%	0,00	0%	0,00	0%	8,00	0,14	0,12	
HAÏTI	291,00	222,00	76%	7,08	2%	41,08	14%	2,58	1%	301,58	44,75	9,66	
JAMAÏQUE	110,00	74,75	68%	27,19	25%	1,90	2%	1,90	2%	76,65	73,93	29,09	
SAINT-CRISTOPHE-ET-NEVIS	4,50	0,68	15%	0,11	2%	0,00	0%	0,00	0%	0,68	0,24	0,11	
SAINTE-LUCIE	8,10	1,22	15%	0,14	2%	0,00	0%	0,00	0%	1,22	0,22	0,14	
SURINAME	19,80	19,80	100%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	19,80	0,52	0,00	
SAINTE-VINCENT-ET-LES-GRENADINES	7,80	0,78	10%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,78	0,00	0,00	
TRINIDAD-ET-TOBAGO	25,50	1,00	4%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	1,00	0,20	0,00	
<b>* TOTAL CARAÏBES</b>	<b>738,10</b>	<b>363,75</b>	<b>49%</b>	<b>36,39</b>	<b>5%</b>	<b>48,27</b>	<b>7%</b>	<b>9,77</b>	<b>1%</b>	<b>450,52</b>	<b>128,64</b>	<b>46,16</b>	
FIDI	0,00	0,00	0%	0,00	-	0,00	-	0,00	-	0,00	0,00	0,00	
KIRIBATI	12,70	5,01	39%	0,17	1%	0,00	0%	0,00	0%	5,01	0,34	0,17	
PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE	130,00	4,49	3%	0,55	0%	0,65	1%	0,39	0%	5,14	3,28	0,94	
ÎLES SALOMON	13,20	9,96	75%	1,36	10%	0,00	0%	0,00	0%	9,96	4,62	1,36	
TONGA	5,90	0,90	15%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,90	0,00	0,00	
TUVALU	5,00	5,00	100%	0,16	3%	0,00	0%	0,00	0%	5,00	0,42	0,16	
VANUATU	21,60	6,90	32%	0,31	1%	1,40	6%	0,00	0%	8,30	0,95	0,31	
SAMOA	30,00	16,25	54%	0,09	0%	0,00	0%	0,00	0%	16,25	0,33	0,09	
NIUÉ	3,00	2,55	85%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	2,55	0,00	0,00	
ÎLES COOK	3,00	0,45	15%	0,14	5%	0,00	0%	0,00	0%	0,45	0,29	0,14	
MICRONÉSIE	8,30	8,10	98%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	8,10	0,23	0,00	
ÎLES MARSHALL	5,30	5,00	94%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	5,00	0,00	0,00	
NALDI	2,70	2,50	93%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	2,50	0,00	0,00	

TABLEAU 3.4.2 SITUATION GÉNÉRALE PAR ÉTAT (en millions d'euros)

10e FED DONNÉES ANNUELLES 2009	COTONOU								TOTAL			
	PIN	ENVELOPPE A				ENVELOPPE B				DÉCISIONS	CRÉDITS DÉLÉGUÉS	PAIEMENTS
		DÉCISIONS	EN % DU PIN	PAIEMENTS	EN % DU PIN	DÉCISIONS	EN % DU PIN	PAIEMENTS	EN % DU PIN			
ANGOLA	207,00	13,50	24%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	13,50	0,00	0,00
BÉNIN	334,00	34,00	52%	18,47	6%	31,82	10%	27,55	8%	73,08	132,96	46,02
BURKINA	529,00	54,80	74%	61,32	12%	5,42	1%	5,42	1%	60,22	333,66	66,74
BOTSWANA	73,00	65,00	89%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	65,00	0,00	0,00
BURUNDI	188,00	12,00	34%	13,75	7%	30,49	16%	19,97	11%	42,49	66,49	33,76
RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	137,00	57,00	62%	4,59	3%	12,21	9%	12,21	9%	69,21	17,39	16,80
TCHAD	299,00	57,50	35%	1,98	1%	2,00	1%	0,63	0%	59,50	16,07	2,61
CAMEROUN	239,00	78,20	81%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	78,20	5,73	0,00
CONGO	85,00	3,80	24%	0,22	0%	2,00	2%	0,00	0%	5,80	0,43	0,22
COMORES	45,00	23,17	59%	0,00	0%	2,00	16%	2,27	16%	30,44	7,43	7,33
CAP-VERT	49,90	11,50	59%	8,58	17%	0,00	0%	0,00	0%	11,50	25,75	8,58
GUIBOUTI	40,50	0,00	3%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0,00	0,00
GUINÉE ÉQUATORIALE	0,00	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0,00	0,00
ÉRYTHRÉE	122,00	53,70	44%	0,00	0%	4,80	4%	2,73	2%	58,56	6,10	2,73
ÉTHIOPIE	644,00	32,60	52%	45,70	7%	30,23	5%	8,00	1%	62,87	167,43	53,70
GABON	49,00	3,70	10%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	3,70	0,00	0,00
GHANA	367,00	8,00	71%	19,00	5%	41,02	11%	41,02	11%	49,02	215,02	60,02
GAMBIE	76,00	0,00	5%	0,21	0%	2,64	3%	0,00	0%	2,64	1,39	0,21
GUINÉE-BISSAU	97,00	12,04	36%	7,85	9%	14,95	15%	14,95	15%	26,99	34,05	22,80
GUINÉE	0,00	0,00	0%	0,00	0%	5,33	0%	0,00	0%	5,33	0,00	0,00
CÔTE D'IVOIRE	218,00	51,43	42%	3,20	8%	12,87	6%	0,00	0%	64,30	10,11	3,20
KENYA	383,00	146,65	38%	0,00	0%	18,35	5%	6,24	2%	165,00	8,00	6,24
LIBERIA	150,00	102,40	70%	0,02	0%	0,66	5%	7,34	5%	101,74	8,16	7,34
LESOTHO	136,00	4,00	24%	0,10	0%	0,00	0%	0,00	0%	4,00	0,16	0,10
MADAGASCAR	577,00	0,00	52%	0,00	0%	2,80	0%	2,09	0%	2,80	2,62	2,09
MALAWI	436,00	37,00	29%	0,00	6%	33,89	8%	8,89	2%	70,89	64,27	8,89
MAURICE	51,00	34,00	67%	0,00	0%	11,49	23%	10,90	21%	45,49	10,90	10,90
MAURITANIE	0,00	0,00	0%	0,00	0%	2,73	0%	0,00	0%	2,73	0,00	0,00
MALI	533,00	117,00	82%	20,54	4%	10,05	2%	8,10	2%	127,05	156,87	28,64
MOZAMBIQUE	603,00	15,00	71%	55,00	9%	12,11	2%	12,11	2%	27,11	344,17	67,11
NAMIBIE	103,00	1,50	11%	0,54	1%	0,00	0%	0,00	0%	1,50	0,81	0,54
NIGER	458,00	0,00	46%	0,23	0%	8,80	2%	1,63	0%	8,80	11,40	1,85
RWANDA	290,00	74,30	87%	37,29	13%	9,44	3%	8,44	3%	83,74	50,03	45,73
SENEGAL	288,00	66,90	70%	23,49	8%	6,23	2%	0,00	0%	73,13	109,79	23,49
SEYCHELLES	8,40	8,15	100%	0,08	1%	9,00	107%	8,00	95%	17,15	8,10	8,08
SIERRA LEONE	242,00	0,00	29%	18,52	8%	18,42	8%	18,42	8%	18,42	70,87	36,94
SOMALIE	212,00	30,00	55%	8,05	4%	0,00	0%	0,00	0%	30,00	49,46	8,05
SÃO TOMÉ E PRÍNCIPE	16,60	15,10	100%	0,06	0%	0,50	3%	0,00	0%	15,60	0,86	0,06
SOUDAN	0,00	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0,00	0,00
SWAZILAND	63,00	4,50	11%	0,68	1%	0,89	1%	0,00	0%	5,39	1,33	0,68
TANZANIE	555,00	391,60	73%	48,77	9%	14,84	3%	0,00	0%	406,44	318,83	48,77
TOGO	123,00	24,00	38%	17,76	14%	3,12	3%	0,00	0%	27,12	26,88	17,76
OUGANDA	439,00	126,00	86%	30,00	7%	5,48	1%	4,38	1%	131,48	39,07	34,38
NIGERIA	0,00	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0,00	0,00
ZAMBIE	475,00	5,00	74%	45,51	10%	36,13	8%	31,01	7%	41,13	304,86	76,51
ZIMBABWE	0,00	0,00	0%	0,00	0%	15,26	0%	0,00	0%	15,26	0,00	0,00
REP. DEMOCRATIQUE DU CONGO	514,00	299,50	64%	1,48	0%	22,62	4%	0,00	0%	322,12	31,08	1,48
<b>* TOTAL AFRIQUE</b>	<b>10.455,40</b>	<b>2.074,29</b>	<b>0,29</b>	<b>493,08</b>	<b>0,05</b>	<b>444,29</b>	<b>0,04</b>	<b>267,31</b>	<b>0,03</b>	<b>2.526,42</b>	<b>2.658,29</b>	<b>760,39</b>
ANTIGUA-ET-BARBUDA	3,40	3,40	100%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	3,40	0,00	0,00
BARBADE	9,80	1,46	15%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	1,46	0,00	0,00
BELIZE	11,80	11,80	100%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	11,80	0,00	0,00
BAHAMAS	4,70	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0,00	0,00
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	179,00	8,00	10%	1,36	1%	0,00	0%	0,00	0%	8,00	2,73	1,36
DOMINIQUE	5,70	0,00	10%	0,22	4%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0,26	0,22
GRENADE	6,00	0,00	17%	0,17	3%	5,29	88%	5,29	88%	5,29	5,60	5,46
GUYANA	51,00	4,00	9%	0,12	0%	0,00	0%	0,00	0%	4,00	0,14	0,12
HAÏTI	291,00	192,00	70%	7,08	4%	41,08	14%	2,58	1%	271,58	44,75	9,66
JAMAÏQUE	110,00	0,00	68%	27,19	25%	1,94	2%	1,50	2%	1,94	73,93	29,09
SAINTE-LUCIE	4,50	0,68	15%	0,11	2%	0,00	0%	0,00	0%	0,68	0,22	0,11
SAINTE-LUCIE	8,10	0,00	15%	0,14	2%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0,22	0,14
SURINAME	19,80	17,50	100%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	17,50	0,53	0,00
SAINTE-VINCENT-ET-LES-GRENADINES	7,80	0,00	10%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0,00	0,00
TRINIDAD-ET-TOBAGO	25,50	0,00	4%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0,20	0,00
<b>* TOTAL CARAÏBES</b>	<b>738,10</b>	<b>238,84</b>	<b>0,49</b>	<b>36,39</b>	<b>0,05</b>	<b>48,27</b>	<b>0,07</b>	<b>9,77</b>	<b>0,01</b>	<b>325,61</b>	<b>128,64</b>	<b>46,10</b>
FIDI	0,00	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0,00	0,00
KIRIBATI	12,70	4,10	39%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	4,10	0,34	0,17
PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE	130,00	0,00	3%	0,55	0%	0,65	1%	0,39	0%	0,65	3,28	0,94
ÎLES SALOMON	13,20	9,96	75%	1,36	10%	0,00	0%	0,00	0%	9,96	4,62	1,36
TONGA	5,90	0,90	15%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,90	0,00	0,00
TUVALU	5,00	4,40	100%	0,00	3%	0,00	0%	0,00	0%	4,40	0,22	0,00
VANUATU	21,60	5,50	32%	0,31	1%	1,40	6%	0,00	0%	6,90	0,95	0,31
SAMOA	30,00	15,30	54%	0,09	0%	0,00	0%	0,00	0%	15,30	0,33	0,09
NIUE	3,00	2,55	85%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	2,55	0,00	0,00
ÎLES COOK	3,00	0,00	15%	0,14	5%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0,29	0,14
MICRONÉSIE	8,30	7,47	98%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	7,47	0,23	0,00
ÎLES MARSHALL	5,30	4,50	94%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	4,50	0,00	0,00
NAURU	2,70	2,30	93%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	2,30	0,00	0,00
PALAU	2,90	2,47	94%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	2,47	0,10	0,00
TIMOR-ORIENTAL	78,50	3,50	6%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	3,50	0,19	0,00
<b>* TOTAL PACIFIQUE</b>	<b>322,10</b>	<b>62,95</b>	<b>0,23</b>	<b>2,60</b>	<b>0,01</b>	<b>2,05</b>	<b>0,01</b>	<b>0,39</b>	<b>0,00</b>	<b>65,00</b>	<b>10,55</b>	<b>3,01</b>
RÉGION AFRIQUE OCCIDENTALE	0,00	6,00	-	0,00	0%	0,00	-	0,00	-	6,00	0,00	0,00
RÉGION DES CARAÏBES	0,00	0,00	-	0,00	0%	0,00	-	0,00	-	0,00	0,00	0,00

TABLEAU 3.4.3 SITUATION PAR INSTRUMENT ET PAR ÉTAT (en millions d'euros)

10e FED	COTONOU												
	ENVELOPPE A			ENVELOPPE B						TOTAL ENV. B	FRAIS DE MISE EN ŒUVRE	COFINANCEMENT	TOTAL ÉTAT
	AIDE PROGRAMMABLE	DOTATION PIR - PROGRAMMATION COTONOU	TOTAL ENV. A	AIDE HUMAINITAIRE ET AIDE D'URGENCE	ALLÈGÈMENT DE LA DETTE	COMPENSATION POUR INSTABILITÉ DANS RECETTES D'EXPORTATION	AUTRES BOUTS AYANT UN IMPACT BUDGÉTAIRE	TOTAL ENV. B					
ANGOLA	50,50	0,00	50,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50,50	
BÉNIN	172,50	0,00	172,50	0,00	0,00	0,00	0,00	31,82	31,82	0,00	9,66	213,98	
BURKINA	392,74	0,00	392,74	5,42	0,00	0,00	0,00	0,00	5,42	0,00	0,00	398,16	
BOTSWANA	65,00	0,00	65,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	65,00	
BURUNDI	63,50	0,00	63,50	9,79	0,00	0,00	0,00	20,70	30,49	0,00	0,00	93,99	
RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	85,00	0,00	85,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12,21	12,21	0,00	0,00	97,21	
TCHAD	103,50	0,00	103,50	2,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2,00	0,00	0,00	105,50	
CAMEROUN	192,70	0,00	192,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	192,70	
CONGO	20,30	0,00	20,30	2,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2,00	0,00	0,00	22,30	
COMORES	26,57	0,00	26,57	0,00	0,00	0,00	0,00	7,27	7,27	0,00	0,00	33,84	
CAP-VERT	29,60	0,00	29,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29,60	
DJIBOUTI	1,30	0,00	1,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,30	
GUINÉE ÉQUATORIALE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
ÉRYTHRÉE	53,70	0,00	53,70	4,86	0,00	0,00	0,00	4,86	4,86	0,00	0,00	58,56	
ÉTHIOPIE	336,64	0,00	336,64	30,23	0,00	0,00	0,00	0,00	30,23	0,00	0,00	366,87	
GABON	4,90	0,00	4,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4,90	
GHANA	259,00	0,00	259,00	0,00	0,00	0,00	0,00	41,02	41,02	0,00	0,00	300,02	
GAMBIE	3,50	0,00	3,50	2,64	0,00	0,00	0,00	2,64	2,64	0,00	0,00	6,14	
GUINÉE-BISSAU	35,00	0,00	35,00	3,77	0,00	0,00	0,00	11,18	14,95	0,00	0,00	49,95	
GUINÉE	0,00	0,00	0,00	5,33	0,00	0,00	0,00	5,33	5,33	0,00	0,00	5,33	
CÔTE D'IVOIRE	92,45	0,00	92,45	0,00	12,87	0,00	0,00	0,00	12,87	0,00	0,00	105,32	
KENYA	146,65	0,00	146,65	18,35	0,00	0,00	0,00	0,00	18,35	0,00	0,00	165,00	
LIBERIA	105,55	0,00	105,55	0,00	7,34	0,00	0,00	0,00	7,34	0,00	0,00	112,89	
LESOTHO	32,00	0,00	32,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32,00	
MADAGASCAR	298,00	0,00	298,00	2,80	0,00	0,00	0,00	0,00	2,80	0,00	0,00	300,80	
MALAWI	127,00	0,00	127,00	8,89	0,00	0,00	0,00	25,00	33,89	0,00	0,00	160,89	
MAURICE	34,00	0,00	34,00	0,00	0,00	0,59	0,00	10,90	11,49	0,00	0,00	45,49	
MAURITANIE	0,00	0,00	0,00	2,73	0,00	0,00	0,00	0,00	2,73	0,00	0,00	2,73	
MALI	437,30	0,00	437,30	2,35	0,00	0,00	0,00	7,70	10,05	0,00	0,00	447,35	
MOZAMBIQUE	431,00	0,00	431,00	0,00	12,11	0,00	0,00	0,00	12,11	0,00	0,00	443,11	
NAMIBIE	11,15	0,00	11,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11,15	
NIGER	210,00	0,00	210,00	8,80	0,00	0,00	0,00	0,00	8,80	0,00	0,00	218,80	
RWANDA	251,30	0,00	251,30	9,44	0,00	0,00	0,00	0,00	9,44	0,00	0,00	260,74	
SÉNÉGAL	201,40	0,00	201,40	6,23	0,00	0,00	0,00	0,00	6,23	0,00	0,00	207,63	
SEYCHELLES	8,40	0,00	8,40	0,00	0,00	0,00	0,00	9,00	9,00	0,00	0,00	17,40	
SIERRA LEONE	70,17	0,00	70,17	6,42	0,00	0,00	0,00	12,00	18,42	0,00	0,00	88,59	
SOMALIE	117,00	0,00	117,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	117,00	
SÃO TOMÉ E PRÍNCIPE	16,60	0,00	16,60	0,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,50	0,00	0,00	17,10	
SOUDAN	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
SWAZILAND	7,00	0,00	7,00	0,00	0,00	0,89	0,00	0,00	0,89	0,00	0,00	7,89	
TANZANIE	403,50	0,00	403,50	0,00	14,84	0,00	0,00	0,00	14,84	0,00	0,00	418,34	
TOGO	46,47	0,00	46,47	0,00	0,00	0,00	0,00	3,12	3,12	0,00	0,00	49,59	
OUGANDA	377,00	0,00	377,00	5,48	0,00	0,00	0,00	0,00	5,48	0,00	0,00	382,48	
NIGERIA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
ZAMBIE	351,00	0,00	351,00	6,13	0,00	0,00	0,00	30,00	36,13	0,00	0,00	387,13	
ZIMBABWE	0,00	0,00	0,00	5,26	0,00	0,00	0,00	10,00	15,26	0,00	0,00	15,26	
RÉP. DÉMOCRATIQUE DU CONGO	329,50	0,00	329,50	22,62	0,00	0,00	0,00	0,00	22,62	0,00	0,00	352,12	
<b>* TOTAL AFRIQUE</b>	<b>6.000,38</b>	<b>0,00</b>	<b>6.000,38</b>	<b>172,03</b>	<b>47,16</b>	<b>1,48</b>	<b>231,92</b>	<b>452,59</b>	<b>9,66</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>6.462,63</b>	
ANTIGUA-ET-BARBUDA	3,40	0,00	3,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3,40	
BARBADE	1,46	0,00	1,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,46	
BELIZE	11,80	0,00	11,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11,80	
BAHAMAS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	17,30	0,00	17,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17,30	
DOMINIQUE	0,57	0,00	0,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,57	
GRENADE	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5,29	5,29	0,00	0,00	6,29	
GUYANA	8,00	0,00	8,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8,00	
HAÏTI	222,00	0,00	222,00	11,08	0,00	0,00	0,00	30,00	41,08	0,00	38,50	301,58	
JAMAÏQUE	74,75	0,00	74,75	1,90	0,00	0,00	0,00	0,00	1,90	0,00	0,00	76,65	
SAINT-CRISTOPHE-ET-NEVIS	0,68	0,00	0,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,68	
SAINTE-LUCIE	1,22	0,00	1,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,22	
SURINAME	19,80	0,00	19,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19,80	
SAINT-VINCENT-ET-LES-GRENADINES	0,78	0,00	0,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,78	
TRINIDAD-ET-TOBAGO	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,00	
<b>* TOTAL CARAÏBES</b>	<b>363,75</b>	<b>0,00</b>	<b>363,75</b>	<b>12,98</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>35,29</b>	<b>48,27</b>	<b>0,00</b>	<b>38,50</b>	<b>450,52</b>	
FIDI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
KIRIBATI	5,01	0,00	5,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5,01	
PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE	4,49	0,00	4,49	0,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,65	0,00	0,00	5,14	
ÎLES SALOMON	9,96	0,00	9,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9,96	
TONGA	0,90	0,00	0,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,90	
TUVALU	5,00	0,00	5,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5,00	
VANUATU	6,90	0,00	6,90	1,40	0,00	0,00	0,00	0,00	1,40	0,00	0,00	8,30	
SAMOA	16,25	0,00	16,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16,25	
NIUE	2,55	0,00	2,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2,55	
ÎLES COOK	0,45	0,00	0,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,45	
MICRONÉSIE	8,10	0,00	8,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8,10	
ÎLES MARSHALL	5,00	0,00	5,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5,00	
NAURU	2,50	0,00	2,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2,50	
PALAU	2,72	0,00	2,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2,72	

TABLEAU 3.4.4 SITUATION PAR INSTRUMENT ET PAR ÉTAT (en millions d'euros)

10e FED	ENVELOPPE A			COTONOU					TOTAL ENV. B	FRAIS DE MISE EN ŒUVRE	COFINANCEMENT	TOTAL ÉTAT
	AIDE PROGRAMMABLE	FONCTION PR. PROGRAMATION COTONOU	TOTAL ENV. A	AIDE HUMANITAIRE ET AIDE D'URGENCE	ALÈGÈMENT DE LA DETTE	COMPENSATION POUR INSTABILITÉ DANS RECETTES D'EXPORTATION	AUTRES BOULEVERSEMENTS AVANT UN BUDGETAIRE	TOTAL ENV. B				
ANGOLA	13,50	0,00	13,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13,50	
BÉNIN	34,00	0,00	34,00	0,00	0,00	0,00	31,82	31,82	0,00	7,20	73,08	
BURKINA	54,80	0,00	54,80	5,42	0,00	0,00	0,00	5,42	0,00	0,00	60,22	
BOTSWANA	65,00	0,00	65,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	65,00	
BURUNDI	12,00	0,00	12,00	9,79	0,00	0,00	20,70	30,49	0,00	0,00	42,49	
RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	57,00	0,00	57,00	0,00	0,00	0,00	12,21	12,21	0,00	0,00	69,21	
TCHAD	57,50	0,00	57,50	2,00	0,00	0,00	0,00	2,00	0,00	0,00	59,50	
CAMEROUN	78,20	0,00	78,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	78,20	
CONGO	3,80	0,00	3,80	2,00	0,00	0,00	0,00	2,00	0,00	0,00	5,80	
COMORES	23,47	0,00	23,47	0,00	0,00	0,00	7,27	7,27	0,00	0,00	30,44	
CAP-VERT	11,50	0,00	11,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11,50	
DJIBOUTI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
GUINÉE ÉQUATORIALE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
ÉRYTHRÉE	53,70	0,00	53,70	4,86	0,00	0,00	0,00	4,86	0,00	0,00	58,56	
ÉTHIOPIE	32,64	0,00	32,64	30,23	0,00	0,00	0,00	30,23	0,00	0,00	62,87	
GABON	3,70	0,00	3,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3,70	
GHANA	8,00	0,00	8,00	0,00	0,00	0,00	41,02	41,02	0,00	0,00	49,02	
GAMBIE	0,00	0,00	0,00	2,64	0,00	0,00	0,00	2,64	0,00	0,00	2,64	
GUINÉE-BISSAU	12,04	0,00	12,04	3,77	0,00	0,00	11,18	14,95	0,00	0,00	26,99	
GUINÉE	0,00	0,00	0,00	5,33	0,00	0,00	0,00	5,33	0,00	0,00	5,33	
CÔTE D'IVOIRE	51,43	0,00	51,43	0,00	12,87	0,00	0,00	12,87	0,00	0,00	64,30	
KENYA	146,63	0,00	146,63	18,35	0,00	0,00	0,00	18,35	0,00	0,00	165,00	
LIBERIA	102,40	0,00	102,40	0,66	0,00	0,00	0,66	0,66	0,00	0,00	103,40	
LESOTHO	4,00	0,00	4,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4,00	
MADAGASCAR	0,00	0,00	0,00	2,80	0,00	0,00	0,00	2,80	0,00	0,00	2,80	
MALAWI	37,00	0,00	37,00	8,89	0,00	0,00	25,00	33,89	0,00	0,00	70,89	
MAURICE	34,00	0,00	34,00	0,00	0,00	0,59	10,90	11,49	0,00	0,00	45,49	
MAURITANIE	0,00	0,00	0,00	2,73	0,00	0,00	0,00	2,73	0,00	0,00	2,73	
MALI	117,00	0,00	117,00	2,35	0,00	0,00	7,70	10,05	0,00	0,00	127,05	
MOZAMBIQUE	15,00	0,00	15,00	0,00	12,11	0,00	0,00	12,11	0,00	0,00	27,11	
NAMIBIE	1,50	0,00	1,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,50	
NIGER	0,00	0,00	0,00	8,80	0,00	0,00	0,00	8,80	0,00	0,00	8,80	
RWANDA	74,30	0,00	74,30	9,44	0,00	0,00	0,00	9,44	0,00	0,00	83,74	
SENÉGAL	66,90	0,00	66,90	6,23	0,00	0,00	0,00	6,23	0,00	0,00	73,13	
SEYCHELLES	8,12	0,00	8,12	0,00	0,00	0,00	9,00	9,00	0,00	0,00	17,12	
SIÈRRA LEONE	0,00	0,00	0,00	6,42	0,00	0,00	12,00	18,42	0,00	0,00	18,42	
SOMALIE	30,00	0,00	30,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30,00	
SÃO TOMÉ E PRÍNCIPE	15,10	0,00	15,10	0,50	0,00	0,00	0,00	0,50	0,00	0,00	15,60	
SOUDAN	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
SWAZILAND	4,50	0,00	4,50	0,00	0,00	0,89	0,00	0,89	0,00	0,00	5,39	
TANZANIE	391,60	0,00	391,60	0,00	14,84	0,00	0,00	14,84	0,00	0,00	406,44	
TOGO	24,00	0,00	24,00	0,00	0,00	0,00	3,12	3,12	0,00	0,00	27,12	
UGANDA	126,00	0,00	126,00	5,48	0,00	0,00	0,00	5,48	0,00	0,00	131,48	
NIGERIA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
ZAMBIE	5,00	0,00	5,00	6,13	0,00	0,00	30,00	36,13	0,00	0,00	41,13	
ZIMBABWE	0,00	0,00	0,00	5,26	0,00	0,00	10,00	15,26	0,00	0,00	15,26	
CONGO (REP. DÉMOCRATIQUE DU)	299,50	0,00	299,50	22,63	0,00	0,00	22,63	22,63	0,00	0,00	322,13	
* TOTAL AFRIQUE	2.074,57	0,00	2.074,57	172,43	29,14	1,48	231,93	444,59	0,00	7,20	2.526,42	
ANTIGUA-ET-BARBUDA	3,40	0,00	3,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3,40	
BARBADE	1,40	0,00	1,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,40	
BELIZE	11,80	0,00	11,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11,80	
BAHAMAS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	8,00	0,00	8,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8,00	
DOMINIQUE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
GRENADE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5,29	5,29	0,00	0,00	5,29	
GUYANA	4,00	0,00	4,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4,00	
HÀÏTI	192,00	0,00	192,00	11,08	0,00	0,00	30,00	41,08	0,00	38,50	271,58	
JAMAÏQUE	0,00	0,00	0,00	1,90	0,00	0,00	0,00	1,90	0,00	0,00	1,90	
SAINTE-LUCIE	0,68	0,00	0,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,68	
SURINAME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
SURINAME (ÉTATS FÉDÉRÉS DE)	17,50	0,00	17,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17,50	
SAINTE-VINCENT-ET-LES-GRENADINES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
TRINIDAD-ET-TOBAGO	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
* TOTAL CARAÏBES	238,84	0,00	238,84	12,98	0,00	0,00	35,29	48,27	0,00	38,50	325,61	
FIDI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
KIRIBATI	4,10	0,00	4,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4,10	
PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE	0,00	0,00	0,00	0,65	0,00	0,00	0,00	0,65	0,00	0,00	0,65	
ÎLES SALOMON	9,96	0,00	9,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9,96	
TONGA	0,90	0,00	0,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,90	
TUVALU	4,40	0,00	4,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4,40	
VANUATU	5,50	0,00	5,50	1,40	0,00	0,00	0,00	1,40	0,00	0,00	6,90	
SAMOA	15,30	0,00	15,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15,30	
NIUE	2,55	0,00	2,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2,55	
ÎLES COOK	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
NICKONÉSIE (ÉTATS FÉDÉRÉS DE)	7,47	0,00	7,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7,47	
ÎLES MARSHALL	4,50	0,00	4,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4,50	
NAÏRU	2,30	0,00	2,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2,30	
PALAU	2,47	0,00	2,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2,47	
TIMOR-ORIENTAL	3,50	0,00	3,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3,50	
* TOTAL PACIFIQUE	62,95	0,00	62,95	2,05	0,00	0,00	0,00	2,05	0,00	0,00	65,00	
RÉGION AFRIQUE OCCIDENTALE	0,00	6,00	6,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6,00	
RÉGION DES CARAÏBES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
RÉGION DU PACIFIQUE	0,00	21,90	21,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21,90	
ALLOCATIONS INTRA-ACP	0,00	408,92	408,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,64	409,56	
PALOP MULTIRÉGIONAL	0,00	7,10	7,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7,10	

TABLEAU 3.4.5 SITUATION PAR INSTRUMENT ET PAR ÉTAT (en millions d'euros)

10e FED	COTONOU												
	ENVELOPPE A			ENVELOPPE B						TOTAL ENV. B	FRAIS DE MISE EN ŒUVRE	COFINANCEMENT	TOTAL ÉTAT
	AIDE PROGRAMMABLE	DOTATION PIR - PROGRAMMATION COTONOU	TOTAL ENV. A	AIDE HUMANITAIRE ET AIDE D'URGENCE	ALLÈGÈMENT DE LA DETTE	COMPENSATION POUR INSTABILITÉ RECETTES D'EXPORTATION	AUTRES ROULEVERSEMENTS AYANT UN IMPACT BUDGÉTAIRE	TOTAL ENV. B					
ANGOLA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
BÉNIN	101,28	0,00	101,28	0,00	0,00	0,00	0,00	31,68	31,68	0,00	0,00	132,96	
BURKINA	328,24	0,00	328,24	5,42	0,00	0,00	0,00	0,00	5,42	0,00	0,00	333,66	
BOTSWANA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
BURUNDI	46,52	0,00	46,52	0,00	0,00	0,00	0,00	19,97	19,97	0,00	0,00	66,49	
RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	5,18	0,00	5,18	0,00	0,00	0,00	0,00	12,21	12,21	0,00	0,00	17,39	
TCHAD	14,07	0,00	14,07	2,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2,00	0,00	0,00	16,07	
CAMEROUN	5,73	0,00	5,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5,73	
CONGO	0,43	0,00	0,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,43	
COMORES	0,16	0,00	0,16	0,00	0,00	0,00	0,00	7,27	7,27	0,00	0,00	7,43	
CAP-VERT	25,75	0,00	25,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25,75	
DJIBOUTI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
GUINÉE ÉQUATORIALE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
ÉRYTHRÉE	1,30	0,00	1,30	4,86	0,00	0,00	0,00	4,86	4,86	0,00	0,00	6,16	
ÉTHIOPIE	157,45	0,00	157,45	10,00	0,00	0,00	0,00	10,00	10,00	0,00	0,00	167,45	
GABON	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
GHANA	174,00	0,00	174,00	0,00	0,00	0,00	0,00	41,02	41,02	0,00	0,00	215,02	
GAMBIE	1,39	0,00	1,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,39	
GUINÉE-BISSAU	20,60	0,00	20,60	3,77	0,00	0,00	0,00	11,18	14,95	0,00	0,00	35,55	
GUINÉE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
CÔTE D'IVOIRE	31,93	0,00	31,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31,93	
KENYA	0,00	0,00	0,00	8,00	0,00	0,00	0,00	8,00	8,00	0,00	0,00	8,00	
LIBERIA	0,82	0,00	0,82	0,00	7,34	0,00	0,00	7,34	7,34	0,00	0,00	8,16	
LESOTHO	0,16	0,00	0,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,16	
MADAGASCAR	0,00	0,00	0,00	2,62	0,00	0,00	0,00	2,62	2,62	0,00	0,00	2,62	
MALAWI	56,38	0,00	56,38	8,89	0,00	0,00	0,00	25,00	33,89	0,00	0,00	90,27	
MAURICE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10,90	10,90	0,00	0,00	10,90	
MAURITANIE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
MALI	148,67	0,00	148,67	0,50	0,00	0,00	0,00	7,70	8,20	0,00	0,00	156,87	
MOZAMBIQUE	332,06	0,00	332,06	0,00	12,11	0,00	0,00	0,00	12,11	0,00	0,00	344,17	
NAMIBIE	0,81	0,00	0,81	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,81	
NIGER	9,50	0,00	9,50	1,90	0,00	0,00	0,00	0,00	1,90	0,00	0,00	11,40	
RWANDA	41,59	0,00	41,59	8,44	0,00	0,00	0,00	0,00	8,44	0,00	0,00	50,03	
SÉNÉGAL	109,79	0,00	109,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	109,79	
SEYCHELLES	0,10	0,00	0,10	0,00	0,00	0,00	0,00	8,00	8,00	0,00	0,00	8,10	
SIERRA LEONE	52,45	0,00	52,45	6,42	0,00	0,00	0,00	12,00	18,42	0,00	0,00	70,87	
SOMALIE	49,46	0,00	49,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	49,46	
SÃO TOMÉ ET PRÍNCIPE	0,39	0,00	0,39	0,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,46	0,00	0,00	0,86	
SOUDAN	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
SWAZILAND	1,33	0,00	1,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,33	
TANZANIE	303,99	0,00	303,99	0,00	14,84	0,00	0,00	0,00	14,84	0,00	0,00	318,83	
TOGO	26,88	0,00	26,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26,88	
OUGANDA	33,59	0,00	33,59	5,47	0,00	0,00	0,00	0,00	5,47	0,00	0,00	39,07	
NIGERIA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
ZAMBIE	269,00	0,00	269,00	5,86	0,00	0,00	0,00	30,00	35,86	0,00	0,00	304,86	
ZIMBABWE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
REP. DEMOCRATIQUE DU CONGO	8,44	0,00	8,44	22,62	0,00	0,00	0,00	0,00	22,62	0,00	0,00	31,06	
<b>* TOTAL AFRIQUE</b>	<b>2.359,46</b>	<b>0,00</b>	<b>2.359,46</b>	<b>97,24</b>	<b>34,29</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>216,93</b>	<b>348,46</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2.707,92</b>	
ANTIGUA-ET-BARBUDA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
BARBADE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
BELIZE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
BAHAMAS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	2,73	0,00	2,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2,73	
DOMINIQUE	0,29	0,00	0,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,29	
GRENADE	0,31	0,00	0,31	0,00	0,00	0,00	0,00	5,29	5,29	0,00	0,00	5,60	
GUYANA	0,14	0,00	0,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,14	
HAÏTI	7,17	0,00	7,17	7,58	0,00	0,00	0,00	30,00	37,58	0,00	0,00	44,75	
JAMAÏQUE	72,03	0,00	72,03	1,90	0,00	0,00	0,00	0,00	1,90	0,00	0,00	73,93	
SAINT-CHRISTOPHE-ET-NEVIS	0,24	0,00	0,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,24	
SAÏNTE-LUCIE	0,22	0,00	0,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,22	
SURINAME	0,52	0,00	0,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,52	
SAINT-VINCENT-ET-LES-GRENADINES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
TRINIDAD-ET-TOBAGO	0,20	0,00	0,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,20	
<b>* TOTAL CARAÏBES</b>	<b>83,87</b>	<b>0,00</b>	<b>83,87</b>	<b>9,48</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>35,29</b>	<b>44,77</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>128,64</b>	
FIDI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
KIRIBATI	0,34	0,00	0,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,34	
PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE	2,80	0,00	2,80	0,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,48	0,00	0,00	3,28	
ÎLES SALOMON	4,62	0,00	4,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4,62	
TONGA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
TUVALU	0,42	0,00	0,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,42	
VANUATU	0,95	0,00	0,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,95	
SAMOA	0,33	0,00	0,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,33	
NIUÉ	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
ÎLES COOK	0,29	0,00	0,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,29	
MICRONÉSIE	0,23	0,00	0,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,23	

TABLEAU 3.4.6 SITUATION PAR INSTRUMENT ET PAR ÉTAT (en millions d'euros)

10e FED	COTONOU													
	ENVELOPPE A			ENVELOPPE B							TOTAL ENV. B	FRAIS DE MISE EN ŒUVRE	COFINANCEMENT	TOTAL ÉTAT
	AIDE PROGRAMMABLE	DOTATION PR-PROGRAMMATION COTONOU	TOTAL ENV. A	AIDE HUMANITAIRE ET AIDE D'URGENCE	ALLÈGÈMENT DE LA DETTE	COMPENSATION DES INSTABILITÉS RECETTES D'EXPORTATION	AUTRES BOULEVERSEMENTS AYANT UN EFFET SUR LE BUDGETAIRE	TOTAL ENV. B	FRAIS DE MISE EN ŒUVRE	COFINANCEMENT				
ANGOLA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
BÉNIN	101,28	0,00	101,28	0,00	0,00	0,00	0,00	31,68	31,68	0,00	0,00	0,00	132,96	
BURKINA	328,24	0,00	328,24	5,42	0,00	0,00	0,00	0,00	5,42	0,00	0,00	0,00	333,66	
BOTSWANA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
BURUNDI	46,52	0,00	46,52	0,00	0,00	0,00	0,00	19,97	19,97	0,00	0,00	0,00	66,49	
RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	5,18	0,00	5,18	0,00	0,00	0,00	0,00	12,21	12,21	0,00	0,00	0,00	17,39	
TCHAD	14,07	0,00	14,07	2,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2,00	0,00	0,00	0,00	16,07	
CAMEROUN	5,73	0,00	5,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5,73	
CONGO	0,43	0,00	0,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,43	
COMORES	0,16	0,00	0,16	0,00	0,00	0,00	0,00	7,27	7,27	0,00	0,00	0,00	7,43	
CAP-VERT	25,75	0,00	25,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25,75	
DJIBOUTI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
GUINÉE ÉQUATORIALE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
ÉRYTHRÉE	1,30	0,00	1,30	4,86	0,00	0,00	0,00	0,00	4,86	0,00	0,00	0,00	6,16	
ÉTHIOPIE	157,45	0,00	157,45	10,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10,00	0,00	0,00	0,00	167,45	
GABON	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
GHANA	174,00	0,00	174,00	0,00	0,00	0,00	0,00	41,02	41,02	0,00	0,00	0,00	215,02	
GAMBIE	1,39	0,00	1,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,39	
GUINÉE-BISSAU	19,10	0,00	19,10	3,77	0,00	0,00	0,00	11,18	14,95	0,00	0,00	0,00	34,05	
GUINÉE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
CÔTE D'IVOIRE	10,11	0,00	10,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10,11	
KENYA	0,00	0,00	0,00	8,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8,00	0,00	0,00	0,00	8,00	
LIBERIA	0,82	0,00	0,82	0,00	7,34	0,00	0,00	0,00	7,34	0,00	0,00	0,00	8,16	
LESOTHO	0,16	0,00	0,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,16	
MADAGASCAR	0,00	0,00	0,00	2,62	0,00	0,00	0,00	0,00	2,62	0,00	0,00	0,00	2,62	
MALAWI	30,38	0,00	30,38	8,89	0,00	0,00	0,00	25,00	33,89	0,00	0,00	0,00	64,27	
MAURICE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10,90	10,90	0,00	0,00	0,00	10,90	
MAURITANIE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
MALI	148,67	0,00	148,67	0,50	0,00	0,00	0,00	7,70	8,20	0,00	0,00	0,00	156,87	
MOZAMBIQUE	332,06	0,00	332,06	0,00	12,11	0,00	0,00	0,00	12,11	0,00	0,00	0,00	344,17	
NAMIBIE	0,81	0,00	0,81	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,81	
NIGER	9,50	0,00	9,50	1,90	0,00	0,00	0,00	0,00	1,90	0,00	0,00	0,00	11,40	
RWANDA	41,59	0,00	41,59	8,44	0,00	0,00	0,00	0,00	8,44	0,00	0,00	0,00	50,03	
SÉNÉGAL	109,79	0,00	109,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	109,79	
SEYCHELLES	0,10	0,00	0,10	0,00	0,00	0,00	0,00	8,00	8,00	0,00	0,00	0,00	8,10	
SIERRA LEONE	52,45	0,00	52,45	6,42	0,00	0,00	0,00	12,00	18,42	0,00	0,00	0,00	70,87	
SOMALIE	49,46	0,00	49,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	49,46	
SÃO TOMÉ E PRÍNCIPE	0,39	0,00	0,39	0,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,46	0,00	0,00	0,00	0,86	
SOUDAN	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
SWAZILAND	1,33	0,00	1,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,33	
TANZANIE	303,99	0,00	303,99	0,00	14,84	0,00	0,00	0,00	14,84	0,00	0,00	0,00	318,83	
TOGO	26,88	0,00	26,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26,88	
OUGANDA	33,59	0,00	33,59	5,47	0,00	0,00	0,00	0,00	5,47	0,00	0,00	0,00	39,07	
NIGERIA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
ZAMBIE	269,00	0,00	269,00	5,86	0,00	0,00	0,00	30,00	35,86	0,00	0,00	0,00	304,86	
ZIMBABWE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
CONGO (RÉP. DÉMOCRATIQUE DU)	8,44	0,00	8,44	22,62	0,00	0,00	0,00	0,00	22,62	0,00	0,00	0,00	31,06	
<b>* TOTAL AFRIQUE</b>	<b>2.310,14</b>	<b>0,00</b>	<b>2.310,14</b>	<b>97,24</b>	<b>34,29</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>216,93</b>	<b>348,46</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2.688,29</b>	
ANTIGUA-ET-BARBUDA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
BARBADE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
BELIZE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
BAHAMAS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	2,73	0,00	2,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2,73	
DOMINIQUE	0,29	0,00	0,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,29	
GRENADE	0,31	0,00	0,31	0,00	0,00	0,00	0,00	5,29	5,29	0,00	0,00	0,00	5,60	
GUYANA	0,14	0,00	0,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,14	
HAÏTI	7,17	0,00	7,17	7,58	0,00	0,00	0,00	30,00	37,58	0,00	0,00	0,00	44,75	
JAMAÏQUE	72,03	0,00	72,03	1,90	0,00	0,00	0,00	1,90	1,90	0,00	0,00	0,00	73,93	
SAINT-CRISTOPHE-ET-NEVIS	0,24	0,00	0,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,24	
SAÏNTE-LUCIE	0,22	0,00	0,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,22	
SURINAME	0,52	0,00	0,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,52	
SAÏNT-VINCENT-ET-LES-GRENADINES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
TRINIDAD-ET-TOBAGO	0,20	0,00	0,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,20	
<b>* TOTAL CARAÏBES</b>	<b>83,87</b>	<b>0,00</b>	<b>83,87</b>	<b>9,48</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>35,29</b>	<b>44,77</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>128,64</b>	
FIDI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
KIRIBATI	0,34	0,00	0,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,34	
PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE	2,80	0,00	2,80	0,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,48	0,00	0,00	0,00	3,28	
ÎLES SALOMON	4,62	0,00	4,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4,62	
TONGA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
TUVALU	0,22	0,00	0,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,22	
VANUATU	0,95	0,00	0,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,95	
SAMOA	0,33	0,00	0,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,33	
NIUÉ	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
ÎLES COOK	0,29	0,00	0,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,29	
MICRONÉSIE (ÉTATS FÉDÉRÉS DE)	0,23	0,00	0,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,23	



TABLEAU 3.4.7 SITUATION PAR INSTRUMENT ET PAR ÉTAT (en millions d'euros)

10e FED  PAIEMENTS CUMULÉS 2009	COTONOU											TOTAL ÉTAT		
	ENVELOPPE A			ENVELOPPE B							TOTAL ENV. B		FRAIS DE MISE EN ŒUVRE	CORNAMENT
	AIDE PROGRAMMABLE	DOTATION PIR-PROGRAMMATION COTONOU	TOTAL ENV. A	AIDE HUMANITAIRE ET AIDE D'URGENCE	ALLÈGÈMENT DE LA DETTE	COMPENSATION POUR INSTABILITÉ DES DÉPENSES D'ÉQUILIBRATION	AUTRES BOULEVERSEMENTS AYANT UN IMPACT BUDGÉTAIRE	TOTAL ENV. B	FRAIS DE MISE EN ŒUVRE	CORNAMENT				
ANGOLA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
BÉNIN	18,47	0,00	18,47	0,00	0,00	0,00	0,00	27,55	27,55	0,00	0,00	0,00	46,02	
BURKINA	61,32	0,00	61,32	0,00	5,42	0,00	0,00	0,00	5,42	0,00	0,00	0,00	66,74	
BOTSWANA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
BURUNDI	13,79	0,00	13,79	0,00	0,00	0,00	0,00	19,97	19,97	0,00	0,00	0,00	33,76	
RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	4,59	0,00	4,59	0,00	0,00	0,00	0,00	12,21	12,21	0,00	0,00	0,00	16,80	
TCHAD	1,98	0,00	1,98	0,63	0,00	0,00	0,00	0,63	0,63	0,00	0,00	0,00	2,61	
CAMEROUN	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
CONGO	0,22	0,00	0,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,22	
COMORES	0,06	0,00	0,06	0,00	0,00	0,00	0,00	7,27	7,27	0,00	0,00	0,00	7,33	
CAP-VERT	8,58	0,00	8,58	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8,58	
DIHOUDI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
GUINÉE ÉQUATORIALE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
ÉRYTHÉE	0,00	0,00	0,00	2,73	0,00	0,00	0,00	2,73	2,73	0,00	0,00	0,00	2,73	
ÉTHIOPIE	45,70	0,00	45,70	8,00	0,00	0,00	0,00	8,00	8,00	0,00	0,00	0,00	53,70	
GABON	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
GHANA	19,00	0,00	19,00	0,00	0,00	0,00	0,00	41,02	41,02	0,00	0,00	0,00	60,02	
GAMBIE	0,21	0,00	0,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,21	
GUINÉE-BISSAU	9,09	0,00	9,09	3,77	0,00	0,00	0,00	11,18	14,95	0,00	0,00	0,00	24,04	
GUINÉE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
CÔTE D'IVOIRE	17,60	0,00	17,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17,60	
KENYA	0,00	0,00	0,00	6,24	0,00	0,00	0,00	6,24	6,24	0,00	0,00	0,00	6,24	
LIBERIA	0,02	0,00	0,02	0,00	7,34	0,00	0,00	7,34	7,34	0,00	0,00	0,00	7,36	
LESOTHO	0,10	0,00	0,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,10	
MADAGASCAR	0,00	0,00	0,00	2,09	0,00	0,00	0,00	2,09	2,09	0,00	0,00	0,00	2,09	
MALAWI	26,00	0,00	26,00	8,89	0,00	0,00	0,00	8,89	8,89	0,00	0,00	0,00	34,89	
MAURICE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10,90	10,90	0,00	0,00	0,00	10,90	
MAURITANIE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
MALI	20,54	0,00	20,54	0,40	0,00	0,00	0,00	7,70	8,10	0,00	0,00	0,00	28,64	
MOZAMBIQUE	55,00	0,00	55,00	0,00	12,11	0,00	0,00	12,11	12,11	0,00	0,00	0,00	67,11	
NAMIBIE	0,54	0,00	0,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,54	
NIGER	0,23	0,00	0,23	1,63	0,00	0,00	0,00	1,63	1,63	0,00	0,00	0,00	1,85	
RWANDA	37,29	0,00	37,29	8,44	0,00	0,00	0,00	8,44	8,44	0,00	0,00	0,00	45,73	
SÉNÉGAL	23,49	0,00	23,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23,49	
SEYCHELLES	0,08	0,00	0,08	0,00	0,00	0,00	0,00	8,00	8,00	0,00	0,00	0,00	8,08	
SIERRA LEONE	18,52	0,00	18,52	6,42	0,00	0,00	0,00	12,00	18,42	0,00	0,00	0,00	36,94	
SOMALIE	8,05	0,00	8,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8,05	
SÃO TOMÉ E PRINCIPE	0,06	0,00	0,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,06	
SOUDAN	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
SWAZILAND	0,68	0,00	0,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,68	
TANZANIE	48,77	0,00	48,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	48,77	
TOGO	17,76	0,00	17,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17,76	
OUGANDA	30,00	0,00	30,00	4,38	0,00	0,00	0,00	4,38	4,38	0,00	0,00	0,00	34,38	
NIGERIA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
ZAMBIE	45,51	0,00	45,51	1,01	0,00	0,00	0,00	30,00	31,01	0,00	0,00	0,00	76,51	
ZIMBABWE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
RÉP. DÉMOCRATIQUE DU CONGO	1,48	0,00	1,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,48	
<b>* TOTAL AFRIQUE</b>	<b>534,71</b>	<b>0,00</b>	<b>534,71</b>	<b>60,06</b>	<b>19,45</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>187,80</b>	<b>267,31</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>802,02</b>	
ANTIGUA-ET-BARBUDA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
BARBADE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
BELIZE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
BAHAMAS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	1,36	0,00	1,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,36	
DOMINIQUE	0,22	0,00	0,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,22	
GRENADE	0,17	0,00	0,17	0,00	0,00	0,00	0,00	5,29	5,29	0,00	0,00	0,00	5,46	
GUYANA	0,12	0,00	0,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,12	
HAITI	7,08	0,00	7,08	2,58	0,00	0,00	0,00	2,58	2,58	0,00	0,00	0,00	9,66	
JAMAÏQUE	27,19	0,00	27,19	1,90	0,00	0,00	0,00	1,90	1,90	0,00	0,00	0,00	29,09	
SAINT-CRISTOPHE-ET-NEVIS	0,11	0,00	0,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,11	
SAINTE-LUCIE	0,14	0,00	0,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,14	
SURINAME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
SAINT-VINCENT-ET-LES-GRENADINES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
TRINIDAD-ET-TOBAGO	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>* TOTAL CARAÏBES</b>	<b>36,39</b>	<b>0,00</b>	<b>36,39</b>	<b>4,48</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>5,29</b>	<b>9,77</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>46,16</b>	
FIDI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
KIRIBATI	0,17	0,00	0,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,17	
PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE	0,55	0,00	0,55	0,39	0,00	0,00	0,00	0,39	0,39	0,00	0,00	0,00	0,94	
ÎLES SALOMON	1,36	0,00	1,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,36	
TONGA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
TUVALU	0,16	0,00	0,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,16	
VANUATU	0,31	0,00	0,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,31	
SAMOA	0,09	0,00	0,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,09	
NIUÉ	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
ÎLES COOK	0,14	0,00	0,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,14	
MICRONÉSIE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
ÎLES MARSHALL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	

TABLEAU 3.4.8 SITUATION PAR INSTRUMENT ET PAR ÉTAT (en millions d'euros)

10e FED	COTONOU											TOTAL ÉTAT
	ENVELOPPE A			ENVELOPPE B					TOTAL ENV. B	FRAIS DE MISE EN ŒUVRE	COFINANCEMENT	
	AIDE PROGRAMMABLE	DOTATION PR - PROGRAMMA-TION COTONOU	TOTAL ENV. A	AIDE HUMANITAIRE ET AIDE D'URGENCE	ALLÈGÈMENT DE LA DETTE	COMPENSATION POUR INSTABILITÉ DANS RECETTES D'EXPORTATION	AUTRES BOULEVERSE-MENTS AVANT UN IMPACT BUDGÉTAIRE					
PAIEMENTS ANNUELS 2009												
ANGOLA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
BÉNIN	18,47	0,00	18,47	0,00	0,00	0,00	27,55	27,55	0,00	0,00	0,00	46,02
BURKINA	61,32	0,00	61,32	5,42	0,00	0,00	0,00	5,42	0,00	0,00	0,00	66,74
BOTSWANA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
BURUNDI	13,79	0,00	13,79	0,00	0,00	0,00	19,97	19,97	0,00	0,00	0,00	33,76
RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	4,59	0,00	4,59	0,00	0,00	0,00	12,21	12,21	0,00	0,00	0,00	16,80
TCHAD	1,98	0,00	1,98	0,63	0,00	0,00	0,00	0,63	0,00	0,00	0,00	2,61
CAMEROUN	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
CONGO	0,22	0,00	0,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,22
COMORES	0,06	0,00	0,06	0,00	0,00	0,00	7,27	7,27	0,00	0,00	0,00	7,33
CAP-VERT	8,58	0,00	8,58	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8,58
DJIBOUTI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
GUINÉE ÉQUATORIALE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ÉRYTHRÉE	0,00	0,00	0,00	2,73	0,00	0,00	0,00	2,73	0,00	0,00	0,00	2,73
ÉTHIOPIE	45,70	0,00	45,70	8,00	0,00	0,00	0,00	8,00	0,00	0,00	0,00	53,70
GABON	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
GHANA	19,00	0,00	19,00	0,00	0,00	0,00	41,02	41,02	0,00	0,00	0,00	60,02
GAMBIE	0,21	0,00	0,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,21
GUINÉE-BISSAU	7,85	0,00	7,85	3,77	0,00	0,00	11,18	14,95	0,00	0,00	0,00	22,80
GUINÉE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
CÔTE D'IVOIRE	3,20	0,00	3,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3,20
KENYA	0,00	0,00	0,00	6,24	0,00	0,00	0,00	6,24	0,00	0,00	0,00	6,24
LIBERIA	0,02	0,00	0,02	0,00	7,34	0,00	0,00	7,34	0,00	0,00	0,00	7,36
LESOTHO	0,10	0,00	0,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,10
MADAGASCAR	0,00	0,00	0,00	2,09	0,00	0,00	0,00	2,09	0,00	0,00	0,00	2,09
MALAWI	0,00	0,00	0,00	8,89	0,00	0,00	0,00	8,89	0,00	0,00	0,00	8,89
MAURICE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10,90	10,90	0,00	0,00	0,00	10,90
MAURITANIE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
MALI	20,54	0,00	20,54	0,40	0,00	0,00	7,70	8,10	0,00	0,00	0,00	28,64
MOZAMBIQUE	55,00	0,00	55,00	0,00	12,11	0,00	0,00	12,11	0,00	0,00	0,00	67,11
NAMIBIE	0,54	0,00	0,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,54
NIGER	0,23	0,00	0,23	1,63	0,00	0,00	0,00	1,63	0,00	0,00	0,00	1,85
RWANDA	37,29	0,00	37,29	8,44	0,00	0,00	0,00	8,44	0,00	0,00	0,00	45,73
SÉNÉGAL	23,49	0,00	23,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23,49
SEYCHELLES	0,08	0,00	0,08	0,00	0,00	0,00	8,00	8,00	0,00	0,00	0,00	8,08
SIERRA LEONE	18,52	0,00	18,52	6,42	0,00	0,00	12,00	18,42	0,00	0,00	0,00	36,94
SOMALIE	8,05	0,00	8,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8,05
SÃO TOMÉ E PRINCIPE	0,06	0,00	0,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,06
SOUDAN	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SWAZILAND	0,68	0,00	0,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,68
TANZANIE	48,77	0,00	48,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	48,77
TOGO	17,76	0,00	17,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17,76
OUGANDA	30,00	0,00	30,00	4,38	0,00	0,00	0,00	4,38	0,00	0,00	0,00	34,38
NIGERIA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ZAMBIE	45,51	0,00	45,51	1,01	0,00	0,00	30,00	31,01	0,00	0,00	0,00	76,51
ZIMBABWE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
CONGO (RÉP. DÉMOCRATIQUE DU)	1,48	0,00	1,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,48
<b>* TOTAL AFRIQUE</b>	<b>493,08</b>	<b>0,00</b>	<b>493,08</b>	<b>60,06</b>	<b>19,45</b>	<b>0,00</b>	<b>187,80</b>	<b>267,31</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>760,39</b>
ANTIGUA-ET-BARBUDA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
BARBADE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
BELIZE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
BAHAMAS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	1,36	0,00	1,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,36
DOMINIQUE	0,22	0,00	0,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,22
GRENADE	0,17	0,00	0,17	0,00	0,00	0,00	5,29	5,29	0,00	0,00	0,00	5,46
GUYANA	0,12	0,00	0,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,12
HAÏTI	7,08	0,00	7,08	2,58	0,00	0,00	0,00	2,58	0,00	0,00	0,00	9,66
JAMAÏQUE	27,19	0,00	27,19	1,90	0,00	0,00	1,90	1,90	0,00	0,00	0,00	29,09
SAINT-CRISTOPHE-ET-NEVIS	0,11	0,00	0,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,11
SAINTE-LUCIE	0,14	0,00	0,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,14
SURINAME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SAINT-VINCENT-ET-LES-GRENADINES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TRINIDAD-ET-TOBAGO	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>* TOTAL CARAÏBES</b>	<b>36,39</b>	<b>0,00</b>	<b>36,39</b>	<b>4,48</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>8,29</b>	<b>9,77</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>46,16</b>
FIDI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
KIRIBATI	0,17	0,00	0,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,17
PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE	0,55	0,00	0,55	0,39	0,00	0,00	0,00	0,39	0,00	0,00	0,00	0,94
ÎLES SALOMON	1,36	0,00	1,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,36
TONGA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TUVALU	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
VANUATU	0,31	0,00	0,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,31
SAMOA	0,09	0,00	0,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,09
NIUE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ÎLES COOK	0,14	0,00	0,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,14
MICRONÉSIE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ÎLES MARSHALL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
NAURU	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
NAU	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

TABLEAU 3.5.1  
SITUATION PAR PAYS (en millions d'euros)

Tous FED Montants cumulés 2009	DÉCISIONS			CRÉDITS DÉLÉGUÉS			PAIEMENTS		
	Lomé	Cotonou	Total	Lomé	Cotonou	Total	Lomé	Cotonou	Total
ANGOLA	124,60	206,07	330,67	117,51	149,42	266,92	107,81	110,66	218,47
BÉNIN	172,01	531,90	703,91	171,88	437,76	609,63	171,71	309,12	480,83
BURKINA	287,42	859,73	1.147,15	285,73	780,95	1.066,70	279,94	501,21	781,15
BOTSWANA	34,11	163,77	197,88	34,11	96,61	130,72	32,71	84,49	117,20
BURUNDI	132,86	360,57	493,43	132,51	306,70	439,21	129,30	211,29	340,59
RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	84,79	213,56	300,35	84,74	126,03	210,77	84,36	63,73	150,09
TCHAD	217,62	329,10	546,72	214,58	217,28	431,86	210,23	156,32	366,55
CAMEROUN	228,27	371,01	599,28	227,71	173,26	400,97	226,86	126,37	353,23
CONGO	30,54	145,86	176,41	29,79	119,12	148,91	27,65	108,36	136,01
COMORES	16,17	71,78	87,95	16,12	41,40	57,52	16,07	27,51	43,58
CAP-VERT	57,08	85,39	142,47	55,87	72,11	127,98	55,01	38,63	93,63
DJIBOUTI	28,96	42,65	71,62	27,11	19,09	46,20	26,68	14,05	40,72
GUINÉE ÉQUATORIALE	4,42	8,99	13,42	4,10	8,64	12,74	3,92	5,83	9,74
ÉRYTHRÉE	18,01	176,01	194,02	18,01	114,97	132,98	18,01	40,91	58,92
ÉTHIOPIE	370,97	958,71	1.329,68	365,77	739,68	1.105,45	324,01	597,24	921,24
GABON	77,41	75,35	152,75	77,24	63,49	140,73	77,13	36,48	113,61
GHANA	221,45	655,36	876,81	219,30	532,67	751,97	216,80	325,61	542,40
GAMBIE	33,78	60,68	94,46	33,76	50,83	84,59	32,35	21,39	53,74
GUINÉE-BISSAU	46,79	151,14	197,94	46,50	120,88	167,38	45,77	97,43	143,20
GUINÉE	167,67	125,67	293,34	155,27	97,34	252,61	139,93	51,09	191,02
CÔTE D'IVOIRE	163,04	317,33	480,39	159,57	242,53	402,13	156,50	162,09	318,59
KENYA	199,60	481,60	681,20	193,50	249,56	443,05	187,63	194,51	382,14
LIBERIA	19,92	237,32	257,24	19,90	125,55	145,45	19,13	89,28	108,41
LESOTHO	67,48	135,79	203,26	66,95	77,54	144,50	64,96	38,04	103,00
MADAGASCAR	275,35	813,26	1.088,61	274,76	466,18	740,95	274,27	413,42	687,69
MALAWI	269,42	466,62	736,04	267,73	361,64	629,37	261,70	243,88	505,59
MAURICE	44,29	113,56	157,85	44,29	78,07	122,36	33,46	73,56	107,03
MAURITANIE	134,73	195,20	329,92	132,92	132,01	264,93	132,53	96,08	228,60
MALI	295,06	905,50	1.200,56	292,19	606,35	898,53	290,51	457,63	748,14
MOZAMBIQUE	401,19	1.029,98	1.431,17	399,13	914,83	1.313,97	386,90	565,42	952,32
NAMIBIE	73,07	109,39	182,46	72,90	97,77	170,67	71,66	79,68	151,33
NIGER	155,47	648,51	803,99	152,74	421,59	574,33	149,83	334,32	484,15
RWANDA	176,50	480,53	657,04	176,42	268,30	444,72	176,11	254,46	430,57
SENÉGAL	244,62	508,18	752,80	240,90	395,17	636,07	234,79	241,53	476,32
SEYCHELLES	7,23	22,69	29,92	7,23	10,84	18,06	7,23	10,60	17,83
SIERRA LEONE	124,07	326,96	451,03	122,32	291,60	413,92	114,06	214,01	328,07
SOMALIE	50,00	310,33	360,33	49,84	240,84	290,69	46,60	153,75	200,35
SÃO TOMÉ E PRÍNCIPE	12,23	31,95	44,17	12,23	15,04	27,27	12,23	10,53	22,76
SOUDAN	228,88	209,27	438,14	216,59	201,02	417,61	192,71	183,93	376,64
SWAZILAND	61,71	48,31	110,02	54,63	38,73	93,37	48,11	19,97	68,08
TANZANIE	479,43	831,88	1.311,31	476,24	715,28	1.191,52	464,97	395,64	860,62
TOGO	28,79	112,19	140,99	27,18	64,23	91,41	25,40	46,45	71,85
OUGANDA	424,20	695,36	1.119,56	423,43	341,26	764,69	418,62	254,82	673,44
NIGERIA	124,68	469,97	594,65	121,48	395,85	517,33	104,09	307,43	411,52
ZAMBIE	431,49	775,55	1.207,03	430,30	680,67	1.110,97	418,05	400,02	818,07
ZIMBABWE	105,59	71,75	177,33	105,18	54,82	160,00	102,42	40,13	142,55
CONGO (REP. DÉMOCRATIQUE DU)	106,29	885,32	991,61	103,82	532,13	635,95	93,14	403,87	497,01
<b>* TOTAL AFRIQUE</b>	<b>7.059,27</b>	<b>16.829,64</b>	<b>23.888,91</b>	<b>6.962,01</b>	<b>12.287,67</b>	<b>19.249,68</b>	<b>6.713,84</b>	<b>8.614,74</b>	<b>15.328,58</b>
ANTIGUA-ET-BARBUDA	0,65	10,65	11,30	0,62	6,88	7,49	0,50	5,20	5,70
BARBADE	7,18	13,69	20,87	6,86	11,83	18,69	6,22	8,04	14,26
BELIZE	19,06	20,68	39,74	19,06	8,37	27,63	17,90	6,61	24,51
BAHAMAS	2,20	6,91	9,11	2,20	6,01	8,22	2,20	0,08	2,28
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	135,46	167,82	303,28	135,41	148,23	283,64	127,28	120,49	247,77
DOMINIQUE	38,42	15,42	53,84	38,12	12,64	50,76	38,11	5,79	43,91
GRENADE	3,46	33,96	37,43	3,41	32,19	35,60	3,02	24,80	27,81
GUYANA	55,12	69,10	124,22	54,33	59,71	114,04	50,85	39,59	90,44
HAÏTI	79,05	582,18	661,23	78,73	314,27	393,00	77,94	226,72	304,66
JAMAÏQUE	222,76	183,22	405,99	222,21	171,74	393,95	205,32	107,81	313,14
SAINT-CRISTOPHE-ET-NEVIS	6,72	6,84	13,56	6,72	5,86	12,58	6,72	2,93	9,65
SAINTE-LUCIE	51,85	24,13	75,98	49,88	22,05	71,93	36,06	1,19	37,25
SURINAME	20,69	66,99	87,68	20,28	45,29	65,57	16,88	35,95	52,83
SAINT-VINCENT-ET-LES-GRENADINES	34,69	18,90	53,58	34,11	9,01	43,11	30,20	5,41	35,61
TRINIDAD-ET-TOBAGO	21,68	35,30	56,98	21,68	34,10	55,77	16,09	9,07	25,15
<b>* TOTAL CARAÏBES</b>	<b>699,01</b>	<b>1.253,79</b>	<b>1.954,30</b>	<b>693,61</b>	<b>888,36</b>	<b>1.581,99</b>	<b>635,29</b>	<b>599,69</b>	<b>1.234,97</b>
FIDI	19,92	25,63	45,55	19,82	23,30	43,12	19,82	18,24	38,06
KIRIBATI	10,53	16,01	26,53	10,47	11,00	21,47	10,35	8,87	19,22
PAFOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE	58,41	162,61	221,02	55,34	116,56	171,90	53,02	67,29	120,31
ÎLES SALOMON	91,16	32,07	123,23	90,78	17,96	108,74	90,75	8,29	99,04
TONGA	5,50	8,59	14,09	5,49	5,96	11,45	5,41	5,01	10,41
TUVALU	2,60	10,17	12,77	2,60	5,58	8,18	2,25	4,93	7,18
VANUATU	15,77	32,02	47,79	15,77	23,09	38,86	15,77	20,48	36,25
SAMOA-OCIDENTAL	19,10	43,71	62,81	19,10	27,41	46,51	19,10	21,41	40,51
NIUÉ	-	5,15	5,15	-	2,57	2,57	-	2,32	2,32
ÎLES COOK	-	3,95	3,95	-	2,98	2,98	-	10,085,07	10,085,07

TABEAU 3.5.2  
SITUATION PAR PAYS (en millions d'euros)

Tous FED Montants annuels 2009	DÉCISIONS			CRÉDITS DÉLÉGUÉS			PAIEMENTS		
	Lomé	Cotonou	Total	Lomé	Cotonou	Total	Lomé	Cotonou	Total
ANGOLA	-	(2,60)	(2,60)	1,18	1,95	3,14	5,96	9,75	15,71
BÉNIN	(1,69)	72,69	71,00	(0,02)	147,08	147,06	0,01	96,11	96,12
BURKINA	(0,11)	60,22	60,11	(0,00)	338,18	338,18	1,89	83,89	85,78
BOTSWANA	(2,48)	65,00	62,52	(0,52)	2,61	2,08	0,72	21,12	21,84
BURUNDI	0,01	42,49	42,49	0,46	109,75	110,21	0,45	70,37	70,82
RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	-	69,21	69,21	-	71,82	71,82	0,05	24,79	24,84
TCHAD	(6,53)	59,07	52,55	(7,17)	35,30	28,13	0,83	46,05	46,87
CAMEROUN	(9,35)	78,20	68,85	(9,40)	28,94	19,54	1,21	27,52	28,73
CONGO	-	5,80	5,80	0,75	3,16	3,91	1,26	16,41	17,67
COMORES	(0,26)	30,44	30,18	(0,03)	9,18	9,15	(0,03)	9,83	9,81
CAP-VERT	-	11,50	11,50	0,04	26,60	26,64	0,12	14,34	14,46
DJIBOUTI	-	-	-	-	4,90	4,90	-	7,33	7,33
GUINÉE ÉQUATORIALE	-	-	-	0,04	0,64	0,68	0,04	1,30	1,34
ÉRYTHRÉE	-	58,56	58,56	-	36,87	36,87	-	13,26	13,26
ÉTHIOPIE	0,00	62,75	62,75	1,28	200,00	201,28	3,44	93,28	96,72
GABON	-	3,70	3,70	-	11,83	11,83	(0,02)	6,50	6,47
GHANA	(0,17)	48,53	48,36	(1,17)	222,67	221,50	0,00	114,51	114,51
GAMBIE	0,01	2,64	2,65	0,14	2,22	2,36	1,13	8,81	9,93
GUINÉE-BISSAU	(0,09)	26,99	26,90	0,00	41,18	41,19	1,31	28,53	29,84
GUINÉE	(0,11)	5,33	5,22	1,08	12,52	13,60	1,75	20,64	22,39
CÔTE D'IVOIRE	0,01	64,30	64,31	(0,48)	70,81	70,33	5,23	26,72	31,94
KENYA	-	165,00	165,00	0,01	11,89	11,91	0,28	15,59	15,87
LIBERIA	(1,41)	100,79	99,38	(1,41)	20,21	18,79	-	23,92	23,92
LESOTHO	-	4,00	4,00	(0,28)	2,87	2,59	0,18	10,20	10,37
MADAGASCAR	0,00	2,52	2,53	0,36	12,34	12,70	0,74	14,08	14,83
MALAWI	0,01	70,89	70,90	(0,33)	77,58	77,25	2,47	40,47	42,95
MAURICE	-	45,49	45,49	0,00	11,02	11,02	-	13,08	13,08
MAURITANIE	(0,38)	1,27	0,88	(0,25)	6,40	6,16	0,03	14,17	14,20
MALI	(0,13)	127,05	126,92	(0,64)	163,95	163,31	1,18	57,58	58,75
MOZAMBIQUE	-	27,11	27,11	3,23	365,34	368,56	6,24	101,31	107,54
NAMIBIE	-	1,50	1,50	(0,00)	1,82	1,81	0,09	20,94	21,03
NIGER	-	8,80	8,80	(0,07)	17,00	16,94	1,90	27,45	29,35
RWANDA	0,02	83,74	83,76	0,79	56,35	57,14	6,61	63,33	69,94
SÉNÉGAL	(0,39)	73,13	72,74	(0,80)	121,29	120,49	0,05	90,18	90,23
SEYCHELLES	-	17,15	17,15	-	8,08	8,08	-	8,58	8,58
SIERRA LEONE	-	18,42	18,42	1,81	72,50	74,31	2,92	66,91	69,83
SOMALIE	-	30,00	30,00	0,11	65,39	65,50	0,32	28,36	28,68
SÃO TOMÉ E PRÍNCIPE	-	15,60	15,60	-	4,59	4,59	-	1,71	1,71
SOUDAN	0,30	-	0,30	-	14,72	14,72	12,95	13,56	26,51
SWAZILAND	-	5,39	5,39	(6,97)	13,05	6,08	0,89	5,92	6,81
TANZANIE	(1,45)	405,14	403,68	(1,55)	322,34	320,79	1,11	74,69	75,79
TOGO	0,00	27,12	27,12	(0,31)	31,63	31,31	1,20	24,81	26,01
OUGANDA	(0,28)	131,48	131,19	1,01	33,61	34,61	3,28	58,35	61,62
NIGERIA	-	-	-	1,62	33,93	35,55	7,78	44,67	52,46
ZAMBIE	-	41,13	41,13	(0,43)	330,02	329,59	(6,85)	95,28	88,43
ZIMBABWE	0,02	15,26	15,28	-	4,81	4,81	-	11,36	11,36
CONGO (REP. DEMOCRATIQUE DU)	-	322,12	322,12	4,77	91,73	96,49	8,30	83,46	91,77
* TOTAL AFRIQUE	(24,45)	2.504,91	2.480,46	(13,16)	3.272,68	3.259,53	76,99	1.751,01	1.828,00
ANTIGUA-ET-BARBUDA	-	3,40	3,40	-	0,11	0,11	-	0,32	0,32
BARBADE	-	1,46	1,46	0,00	-	0,00	0,00	0,31	0,31
BELIZE	-	11,80	11,80	-	(0,00)	(0,00)	-	1,30	1,30
BAHAMAS	-	(0,67)	(0,67)	-	5,94	5,94	-	-	-
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	(1,08)	2,22	1,15	(1,09)	0,37	(0,72)	0,68	36,07	36,75
DOMINIQUE	0,26	(0,47)	(0,21)	(0,05)	0,80	0,76	-	0,34	0,34
GRENADÉ	0,00	5,29	5,29	-	12,17	12,17	-	10,18	10,18
GUYANA	(0,94)	3,33	2,39	(0,21)	16,33	16,12	4,32	4,68	9,00
HAÏTI	-	271,58	271,58	0,08	60,51	60,60	0,63	48,99	49,63
JAMAÏQUE	(4,46)	1,90	(2,56)	(1,59)	77,22	75,63	17,57	33,88	51,44
SAINT-CHRISTOPHE-ET-NEVIS	-	0,68	0,68	-	1,96	1,96	-	0,56	0,56
SAINTE-LUCIE	(2,89)	(0,80)	(3,69)	(3,00)	0,22	(2,78)	-	0,52	0,52
SURINAME	-	17,28	17,28	0,19	3,37	3,56	4,52	10,42	14,94
SAINT-VINCENT-ET-LES-GRENADINES	0,03	(0,93)	(0,90)	-	2,72	2,72	-	0,96	0,96
TRINIDAD-ET-TOBAGO	(1,54)	(0,58)	(2,12)	(0,03)	0,34	0,31	0,06	0,53	0,60
* TOTAL CARAÏBES	(10,61)	315,49	304,88	(5,69)	182,05	176,36	27,79	149,08	176,86
FIDJI	-	-	-	-	0,56	0,56	-	5,71	5,71
KIRIBATI	-	4,10	4,10	(0,01)	0,47	0,46	0,02	1,37	1,40